

سكنا من الاجل

Supplément « Initiatives »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14412 - 8 F

MERCREDI 29 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

M. Bush et la Chine

APRÈS avoir feint d'hésiter longtemps, M. George Bush a annoncé, lundi 27 mai, sa décision de renouveler pour un an la clause de la nation la plus favorisée au bénéfice de la Chine. En invoquant à la fois l'efficacité et la morale - référence inévitable après la guerre du Golfe - le président américain a affirmé qu'il était erroné d'isoler la Chine si on veut l'influencer. Il lui faudra pourtant, dans les semaines qui viennent, persuader ses compatriotes que la « carte chinoise » demeure cruciale pour les États-Unis. Ce ne sera pas aisé.

La Chine s'est évidemment félicitée dès mardi de cette bonne nouvelle. L'opposition démocrate au Congrès - qui s'était déchaînée au lendemain du massacre du 4 juin 1989 contre la Représentation de la Maison Blanche - n'a guère été convaincue par les bémols mis à cette décision : en particulier l'imposition de nouvelles restrictions sur les transferts de haute technologie concernant les engins balistiques et sur les ventes de satellites. Mais elle aura bien du mal à rassembler une majorité des deux tiers du Congrès, pour passer outre à la décision présidentielle.

DEPUIS son séjour à Pékin dans les années 70 comme représentant officiel de Washington, M. Bush a gardé de solides amitiés chinoises. Ou du moins la conviction que ces « amis » doivent être menagés pour que se développent de fructueuses relations sino-américaines. Ce qui l'avait conduit à adopter au cours des événements de Tiananmen, une position d'attente dont il n'était pas sorti grand. Il n'a, depuis lors, cessé d'affirmer qu'il ne fallait pas isoler ce grand pays, et que d'importants intérêts économiques américains y étaient en jeu.

Un tel comportement n'est pas exclusivement américain. Sans parler des Japonais, pour les Européens, et en premier lieu pour les Français, le climat est aujourd'hui - au nom d'intérêts bien compris - à l'oubli des condamnations sans appel d'il y a juste deux ans. Alors pourquoi Pékin vient de célébrer sans états d'âme le quarantième anniversaire de l'entrée de ses troupes au Tibet.

FORCE est de constater que le cas chinois ne se résume pas à l'équation, inégale, entre affaires et droits de l'homme. L'expérience de ces dernières années a montré que, contrairement à ce qu'affirment nombre de responsables politiques ou économiques occidentaux, la Chine se montre moins sensible aux protestations d'amitié qu'aux pressions. Et que, comme la plupart des dictatures, elle comprendra seulement les rapports de force.

Les concessions de la Maison Blanche n'ont en effet pas empêché les gérontes communistes chinois de violer les quotas d'exportation de textiles, ni d'en prendre à leur aise avec les accords de non-prolifération, vendant à des pays comme la Corée du Nord, le Pakistan ou l'Algérie, des fusées et même des installations nucléaires. Il y a quelque chose de choquant à voir l'Occident multiplier les gestes en faveur de Pékin alors qu'il lésine sur son aide aux pays d'Europe de l'Est, qui - eux - ont choisi la voie périlleuse de la démocratie.

M0147 - 0529 0 - 6.00 F



Après la conclusion d'un cessez-le-feu

Les rebelles éthiopiens ont pris le contrôle d'Addis-Abeba

Après la conclusion, la veille, à Londres, d'un accord de cessez-le-feu, les rebelles éthiopiens se sont rendus maîtres d'Addis Abeba, mardi matin 28 mai, sans rencontrer de résistance majeure. A l'aube, toutefois, de violents combats ont eu lieu pendant deux heures autour du « Vieux Guebbi », le palais occupé, avant son départ en exil, par

l'ancien chef de l'Etat, le colonel Mengistu, et encore défendu par la garde présidentielle. Plus de 32 000 civils et quelque 20 000 militaires éthiopiens se sont, d'autre part, réfugiés, depuis dimanche, à Djibouti, où l'armée française a déclenché l'opération « Godoria » pour aider les autorités locales à faire face à cet afflux.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Addis-Abeba s'est réveillée ce sursaut, mardi 28 mai, aux premières heures du jour, au bruit du canon. Des tirs intenses d'armes lourdes avaient lieu autour du « Vieux Guebbi », le palais qu'occupait l'ancien chef de l'Etat, le colonel Mengistu Haile Mariam, et qu'il avait transformé en véritable camp

retranché. Pendant deux heures, la garde présidentielle s'est défendue avec acharnement.

Depuis les fenêtres de l'hôtel Hilton, on pouvait apercevoir les rebelles en uniformes en lambeaux faire preuve, selon les témoins, d'une remarquable discipline au combat. Soudain, un dépôt de munitions explosa et, dans le ciel, se forma une immense colonne de fumée

noire. Peu après, la résistance cessa. Le « Vieux Guebbi » était apparemment la première cible des combattants du Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE) qui se sont, ensuite, rendus maîtres, de plusieurs ministères, du principal commissariat de police et de la station de radio.

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite et nos informations page 3

Affairisme à la soviétique

La privatisation des entreprises s'improvise sur fond d'illégalité et d'absence de morale

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Vu de l'Ouest, l'effondrement de l'économie soviétique en un an ou deux à peine est impressionnant. Les images de magasins vides et les chiffres sur la chute de la production provoquent de grandes inquiétudes de la part des experts internationaux. Sur le sol même de l'URSS, c'est moins cet effondrement qui choque que la désorganisation, l'absence totale de règles économiques perçues lors de la moindre promenade en ville, visite d'entreprise ou discussion avec des responsables du pays.

Depuis l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, les grands principes de l'économie de marché n'ont toujours pas trouvé droit de cité en Union soviétique. Mais des brèches ont été ouvertes au fil de la perestroïka, qui ont achevé de discréditer le système de commandement administratif, tandis qu'un système non étatique, peu soucieux d'une légalité en gestation et mouvante, tente d'émerger. Certains n'attendent pas un coup d'envoi officiel du marché pour abandonner le secteur d'Etat et se lancer dans le capitalisme, par goût de survie.

FRANÇOISE LAZARE

Lire la suite page 22

Un entretien avec le président de l'Ukraine

Le président du Soviet suprême d'Ukraine, M. Leonid Kravtchouk, souhaite être élu au suffrage universel. Il compte prendre le contrôle des mines et charbonnages de sa République, envisage de créer une monnaie ukrainienne « pareille » au rouble et demande que les troupes de l'intérieur dépendent de son autorité.

Lire page 8 l'entretien réalisé par DOMINIQUE DHOMBRES

Ouvertures iraniennes

Une conférence internationale réunie à Ispahan illustre la volonté des dirigeants de s'ouvrir à l'Occident.

page 6

La gestion des chaînes publiques

Les rapports complexes avec l'Etat handicapent A2 et FR3 face à la concurrence.

page 26

Amélioration du commerce extérieur

Pour la première fois, la France a dégagé en avril un excédent dans ses échanges avec l'Allemagne.

page 28

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

La politique de la ville et la violence dans les banlieues

Les députés examinent la loi « anti-ghettos »

Une manifestation silencieuse était organisée mardi 28 mai à Mantes-la-Jolie (Yvelines), où l'on s'interrogeait sur les circonstances exactes de la mort d'Aïssa Ichik, dix-huit ans, d'origine marocaine, qui a été victime d'une attaque cardiaque à l'issue de sa garde à vue (lire page 11 l'article de Philippe Bernard). Le même jour, à l'Assemblée nationale, les députés devaient commencer l'examen du projet de loi d'orientation sur la ville (lire page 12 l'article de Pascale Robert-Diard).

par Robert Solé

Un garçon de dix-huit ans est mort à Mantes-la-Jolie, après une garde à vue. Il était asthmatique, il était maghrébin... A-t-il été victime du stress, d'une négligence, ou, pis - selon la version de sa famille - d'un refus de lui laisser prendre un médicament ? Ce drame encore mal éclairci, qui en évoque malheureusement

d'autres, souligne un peu plus le climat détestable de certains quartiers, à la périphérie des grandes villes, où tout le monde semble avoir peur de tout le monde.

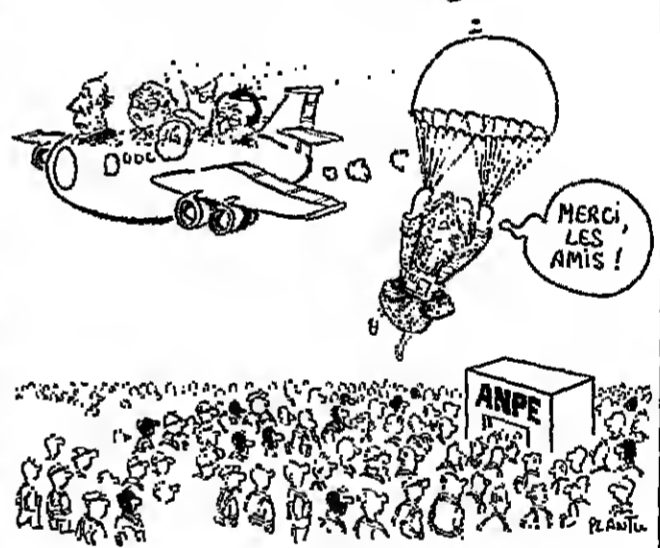
La France compte des dizaines de Mantes-la-Jolie, des dizaines de Sartrouville ou de Vaulx-en-Velin, prêts à s'enflammer à la moindre étincelle.

Lire la suite page 12

Nouvelle hausse du chômage

Le chômage continue à s'aggraver. En avril, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 33 600, frappant désormais 2 636 700 personnes. Le nouveau ministre du travail, Mme Martine Aubry, veut privilégier des changements dans l'organisation du travail, mais n'exclut pas des exonérations de charges sociales « ciblées ».

Lire nos informations page 21



Prague en péril

Le patrimoine se dégrade. Où trouver les moyens pour financer les restaurations ?

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Tout le monde défille à Prague : les touristes par centaines de milliers - ceux du sud de l'Europe, Français, Italiens, Espagnols, relaient aujourd'hui les traditionnels Allemands - les architectes (le Monde du 28 mars), les défenseurs du patrimoine - le prince de Galles, les mécènes - le World Monuments Fund - et les hommes d'affaires.

La capitale tchécoslovaque mérite cet afflux. C'est incontestablement une des plus belles cités du monde occidental. Miraculeusement épargnée par les guerres et les reconstructions, Prague est un collage où tous les styles se côtoient avec bonheur. Elle doit sa splendeur au génie du lieu, mis en valeur par des générations successives qui, d'instinct, ont su jouer de sa topographie.

Au-delà de la Vltava, les collines de Mala Strana s'échelonnent par gradins jusqu'au fleuve. Elles permettent le déploiement de bâtiments majestueux, le grand spectacle des édifices du pouvoir - cathédrale, château royal, demeures seigneuriales - aux silhouettes dramatiques,

toutes en décrochés. De l'autre côté du pont Charles, la ville populaire, avec le calme alignement de ses toits, met à peine rompu par quelques dômes (et aujourd'hui par quelques « acci-dents » malheureux : tour de télévision, palais des congrès et quelques avatars loupus du mouvement moderne). Effet magique de ces constructions aperçues au loin, au bout d'une perspective, qui disparaissent quand on s'approche, pour réapparaître soudain ou détour d'une rue. Un tel équilibre ne doit pas être rompu.

EMMANUEL DE ROUX

Lire la suite page 15

SCIENCE MÉDECINE

■ Cent mille Françaises contre le cancer. ■ Les cheos des physiciens. ■ Usel en cas d'urgence. ■ Point de vue : En finir avec le haut mal. ■ Des déchets radioactifs à vie plus courts.

pages 17 à 19

HERVÉ BAZIN

DE L'ACADÉMIE GONCOURT



Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 mt ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 85 p ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2,00 L ; Luxembourg, 25 Fr. ; Norvège, 14 RNB ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

صلى الله عليه وسلم

DIPLOMATIE

La réforme de l'OTAN

Paris tente de rassurer Washington sur la pérennité de l'alliance atlantique

Il faut être réaliste : la défense européenne n'est pas pour demain, et les États-Unis auraient tort de s'inquiéter inutilement : tel semble être en substance le message délivré par les dirigeants français au secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, en visite à Paris lundi 27 mai.

« Nous n'avons nullement l'intention de saper l'alliance atlantique », a dit M. Pierre Joxe lors d'une conférence de presse commune avec son homologue américain. « La France est très soucieuse de maintenir l'alliance atlantique », a affirmé M. Cresson. « Personne n'essaie de construire un système concurrent à celui qui existe (...). Ce problème est très compliqué mais pas inquiétant (...). Il faut ajuster l'OTAN à les projets européens », estimait de son côté le secrétaire général de l'Elysée, M. Hubert Vedrine.

Quant à M. Dick Cheney, à l'issue d'une heure d'entretien avec le président de la République à l'Elysée, il déclarait se sentir « rassuré dans le sens où les buts et les objectifs fondamentaux sont les mêmes », sans toutefois chercher à nier les divergences d'approche : « Cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord sur tous les points avec chacun des alliés. Nous avons eu une discussion franche. »

La France continue de défendre son statut particulier dans l'OTAN, notamment au sein du comité chargé à Bruxelles de réfléchir à la réforme de l'organisation, en faisant la critique des structures et de la stratégie de l'Alliance. Elle continue aussi d'affirmer, dans le cadre des Douze, que l'Europe doit à terme se doter d'une politique de défense propre.

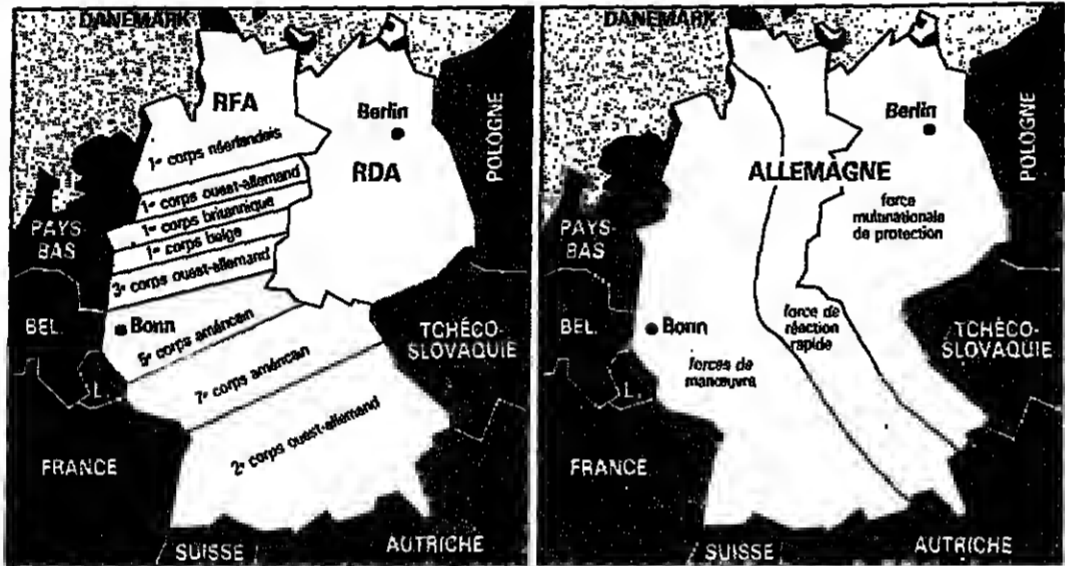
Mais elle s'efforce dans le même temps

de rassurer les Américains au moyen de deux arguments : d'une part, en affirmant qu'une telle politique européenne de défense ne serait pas concurrente mais complémentaire de l'OTAN ; d'autre part, en faisant remarquer que ce projet dépendra de la capacité des Européens à s'organiser eux-mêmes, que cette capacité à ce jour est très faible et qu'il ne s'agit donc que d'un objectif lointain. Recevant M. Cheney, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, notait d'ailleurs lundi que le rôle (modeste) joué par l'Union de l'Europe occidentale pendant la guerre du Golfe « était pratiquement le maximum de ce que l'on pouvait attendre d'elle ».

La France ne peut en fait pas compter sur le soutien de ses partenaires européens pour pousser aujourd'hui très loin l'idée de

défense européenne ; pas même sur celui de l'Allemagne, qui a pris avec Paris une initiative dans ce sens dans le cadre des Douze, mais qui est à la fois aux prises avec un virulent débat interne sur le rôle de la Bundeswehr (voir page 7 l'article de Luc Rosenzweig) et peu désireuse actuellement de déplaire aux Américains. L'objectif n'est donc que de faire inscrire, dans le futur traité sur l'union politique qui remplacera le traité de Rome, un article affirmant que la Communauté veut se doter à terme d'une politique de défense commune. Article qui donnerait certes à l'Europe des Douze une compétence nouvelle, mais qu'elle ne serait pas forcément tenue d'utiliser.

C. T.



A gauche, l'ancien dispositif, dit de la « défense de l'ouest », comprendait - depuis les années 50 - des « créniaux » aux frontières occupés par huit corps d'armée nationaux. A droite, le nouveau dispositif, dit « pour une présence en avant », plus réduite, allie trois catégories de forces multinationales.

La création d'une force « de réaction rapide » à l'ordre du jour de la réunion ministérielle de Bruxelles

BRUXELLES

de notre correspondant

Le comité des plans de défense et le groupe des plans occidentaux tiennent à Bruxelles, mardi 28 et mercredi 29 mai, la première de leurs deux sessions annuelles en niveau ministériel, quelques jours avant la conférence des ministres des affaires étrangères des seize à Copenhague.

La disparition de la menace soviétique et la déclaration de Londres, au sommet atlantique de juillet 1990, sur la transformation de l'alliance en l'absence de cet exercice son caractère quelque peu routinier, dans la mesure où il vise à la création de structures plus adaptées au contexte actuel. La crise du Golfe avait beaucoup occupé les esprits lors de la précédente rencontre, les 6 et 7 décembre, l'annonce de la libération des otages de l'Irak n'entraînant en rien à l'époque la résolution des États-Unis de leur appeler leurs alliés à en faire davantage.

Cette fois-ci, a indiqué un haut fonctionnaire de l'OTAN, on « tirera les enseignements de la crise du Golfe du point de vue de l'alliance », mais, en principe, dans un climat plus serein, permettrait l'échange de points de vue sur l'identité européenne de sécurité et la réflexion, entamée à Londres, sur la révision de la stratégie globale.

Les grandes décisions étant reportées à un sommet de l'alliance qui aura sans doute lieu en septembre, le plus concret dans l'ordre du

jour a trait à la création d'une force « de réaction rapide », un corps d'armée à composantes européennes avec l'appui aérien des États-Unis. La Grande-Bretagne ayant, selon un observateur, lancé « une OPA sur ce projet », des frictions ont eu lieu entre elle et l'Allemagne, notamment quant au champ d'intervention de ladite force.

Au-delà de ces péripéties, le problème est de combiner cette initiative - chère à des militaires désireux de combler le vide créé par la réduction des effectifs dans leur entente « posture » - avec les intentions des Douze. La responsabilité de l'OTAN, qui a évoqué ces problèmes devant la presse, semble assez réceptif aux avertissements répétés des Américains à l'Europe pour éviter toute concurrence, à leurs yeux inutile, entre l'alliance et leur projet de politique commune de sécurité et de défense. Il trouve « assez irritants » certains propos européens à ce sujet, d'autant que « dans ce débat la lacune la plus importante est que les pays concernés ne sont pas capables de nous dire ce qu'ils veulent en matière d'identité de défense européenne ».

Ce problème n'apparaît sans doute qu'en filigrane dans le communiqué final. Les Européens s'aimant pas s'opposer à Washington dans les structures de l'alliance, quand il est censé d'être seuls entre eux, qu'à ruer dans les brancards après coup. C'est ce que M. Gabriel Robin, représentant permanent de la France, appelle « un microclimat atlantique ». Bien

entendu, en raison de son retrait des structures militaires intégrées de l'alliance, Paris n'est pas plus représenté que par le passé à la conférence de mardi et mercredi, pas même par des observateurs.

Le concept stratégique

La France, qui siège dans les structures politiques, s'est finalement jointe, en mars, au comité d'experts créé après le sommet de Londres pour réfléchir à la « révision du concept stratégique ». Cet organisme est différent du comité des plans de défense. « Nous ne participons pas aux débats relatifs aux structures de forces », explique M. Robin. Ce qui nous importe est de savoir quelle sera la direction d'ensemble, dans la mesure où nous coopérons avec l'OTAN ».

Un haut fonctionnaire de l'Alliance ayant déclaré que la réflexion sur le concept stratégique avait pris du retard parce qu'il avait fallu « mettre la France au courant », M. Robin précise que ce rallongement n'est pas dû à l'ignorance de sa délégation, mais au dépôt par elle de plusieurs « amendements portant sur le cadrage politique de l'affaire ». M. Robin estime qu'il ne faut pas tout mélanger comme le faisait un texte initial qui « continuait à voir des menaces partout ». A titre d'exemple, il indique avoir expliqué que « nous n'avons pas avec une armée qu'on arrête l'intégrisme musulman ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

PARIS-BORDEAUX.

1 heure.

Record sur la distance.



AIR INTER

13 vols par jour.

Renseignements et réservations Air Inter Paris (45 39 25 25) ou votre agent de voyages.

Un dispositif sous forte influence britannique

L'OTAN, conçue pour faire face au danger quasi exclusif du pacte de Varsovie, cherche à adapter ses structures militaires à l'éventualité, dans les années à venir, d'une variété encore mal définie de menaces. Elle est censée tenir compte d'un double transfert des forces jusqu'à stationnées en Europe : d'un côté, en attendant le repli - à peine amorcé en vérité - de l'armée soviétique chez elle ; de l'autre, le retrait probable des États-Unis devant l'échec de l'OTAN, le général John Galvin, à repatrier outre-Atlantique le moitié des 320 000 G.I. actuels pour ne laisser sur place qu'un corps d'armée (sur deux), trois ou quatre escadrons aériens (sur huit) et une 6^e flotte américaine un peu plus réduite en Méditerranée.

Trois catégories d'unités

Les plans examinés par les ministres de la défense visent donc à déployer des forces réduites en effectifs mais plus mobiles, appelées à agir en catastrophe là où le besoin s'en ferait sentir pour endiguer une égression brutale ou inopinée. Ces forces sont aussi assurées de disposer de plus de temps grâce au recul territorial des Soviétiques auxquels il faut désormais plus de six semaines pour mobiliser leurs quarante-cinq divisions.

Le nouveau déploiement allié

en Europe repose sur l'existence de trois catégories d'unités. Son originalité principale réside en la constitution d'une force « de réaction rapide » et en la mise sur pied de corps multinationaux. D'ores et déjà, il paraît exclu que les pays membres de l'OTAN obtiennent, de cette réorganisation, des économies budgétaires dans l'immédiat.

1) La force de réaction rapide devrait rassembler quelque 70 000 à 100 000 hommes (soit quatre divisions) appuyés par un soutien aérien (avions et hélicoptères) et, au besoin, un soutien naval. Deux de ces divisions seront britanniques - une blindée et une plus légère - et les deux autres seront constituées à partir de contingents détachés par d'autres pays européens de l'OTAN. Le commandement de la force sera britannique, le PC en Allemagne, et les appuis seront principalement fournis par les États-Unis. La force de réaction rapide intégrera l'actuelle force mobile allée (5 000 hommes) qui en deviendra l'unité pionnière avancée dès le début d'une crise.

2) Les corps multinationaux, qui formeront le gros de la troupe de première ligne et les renforts à l'arrière, devraient réunir en Allemagne l'équivalent de quelque cinq ou six corps d'armée (au lieu des huit, d'origine nationale, qui sont alignés depuis les années 50 face à la Tchécoslovaquie et à l'ancienne RDA pour y occuper, chacun, un créneau permanent de défense). Les

alliés se donnent encore deux ans pour étudier les problèmes concrets, inhérents à la création de ces unités multinationales, qui concernent les différences de statut des personnels, celles de leur équipement, de l'instruction des combattants et jusqu'aux coutumes, mentalités et langues qu'ils sont destinés.

La mission de cet ensemble de forces - c'est le nouveau concept dit de Joint Precision Interdiction - est de pouvoir aller frapper, bien au-delà des États de l'Europe orientale, dans le profondeur du dispositif adverse dès l'instant où l'OTAN détecte des mouvements de troupes hostiles.

Convergences avec les thèses françaises

Les armées françaises, qui devraient être réduites en Allemagne de moitié avant 1994, sont restées à l'écart du projet de réorganisation du dispositif allié. Au ministère de la défense, on note néanmoins que cette réforme de l'OTAN est plus proche à des convergences avec les thèses françaises que ce n'était le cas par le passé. La France a mis sur pied une force d'action rapide, qu'elle se propose de « muscler », et une brigade binationale avec l'Allemagne, sans affectation géographique prédéterminée, qui ne sont pas sans rappeler les nouvelles unités préparées par Bruxelles.

JACQUES ISNARD

ASIE

THAILANDE : la catastrophe du Boeing de Lauda Air

Les spécialistes écartent l'hypothèse d'une cause météorologique

Le dépeuplement des enregistreurs du Boeing de la compagnie Lauda Air, qui a explosé en vol le 26 mai en Thaïlande, avec 223 personnes à son bord, a commencé. Dans l'attente des résultats, la polémique se poursuit entre les tenants de la thèse de l'attentat et les autorités thaïlandaises, qui plaident pour une cause météorologique ou technique. Notre correspondant à Vienne souligne la présence parmi les victimes de deux spécialistes de la lutte anti-drogue, dont le gouverneur de la province thaïlandaise de Chiangmai où se trouve le Triangle d'Or, centre de production de l'héroïne.

BANGKOK

de notre correspondant

Un attentat pourrait être à l'origine de l'explosion qui a provoqué la catastrophe aérienne du dimanche 26 mai en Thaïlande. Cette hypothèse ne peut être écartée et provoque une controverse à Bangkok, avant même que soit connu le contenu des deux « boîtes noires » du Boeing-767 de Lauda Air, retrouvées lundi, et qui fourniraient des indications plus précises sur les circonstances du drame, où 223 personnes ont trouvé la mort.

Selon des témoignages rapportés par la presse locale et selon les indications fournies par les services de la navigation aérienne, l'avion volait depuis près d'une vingtaine de minutes et avait atteint une altitude de plus de 6 000 mètres lorsqu'une explosion se serait produite, sans que l'on sache encore si elle a affecté l'un des deux moteurs ou si elle a eu lieu à l'intérieur de la carlingue. Un officier de l'armée de l'air thaïlandaise, qui a reçu l'annonce, a néanmoins affirmé à un quotidien de Bangkok, le Nation, que l'explosion s'est produite « à l'intérieur » de l'appareil. Une telle explosion, selon un enquêteur, ne peut être que le résultat d'une décompression explosive ou d'une bombe.

Pas de turbulences sérieuses

Selon la tour de contrôle de l'aéroport de Bangkok, le pilote venait de recevoir l'autorisation de gagner son altitude de croisière — plus de 10 000 mètres — quand tout contact a été perdu avec l'appareil, seize minutes après son décollage. Selon des météorologues thaïlandais, l'avion ne traversait pas de sérieuses turbulences lors-

que la catastrophe s'est produite. Un morceau du fuselage aurait été retrouvé à une trentaine de kilomètres du site de l'impact, lui-même d'une telle violence que les débris de l'appareil se sont éparpillés dans un rayon de 5 kilomètres. Les corps étaient, d'ailleurs, déchiquetés et souvent méconnaissables.

L'hypothèse, avancée par un correspondant anonyme qui a téléphoné à Vienne depuis l'Allemagne, selon laquelle des terroristes auraient confondu le vol de Lauda Air avec un vol de la compagnie américaine United Airlines, n'est pas entièrement écartée. Un vol de la compagnie américaine a, effectivement, décollé de Hong-kong quinze minutes après celui de Lauda Air.

Dans l'attente des résultats de l'enquête, les dirigeants thaïlandais se refusent à accepter l'hypothèse d'un attentat. Ils font valoir que les mesures de sécurité à Dong-Muang, l'aéroport international de Bangkok, ne se sont pas relâchées depuis la crise du Golfe, quand des diplomates irakiens avaient été expulsés du pays. On comprend leur appréhension : la Thaïlande soigne d'autant plus son image de marque dans le domaine de la sécurité qu'elle doit accueillir, en septembre et en octobre, le congrès de la Banque mondiale et du FMI, et que tourisme, conférences, séminaires et colloques sont une source importante de revenus pour le royaume.

Parmi les trente-neuf Thaïlandais à bord de l'appareil figuraient le gouverneur de Chiangmai et des membres de la branche ordinaire de la famille royale. Les Thaïlandais ont été, en outre, choqués par les pillages sur le site de l'accident. Secouristes et forces de l'ordre, pourtant arrivées rapidement sur place, n'ont pu empêcher les ruraux du coin de récupérer ce qui pouvait l'être.

C'est la première fois qu'un Boeing-767 s'écrase, depuis la mise en service de ce type d'appareil en 1982. 356 exemplaires, sur 540 commandés au 31 mars 1991, ont déjà été livrés. Pour la Thaïlande, il s'agit d'une catastrophe aérienne de plus. Le 21 novembre 1990, par une pluie battante, un Dash-8 de Bangkok Airways avait manqué son atterrissage sur l'île touristique de Koh-Samui, faisant 38 morts. Le 9 septembre 1988, un Tupolev-134 d'Air Vietnam, pris dans de forts vents, s'était écrasé en tentant d'atterrir à Dong-Muang (76 morts sur 81 personnes à bord). Le 31 août 1987, à la suite d'une erreur apparente des contrôleurs aériens, un Boeing-737 de Thai Airways était tombé en mer lors de son approche de l'aéroport de Phuket (83 morts).

JEAN-CLAUDE POMONTI

INDE

Arrestation d'une complice présumée de l'assassin de Rajiv Gandhi

Parti lundi 27 mai de New-Delhi, le train spécial transportant les cendres de Rajiv Gandhi et les membres de sa famille a attiré tout le long du chemin, des foules énormes. Dans les gares où il s'est arrêté, des masses de gens débordaient les cordons policiers. Des milliers de personnes convergent vers le confluent du Gange et de la Yamuna, près de la ville d'Allahabad, où devaient être dispersées mardi les cendres de l'ancien premier ministre.

Lundi matin, quelque trente urnes avaient été distribuées aux représentants des Etats de l'Union, afin que ces cendres soient réparties dans tout le pays. L'urne d'elles a été confiée à M. Satish Sharma, pilote et ami de longue date de « Rajiv », afin qu'il les dispense au-dessus des cimes de

D'autre part, les enquêteurs continuent de privilégier la « piste tamoule », bien que, jusqu'à présent, aucune preuve concrète ne soit venue étayer ces accusations. Une femme tamoule originaire de Sri-Laoka, soupçonnée d'être la complice de l'assassin de Rajiv Gandhi, a toutefois été arrêtée dimanche dernier dans le sud de l'Inde. — (AFP, Reuters, AP.)

Le PAKISTAN : mandat d'arrêt contre la bégum Bhutto. — Un tribunal spécial anti-terroriste de Karachi a délivré lundi 27 mai un mandat d'arrêt contre la bégum Nusrat Bhutto. La mère de l'ancien premier ministre Bézazir Bhutto est accusée d'avoir critiqué les tribunaux spéciaux, qu'elle avait qualifiés de « cours irrégulières » en raison de leur procédure expéditive. — (AFP, Reuters.)

Revenant sur quarante ans d'intransigeance

Pyongyang accepte l'admission simultanée des deux Corées aux Nations unies

M. Kim Jong-il, fils du maréchal Kim Il-sung, s'est livré à une violente diatribe contre l'économie de marché, demandant la mise en place d'un « socialisme spécifique », énoncé lundi 27 mai l'agence de presse nord-coréenne. D'autre part, à Séoul, le président Roh Tae-woo a reconnu mardi la gravité de la situation politique au sud. Il a annoncé une série de concessions politiques et sociales, en particulier l'autorisation prochaine des manifestations pacifiques.

TOKYO

de notre correspondant

Opérant un changement fondamental dans l'orientation de sa diplomatie, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a annoncé, mardi 28 mai, qu'elle était prête à demander son admission aux Nations unies. Dans un communiqué lacconique, son ministère des affaires étrangères a précisé que « la RPDC n'a pas d'autre solution, dans la situation présente, que de demander son entrée

à l'ONU, afin de faire face aux difficultés créées par les autorités du Sud », et soumettra prochainement sa candidature au secrétaire général de l'ONU.

Le régime de M. Kim Il-sung remet ainsi en cause ce qui fut pendant plus de quarante ans, l'un des piliers de sa diplomatie : il avait en effet toujours refusé une entrée simultanée des deux Corées à l'ONU, qui, selon lui, perpétuerait la division de la péninsule en reconnaissant de fait deux Etats. C'est pour tenter de sortir d'un isolement croissant, que s'est fait que confirmer le récent échec des négociations avec le Japon pour établir des liens diplomatiques, que Pyongyang a cédé.

Orpheline de la détente

La RPDC a justifié son revirement en invoquant « la situation anormale » créée par la candidature unilatérale de Séoul, qui « compromet la trahison à jamais impardonnable de diviser la péninsule coréenne par le biais de l'ONU ». Le ministère des affaires étrangères sud-coréen s'est félicité mardi de l'initiative de Pyongyang, soulignant que l'entrée parallèle des deux Corées à l'ONU contri-

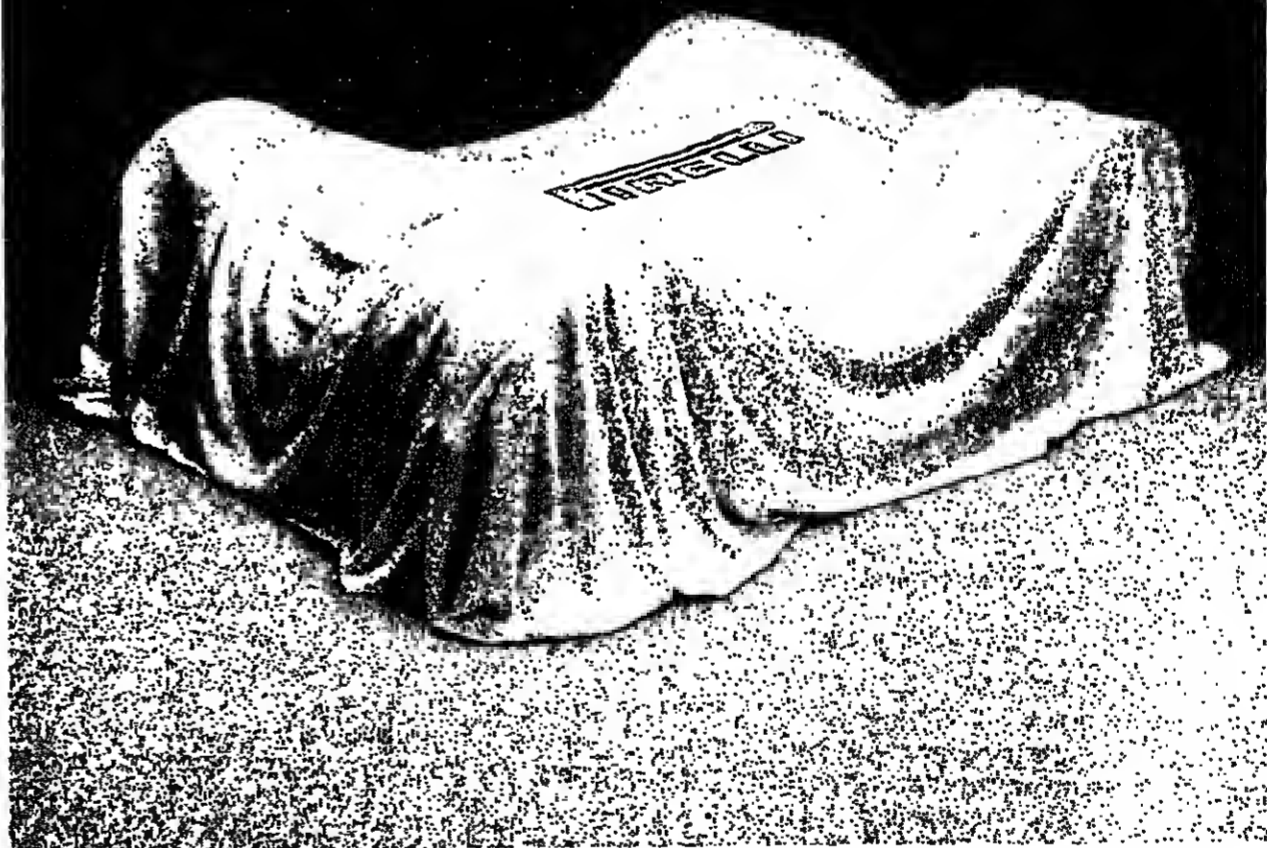
buerait à réduire la tension dans la région. La position de Séoul, favorable à une entrée simultanée des deux Corées à l'ONU, et surtout à l'origine par les Etats-Unis, a été considérablement renforcée ces dernières années par la politique d'ouverture en direction des pays de l'ex-bloc soviétique poursuivie par le président Roh Tae-woo. Ces dernières semaines, il était devenu évident que le Sud avait obtenu l'assentiment de la plupart des pays, et surtout des membres permanents du Conseil de sécurité, en vue d'une entrée unilatérale à l'ONU dans le cas où la RPDC maintiendrait son refus.

M. Gorbatchev avait manifesté sur cette question une « attitude positive » lors de sa rencontre avec M. Roh le 27 avril dernier. Plus grave pour Pyongyang, la Chine avait fini par se laisser fléchir : le 3 mai, au cours de la visite à Pyongyang du premier ministre Li Peng, les Nord-Coréens avaient été informés que Pékin n'utiliserait pas son droit de veto pour empêcher l'entrée du Sud à l'ONU. D'autres membres du Conseil — tels que la France — ou importants dans la région, comme le Japon, avaient d'autre part assuré Séoul de leur soutien.

PHILIPPE PONS

■ BIRMANIE : nouvel appel de la CEE en faveur de la démocratie. — A l'occasion du premier anniversaire des élections libres de mai 1990 (le Monde du 28 mai), les Douze ont à nouveau appelé, lundi 27 mai, le gouvernement militaire birman à remettre le pouvoir aux vainqueurs du scrutin. Ils ont aussi affirmé leur « volonté de rétablir des relations constructives » avec une « Birmanie devenue démocratique et respectueuse des droits de l'homme ». — (AFP.)

Mais qu'est-ce qui peut rester caché, tout en mobilisant 21 500 personnes (dont 4500 en France), 600 chercheurs (dont 120 en France) et 70 unités de production (dont 15 en France)?



Indice : 21 milliards de FF de CA (dont plus de 20% en France)...

MANIÈRE DE VOIR 12

LE MONDE diplomatique

ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

100 pages

42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

PROCHE-ORIENT

L'Iran confirme avec éclat sa volonté d'ouverture

Une conférence sur la coopération pétrolière est l'occasion pour le président Rafsanjani de souligner sa réconciliation avec l'Occident et l'Arabie saoudite

ISPAHAN

de notre envoyée spéciale

Oubliés l'ascétisme, la xénophobie, la guerre sainte ! C'est dans les ors et les jardins d'un des plus somptueux palais-hôtel, du mode construit du temps du Chah, longtemps abandonné et totalement restauré pour la circonstance, que la République islamique a lancé, lundi 27 mai, sa première grande opération de relations publiques internationales depuis la révolution de 1979.

Placé d'emblée sous le signe de l'ouverture et de la coopération internationale, la conférence organisée à Isfahan sur le thème « Pétrole et gaz dans les années 90 : perspectives de coopération », a pris une ampleur telle qu'elle apparaît à la plupart des observateurs comme un événement politique beaucoup plus qu'économique, symbole d'un Iran enfin réconcilié avec tous ses voisins du Golfe et avide de se concilier les bonnes grâces des capitaux d'un Occident honni durant une décennie.

Pour la première fois depuis la révolution, la présence du ministre saoudien du pétrole, principal orateur, est en soi un événement. Celle d'un groupe important de pétroliers et d'experts américains n'est pas moins. Avec deux cent cinquante invités, dont douze ministres, des hauts fonctionnaires et traders de toutes nationalités, ainsi que les représentants des grandes compagnies pétrolières, cette conférence internationale est de très loin la plus importante organisée par l'Iran depuis douze ans.

Grand bénéficiaire de la guerre du Golfe à plus d'un titre, l'Iran

entend bien capitaliser ses succès récents et tirer profit de son retour en grâce sur la scène internationale. Lundi, tandis que se succédaient à la tribune les principaux ministres de la République islamique, sans cravates mais tous babilés avec le plus grand soin, le message était clair : « La coopération doit remplacer la confrontation », affirmait d'entrée de jeu le président Hachemi Rafsanjani dans un message adressé à tous les participants.

Tergiversations et bagarres politiques

Nécessité fait loi : la République islamique est engagée depuis un an dans un énorme programme de reconstruction, estimé à 120 milliards de dollars sur cinq ans. Ses revenus pétroliers seuls ne suffisent pas à le financer. Il lui faut donc faire appel aux capitaux étrangers.

Après plusieurs années de tergiversations et de bagarres politiques avec les extrémistes religieux, partisans de l'autarcie, le gouvernement modéré de M. Rafsanjani a finalement obtenu le feu vert pour emprunter les sommes nécessaires : 27,7 milliards de dollars au total, dont 10 milliards grâce à des accords de *buy back* (1), le reste en crédits normaux. Encore faut-il, pour ce faire, rassurer banquiers et investisseurs internationaux, notamment dans le domaine pétrolier, prioritaire, qui devrait absorber à lui seul plus des deux tiers de ce programme - de 70 à 75 milliards de dollars sur cinq

ans, selon un fonctionnaire iranien. C'est le premier objectif de la conférence d'Isfahan. « Un nouvel ordre mondial est en train de se mettre en place dans lequel les considérations économiques l'emportent sur les priorités politiques », assurait le ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, ajoutant que « l'accès aux sources de devises » était « la première priorité de l'Iran ».

Encore faut-il aussi s'assurer que les revenus pétroliers ne reculeront pas dramatiquement comme au cours des cinq dernières années, compromettant ainsi tout effort de reconstruction et la stabilité du régime en place. D'où l'appel à la coopération régionale et internationale en matière pétrolière, l'expérience ayant montré à l'Iran que l'Arabie saoudite était le seul producteur capable d'équilibrer le marché, et que les pays consommateurs avaient désormais les moyens de se défendre. « Il est prouvé que la croissance économique du monde industrialisé est le meilleur moyen de garantir la demande de pétrole », devait reconnaître le ministre du pétrole, M. Gholamreza Azagadeh.

Tourner la page

Au-delà des appels apparemment sincères à une vaste coopération dans le domaine pétrolier, cette conférence marque dans tout le désir de l'Iran de tourner la page. Véritable performance dans un pays encore marqué par

les séquelles de la guerre contre l'Irak et longtemps hostile à toute influence étrangère, l'organisation de ce forum international constitue aussi une franche victoire pour le clan des pragmatiques au pouvoir.

La réponse exceptionnelle reçue par cette initiative à l'étranger - les organisateurs ont refusé de monde faute de place - témoigne du succès de la politique de réconciliation menée notamment à l'occasion de la guerre du Golfe. Si pour les industriels l'attrait du marché iranien et les mesures récentes prises par le gouvernement pour encourager les investissements locaux, notamment l'établissement d'un taux de change réaliste, comptent plus que les discours, il n'en va pas de même pour les hommes politiques. Or il était frappant, lundi, d'entendre les ministres saoudien et iranien du pétrole tenir à quelques minutes d'intervalle à peu de choses près le même discours, et prôner pour une stabilisation du cours du pétrole, soulignant exactement dans les mêmes termes « l'interdépendance croissante » des économies mondiales.

« La dernière guerre du Golfe, malgré ses impacts négatifs, pourrait ouvrir la voie à une coopération multilatérale à un niveau régional », assurait M. Velayati, précisant que cette coopération permettrait non seulement d'équilibrer le marché pétrolier, mais aussi d'éviter à l'avenir les interventions étrangères.

VÉRONIQUE MAURUS

(1) Ces accords prévoient le remboursement des crédits accordés pour un projet grâce à la livraison des produits fabriqués après la mise en route dudit projet.

AMÉRIQUES

A Caracas

Double négociation pour la recherche de la paix au Salvador et en Colombie

Depuis samedi 25 mai, une double et délicate négociation se poursuit dans la capitale vénézuélienne pour la recherche de la paix au Salvador et en Colombie. Les dirigeants vénézuéliens, qui ont traditionnellement joué un rôle actif de médiateurs dans les conflits de la région, se félicitent de cette double relance de la pacification dans deux pays d'Amérique latine confrontés à la violence politique et insurrectionnelle.

CARACAS

correspondance

Des délégations du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et du gouvernement salvadorien de M. Cristiani ont renoué, depuis le samedi 25 mai, à Caracas, les pourparlers de paix interrompus le mois dernier à Mexico. Ce nouveau round de négociations - qui pourrait durer une dizaine de jours - se déroule, comme les précédents depuis avril 1990, sous l'égide des Nations unies.

M. Alvaro de Soto, représentant personnel de M. Perez de Cuellar, assiste aux entretiens, qui sont entourés de fortes mesures de sécurité. C'est en fait dans un hôtel de La Guaria, sur le littoral, que les négociations salvadoriennes seraient installées. M. Oscar Santa Maria, ministre de la présidence du Salvador, et M. Joaquín Villalobos, l'un des cinq commandants de la guérilla et le chef de la délégation du FMLN, ont été reçus, samedi, par le président vénézuélien, Carlos Andrés Pérez, avant son départ pour une tournée européenne, qui le conduira en particulier à Paris les 30 et 31 mai.

M. Perez devrait être de retour à Caracas le 3 juin afin d'accueillir cette fois une délégation de l'organisme de coordination Simon Bolívar de la guérilla colombienne (CGSB), qui doit engager des pourparlers de paix avec les représentants du gouvernement colombien de M. César Gaviria. Ce rendez-vous pour la paix - le premier pris officiellement et au plus haut niveau à l'extérieur de la Colombie - a été décidé le 16 mai à Cravito Norte, une bourgade colombienne des llanos orientaux où s'étaient retrouvés guérilleros et délégués du gouvernement Gaviria.

La coordination Simon Bolívar regroupait six organisations insurrectionnelles. Elle a déjà perdu trois d'entre elles. Le M-19, auteur du sanglant assaut contre le palais de justice de Bogotá, en novembre 1985, a négocié, en mars 1990, son retour à la légalité. Il est aujourd'hui en position de force dans l'Assemblée constituante élue en décembre 1990 et qui devrait terminer ses travaux le 3 juillet prochain. L'EPL (Armée populaire de libération maoïste) et le FRT (Parti révolutionnaire des travailleurs, trotskiste) ont imité l'exemple du M-19, respectivement en janvier et février de cette année; ils ont également un représentant à l'Assemblée constituante. Dans la coordination Simon Bolívar ne restent - si l'on peut dire car ce

sont aussi les organisations armées les mieux structurées et les plus agressives - que les FARC (Forces armées révolutionnaires) et l'ELN (Armée de libération nationale castriste) en compagnie d'une fraction dissidente et minoritaire de l'EPL. Que les leaders actuels des FARC et de l'ELN aient accepté de sortir de Colombie, en ayant apparemment obtenu des garanties de sécurité pour ce voyage hasardeux, est un signe encourageant pour l'issue de ces pourparlers, mais les obstacles et les difficultés sont aussi nombreux que ceux qui se dressent encore sur le chemin d'une paix authentique au Salvador.

Enquête des Nations unies sur les exactions de guerre

A Mexico, en avril, les délégués de la guérilla et du gouvernement salvadorien ont conduit des négociations limitées mais encourageantes. Le gouvernement a accepté le principe de réformes, réclamées par le FMLN, visant à limiter l'emprise de l'armée sur la police, la justice et les processus électoraux. En outre, une commission ad hoc des Nations unies devrait enquêter sur les crimes et les exactions commises pendant les onze années de guerre : une autre revendication du Front Farabundo Martí. Mais le principe d'un cessez-le-feu et les problèmes délicats liés à une éventuelle restructuration démocratique des forces armées salvadoriennes restent en tête de liste de l'agenda du rendez-vous de Caracas.

Le FMLN a préparé cette rencontre de Caracas à Managua, au Nicaragua, où il avait convoqué les représentants d'un certain nombre d'organisations politiques et sociales du Salvador. Selon l'entourage des délégués du Front Farabundo Martí, il est apparu, lors de ces réunions, que l'ARENA, le parti gouvernemental, ne serait pas disposé à négocier des réformes négociées à Mexico avant la conclusion effective d'un cessez-le-feu, revendication majeure et prioritaire du gouvernement Cristiani.

L'épuration des forces armées et la création d'une nouvelle police civile restent, de même source, des obstacles qu'il n'est pas réaliste d'espérer surmonter à court terme. L'occupation réelle ou supposée du territoire par les adversaires est un autre motif sérieux de divergences. La guérilla prétend contrôler environ un tiers du pays, notamment dans le nord, le Chalatenango, et dans l'est, le Morazan et l'Usulután. Une prétention répétée avec exaspération par les militaires salvadoriens.

La reprise des pourparlers s'accompagne traditionnellement d'une recrudescence des activités militaires de part et d'autre. La règle, cette fois encore, est respectée. Faisant allusion aux derniers accrochages et sabotages, le président Cristiani a accusé, samedi, le FMLN de « violation des accords de Mexico » et lui a demandé de « ne pas avoir peur d'un cessez-le-feu, premier pas pour la conclusion de la paix dans le pays ».

MARCEL NIEDERGAUS

KOWEIT : après la décision de retrait prise par Le Caire

L'émirat souhaite le maintien des troupes égyptiennes

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministre koweïtien de la défense, Cheikh Ali Saba el Salem, a effectué les 26 et 27 mai une visite en Egypte au cours de laquelle, il s'est efforcé d'atténuer la sourde tension existant entre les deux pays sur la question des futures mesures de sécurité dans le Golfe.

Le différend avait éclaté au grand jour quand le président Mubarak avait annoncé le rapatriement des troupes égyptiennes stationnées au Koweït et en Arabie saoudite (le 10 mai). Ces troupes semblaient en effet appelées à demeurer au Koweït et en Arabie après l'accord entre les six pays du Golfe, l'Egypte et la Syrie pour la constitution d'une Force arabe commune.

Le ministre koweïtien a manifestement été chargé par son gouvernement de tenter d'apaiser l'irritation des dirigeants du Caire exaspérés par les tergiversations de l'émirat au sujet de la

présence des forces égyptiennes sur son territoire. Le cheikh Salem, en effet, a déclaré que « les forces égyptiennes et syriennes constitueront la base des forces présentes au Koweït, en plus de quelques troupes de pays amis » (un terme qui désigne notamment les Américains).

Le ministre, qui a exclu la création de bases étrangères au Koweït, a indiqué que le raïs « avait promis que l'Egypte serait à la tête des pays arabes » pour la « préservation de la sécurité du Golfe en général, et du Koweït en particulier ». Le cheikh Salem a souligné qu'il « fait quelques remarques sur certains détails concernant cette question ». Il a précisé que le rappel, le maintien ou la relève des troupes égyptiennes au Koweït ne dépendaient que des responsables égyptiens.

ALEXANDRE BUCCIANI

La loi martiale a été reconduite pour un mois

Proclamée pour trois mois à la libération du Koweït, fin février, la loi martiale a été reconduite pour trente jours, mardi 28 mai. Décrétée par l'émir Jaber, cette mesure avait donné au prince héritier et premier ministre, Cheikh Saad el-Abdallah el-Sabah, des pouvoirs quasi absolus.

Cette loi prévoit notamment l'établissement de tribunaux d'exception dont les jugements ne peuvent faire l'objet d'une procédure d'appel. Ces tribunaux sont chargés de juger quelque deux cents personnes, accusées de col-

laboration avec les forces d'occupation irakiennes. Soixante-trois d'entre elles ont déjà comparu, et les procès doivent se poursuivre en juin.

D'autre part, paraissant confirmer les difficultés du maintien de l'ordre, le premier ministre, tout en mettant les policiers en garde contre les jugements de « tout abus de pouvoir », a appelé lundi les services de sécurité à « frapper d'une main de fer » ceux qui mettent la sécurité de l'émirat en danger. (AFP.)

DES AOUT 91 ETUDIER AU USA

Dans une grande université de Californie ou Floride. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Une année ne coûte que 50.000 \$ env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America French Office 87 rue d'Alsace 75009 Paris (1) 47 45 09 19. Recherche de professeurs, ou lycées correspondants toutes régions.

Trois Palestiniens tués dans les territoires occupés. Une femme de trente-trois ans est morte des suites de ses blessures après avoir été renversée par une jeep de l'armée israélienne venue défoncer la grille d'une école du camp de réfugiés de Khan Younés, dans la bande de Gaza, où des incidents opposaient l'armée à des manifestants, ont indiqué, lundi 27 mai, des sources palestiniennes. D'autre part, deux Palestiniens accusés de « collaboration » avec Israël ont été tués à coups de couteaux, à Djénine, en Cisjordanie, et près de Khan Younés. (AFP, Reuters.)

A Genève

M. Kouchner souhaite le rapatriement rapide des Irakiens réfugiés en Iran

Secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner a souhaité, lundi 27 mai, que les succès enregistrés dans le rapatriement des Kurdes d'Irak, réfugiés en Turquie, permette d'étendre rapidement cette opération aux centaines de milliers d'Irakiens réfugiés en Iran.

A l'issue d'entretiens, à Genève, avec les responsables des principales organisations internationales, M. Kouchner a indiqué qu'il comptait se rendre prochainement en Iran. Il a estimé que l'envoi de 500 « gardes bleus » de l'ONU en Irak est une opération « qui fera date »

dans le domaine humanitaire, tout en manifestant ses préoccupations sur le financement de cette force qui, pour l'instant, n'est pas assurée.

Dimanche, les réfugiés continuaient de regagner massivement Dohouk, dans le nord-ouest de l'Irak, où régnait le plus grand calme malgré un incident qui avait opposé la veille quelques deux cents jeunes Kurdes à la police irakienne. Les manifestants avaient attaqué le principal commissariat de la ville, en affirmant avoir reconnu des membres de la police secrète. (AFP.)

LES CONTES POPULAIRES DE L'EGYPTE ANCIENNE

TRAUITS ET COMMENTES PAR G. MASPERO

Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.

Maisonneuve & Larose

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN 0393-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléc : 261.311 F

Le Monde

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessary, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc MONDOPUB 206 136 F

Téléc : 45-55-04-70. Société filiale du journal Le Monde et Réciprocité SA

Le Monde

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tappe LEMONDE

code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-90

Le Monde

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Chaque commande d'abonnement doit être accompagnée d'un mandat postal ou d'un chèque bancaire à l'ordre de l'éditeur. Les abonnements sont facturés en francs français. Les abonnements étrangers sont facturés en dollars américains. Les abonnements sont facturés en francs français. Les abonnements étrangers sont facturés en dollars américains.

Le Monde

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tappe LEMONDE

code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP-Paris 99

الجمهورية العربية السورية

AMÉRIQUES

CHILI

La croisade de la droite contre les radios libres met le pouvoir en situation délicate

La prolifération des radios libres - et illégales - suscite une polémique au Chili. Accusé de « laxisme » par le droit, le gouvernement a l'intention de déposer un projet de loi qui permettrait d'en réglementer l'existence.

SANTIAGO

de notre correspondant

Au cœur de San-Miguel, une banlieue populaire de Santiago, la Victoria est un quartier-symbole. Lors des journées de protestation organisées par les forces démocratiques contre le régime militaire, il se transformait régulièrement en camp retranché. La répression y fut souvent meurtrière : c'est là que le Père André Jarlan, religieux français, trouva la mort en 1984, atteint d'une balle tirée par un carabinier. Les murs témoignent encore aujourd'hui du sentiment de révolte habitant les plus jeunes, qui rendent un culte pictural à Che Guevara, Salvador Allende... et John Lennon.

Rebelle des ondes munis d'un émetteur de six watts, les frères Juan et Eric Lemunir dirigent Radio Victoria, qui transmet ses programmes à quinze rues à la ronde, tous les jours de 19 à 24 heures. Informations locales et conseils pratiques précèdent des émissions telles que « Rock dans la nuit ». A en croire les animateurs de la station, ses fidèles auditeurs représenteraient 70 % de la population du quartier. Quant à ses besoins financiers, modestes puisqu'ils sont assurés par des donateurs.

Accusation de subversion

Estimées à soixante-quinze par les autorités, la plupart installées dans la capitale, les « radios populaires » - c'est le nom qu'elles se donnent - défrayent la chronique. Repères d'extrémistes pour la droite, expression du « phénomène mondial de socialisation des masses » pour la majorité présidentielle, elles se sont bien sûr développées en marge de la réglementation en vigueur. Regroupées en association, les pirates de la FM espèrent que le Parlement leur octroiera bientôt un statut légal. « Notre succès traduit le manque d'intérêt pour les stations traditionnelles du public jeune et popu-

laire », soutiennent-ils. « Les parlementaires doivent en tenir compte. »

Mais la principale formation conservatrice, Rénovation nationale, ne l'entend pas de cette oreille. Le pillage des radios hors-la-loi dans les quartiers populaires n'obéit-il pas, de toute évidence, à un plan subversif ? Pour étayer sa thèse, la droite rappelle qu'une de ces stations a diffusé un appel de groupes armés d'extrême gauche à manifester pour célébrer « le jour des combattants ». Accusant le ministre socialiste des transports et des télécommunications, M. German Correa, de ne pas faire respecter la loi, elle demande aux députés de voter sa destitution, sans aucune chance de succès cependant, car elle est minoritaire à la Chambre.

A ses détracteurs, le ministre fait observer que la radiophonie « sauvage » est apparue dans les dernières années du régime militaire, sans que celui-ci, pour une fois, sévisse. Gauchistes, les « radios populaires » ? Certaines peut-être, mais la plupart se limitent à informer des problèmes communautaires et plusieurs émettent à partir de paroisses, avec la bénédiction du clergé local.

Il n'en reste pas moins que la prise d'assaut de la bande FM par les radio-reporters amateurs pose des problèmes juridiques et techniques. Aussi M. Correa, au nom du gouvernement, a-t-il l'intention de déposer un projet de loi visant à réglementer la mise en ondes des nouveaux venus. Or, minoritaire à la Chambre la droite a la haute main au Sénat : si elle voit le jour, la réglementation résultera d'une loi que et tortueuse négociation dont la classe politique chilienne a le secret.

GILLES BAUDIN

□ HAITI : un officier tué par des paysans lors d'une enquête sur la drogue. - Un officier de l'armée haïtienne a été tué, dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 mai, par des paysans qui l'ont lapidé alors qu'il enquêtait sur une affaire de drogue dans la campagne près de la ville de Léogane, à 30 km au sud de Port-au-Prince. L'officier, le lieutenant Dominique Marius, recherchait dans la région des plantations de marijuana. - (AFP.)

Le nouvel Airbus d'Air Afrique est dans le Monde. Et bien sûr le Monde sera dans le nouvel Airbus d'Air Afrique.



Si vous lisez ce texte c'est que vous lisez le Monde et nous sommes heureux de vous apprendre qu'AIR AFRIQUE renouvelle sa flotte avec de nouveaux AIRBUS A310 300, dont le premier entrera en service dès le 11 juin 1991. Cet avion biréacteur long courrier et gros porteur, d'une technologie moderne, a été choisi car il correspond le mieux aux besoins de la flotte AIR AFRIQUE. Une meilleure efficacité en terme d'exploitation des réseaux d'AIR AFRIQUE, plus de confort, plus d'espace et plus de plaisir afin de vous accueillir encore mieux, prochainement, sur nos lignes.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

EUROPE

ALLEMAGNE

Le congrès du SPD s'est ouvert dans un climat d'affrontement

Une certaine tension était perceptible chez les principaux dirigeants du SPD arrivés, lundi 27 mai, à Brême, à la veille de l'ouverture du congrès du parti.

BRÈME

de notre envoyé spécial

Ce congrès, qui devait, en principe, être celui de la relève soigneusement préparée de la direction du parti, risque de se transformer en un champ clos d'affrontements sur deux questions sensibles : celle d'un éventuel engagement de la Bundeswehr hors de la zone couverte par l'OTAN et celle du siège du gouvernement de l'Allemagne unifiée : Berlin ou Bonn.

Sur le premier point, une faille est apparue entre la base du parti et la majorité de sa direction. La quasi-totalité des missions présentes au congrès par les sections locales traduisent une opposition viscérale à toute réforme constitutionnelle permettant à l'avenir aux Allemands de participer à des actions militaires sous l'égide des Nations unies. Les principaux responsables sociaux-démocrates, l'ancien chancelier Willy Brandt en tête, estiment en revanche que l'Allemagne ne peut plus maintenant « pratiquer l'abstinence sur la scène internationale ».

Pour tenter de sortir de l'im-

passé, une commission ad hoc s'est réunie lundi soir pour élaborer un texte susceptible de recevoir l'assentiment de la majorité des cinq cents délégués. Ce texte, qui est présenté conjointement par le futur président du parti, M. Björn Engholm, et par l'ancien candidat à la chancellerie, M. Oskar Lafontaine, n'exclut pas l'hypothèse d'une modification constitutionnelle, mais pose des limites très strictes à l'emploi éventuel de soldats allemands.

« Ouvrir l'infirmerie »

« Un élargissement des missions de l'OTAN et de l'UEO permettant un emploi de leurs troupes hors de la zone couverte par le traité de l'Atlantique Nord et une réforme constitutionnelle visant à rendre possible l'engagement de la Bundeswehr sont incompatibles avec notre politique de paix et de sécurité », est-il précisé dans le texte, qui ajoute : « La RFA doit cependant être en mesure de prendre part à des actions de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies ».

Ce texte exclut donc toute participation allemande à des actions du type de la guerre du Golfe, mais il apparaît encore trop hardi aux pacifistes intégristes et trop restrictif aux partisans d'une normalisation du rôle de l'Allemagne

sur la scène internationale. Sa discussion est prévue pour la journée de jeudi et sera une première épreuve pour M. Björn Engholm, dont l'élection aura lieu mercredi.

S'il était rejeté par la majorité des délégués, ce qui est loin d'être exclu, cela augurerait mal d'une présidence que l'on voulait placée sous le signe du rassemblement. La situation de M. Engholm, dont personne au sein du SPD ne conteste les qualités personnelles, sera d'autant plus délicate qu'il risque d'être mis en minorité sur la question très controversée de la capitale. Les partisans de Berlin ont en effet imposé que le congrès se prononce sur cette question par un vote alors que les supporters de Bonn, dont fait partie M. Engholm, ne le souhaitent pas.

Dans la dernière phase de ce combat passionné - la décision doit être prise le 20 juin par le Bundestag - les esprits s'échauffent, et le niveau des arguments baisse dangereusement. « Si le congrès doit voter sur ce point, il faudra alors ouvrir l'infirmerie ! », constate M. Johannes Rau, vice-président du parti et fervent partisan de Bonn.

LUC ROSENZWEIG

BULGARIE

Ouverture des archives sur l'attentat contre le pape en 1981

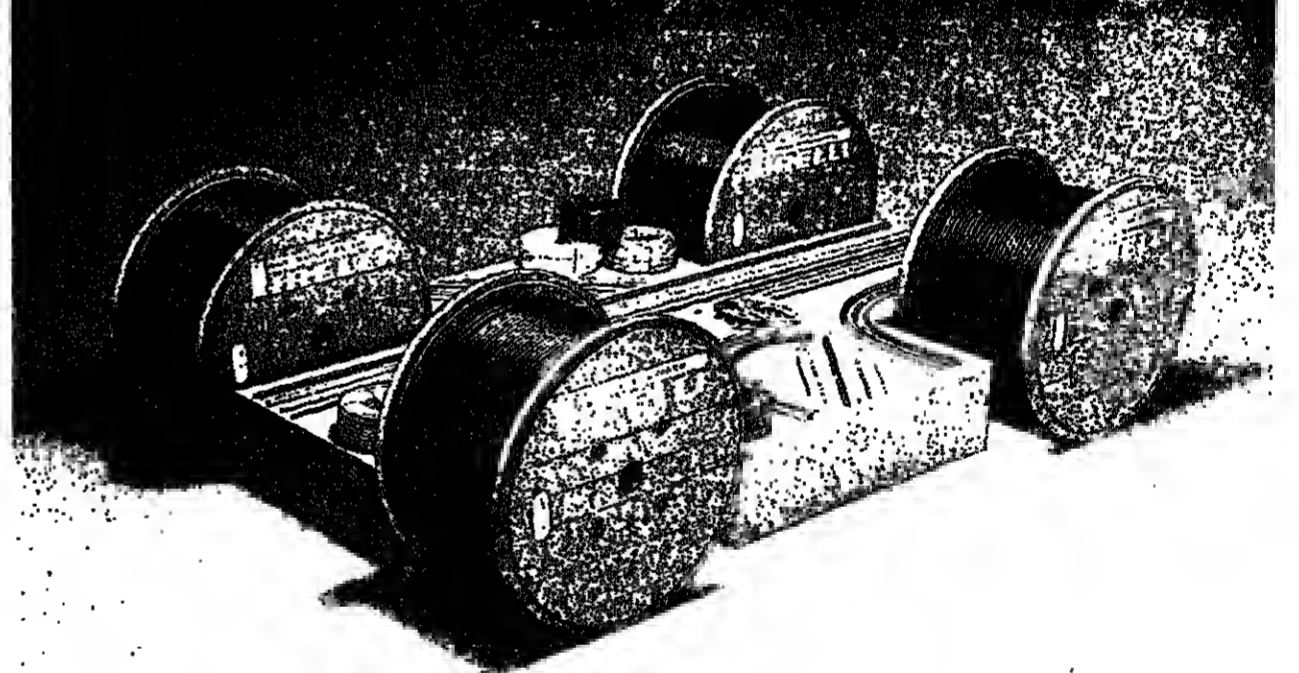
Le ministre de l'intérieur a mis à la disposition d'une commission internationale l'ensemble de ses archives concernant l'attentat contre le pape Jean-Paul II en 1981, a annoncé au cours d'une conférence de presse, lundi 27 mai, à Sofia, M. Allen Weinstein, directeur du Centre pour la démocratie de Washington.

M. Weinstein a indiqué que la commission qu'il préside a l'intention de demander également aux gouvernements de Pologne, de Tchécoslovaquie, d'URSS, d'Italie, d'Allemagne et de Turquie de lui donner accès à leurs archives concernant cet attentat.

M. Weinstein a précisé avoir obtenu un accès complet aux 127 volumes relatifs à l'attentat. Chacun de ces dossiers comprend entre 200 et 250 pages. Le citoyen bulgare Sergueï Antonov, ancien employé au bureau des lignes aériennes bulgares Balkan-Air à Rome, soupçonné de complicité dans l'attentat, avait été arrêté en décembre 1982 à la suite des dépositions de l'auteur de l'attentat, le Turc Mehmet Ali Agca.

Ce dernier avait affirmé qu'Antonov lui avait fourni le pistolet avec lequel il avait tiré sur le pape. Antonov a été libéré pour « manque de preuves » en 1986, à l'issue d'un procès de deux ans à Rome. - (AFP.)

Le câble !



Vous aviez deviné ! Vous n'êtes pas de ceux qui se fient aux apparences... Pour vous, seuls les faits comptent :

Que Pirelli soit mondialement connu pour l'un de ses produits qui se voit le moins n'est pas un fait nouveau pour vous... Décidément on ne peut rien vous cacher.

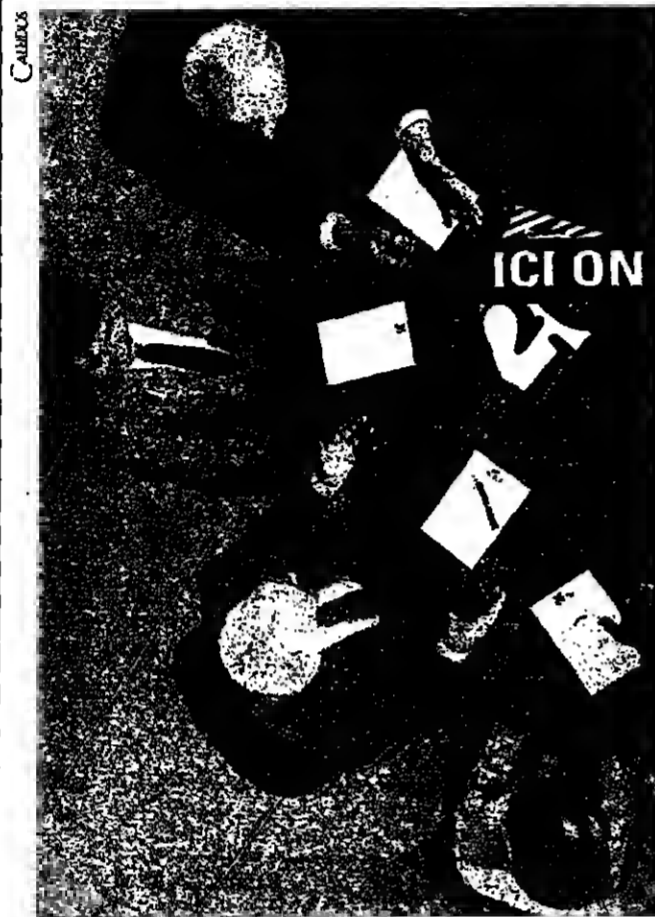
Quand il navigue, quand il branche un magnétoscope ou quand il consulte les cours de Wall Street, quand il s'envole, quand il prend le train, quand il transpire un rein, et même parfois, quand il ne fait rien... Où qu'il soit dans le monde et quelle que soit son activité, l'homme d'aujourd'hui passe très souvent par la technologie des câbles Pirelli. Une technologie du câble qui se prolonge jusqu'à la maîtrise complète et précise des innovations dont il part, auxquelles il aboutit... Les câbles Pirelli sont le système nerveux qui donne aux hommes et à leurs projets leurs vraies dimensions...

cables

11, Bd du Général Leclerc - 92115 CLICHY-CLAY - Tél. 1 75 56 36 30
Téléc. 612 585 - Télécopieur 42 70 67 65

SEMAINE INTERNATIONALE de la Foire de Milan.

La "business community" se réunit pour discuter les grands thèmes sociaux et économiques du monde.



ICI ON FAIT LE POINT

MILAN, 11-15 JUIN 1991
SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FOIRE DE MILAN. Cette nouvelle initiative sera lancée au mois de juin 1991 pour proposer un concept de foire absolument nouveau, non pas une exposition de produits mais une exposition d'idées, de projets et d'affaires présentés à travers une série d'événements très novateurs.

Le congrès "Qualité, Entreprise et Société", le Marco Polo "Meeting Point for International Trade", le 10^e Congrès des Maires des grandes villes du monde, BORTEC '91 "3^e Journée Internationale de la Coopération, du Développement et des Investissements" ainsi que d'autres initiatives au niveau culturel et scientifique vraiment prestigieuses, voici autant d'occasions offertes à la business community internationale pour faire le point sur les grands thèmes de l'économie et instaurer de nouveaux rapports industriels et commerciaux.

Dans le monde qui évolue rapidement, la SEMAINE INTERNATIONALE est au carrefour de flux d'échanges et de connaissances, établissant ainsi un contact entre la culture et le management, la recherche et les affaires, le monde scientifique et les forces productrices pour tracer les nouvelles voies possibles de demain, un rendez-vous unique dans le paysage mondial des foires, idées, projets, affaires.



Point de rencontre, point d'échanges, point de l'actualité.

Représentant pour la France
Chambre de Commerce Italienne pour la France - 134 rue du Faubourg St. Honoré - 75008 PARIS - tél. (1) 4225.3500 - téléc. 41 - 4281.4536 télex 550486 CAJAFRIT



Le 8^e Festival d'Opéra-Opérette aura lieu du dimanche 23 juin au dimanche 7 juillet 1991 à l'hôtel de loisirs Frantour Marine Viva, situé au milieu des fleurs et en bordure de mer, à Porticcio, à 15 kilomètres d'Ajaccio.

François GARNER	Soprano
Marie Melcha CODER	Mezzo Soprano
Yana KRIZ	Tenor (1)
Orlando MONTES	Tenor (1)
Cornéliu MURGU	Tenor (2)
Gines SIRERA	Baryton (3)
René FRANC	Baryton Renato BRUSON (1)
Thomas THERUEL	

avec la participation exceptionnelle du baryton Renato BRUSON (1) Maître Brien STANBOROUGH assure la Direction musicale.

Prix par personne au départ de Paris 6 250 F - Lyon 5 920 F - Marseille 5 870 F - Nice 5 760 F.

Par bateau au départ de Marseille (place assise - possibilité de couchette) 5 250 F.

(1) du 23/06/91 au 30/06/91, (2) du 30/06/91 au 07/07/91, (3) du 31/07/91 au 07/08/91.

*Le prix comprend : • le transport aérien ou bateau, continent/AJACCIO et retour • le transfert aéroport/hôtel et retour • la séjour en 112 pension vin compris • l'assurance annulation-rapatriement • En plus de l'animation normale, 2 concerts d'opéra - 2 concerts d'opérette - 2 récitals de piano.

Pour toute information supplémentaire, demandez la brochure FRANTOUR VOYAGES à votre agent de voyages ou écrivez à :
FRANTOUR VOYAGES
B.P. 8208 - 75362 PARIS CEDEX 08
et par téléphone : (1) 42 29 80 90.

EUROPE

URSS : un entretien avec le président ukrainien

« Une très forte majorité se dégage en faveur de la souveraineté » nous déclare M. Leonid Kravtchouk

Le président du Soviet suprême d'Ukraine, M. Leonid Kravtchouk, est un nationaliste modéré : allié actuel de M. Gorbatchev, il joue un jeu subtil afin d'obtenir une plus grande autonomie pour sa République. Mais il se débat d'abord au milieu des difficultés économiques (la production industrielle a baissé de 5 % depuis le début de l'année) et politiques : on compte seize partis en Ukraine, et même si tous ne sont pas encore officiellement enregistrés, notre interlocuteur part de cette nouvelle réalité.

KIEV

de notre envoyé spécial

« Je pense qu'il est bon qu'il y ait plusieurs partis politiques. Je suis membre du Parti communiste d'Ukraine. Si ce parti veut bien se ressaisir et avoir de l'influence, il doit le faire en luttant contre les autres partis, et ce ouvertement devant le peuple. »

Y compris par une élection au suffrage universel direct ?

« Oui. Le processus est le suivant : il faut d'abord adopter la nouvelle Constitution, en janvier prochain. Puis, sur la base de celle-ci, mettre au point une loi électorale autorisant le multipartisme. Les élections pourraient avoir lieu en avril ou mai 1992. »

S'agit-il seulement d'une élection présidentielle ou également de législatives ?

« Les uns et les autres. Parallèlement. Mais la situation peut changer à tout moment en raison des risques de crise politique aiguë. C'est la raison pour laquelle il pourrait être urgent de consolider le pouvoir exécutif. Dans ce cas, on procéderait seulement à une élection présidentielle avec des candidats des différents partis. Il faudrait adopter une loi conférant les pleins pouvoirs au président. La Russie va dire le sien. Les autres Républiques vont faire de même. Dans ces conditions, pour défendre les intérêts de l'Ukraine, il faut un président fort, élu au suffrage universel, le seul opposé à l'élection indirecte du président par le Soviet suprême. Seul un président élu au suffrage universel peut défendre efficacement les intérêts de notre République. J'ai l'espoir d'être le président. »

Que pensez-vous du traité d'Union actuellement en négociation entre Moscou et les Républiques ?

« Le processus est très complexe. Je défends l'idée d'une union d'États souverains. Si chaque République délègue une fraction de sa souveraineté au « centre », en retour celui-ci doit céder une partie de ses pouvoirs. Autrement cela ne pourra pas marcher. »

Le problème essentiel est la répartition des pouvoirs. Dans le projet d'accord il y a trois domaines de compétence : fédérale, républicaine, commune. Je suis opposé, pour ma part, à l'existence d'un domaine commun, qui entraînerait automatiquement des conflits de compétence. »

Une situation intéressante s'est développée. Il y a deux ans, M. Gorbatchev a pris l'initiative de changer les rapports entre le centre et les Républiques. C'est lui qui a employé la formule d'une « union d'États souverains ». Ensuite, sous la pression des événements économiques et politiques, il me semble qu'il a freiné ce processus. Je souligne bien qu'il

n'a pas rejeté ce processus, mais qu'il l'a simplement freiné.

Quand ?

« Selon moi, il y a six mois, lorsque la situation est devenue critique dans les pays baltes, en septembre-octobre. Depuis lors, il y a eu des événements d'Arménie et de Moldavie. La question s'est posée de savoir s'il fallait aller de l'avant ou revenir en arrière. »

Les pouvoirs délégués au centre concernent-ils essentiellement la défense et la sécurité ?

« Oui. La défense stratégique, les forces militaires, aériennes, navales. Je suis opposé au partage des armes nucléaires. Cela pourrait être la cause d'un grand déséquilibre. En outre, je suis personnellement opposé à ces armes. La décision sur la souveraineté de l'Ukraine adoptée en juillet dernier indique que notre République devrait être



dénucléarisée dans le futur. Mais nous devons procéder à une répartition des compétences qui ne porte pas préjudice à l'équilibre de la situation en Europe et dans le monde. »

L'Ukraine aura-t-elle tout de même des compétences en matière de défense ?

« Nous avons la milice et les forces qui relèvent du ministère de l'Intérieur. Ces dernières, bien que se trouvant sur notre territoire, dépendent de Moscou. Nous voulons qu'elles relèvent désormais des autorités ukrainiennes et ne s'occupent que des problèmes ukrainiens. Ces forces ne doivent s'occuper ni de la sécurité des frontières ni des questions de défense stratégique. »

La gestion de l'économie relève-t-elle des autorités centrales ?

« Nous sommes disposés à transférer nos compétences, notamment en matière d'espace et de transport. Le centre ne devra gérer que ce qui lui est délégué par la République. Rien de plus. »

Dans ce contexte, le bassin minier du Donbass sera-t-il géré par l'Ukraine ?

« Oui, exclusivement. Il en va ainsi pour l'ensemble du charbon et de la métallurgie. »

L'existence d'une seule monnaie sur le territoire soviétique convient-elle à l'Ukraine ?

« Non, pas du tout. Nous travaillons actuellement à la création d'une monnaie parallèle. Nous considérons qu'il doit y avoir deux types de monnaie, une fédérale et une républicaine. Une monnaie nationale, en l'absence de convertibilité du rouble, est nécessaire avant tout pour défendre notre marché intérieur. Non pas contre l'Occident mais bien à l'contre nous-mêmes. Nous n'avons pas trouvé d'autres solutions. Les Républiques qui sorti-

ront de l'Union pourront naturellement avoir immédiatement leur propre système de devises.

De quel pourcentage de devises dispose la République ?

« C'est marginal. Les entreprises ne conservent que 5 % environ des devises qu'elles ont gagnées. Tout le reste est transféré à Moscou, qui répartit ensuite ces ressources, et nous devons défordre ce processus notre part. Je souhaiterais que l'ensemble des devises gagnées en Ukraine demeure en Ukraine. Naturellement si nous déléguons certains pouvoirs au centre nous devons alors contribuer à leur financement. »

Les forces favorables à l'indépendance de l'Ukraine sont-elles affaiblies ?

« Non, ce n'est pas le cas, mais elles ne sont pas, selon moi, déterminantes. Une très forte majorité se dégage en faveur de la souveraineté de l'État ukrainien dans le cadre de l'Union soviétique. Mais il s'agit d'une union d'États souverains. »

Quelle différence faites-vous entre souveraineté et indépendance ?

« Je ne fais pas une grande différence. Lorsque j'utilise le terme d'« indépendance » il s'agit d'une indépendance totale. Quand j'emploie le mot « souveraineté », j'ai à l'esprit la notion de délégation de pouvoirs. »

Pensez-vous que M. Gorbatchev sera encore président dans cinq ans ?

« La situation dans ce domaine est très difficile. Moi, par exemple, je soutiens M. Gorbatchev. J'ai évoqué cette question avec mes collègues lors du plénum du comité central (en avril, NDLR), lorsqu'il était question de demander sa démission. Je leur ai dit que ce serait une très grande erreur. Il faudrait désigner un candidat qui soit en opposition avec la politique de M. Gorbatchev. Une majorité des membres du parti, notamment l'intelligentsia, serait alors suivi par M. Gorbatchev. Seuls seraient restés dans le parti les retraités et les membres de l'appareil qui vivent à ses dépens. La tragédie de M. Gorbatchev, c'est qu'il doit endosser l'ensemble des insuffisances de la vie soviétique. Si des élections avaient lieu aujourd'hui je ne suis pas certain qu'il serait élu, alors qu'il est très apprécié à travers le monde. »

Où en sont les relations avec la France ?

« Nous avons traditionnellement de bonnes relations avec la France. Seule peut-être la Pologne peut prétendre avoir des liens aussi anciens que nous, qui avons donné une reine à la France (1). Ces derniers temps ils se sont développés avec l'ouverture d'un consulat général. Je comprends que la politique de la France repose sur la permanence de ses relations avec l'Union soviétique, avec M. Gorbatchev, et nous ne demandons pas à Paris de modifier sa position. Mais nous souhaitons qu'on sache à-bes que l'Ukraine existe également. Nous désirons que la France ait avec l'Ukraine des relations en parallèle qui ne portent pas préjudice à l'Union soviétique. »

Comment s'appellera votre République ?

« L'Ukraine! Sans épithète! Et non pas la République socialiste soviétique d'Ukraine. Les épithètes passent, l'Ukraine demeure. »

Propos recueillis par DOMINIQUE DHOMBRES

(1) Anne de Kiev a épousé Henri 1^{er} de France en 1051.

Un apparatchik qui a pris ses distances

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Ancien idéologue (il dirigeait dès 1980 l'« agitprop » en Ukraine) puis numéro deux du Parti communiste ukrainien, M. Kravtchouk est certainement un apparatchik. Mais il a pris ses distances avec le Parti communiste. Il est avant tout un nationaliste ukrainien qui utilise le PC local plus qu'il ne se laisse manipuler par lui.

Aujourd'hui, en tant que président du Soviet suprême de sa République, il est le personnage le plus important de l'Ukraine. Il est compris que le courant nationaliste (et religieux) était extrêmement puissant et qu'il valait mieux ne pas le combattre

de front. Il s'efforce de trouver une voie médiane sans quitter le PC, mais sans jamais non plus rompre le contact avec des forces et des personnalités qui, il y a quelques années encore, étaient pourchassées par le KGB local. Celui-ci continue cependant de très bien contrôler l'ensemble de la République.

L'Ukraine vit, plus tranquillement peut-être que d'autres Républiques, une sorte de révolution des esprits et des mœurs. Les lieux de culte (orthodoxe et uniata) ont ouvert leurs portes. Le drapeau ukrainien (« bleu comme le ciel la-haut et jaune comme les blés la-bas ») flotte partout, y compris devant les processions religieuses. On distribue dans les rues de Kiev des

pamphlets nationalistes, des livres de prières, des ravens pornographiques... et même des journaux d'information assez honnêtes, imprimés sur du mauvais papier, telle la Voix de l'Ukraine, lancée le 1^{er} janvier (170 000 exemplaires).

M. Kravtchouk a été un des personnages-clés de l'accord d'avril dernier, dit « 9 + 1 » (neuf Républiques plus le centre). Il ne fait pas beaucoup parler de lui, à la différence de M. Eltsine. L'avenir de l'URSS dépend pourtant en partie de lui. L'Ukraine ne réclame officiellement qu'une très large autonomie. Si elle demandait l'indépendance, l'Union soviétique cesserait d'exister.

D. Dh.

صكرا من الامل

POLITIQUE

A Thuré, avec l'ancien maire devenu premier ministre

« Elle était pas fière, Edith »

CHATELLERAULT

de notre envoyé spécial
« Ici, on peut dire qu'on a une confiance pratiquement illimitée en elle. » Ce droit de tirage très spécial sur le crédit populaire, M^{me} le premier ministre ne le doit, il est vrai, qu'à son successeur à la mairie de Thuré (Vienne), M. Claude Marquais. Mais, à l'autre bout du village, à l'habitation-tabac-journaux, qui n'occupe pas moins de 4 mètres carrés, on ne vous dira pas le contraire : « Elle était là pour le 8 mai et aussi pour le 11 novembre... Elle était pas fière, elle disait bonjour à tout le monde. Elle a refait les chemins et la mairie. Elle peut bien être aussi capable qu'un autre, à présent. »

Thuré, un gros bourg de campagne transformé peu à peu en commune résidentielle, à 7 kilomètres de Châtellerault. C'est là qu'en 1977 M^{me} Edith Cresson a décroché son tout premier mandat. Thuré, son église du douzième et quinzième siècles, son premier ministre désormais, s'applique à vérifier, non sans quelque fierté, que le poste - Aragon avait bel et bien raison : « La femme est l'avenir de l'homme », à l'époque, ça l'aurait plutôt desservie, le fait d'être une femme. Ce qui comptait surtout, c'est qu'elle était déjà l'un des dirigeants du PS, se souvient M. Michel Juteau, l'adjoint aux travaux de la municipalité de Thuré.

Chez Pierrot

Directeur de la caisse d'épargne de Châtellerault, M. Marquais avait tenté, mais vainement, d'enlever la mairie de Thuré en 1971. Six ans plus tard, alors qu'il s'appretait à recommencer, des responsables socialistes de Châtellerault lui proposèrent de rencontrer Edith Cresson. « On aurait pu gagner sans elle, mais

j'ai bandé sur l'occasion », dit-il. Avec Edith, pendant la campagne, on a pratiquement rencontré tous les habitants du village, un à un. Envoyée en mission, comme bien d'autres fidèles de la Convention des institutions républicaines de M. François Mitterrand, M^{me} Cresson s'était attaquée, dès 1975, sans succès cette année-là, à la forteresse centriste de Pierre Abelin, maire de Châtellerault, président du conseil général de la Vienne, député, puis ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing. Après cet échec, elle a finalement choisi de contourner Châtellerault par sa banlieue. Elle est élue, à Thuré, dès le premier tour.

« Elle était déjà entourée d'une imposante logistique : photographes, télévision, radio, se souvient son adversaire malheureux de l'époque, maire de Thuré depuis dix-huit ans, M. Louis Compagnon de la Tour Girard. Mais je ne lui en veux pas du tout : elle est d'abord venue me voir, puis, ce fut, entre nos deux équipes, une bagarre très courtoise. C'est une femme très intelligente, et moi-même j'ai quelque éducation. Aussi, nous n'avons toujours eu que des rapports courtois. »

M^{me} le maire de Thuré s'emploie alors à réveiller le vieux bourg. Elle entend notamment y transformer la vie associative. Elle prend la présidence du syndicat des eaux de Lencloître. Face au développement de l'agglomération châtelleraulaise et devant les risques de mitage, elle travaille résolument à l'élaboration d'un plan d'occupation des sols. Comme elle n'a qu'un modeste pied-à-terre - qu'elle juge encore aujourd'hui - à Thuré, pas bien digne d'elle - au lieu-dit le Petit Naintré, on voit souvent M^{me} le maire, le samedi, déjeuner chez Pierrot, l'unique restaurant du village. « Son premier achat, ça a été un petit camion-benne », se souvient avec émotion son ancienne secrétaire de mairie, M^{me} Nicole Arnault.

Thuré devient alors un tremplin. En 1979, deux ans après son élection à la mairie, elle gagne sa place au Parlement européen. En 1981, la voilà rue de Varenne, au ministère de l'Agriculture.

« Elle ira loin »

L'année suivante, elle entre au conseil général de la Vienne, puis, en 1983, comme il était prévu, c'est le transfert, réussi cette fois, vers l'hôtel de ville de Châtellerault. « Non, je ne crois pas que les gens lui en aient voulu de quitter Thuré pour Châtellerault », estime M^{me} Arnault. Ça a été plutôt ressenti comme un honneur. On s'est dit : Elle ira loin, Edith. »

Il est vrai qu'entre-temps les deux mille cinq cents habitants de Thuré ont appris à être solidaires de leur maire-ministre. Ils n'ont pas de tout apprécié, par exemple, que des agriculteurs se colèrent à venir couvrir leur mairie, un jour de juillet 1982, de graffiti vengeurs, ou qu'ils saccagèrent les rosiers en mettant le feu à des puits. « Dans les jours qui ont suivi, tous les agriculteurs du village, sauf deux, nous ont d'ailleurs fait savoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec les méthodes employées », raconte M. Marquais.

Une autre fois, un commando d'imbéciles s'en va couper les arbres à 1 mètre de hauteur, dans la propriété des Cresson, à Saint-Sylvain-d'Anjou. « C'est dégueulasse ! Ce sont des choses qui ne se font pas, juge M. Compagnon, qui, outre son mandat municipal, a occupé longtemps d'importantes fonctions dans le monde agricole. Il faut dire qu'on l'a toujours précipitée, la pauvre, dans des situations difficiles... Elle ou ne pas être un bon ministre de l'Agriculture, qu'est-ce que cela veut dire ? C'est bruxelles qui commande tout. » « Ce que Mitterrand lui a fait, »

en 1981, en la nommant à l'Agriculture, ce n'était pas mignon », ajoute un vieux socialiste. M. Gérard Rabin, son ancien adjoint aux sports.

« Oh, mais ça n'existait pas, à l'époque », a-t-elle dit simplement, samedi 25 mai, quand, pour son premier « retour aux sources », le maire de Thuré lui a remis la médaille du village. « Votre commune, a ajouté le premier ministre, ne ressemble plus du tout au Thuré de 1977. C'est beaucoup plus moderne, c'est beaucoup plus joli. »

Pendant qu'elle saluait, un à un, ses grognards, le résultat d'un sondage instantané, pas forcément représentatif, n'a couru dans les rangs des invités de la salle du conseil : « Elle est très avenante, et ce n'est pas forcé... Une grande puissance de travail, et elle sait faire travailler, elle n'impose rien... Une faculté d'adaptation exceptionnelle... Elle sait écouter... Une femme très facile à vivre... Une personne d'exception... En cas d'erreur, elle sait se faire pardonner, avant même de l'avoir commise... Faudrait pas lui couper les ailes... »

Minie d'un tel taux d'opinions favorables, M^{me} le premier ministre a pris le temps, fixé par le protocole de Matignon, de s'attarder, comme chaque année, dans les sections expérimentales d'apiculture et d'élevage d'écrevisses du lycée d'enseignement professionnel agricole de Thuré.

Dans la foule des parents d'élèves, une mère de famille a eu ce jugement définitif sur les deux derniers premiers ministres de la France : « Rocard, c'était sûrement quelqu'un de très intelligent, sauf qu'on comprenait pas toujours. Tandis qu'elle, elle sait se mettre à la portée. »

JEAN-LOUIS SAUX

Les effets Fabius et Cresson dans l'opinion

Les limites de l'électrochoc

M^{me} Edith Cresson succède à Matignon à M. Michel Rocard, qui fut longtemps le champion incontesté de l'opinion publique et dont la popularité n'a que peu pâli de trois ans d'une fonction habituellement considérée comme particulièrement « usante ». Selon les premiers sondages réalisés à chaud, l'accueil réservé à la nomination du nouveau premier ministre a été très favorable. M^{me} Edith Cresson, régulièrement « oubliée » dans les dernières enquêtes des sondages, a bénéficié de résultats flatteurs, sa cote de confiance oscillant selon les instituts entre 64 % et 70 % (1).

L'arrivée de M^{me} Cresson rappelle, de ce point de vue, celle de M. Laurent Fabius au poste de premier ministre, le 17 juillet 1984 (première femme après la plus jeune premier ministre, volonté d'électrochoc) de la part du président de la République, même si la cote de popularité de M. François Mitterrand est actuellement bien supérieure à celle de 1984 (66 % de Français lui font confiance, au lieu de 40 % en juillet 1984, selon le baromètre SOFRES-Figaro-Magazine).

La nomination de M. Fabius en 1984 n'avait cependant pas eu l'effet escompté (2). Elle s'était naturellement traduite par une percée personnelle du nouveau premier ministre dans l'opinion, selon un effet mécanique d'exposition. Mais elle n'avait eu aucun effet d'entraînement immédiat sur la popularité du président de la République, qui avait continué de stagner jusqu'en décembre 1985.

Le Parti socialiste n'en avait pas tiré, lui non plus, de bénéfices rapides : son image n'est dégradée jusqu'à la fin de l'année 1984. « L'effet Fabius », dans un premier temps, avait été avant tout personnel, et avait surtout contribué à assaïr le dimension « présidentielle » du premier ministre.

Il pourrait en aller de même pour M^{me} Cresson. Le sondage effectué par BVA pour Paris-Match dans du 23 mai fait en effet apparaître des résultats similaires. Pour la première fois depuis février 1989, le gouvernement bénéficie d'un taux de confiance positif, mais 58 % des personnes interrogées se déclarent « mécontentes » de la façon dont la France est gouvernée. Un sondage effectué par la SOFRES pour le Figaro du 21 mai montre qu'en cas d'élections législatives anticipées, la droite obtiendrait la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Enfin, 52 % des personnes interrogées estiment que le remplacement du premier ministre ne s'accompagnera pas d'un véritable changement politique.

G. P.

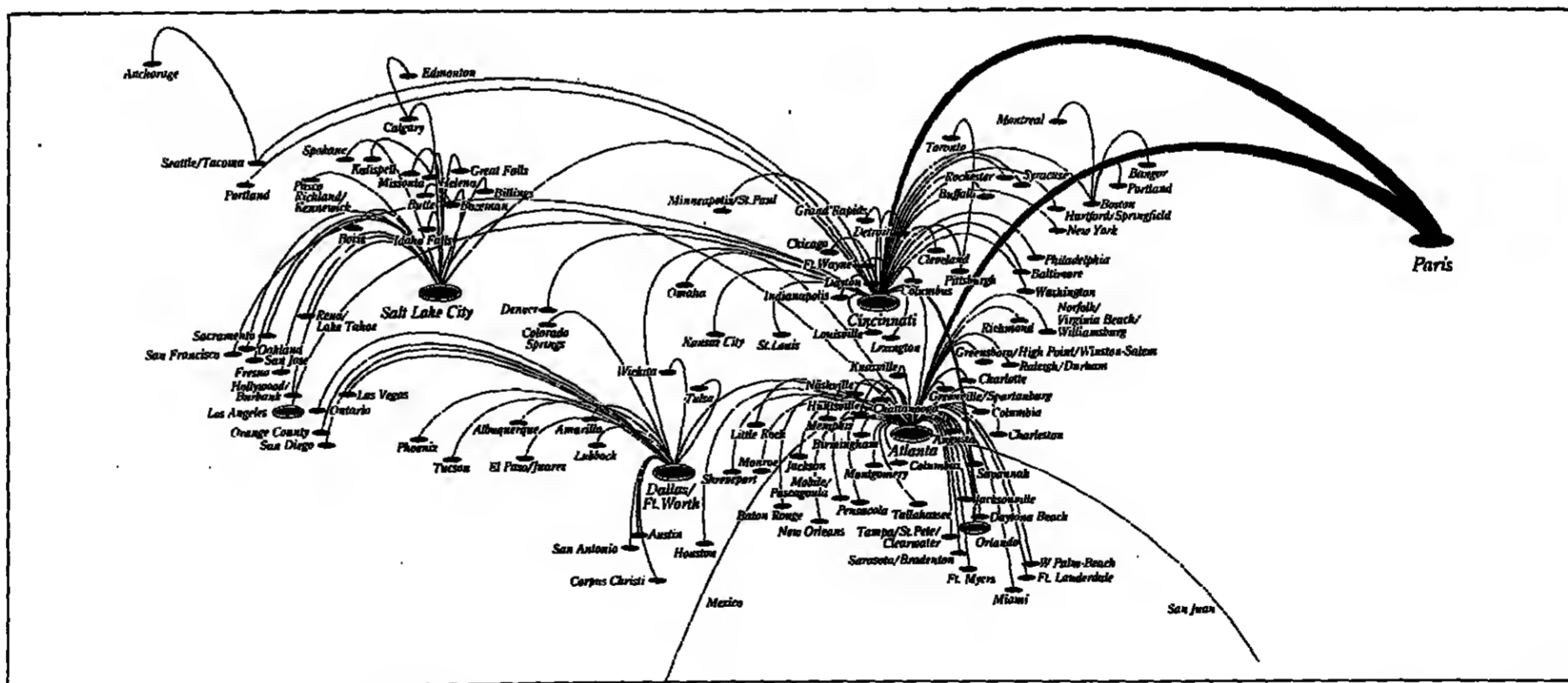
(1) 64 %, selon CSA pour le Parisien, mais une bonne opinion de M^{me} Cresson ; 70 % selon l'IFOP pour le Journal du Dimanche.

(2) Alain Duhamel, « L'effet Fabius existe-t-il ? », Opinion publique 1985, SOFRES, Gallimard.

in Mme Cresson entre au « Bébé-show ». M^{me} Edith Cresson a fait son entrée, lundi 27 mai, au « Bébé-show », l'émission parodique de TF1, sous les traits d'une panthère surnommée

« A ma botte ». M^{me} Cresson s'est déclarée satisfaite d'être représentée en panthère. « C'est un très bel animal. Rôlé, il ne craint pas beaucoup d'autres animaux », a-t-elle dit.

Chaque jour, à partir de ses deux vols Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati, Delta unit les états des Etats-Unis.



Rien n'est plus beau et plus noble que la passion. Chez Delta Air Lines, la passion est notre métier. C'est pourquoi, pour vous déplacer rapidement et où vous le désirez aux Etats-Unis, nous avons tout simplement fait du pays un immense aéroport en unissant presque tous les états des Etats-Unis. Ainsi, à partir de

Statistiques du U.S. Department of Transportation.

nos 2 vols quotidiens Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati (en continuation vers Orlando), nous mettons à votre disposition notre fabuleux réseau aérien pour vous emmener vers plus de 240 villes aux Etats-Unis. Et comme toujours, vous vérifierez notre amour du vol à travers le service à bord exemplaire pour lequel Delta est

étue numéro un, en terme de satisfaction des passagers, parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 17 années consécutives. Alors, pour réserver votre prochain voyage aux Etats-Unis, rendez-vous chez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92.

DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes.

POLITIQUE

Invité de « L'heure de vérité »

M. de Villiers met en cause le financement de la campagne de M. Mitterrand

Invité, lundi 27 mai, de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, M. Philippe de Villiers, député apparenté UDF de Vendée, a une nouvelle fois accusé le pouvoir de vouloir « nuire à la justice ». « Le pays, a-t-il dit, est au bord de la septième année de l'état d'urgence. La société devient immorale. (...) Il y a aujourd'hui deux sortes de justice : celle pour les citoyens et celle pour les puissances, ceux qui sont proches du pouvoir. »

Répétant ses attaques sur le financement des campagnes électorales socialistes, M. de Villiers a directement mis en cause le président de la République : « Il soit très bien - si ce que je dis est faux, qu'on lève mon immunité parlementaire - que la campagne présidentielle de François Mitterrand a reçu de l'argent en provenance d'Israël par une société écran qui s'appelle la société Multiservices, et l'expert comptable qui a certifié ses comptes sait très bien qu'il a fait des comptes faux, remis au Conseil constitutionnel. »

Interrogé sur sa position vis-à-vis du Front national, M. de Villiers a affirmé qu'il n'a jamais cherché à marquer à la collerette que ce soit. « Un électeur du Front national, a-t-il expliqué, c'est parfois un homme de gauche qui a été cambriolé trois fois. La première fois, il est allé au CDS, la deuxième fois au RPR et la troisième fois il va au Front national. (...) Il n'y a pas deux millions de fascistes. Les gens qui votent pour le Front national, ils protestent. Ils trouvent que la gauche est sans avenir et que bien souvent la droite est sans conviction. Si nous nous battons sur les

valeurs de la France, sans complexe, avec fermeté et avec chaleur, alors nous serons à nouveau une force d'attraction. »

M. de Villiers a admis que « certains leaders de droite qui marchent en crabe, parce que cela leur permet de surveiller leur ombre des fois qu'elle serait de droite », et qu'il poursuivait, je ne marche pas avec le terrorisme sémantique. Actuellement, il y a quatre grands tabous. Si on dit insécurité, on entend « fasciste ». Si vous dites immigration, on entend « raciste ». Education ? « obscurantisme ». Famille ? « péjoratif ».

M. de Villiers a admis que, « pas encore guérie de quelques maladies, l'aphasie, le manque de voix, l'émiettement byzantin », la droite était « convalescente ». Jugant qu'elle ne pouvait plus « se permettre le luxe d'une querelle supplémentaire », il a affirmé que l'opposition « aura besoin de la compétence de M. Barre, de l'intelligence de M. Giscard d'Estaing, de l'énergie de M. Chirac, du charisme de M. Lhuart », mais que le moment venu, il jouerait « le gagnant ». Interrogé enfin sur ses ambitions personnelles, il a fait cette réponse : « On ne gèle pas les noix lorsqu'elles sont encore vertes. »

Lire également, page 27, la chronique de PIERRE GEORGES

Deux Français sur trois estiment que les hommes politiques sont « plutôt corrompus ». Selon un sondage réalisé du 3 au 6 mai auprès de mille personnes par la SOFRES à l'occasion de « L'heure de vérité » de M. Philippe de Villiers, 65 % des personnes interrogées estiment que les hommes politiques français sont « plutôt corrompus », 21 % étant d'un avis contraire. Ce sentiment est particulièrement affirmé chez les dix-

huit-vingt-quatre ans (76 %) et chez les sympathisants du Front national (85 %). 48 % expliquent les scandales politico-financiers par « le coût excessif des campagnes électorales ». D'autre part, 70 % pensent que la loi votée en 1989 sur le financement des partis politiques « ne changera pratiquement rien », et 46 % (contre 35 %) sont opposés à la prise en charge par l'Etat d'une partie de ce financement.

Nouveau numéro deux du PS

M. Billardon reste hostile à un congrès socialiste anticipé

M. André Billardon, fabiusien, nouveau membre du secrétariat national du PS, chargé de la coordination, c'est-à-dire numéro deux du parti, s'est dit hostile à un congrès anticipé, estimant que les hommes politiques français sont « plutôt corrompus », 21 % étant d'un avis contraire. Ce sentiment est particulièrement affirmé chez les dix-

Pour M. Billardon, « fixer la date du prochain congrès du parti n'est pas prioritaire ». « Ce qui est prioritaire, nous a-t-il expliqué, c'est la solidarité avec le gouvernement et la préparation du projet socialiste. » Le numéro deux estime qu'organiser un débat de congrès à l'automne, au moment où le gouvernement risque de ren-

contrer ses premières difficultés économiques et sociales serait inopportun.

« Le projet peut être adopté par une convention qui serait l'occasion de montrer le PS rassemblé et mobilisé, estime M. Billardon. Une convention de ce genre serait de bon augure pour un congrès calme et serein, normal en 1992. A l'inverse, vouloir brûler les étapes présente un réel danger. On peut certes faire un très bon congrès à partir de plusieurs motions, mais cela suppose un certain degré d'accord sur l'issue du congrès. Sinon ce sera la répétition de celui de Rennes. »

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINUTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente après liquidation au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 13 Juin 1991 à 14 h 30, en un lot
à PARIS 18^e - 76, rue de Clignancourt
au rez-de-chaussée, bâtiment A
LOGEMENT d'une PIÈCE, cuisine, W.C.
OCCUPÉ - Mise à Prix : 100 000 F
M^{rs} Yves TOURAINE, avocat à Paris 9^e, 48, rue de Clichy
Tél. : 48-74-43-85 - M^{rs} B. PENET, syndic, 3 Paris 4^e, 3, rue du Renard.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 13 Juin 1991 à 14 h 30, en un lot
à PARIS 10^e 13, rue de Marseille
Bâtiment A, escalier A au 6^e étage
APPARTEMENT de 2 P. Pales - LIBRE
(deux caves) - Mise à Prix : 100 000 F
M^{rs} Yves TOURAINE, avocat à Paris 9^e, 48, rue de Clichy - Tél. : 48-74-43-85 - M^{rs} B. PENET, syndic, 3 Paris 4^e, 3, rue du Renard, visites les 3^e - 6 et 11 juin de 16 h 30 à 17 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRETEIL le JEUDI 13 JUIN 1991 à 9 heures 30
VILLA type « Chauverie »
Rez-de-chaussée : entrée, séjour, salon, cuisine, W.C., dégagement, pendier, garage - 1^{er} étage : trois chambres, salle de bains, dégagements, pendier, rangements - Annexion d'un terrain de 237 m² dans un ensemble immobilier dénommé « HAMEAU LA FRANÇAISE »
MAROLLES-EN-BRIE (94)
30, rue des Moissonneurs
MISE A PRIX : 150 000 F
S'adresser à M^{rs} Christian LEIFF, avocat au barreau du Val-de-Marne, 9, rue du Général-de-Lamurinière (94000) CRETEIL - Tél. : 49-80-06-90 et sur Minutel : 3616 JAVEN

VENTE d'immeuble (L.J.) de l'IMMOBILIERE DE LA COTE D'AMOUR, à l'audience des saisis, immob. du tribunal de gde inst. de Saint-Nazaire, au Palais de Justice, salle d'audience du trib. d'instance, 54, rue de la Paix, au plus offrant et dernier enchérisseur, le 12 JUIN 1991, à 14 h.
VILLE ET COMMUNE DE PORNICHET - 44
UNE PARCELLE DE TERRAIN A BATIR
Avenue du Bataillon de sec. AH n° 468 lieudit chemin du Beaulois pour 52 A. 70 CA, d'après cad. et 52 A. 69 CA, d'après mesurage.
MISE A PRIX : 2 300 000 F
Frais outre - aux charges, clauses et conditions stipulées au cad. des charges déposés au greffe du TGI de Saint-Nazaire où chacun peut en prendre connaissance - Enchères par minist. d'avocat, S'adr. pour ren. à la SCP. PIEL et MAHIEU, S^{rs} d'avocats, 22, bd Wilson, Saint-Nazaire - Tél. : 40-53-71-71 et au greffe du tribunal de grande instance de Saint-Nazaire.

La réunion de la commission des investitures

Le Front national désigne ses têtes de liste pour les élections régionales

La commission des investitures du Front national devait se réunir, mardi 28 mai à Paris, afin de préparer les élections régionales de 1992. Toutes les réunions précédentes de cette instance ont été consacrées, depuis plusieurs mois, aux élections cantonales, qui se dérouleront au même moment. Le parti d'extrême droite a déjà investi environ quatre candidats régionaux, pour lesquels le Parti national a élaboré une proposition de loi - mise en sommeil - prévoyant une modification du mode de scrutin, le Front national va probablement jouer la sécurité, en choisissant des cadres comme têtes de liste.

Bien que les investitures ne soient pas encore officiellement octroyées, quarante départements ne semblent poser aucun problème. Dans la totalité des cas, le chef de file sera un responsable de l'appareil de haut niveau ou de niveau intermédiaire. Les trois quarts de ces quarante premières têtes de liste sont secrétaires départementaux, c'est-à-dire dirigeants d'une fédération. Les autres sont membres du bureau politique (BP) ou du comité central (CC).

Dans les autres départements, le Front national ne dispose pas encore de personnalités incontestées ou, au contraire, peut choisir entre différents candidats. De surcroît, la direction du parti

d'extrême droite se réserve la possibilité, si nécessaire, d'effectuer des « parachutages ». Aux élections régionales de 1986, le parti de M. Jean-Marie Le Pen, qui laisse planer le doute sur la candidature de son président dans les Alpes-Maritimes, avait obtenu cent trente-huit sièges de conseillers régionaux. Plus d'un élu sur quatre (28,3 %) a fait défection pour des raisons politiques ou personnelles. Le Front national dispose aujourd'hui de quatre-vingt-dix-neuf conseillers. Dans la liste ci-dessous les élus sortants figurent en italiques.

Alpes-Maritimes : M. Jean-Marie Le Pen (président) ou M. Max Baza; Ardennes : M. Michel Diarc; Ariège : M. Michel Dubouché; Aube : M. Bruno Sibill; Aveyron : M. Jean-Claude (sec. dép.); Bouches-du-Rhône : M. Bruno Mégret (délégué général); Cher : M. Jean d'Ogny (sec. dép., CC); Corrèze : M. Gilles du Verdier (sec. dép.); Côte-d'Or : M. Pierre Jaboulet-Vercherre (CC); Creuse : M. Marie de la Chapelle (sec. dép.); Dordogne : M. Jean-Yves Roubaud (sec. dép., CC); Drôme : M. Germaine Burgaz (sec. dép., CC); Eure-et-Loir : M. Marie-France Stirbois (sec. dép., BP);

Haute-Garonne : M. Bernard Antony (sec. dép., BP); Ile-et-Vilaine : M. Pierre Mangendre (sec. dép., CC); Jura : M. Gilles Mori-coni (sec. dép.); Landes : M. Eric Barouillet (sec. dép.); Haute-Loire : M. Gérard-Hubert Fayard (sec. dép., CC); Manche : M. Fernand Le Rachinel (CC); Meurthe-et-Moselle : M. Jean-Claude Bardet (sec. dép., CC); Maribhan : M. René Bouin (sec. dép.); Nord : M. Carl Lang (secrétaire général); Oise : M. Pierre Descaves (CC); Pas-de-Calais : M. François Portier de la Moradière (sec. dép., CC); Pays-de-Dôme : M. Claude Jaffres (sec. dép., CC); Pyrénées-Orientales : M. Pierre Sergeat (BP); Rhône : M. Bruno Gollnisch (BP); Saône-et-Loire : M. Michel Collinot

(BP); Haute-Sevère : M. Michel Landrion (sec. dép., CC); Seine-Maritime : M. Dominique Chaboch (vice-président); Seine-et-Marne : M. Jean-François Jalab (BP); Deux-Sèvres : M. Jean-Romée Charbonneau (sec. dép.); Var : M. Jean-Marie Le Chevalier (sec. dép., BP); Vaucluse : M. Jacques Bompard (sec. dép., CC); Vienne : M. Noël Pichon (sec. dép.); Essonne : M. Michel de Rastolan (CC); Hauts-de-Seine : M. Jean-Yves Le Gallou (sec. dép., BP); Seine-Saint-Denis : M. Roger Holiadre (BP); Val-de-Marne : M. Jean-Pierre Schenardi (sec. dép., BP).

NOMINATIONS

Famille et personnes âgées

M. Michel Camy-Peyret, directeur du cabinet de M. Laurent Cathala

M. Michel Camy-Peyret, administrateur territorial hors classe, a été nommé directeur du cabinet de M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'intégration, chargé de la famille et des personnes âgées.

(Né le 1^{er} juin 1932 à Metz (Moselle), M. Camy-Peyret est titulaire d'un diplôme d'études approfondies de géographie urbaine. Il a commencé sa carrière comme secrétaire général adjoint à la mairie de Metz-Est (1977-1983). Directeur général adjoint des services départementaux du Val-de-Marne de 1983 à 1990, il a été chargé de mission auprès du président du conseil général de ce même département du 1^{er} mars au 31 décembre 1990. Il était, depuis le 1^{er} janvier 1991, conseiller technique auprès de M. Louis Besson, ministre de l'équipement, l'habitat, des transports et de la mer.)

Communication

M. Michel Cretin, directeur du cabinet de M. Georges Kiejman

Le ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman, vient de nommer M. Michel Cretin directeur de son cabinet. M. Patrick Frydman, maître des requêtes au Conseil d'Etat, déjà membre de l'équipe de M. Kiejman au ministère de la justice, devient directeur-adjoint. M. Ghislain Achard, auparavant conseiller technique de Paul Quilès au ministère des postes, des télécommunications et de l'espace, est nommé conseiller auprès du ministre, chargé des technologies nouvelles, du câble et du satellite, tandis que M^{me} Valérie Michel est chef de cabinet, poste qu'elle occupait déjà à la justice. Enfin, M^{me} Danièle Frager est nommée conseillère technique pour les relations avec le Parlement, fonction qu'elle occupait déjà auprès de M. Kiejman.

Né en 1942, M. Michel Cretin est ancien élève de l'ENA (promotion Jean-Lauriat). Auditeur à la Cour des comptes en 1969, il devient chargé de mission à la division du conseil en planification de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en 1977. Directeur au Centre national de la cinématographie (CNC) cinq ans plus tard, il est ensuite directeur-adjoint de la SOFIRAD en 1985-1986. Promu conseiller-maître à la Cour des comptes, il est chargé de mission avec rang de directeur auprès du Collège des commissaires aux comptes de l'ONU de 1986 à 1991. M. Cretin a été nommé président en 1990 de l'association chargée de gérer l'Opéra-Comique. En avril, le gouvernement lui a confié une mission de l'étude du lancement d'une quatrième chaîne de télévision privée à la Réunion.

Industrie et commerce extérieur

M. Paul Hermelin, directeur du cabinet de M. Strauss-Kahn

M. Paul Hermelin, est nommé directeur du cabinet de M. Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, par arrêté du 21 mai 1991, paru au Journal Officiel du 23 mai.

(Né en avril 1952 à Ettebeek (Belgique), M. Paul Hermelin est administrateur civil, Polytechnicien, ingénieur, il fut affecté à la direction du budget à sa sortie de l'ENA en 1978. Il fut chargé de mission auprès de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget de 1982 à 1984, puis auprès de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement et des transports jusqu'en 1985. Il fut ensuite chef de bureau des statuts et des cadres civils à la direction administrative à la direction du budget de mai 1986 à août 1988, date à laquelle il fut nommé directeur du cabinet de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.)

Recherche et technologie

M. Christophe Desprez, directeur du cabinet de M. Hubert Curien

Au cabinet de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, M. Christophe Desprez, a été nommé, par arrêté paru au Journal Officiel du vendredi 24 mai, directeur du cabinet. Il succède à M. Paul Hermelin, qui devient directeur du cabinet de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur. M. Laurent Beauvais occupe les fonctions de chef de cabinet de M. Curien.

(Né le 13 novembre 1959, à Lille (Nord), M. Christophe Desprez est ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur des Ponts et Chaussées, titulaire d'un DEA de politique économique de l'Institut d'études politiques de Paris et d'un certificat de finances de l'ESSEC. De 1982 à 1985, il occupe un poste de chargé de mission au département des affaires financières et industrielles à Paris. Nommé, en 1984, chef de la division développement industriel de la direction régionale de l'industrie et de la recherche du Nord-Pas-de-Calais, il devient, en 1986, adjoint au directeur. A partir de 1988, il rejoint le ministère de l'économie, des finances et du budget, où il occupe la fonction de chargé de mission à la direction du Trésor pour tout ce qui concerne les participations de l'Etat dans les grands groupes industriels.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

EN BREF

□ M. Queyranne (PS) : « Jean-Marie Le Pen est vraiment un personnage abject. » - M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a réagi, lundi 27 mai, aux propos tenus samedi 25 mai par M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, qui a surnommé M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'intégration, « M. Miam-Miam » (le Monde du 28 mai). M. Queyranne a estimé que « Jean-Marie Le Pen est vraiment un personnage abject ». « M. Le Pen est un habitué des calembours racistes », ses propos sont « sordides, grossiers et méprisables », et témoignent « d'un profond mépris pour la personne humaine », a ajouté M. Queyranne.

□ Espace socialiste : « Bonne chance. » - Le club Espace socia-

liste, qui regroupe les membres du courant Socialisme et République en rupture avec M. Jean-Pierre Chevènement, a estimé, lundi 27 mai, que « l'intensification de la concurrence internationale et l'approfondissement des échecs électoraux commandent une initiative permettant à la majorité de reprendre l'offensive ». « Souhaitons bonne chance à M^{me} Edith Cresson ; nous ne ménagerons pas nos efforts pour apporter notre contribution à la réussite commune. Le rassemblement, d'abord de la gauche, préfige une ouverture qui a fait long feu, dément ces Cassandra annonçant voici peu encore l'ultime virage avant la droite », estime le club qui anticipe plusieurs députés socialistes dont MM. Michel Charzat, Jean-Marie Bockel et Jean-Paul Planchou.

Au sommaire de « Dossiers et documents » de juin

Mutations économiques et politiques

La planète s'agit, prévus ou imprévisibles, les événements bouleversent les données auxquelles on s'est habitué ; le monde se « mondialise ».

A commencer par l'économie : à marché mondial, stratégies mondiales. Les flux économiques transigent à l'échelle de la planète, entraînant une redistribution des pouvoirs. Au-delà de la simple internationalisation, la mondialisation signifie la fin du national et établit des rapports nouveaux entre l'Etat et l'entreprise, le pouvoir politique et le pouvoir économique.

La nouvelle donne internationale doit tenir compte de ces interdépendances et rechercher un nouvel équilibre.

L'ONU sort d'un long hiver, l'Est, basculé, affronte de nombreuses difficultés, sur fond de désenchantement et de périls nouveaux : si les objectifs sont les mêmes, rétablissement du marché, démocratisation, chaque pays marche à son rythme. Les transitions seront longues et douloureuses. Les écarts entre le

Nord et le Sud, loin de s'amenuiser se creusent, la vulnérabilité des nations déshéritées s'aggrave, et le système mondial actuel est impuissant à redresser les déséquilibres économiques et démographiques.

Le conflit des métiers premiers dresse les tiers-mondes les uns contre les autres, les flux des capitaux les entraînent dans une marginalisation croissante. Les modèles de développement occidentaux sont remis en cause, critiqués, souvent rejetés. Le monde des intégrations, les conflits dus aux migrations de population en sont l'apparence visible.

La marche vers l'Europe se poursuit de façon globalement satisfaisante. Mais inévitablement, des doutes, des tensions, des divergences surgissent, des insuffisances apparaissent, mises en relief, en particulier, par le conflit du Golfe.

► En vente chez tous les marchands de journaux, 8 pages, 8 F.

Le Monde EDITIONS

L'ISLAM DANS LE MONDE

Dossier présenté et établi par Paul Balta

VENTE EN LIBRAIRIE

سكنا في الليل

SOCIÉTÉ

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 • 11

La mort d'un jeune à Mantes-la-Jolie et le débat sur la ville à l'Assemblée nationale

Le Val-Fourré en quête de vérité

Pourquoi Aïssa Ilich est-elle morte? Dans quelles conditions ce garçon de dix-huit ans, français d'origine marocaine, est-il décédé, lundi 27 mai à 15 heures 20, au service des urgences du centre hospitalier de Mantes-la-Jolie (Yvelines)? La ZUP du Val-Fourré a vécu toute la soirée de lundi et une partie de la nuit suspendue à cette question, balançant entre la rage d'en découdre avec les forces de l'ordre, tenues pour responsables du drame, et le respect des appels au calme lancés par le père du jeune homme disparu. Les députés devaient commencer, mardi 28 mai, l'examen du projet de loi « anti-ghetto » présenté par M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.

Persone ne met en cause le constat du médecin assermenté, M. Michel Pérol, expert près la cour d'appel de Versailles: Aïssa Ilich est décédé d'une mort naturelle de type asthmatique. Aucune trace de coup n'a été relevée. Aïssa serait même le seul des six interpellés de samedi soir à ne pas avoir reçu de coups de matraque lors de son arrestation. Le docteur Pérol, qui avait rendu à Aïssa la visite médicale réglementaire dans sa cellule, dimanche après-midi, et jugé que son état était « compatible » avec une prolongation de la garde à vue, précise que « le stress peut être un facteur déclenchant d'une crise d'asthme ». Le jeune homme avait affaire à la police pour la première fois.

Dès la nouvelle connue, lundi en milieu d'après-midi, le Val-Fourré s'est pris à bruiser de mille rumeurs. Un jeune beur « mort au commissariat de police », c'en était trop pour cette ZUP déjà déstabilisée par deux nuits de saccage du centre commercial et d'affrontement avec les CRS. Le fantôme de Malik Oussekine, ce jeune homme sous dialyse, mort en quartier latin en décembre 1986 sous les coups des « voligeurs » de la police hantait tous les esprits. Même si les circonstances avaient peu de points communs, le profil des deux victimes — élèves réputés sans histoires, leur santé fragile et leur faible corpulence — rapprochait inéluctablement les symboles.

De petits groupes de jeunes se formaient autour du centre com-

mmercial, les forces de l'ordre reprenaient position. D'énormes jardinières de béton étaient transportées à la hâte devant les vitrines comme pour retarder la course des vandales guettés par chacun. La tension montait et des jeunes s'en prenaient aux journalistes, blessant deux reporters d'Europe 1 et de Radio Monte-Carlo.

Les détails sur la personnalité d'Aïssa Ilich se répandaient. Elève de « G » au lycée Saint-Exupéry, travaillant les week-ends dans un fast-food proche de la gare Saint-Lazare à Paris, inconnu jusque-là des services de police, il était le fils d'un ouvrier des usines Talbot, militant CGT, et le neveu du chef du service... intégration du district usin.

Sa famille effondrée ne tardait pas à affirmer qu'il avait tenté en vain, à deux reprises, de porter au commissariat l'enfant de Ventoline indispensable à Aïssa en cas de crise d'asthme. Une première fois, les policiers auraient exigé un certificat médical, le second, une autorisation du procureur. Selon plusieurs témoignages concordants de jeunes remis en liberté après avoir partagé la cellule d'Aïssa, le médicament n'aurait pas été délivré au jeune homme qui en détenait sur lui un seul flacon.

« Il semblerait qu'on n'ait pas saisi l'importance de sa maladie », a confirmé le maire (PS) de Mantes-la-Jolie, M. Paul Picard, personnellement « choqué que quelqu'un, qui a été reconnu malade, ne puisse pas recevoir ses médicaments ». « La



mort d'un jeune est un drame pour la famille, mais aussi pour la société », a-t-il commenté. D'accusés, les jeunes du Val-Fourré se sont faits accusateurs. Dans ce climat trouble, l'accusation de « non-assistance à personne en danger » s'est répandue comme une traînée de

poudre. Pourtant le miracle s'est produit. Surmontant leur indignation au nom du respect de la famille Ilich, les jeunes ne se sont pas rejoints des scènes de violence des deux nuits précédentes. Dans une salle municipale rouverte pour l'occasion sur la dalle du centre

commercial, une centaine d'entre eux ont débattu avec des animateurs et des enseignants plaçant en faveur de l'apaisement.

Un rassemblement de protestation devant le lycée Saint-Exupéry a été programmé pour mardi matin. Les élus, échaudés par l'accueil hostile qui leur avait été réservé la veille, avant même la mort du lycéen, s'étaient retranchés à l'hôtel-de-ville pour le compte-rendu, programmé de longue date, d'une enquête sur les attitudes de la jeunesse mantoise. Aux abords du centre commercial, policiers et CRS se faisaient discrets, concentrant leurs forces en quelques endroits stratégiques. Des dialogues vécus démontaient avec les nombreux journalistes présents, accusés par les jeunes de « salir l'image du Val-Fourré » et de « déformer la réalité », et avec les militants de SOS-Racisme et du Comité contre la double peine.

Minuit était largement passé lorsque le dernier carré des débats insupportables, une cinquantaine de jeunes d'origine arabe ou africaine, a offert le spectacle surréaliste d'un long dialogue avec un conseiller municipal du Front national et son épouse, accourus pour les assurer de leur profonde sympathie, et plaider en faveur de la cohabitation au Val-Fourré, glissant au passage quelques allusions antisémites censées ravir les beurs. Ils n'ont essayé que quelques quolibets et sont repartis sans encombre, suivis par deux gendarmes déguisés en journalistes.

PHILIPPE BERNARD

Controverse sur les circonstances du décès

« Aïssa Ilich, né le 22 juillet 1972 à Argenteuil (Val d'Oise), est décédé à 15 heures 20, le lundi 27 mai 1991, au service des urgences du centre hospitalier de Mantes-la-Jolie où il a été amené par les pompiers à 15 heures », a indiqué la direction de l'hôpital, dans un communiqué publié lundi en fin d'après-midi. « Victime d'un grave malaise médical, Aïssa Ilich a reçu pendant près de trois heures avant son admission les soins urgents nécessaires par son état critique (...). Le décès a été causé par un arrêt cardiaque ». La direction de l'hôpital a, par ailleurs, précisé à l'AFP que le jeune homme était « décédé d'une crise d'asthme aiguë ».

Au moment de son interpellation par les policiers, dans la nuit de samedi à dimanche, le jeune homme était porteur de médicaments anti-asthmatiques. Dès le début de sa garde à vue, il avait d'ailleurs « signalé qu'il était asthmatique et utilisait des médicaments, sans toutefois se plaindre de douleurs asthmatiques particulières », nous a précisé M. Yves Collet, procureur de la République de Versailles. Aïssa avait réitéré ces avertissements au médecin venu l'examiner, à l'issue de la première journée de garde à vue. Le docteur Michel Pérol, expert auprès de la cour d'appel de Versailles, avait alors estimé son « état

de santé compatible avec le maintien en détention ».

Eofin, la famille du jeune homme a tenté de lui apporter des médicaments, attirant à nouveau l'attention des policiers sur son état de santé. En l'absence de prescription médicale autorisant la prise de ces médicaments, les policiers ont refusé de donner suite. « Malgré l'intervention de sa sœur et en dépit de la proposition de faire venir son propre médecin, les policiers ont refusé d'administrer les médicaments apportés », a affirmé la section de la Ligue des droits de l'Homme de Mantes-la-Jolie.

D'après les déclarations des cinq jeunes interpellés avec Aïssa, et détenus avec lui dans le même local de garde à vue, dépourvu de toute aération, le jeune homme a utilisé son pulvérisateur anti-asthmatique tout au long de sa détention. Il semble toutefois que son médicament était épuisé au moment où il a été pris d'un malaise, lundi vers 13 heures. Par ailleurs, les conditions de ces jeunes gens précisent qu'Aïssa n'a pas été pris d'une crise au cours de la nuit de dimanche à lundi. Et qu'aucun des six interpellés n'a reçu de coups au cours de la détention.

Ainsi qu'il était extrait du commissariat pour être conduit au palais de justice de Versailles, lundi à 13 heures 25, le commis-

sariat a alerté les sapeurs-pompiers. Quelques minutes plus tard, ceux-ci étaient sur les lieux. Pendant plus d'une heure, des soins d'urgence ont été prodigués au jeune homme par le médecin-régulateur des sapeurs-pompiers. Aïssa a ensuite été conduit à l'hôpital, où il devait décéder.

De source policière et judiciaire, on exclut que le jeune homme ait subi des violences au cours de sa garde à vue. Une information pour « recherches des causes de la mort » a été ouverte, lundi après-midi, auprès du juge d'instruction, M. Charles Chapuis, juge d'instruction à Versailles. Une enquête de l'inspection générale de la police nationale (IGPN) a aussi été décidée. L'autopsie du corps devait être pratiquée mardi dans la matinée.

ERICH INCIVAN

Protestation de CRS. — Au moment de l'arrestation des incidents de Mantes-la-Jolie, des membres de la CRS numéro 23 (Charleville-Mézières) ont protesté contre les conditions d'hébergement qui leur étaient faites à Villejuif (Val-de-Marne), dans un cantonnement dont les cuisines ont été déclarées insalubres par la DDASS. Les policiers ont passé la nuit de samedi à dimanche enfermés dans leurs cars; d'autres ont préféré dormir à la belle étoile.

Six jeunes ont été placés en garde à vue, dont deux mineurs et Aïssa Ilich. Trois étaient de Mantes-la-Jolie, les autres venaient de Limey, une commune voisine. Leur interpellation s'est faite de façon « musclée », après une course-poursuite, et le médecin qui les a examinés a pu constater que chacun des six jeunes portaient des ecchymoses.

Quatre d'entre eux ont été inculpés, lundi soir, de « vols aggravés en réunion » par un juge d'instruction du tribunal de Versailles. Ils ont été écroués. Le cinquième jeune, âgé de vingt ans, a été remis en liberté, aucune charge n'étant retenue contre lui. Enfin, une information pour « recherches des causes de la mort » a été ouverte après la mort d'Aïssa Ilich.

ERICH INCIVAN

Asthme mortel

L'asthme dont souffrait depuis son plus jeune âge Aïssa Ilich est un état pathologique fréquent, dû au rétrécissement diffus des voies aériennes bronchiques. Ce rétrécissement survient par crises et entraîne de graves difficultés respiratoires. Il peut être provoqué par différents stimuli, en particulier les facteurs allergiques, infectieux ou encore ceux dits « psycho-affectifs ».

On distingue schématiquement deux formes cliniques: la crise d'asthme (difficultés respiratoires paroxysmiques souvent nocturnes) et l'état de mal asthmatique. Dans ce dernier cas, la crise dure, résiste au traitement, empêche l'alimentation et le sommeil, bouleverse les équilibres biologiques,

éprouve le malade et, si rien n'est fait, peut avoir une issue mortelle. Si le traitement de la crise peut et doit, après des conseils médicaux spécialisés, être mis en œuvre par le malade lui-même, il en va différemment de l'état de mal, qui impose, en urgence, un traitement intensif en milieu hospitalier.

Pour certains spécialistes, le drame de Mantes-la-Jolie pourrait correspondre à une forme clinique particulière, une « crise aiguë » pouvant être déclenchée soit par une exposition à des doses élevées de substances allergènes, soit à un choc émotionnel intense. Le déclenchement de la crise, à la fin de la garde à vue et avant le départ pour le parquet de Versailles, semble accréditer

cette dernière hypothèse. Dans l'attente des résultats de l'autopsie, l'enquête en cours comportera plusieurs aspects médicaux, qui ne pourront être utilement abordés que par des spécialistes de l'asthme, de la médecine d'urgence et de la médecine légale. Compte tenu de ses antécédents et des liens bien connus entre le psychisme et les manifestations asthmatiques, l'état de santé d'Aïssa était-il, comme on s'en crut pouvoir le dire, « compatible » avec une garde à vue et tous les effets qu'elle comporte? A-t-on mis en œuvre suffisamment tôt les thérapeutiques adaptées?

JEAN-YVES NAU

La première nuit de fièvre

Tout a commencé par un rodéo urbain. Des jeunes du quartier, à moto, narguent une patrouille policière. Il est 22 heures, samedi 25 mai. Les gardiens de la paix, craignant d'être débordés, demandent des renforts au commissariat. Un rapport de police retranscrit la nuit d'affrontements.

Au moment où les renforts arrivent, des vandales s'en prennent à des voitures particulières garées devant la patinoire de Mantes, où le club de patinage artistique tient une soirée de gala. Furieux, les propriétaires des véhicules se ruent sur les « casseurs ». Des policiers s'interposent et interpellent quelques jeunes.

Trois coups de feu

Il est 23 heures quand une vingtaine de gardiens du commissariat, désormais épuisés par une section de la CRS n° 8 basée à Bièvres, opèrent une « descente » dans le cité. Ils procèdent à de nouvelles interpellations. Du haut d'une HLM, un vélo tout terrain est projeté en direction des CRS et manque, de peu, sa cible. Regagnent leurs véhicules, la quinzaine de CRS

engagés dans l'opération croisent le chemin d'un groupe prêt à le bégayer. Devant cette soixantaine de gaillets armés de manches de pioche et de battes de base-ball, les forces de l'ordre préfèrent battre en retraite.

Pendant ce temps, le centre commercial fait l'objet d'un pillage et d'un saccage en règle. A 23 h 40, les policiers investissent la galerie marchande désormais déserte. Lorsqu'ils regagnent leurs véhicules, les CRS voient s'avancer vers eux une centaine de jeunes. C'est à cet instant que les policiers entendent, distinctement, trois coups de feu. Sur la partie haute de ses rangs, l'officier commandant la section porte les traces des plombs qui l'ont atteint (une douille de cartouche de chasse sera ultérieurement trouvée sur les lieux de la fusillade). Le riposte des fusils lance-grenades est une seule salve de lacrymogènes est tirée — suffit à disperser les émeutiers.

Minuit et demi: les CRS portent assistance à des sapeurs-pompiers appelés pour des incendies de voitures en stationnement, et étiquetés par un petit groupe; un pompier fait des

moulinets avec sa hache pour écarter ses agresseurs, sans les toucher. Assurent jusqu'alors la surveillance d'un match de boxe à Confians-Sainte-Honorine, une deuxième section de CRS est (enfin) dépêchée sur les lieux. A 4 heures du matin, les affrontements sont terminés.

Six jeunes ont été placés en garde à vue, dont deux mineurs et Aïssa Ilich. Trois étaient de Mantes-la-Jolie, les autres venaient de Limey, une commune voisine. Leur interpellation s'est faite de façon « musclée », après une course-poursuite, et le médecin qui les a examinés a pu constater que chacun des six jeunes portaient des ecchymoses.

ERICH INCIVAN

EBEL
BOUTIQUES
PARIS
2, place Vendôme

Bijoux Alessandra Gradi, en exclusivité dans les Boutiques EBEL. Montre Voyager.

LONDON MILANO NEW-YORK CHAM-SUR-SIÈRE ST. PETERSBURG MONCHEN

SOCIÉTÉ

La mort d'un jeune à Mantes-la-Jolie et le débat sur la ville à l'Assemblée nationale

M. Delebarre défend son projet

Les députés devaient commencer, mardi 28 mai, l'examen du projet de loi d'orientation pour la ville, présenté par M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.

Ce projet « anti-ghetto », très attendu par les socialistes, s'inspire largement de la proposition de loi déposée au printemps dernier, par

M. Guy Melandain (PS, Yvelines), sur la maîtrise foncière urbaine, qui est soumise en même temps aux députés. M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace devait annoncer aux députés le dépôt d'un amendement gouvernemental qui « prolongera de cinq ans le dispositif fiscal en faveur de l'investissement locatif » mis en place

en 1985 et qui devait prendre fin en 1992. Pour l'adoption de ce texte, le gouvernement, qui a demandé le procédé d'urgence, devrait pouvoir compter sur l'abstention des députés communistes.

Les groupes RPR, UDF et UDC sont en revanche très hostiles à ce projet, dans lequel ils ne voient qu'une « opération symbolique et politicienne ».

Il est déjà trop tard pour parler d'urgence pour ce texte. L'actualité de ces derniers mois, et celle, dramatique, du week-end dernier à Mantes-la-Jolie, ont largement montré que, dans le débat sur les ghettos urbains, la réalité avait dépassé toutes les craintes. C'est donc dans un contexte difficile que devait s'ouvrir, mardi 28 mai, l'examen du projet de loi de M. Michel Delebarre sur la ville.

Depuis le dépôt, au printemps dernier, de la proposition de loi de M. Melandain sur la maîtrise foncière urbaine et la lutte contre la spéculation foncière, les députés socialistes n'ont eu de cesse d'insister auprès du gouvernement pour qu'il inscrive ce texte à l'ordre du jour des travaux du Parlement. Repris à son compte, et complété, par le ministre de la ville, M. Delebarre, le projet devrait être adopté à la fin de cette session de printemps, le premier ministre, M. Edith Cresson, ayant précisé, dans son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, mercredi 22 mai, qu'elle n'exclutait pas, si besoin était, de recourir à une session extraordinaire.

Face à ce soudain empiètement du gouvernement, l'opposition aura beau jeu de railler un projet de loi qui tente d'apporter des réponses à long terme à des problèmes qui se posent avec acuité aujourd'hui. Mais le caractère presque désespéré de la gravité des événements de Mantes-la-Jolie risque de donner au débat à l'Assemblée nationale un caractère différent de celui qui a précédé son dépôt. Il s'agit d'insister sur un véritable principe de « mixité de l'habitat » : toutes les villes doivent accueillir des logements sociaux et aucune ne

doit en accueillir trop. Le projet précise également que « la réalisation de logements sociaux relève de l'intérêt national », ce qui signifie que l'Etat peut imposer sa compétence lorsque la volonté des collectivités publiques se révèle insuffisante.

Programme local de l'habitat

Première novation du texte : la création d'un programme local de l'habitat. Le but poursuivi est d'inciter les collectivités locales à établir, pour une durée au moins égale à cinq ans, leurs objectifs en matière de politique du logement, afin d'assurer entre les communes, ou entre les différents quartiers d'une même commune, « une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements ». Le représentant de l'Etat peut intervenir dans l'élaboration de ce programme local de l'habitat, notamment s'il estime que celui-ci ne répond pas aux besoins d'équilibre et de diversification de l'habitat. Contrepartie de ce « droit de regard » du préfet, les communes engagées dans un programme doivent passer une convention avec l'Etat, afin de prévoir, sur une durée de trois ans, l'aide financière que les pouvoirs publics apporteront à cette opération.

Des dispositions particulières, et plus contraignantes, sont établies pour la région Ile-de-France et les agglomérations de plus de trois cent cinquante mille habitants (zone de la ville). Dans ces zones, si une commune abritant moins de 20 % de logements sociaux, ou moins de 10 % d'allocataires de l'aide personnalisée au logement (APL), refuse d'engager un programme local de l'habitat, le préfet peut décider d'exercer son droit de préemption urbain. La commune doit, soit verser au préfet une contribution égale à 1 % de la valeur cadastrale foncière pour faire des logements sociaux, soit s'engager à réaliser elle-même, dans un délai de trois ans, un nombre de logements sociaux au moins égal à 1 % du nombre de résidences principales et à 9 % du nombre de logements construits au cours des dix années précédentes.

Une autre novation du projet

prévoit de faire participer les constructeurs privés à la diversité de l'habitat. Sur délibération du conseil municipal, il peut être demandé au responsable d'une opération d'urbanisme privée (par exemple, l'installation d'un supermarché ou un programme de résidences immobilières), de verser une participation, dont le montant est plafonné, au programme local de l'habitat, soit en terrain, soit en argent.

Maintien dans les quartiers anciens

Parallèlement aux mesures mises en œuvre pour les logements neufs, le projet de loi contient une série de dispositions destinées à maintenir l'habitat à vocation sociale dans les quartiers anciens. Le principe fondateur de ces mesures est d'éviter que la rénovation de certains quartiers dans les villes ne se traduise par le départ forcé des anciens locataires — à revenus très modestes ou souvent très âgés — qui ne peuvent plus payer des loyers réévalués. La commune ou le syndicat intercommunal devra donc désormais élaborer un plan d'ensemble pour la rénovation ou la démolition d'un quartier, répondant à cette condition du maintien de l'équilibre social existant. Ces opérations donnent lieu à une convention entre la commune ou le syndicat intercommunal, l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) et l'Etat.

M. Melandain envisage d'introduire des amendements destinés à interdire la transformation de logements en locaux professionnels dans les villes de plus de cinquante mille habitants. Cette initiative, qui vise notamment Paris, risque de donner lieu à un sérieux bras de fer entre l'opposition et le gouvernement. Dans la proposition de M. Melandain, il reviendrait au conseil municipal de fixer des zones à l'intérieur desquelles l'autorisation de transformation pourrait être accordée, mais elle devra au préalable être soumise à enquête publique et sera opposable au tiers. La commune peut également décider d'autoriser une transformation de logement en local professionnel sous réserve que le bénéficiaire offre une équi-

valence de surface pour construire du logement social.

Le projet de loi comporte également un volet relatif à la politique foncière. Des établissements publics fonciers peuvent être créés, à l'initiative des collectivités locales, pour acheter des terrains, les gérer pendant une durée qui pourrait être fixée au maximum à quatorze ans, et les remettre ensuite aux collectivités qui en auront besoin. Des « réserves foncières » sont ainsi constituées et mises à l'abri de la spéculation sur les terrains. Dans le même esprit, le texte institue le retour des zones d'aménagement différé (ZAD) créées en 1962 et supprimées en 1985, qui autorise l'Etat, sur demande des communes ou de son propre chef, à exercer son droit de préemption sur certains terrains, avec, là aussi, blocage partiel du prix du terrain.

La mort des ZUP

Enfin, dernier chapitre du projet de loi qui l'actualité rend quelque peu surréaliste, le texte signe l'acte de décès des zones à urbaniser par priorité (ZUP), qui deviennent des zones de droit commun. Pour donner quelque consistance à cette déclaration d'intention, la commission propose de rendre obligatoire, pour les communes concernées, la création d'un « programme d'insertion urbaine » déterminant notamment les moyens d'assurer le rattachement de ces ZUP à la ville-centre (développement des services et des activités, des transports publics, etc.) avant le passage au droit commun. Des dispositions fiscales particulières sont également prévues pour inciter les petites et moyennes entreprises à s'installer dans ces ex-ZUP, par une exonération de taxe professionnelle pendant cinq ans. Les ZUP sont mortes... reste à savoir combien de temps les difficultés de vie qui leur sont liées leur survivront.

PASCASLE ROBERT-DIARD

Les députés examinent la loi « anti-ghettos »

Suite de la première page.

Les pouvoirs publics en sont maintenant tout à fait conscients, comme l'illustre l'examen du projet de loi sur la ville qui coïncide, par un heureux ou malheureux hasard, avec l'affaire de Mantes-la-Jolie.

Pour la ville, dit l'un des inspirateurs de cette loi, nous devons rouler à la fois en roulettes et en plein phares. En roulettes, parce qu'il faut mettre en place une politique patiente qui ne peut donner d'effets à court terme. Et pleins phares, parce qu'il faut continuellement pousser aux pouvoirs locaux pour qu'ils prennent conscience de la nécessité de prévenir les incendies.

Pendant des années, on est resté sourd aux appels des communes sinistrées. Leurs voisins, plus riches, s'arrangeaient pour fermer leurs portes, en évitant soigneusement de construire des logements sociaux. Et quand, de l'autre côté, éclataient des incidents, des « rodéos » ou des coups de feu, de belles âmes criaient au racisme et dissertaient avec indignation contre le « seul de tolérance ». Aujourd'hui, tout le monde déplore « les ghettos », en constatant avec stupeur que ces quartiers malades sont de plus en plus « homogènes » : des mauvais sens du terme, ils voient partir, un à un, tous les habitants qui peuvent trouver ailleurs travail et logement.

Par quelques aspects, les incidents de ces derniers mois rappellent, à plus petite échelle, les tensions à caractère ethnique que connaissent certains pays anglosaxons. Inutile de se le cacher : ce sont en majorité des enfants d'immigrés, noirs et surtout maghrébins, qui affrontent les forces de l'ordre, brisent des vitrines ou pillent des magasins. Ils ne sont pas différents des autres jeunes, mais ils se trouvent là, et sont ce tout ce qui touche à d'autres par l'échec scolaire et la difficulté de trouver un emploi.

Ces jeunes semblent avoir deux obsessions : le commissariat de police et le centre commercial. Leurs rapports avec les forces de l'ordre sont exécrables. Il y a chez eux une haine de l'uniforme qui les pousse à s'en prendre même aux sapeurs-pompiers. Quant au centre commercial, il incarne tout ce que les spots publicitaires de la télévision leur valent à longueur de semaine et qu'ils ont pas les moyens de se payer. En temps normal, ils chaperdent. Et arrivent un moment où ils prennent d'assaut l'autel de toutes leurs convoitises.

Une campagne de communication

Il y a quelque chose d'artificiel, malgré tout, dans ces embrassements télévisés. Des jeunes y voient le seul moyen d'attirer l'attention sur eux et sont ravis d'occuper dix minutes, le lendemain, au journal de 20 heures. La méthode leur paraît d'autant plus efficace que les pouvoirs publics se mobilisent aussitôt. On organise des réunions, on prend des mesures exceptionnelles. A Sartrouville, même le ministre est venu sur place. Cela entretient l'idée que rien ne s'était fait jusqu'au jour de l'explosion.

Il a fallu les événements de Vaulx-en-Val en octobre 1990 pour que l'on nomme un ministre de la ville, de même qu'il a fallu l'affaire des foulards islamiques un an plus tôt pour que l'on définisse une « politique d'intégration » en lui donnant des structures adéquates. Mais cela fait près de dix ans — depuis les incidents violents des Minguettes — que l'Etat s'intéresse de près aux secteurs défavorisés, en sachant parfaitement ce qu'il faut y faire pour effacer les séquelles des « années béton ». La Commission nationale pour le développement social des quartiers a vu le jour en 1981, et la délégation interministérielle à la ville en 1988.

Ces structures ont tenté tant bien que mal d'aider les communes en difficulté, mais ont assisté encore à une lenteur désespérante des procédures. Entre le moment où un crédit est décidé et le moment où il est enfin déboursé, s'écoule un temps interminable.

Le gouvernement veut franchir un nouveau pas, plus ambitieux, avec son projet de loi sur la ville. Il s'agit d'obliger toutes les villes à accueillir des logements sociaux, alors que dans les grandes agglomérations, ce n'est le cas que d'un quart d'entre elles. Parallèlement, une mesure essentielle a été annoncée qui consiste à accélérer la carrière des fonctionnaires (enseignants et policiers notamment) qui travaillent dans des quartiers difficiles. Cette « discrimination positive » porte atteinte —

soit — au sacro-saint principe d'égalité des traitements. C'est le seul moyen, tout le monde le sait, de retenir sur place des gens compétents, au lieu de voir défilier des débutants, mal préparés à ce sacerdoce et qui fuiront à la première occasion.

Le gouvernement est conscient, d'autre part, de l'urgence de créer des emplois dans les quartiers défavorisés et de faire en sorte que des jeunes, aujourd'hui sans qualification, soient à même de les occuper. Mais cela dépend beaucoup du climat qui règne dans les quartiers en question. Jamais les Laboratoires Mérieux ne se seraient installés aux Minguettes si des mesures sérieuses de réhabilitation n'avaient été entreprises dans cette banlieue de Lyon.

Il ne faut pas croire pour autant à l'emploi-miracle. Les jeunes des zones des banlieues sont souvent plus exigeants qu'on ne l'imagine. Ils ne sont pas toujours prêts à accomplir les mêmes tâches que leurs parents. « Quand on meurt d'enfer d'une paire d'Adidas ou de Nike à 400 francs, on ne saute pas de joie à l'idée de gagner 4 000 francs par mois, sans espoir de promotion », remarque Azouz Begag qui a grandi dans un bidonville de la région lyonnaise avant de devenir chercheur et écrivain.

Depuis quelques mois, le climat donne l'impression de se dégrader. La guerre du Golfe, qui n'a pourtant été marquée en France par aucun incident notable, y est peut-être pour quelque chose. L'aggravation du chômage aussi, bien sûr. Beaucoup de Français ont tendance à mettre tout le monde dans le même sac : les casseurs de banlieue et les trafiquants de drogue, les militants islamistes et les demandeurs d'asile.

Des militants de l'intégration soutiennent même que les « ghettos » sont une « mode française » et aussi solide que cela. Ne s'est-on pas engagé dans une « société ethniquement compartimentée », à l'américaine ? N'aurait-on pas deux vagues de villes moyennes dirigées peut-être par des maires d'origine maghrébine, mais avec des populations complètement marginalisées au pied des tours HLM ?

Il serait dramatique d'entretenir « peu à peu les Français dans ce genre d'idées ». L'intégration, qu'on vante sur tous les tons et à laquelle un demi-ministère vient d'être consacré, mérite une vraie politique de communication. Les trésors d'ingéniosité qui se dépensent pour « vendre » une candidate à l'élection présidentielle, ne pourraient-ils pas être mis au service de cette cause-là ?

ROBERT SOLÉ

M. Mitterrand et les conditions de vie dans les villes. — A l'occasion de la réception donnée lundi 27 mai à l'Élysée, en l'honneur des mères de famille nombreuses, M. François Mitterrand a estimé que « chaque famille prend part de manière importante au développement du pays, d'autant plus que les conditions de vie quotidiennes demeurent difficiles de leur vie, qu'une poignée de leurs enfants ou de leurs consorts passent des vitrines... Bref, de l'intégration réussie, qui est également une réalité. Ce qui n'interdit nullement de regarder en face les problèmes qui se posent, sans l'angélisme et l'inconscience des décennies précédentes.

M. Stirbois (Front national) estime que « l'intégration est un dangereux mirage ». — M. Marie-France Stirbois, députée non inscrite d'Eure-et-Loir, a dénoncé, lundi 27 mai, « l'incapacité socialiste à assurer la sécurité des banlieues » et elle a estimé que « l'intégration était un dangereux mirage ». « Ces voyous se croient tout permis », affirme la dirigeante du Front national, en parlant des jeunes des banlieues. « Ils savent qu'ils ne seront pas punis, parce qu'ils n'ont en face d'eux qu'un gouvernement de ventres mous ».

NUCLÉAIRE

Nouvel aléa pour le surgénérateur de Creys-Malville

Le conseil d'Etat annule un décret autorisant le redémarrage de Superphénix

Le conseil d'Etat a annulé partiellement le décret ministériel du 10 janvier 1989 autorisant le redémarrage provisoire du surgénérateur Superphénix de Creys-Malville (Isère). Rendu lundi 27 mai, l'arrêt du conseil s'appuie sur des considérations réglementaires, mais ne remet pas en cause le bien-fondé de la décision de redémarrage.

Le décret examiné par le conseil d'Etat faisait suite au plus sérieux des multiples problèmes techniques rencontrés par Superphénix : une fuite de sodium sur la cuve principale du « barillet », dispositif utilisé pour le chargement et le déchargement en combustible, ainsi que pour le stockage du combustible irradié. Découvert en mars 1987, quatre mois seulement après que le réacteur eut atteint sa puissance nominale de 1200 mégawatts, ce défaut de fabrication entraîna l'arrêt immédiat de la centrale.

Le 10 janvier 1989, Superphénix était autorisé à redémarrer par un décret signé du ministre de l'Industrie et du secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs de l'époque, MM. Roger Fauroux et Gérard Renon. Ce texte modifiait le décret du 12 mai 1977 autorisant la création du surgénérateur. Il stipulait que le barillet défaillant serait remplacé par un nouveau dispositif.

En attendant la construction de ce « poste de transfert de combustible » (PTC), Superphénix était autorisé à fonctionner provisoirement sans barillet, pour une durée maximum de « 325 jours-équivalents pleins », laps de temps pendant lequel aucune intervention n'est, en principe, nécessaire sur le combustible. Immédiatement, le gouvernement du canton de la ville de Genève (située à environ 70 km de la centrale) et plusieurs associations suisses et françaises déposèrent devant le conseil d'Etat une requête demandant l'annulation de ce décret « pour excès de pouvoir ». Seul l'article 3 de ce document a été annulé par le conseil. Il porte sur l'autorisation de fonctionnement provisoire.

PARIS

M. Chirac relance le projet de la Porte Maillot

M. Jacques Chirac a affirmé, lundi 27 mai devant le conseil de Paris, sa volonté de mener à bien l'opération de réaménagement de la porte Maillot, présenté comme « un projet majeur pour le rayonnement international de la capitale ». Alors que les travaux devaient commencer cet été, l'opération a été remise en cause par le Tribunal administratif qui l'a jugé non conforme au schéma d'urbanisme

et d'aménagement (le Monde du 25 avril). Le maire de Paris a indiqué qu'il allait reprendre les procédures et soumettre prochainement au conseil de Paris de nouvelles délibérations pour relancer le projet. M. Georges Sarre, président du groupe socialiste à l'Hôtel-de-Ville, a estimé que le maire de Paris défend, en cette affaire, « une opération immobilière spéculative ».

que-t-on à la NERSA, la société internationale chargée de son exploitation. Stoppé à la suite d'une nouvelle défaillance technique l'été dernier (le Monde du 10 août 1990), il est toujours à l'arrêt et la décision du conseil d'Etat n'aura donc aucun effet pratique immédiat.

Pour que le surgénérateur puisse redémarrer, il suffirait, indique-t-on au service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), que soit publié un nouveau décret ministériel reprenant les conditions précisées dans d'autres documents (deux lettres ministérielles et une autorisation du SCSIN). Mais, avant cela, les autorités de sûreté devront statuer sur la demande de redémarrage déposée récemment par la NERSA après les problèmes de l'été dernier. Or, les responsables politiques ne semblent guère pressés de régler ce dossier contesté et sans conséquence économique à court terme.

« Nous sommes en pleine phase d'échanges et de discussions et il ne faut pas attendre un feu vert avant d'ouvrir au même l'autisme », indique un responsable du Service de sûreté des installations nucléaires. Le dispositif destiné à remplacer le barillet devant être, selon les prévisions initiales, prêt en novembre prochain, Superphénix n'aura peut-être même pas besoin de nouveau décret ministériel pour un — éventuel — redémarrage.

JEAN-PAUL DUFOUR

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la cour d'assises de Paris

Michel Vaujour, le sans-espoir

Michel Vaujour, quarante ans, déjà condamné à des peines de dix-huit et vingt ans de réclusion criminelle, comparait devant la cour d'assises de Paris pour répondre de deux attaques à main armée commises les 27 juin et 26 septembre 1986 contre des établissements bancaires. Gravement blessé d'une balle dans la tête lors de la dernière agression, Vaujour a passé une grande partie de sa vie en prison malgré cinq évènements, dont la plus spectaculaire a été réalisée avec un hélicoptère que pilotait son épouse, le 26 mai 1986.

Cheveux bouclés, moustache bien taillée, Michel Vaujour pénètre dans la box sous les projecteurs des télévisions. Il est mignon, laisse échapper une femme, dans les bancs des jurés qui seront tirés au sort. Vatu d'une veste de tréillis kaki et d'une chemise bleue, l'accusé sourit aux caméras, un brin de fierté, un zeste de mépris, mais son regard exprime surtout une immense lassitude.

« En 1988, j'ai commencé à partir de travers », soupire-t-il pendant que le président énumère ses condamnations, en commençant par celles qui lui ont été infligées par un tribunal pour enfants. « On ne savait pas quoi faire le samedi soir. Alors, ce sont les vols de voitures, puis les cambriolages et c'est le début d'une spirale dont les axes se nomment prison, évasion, cavale, agression. En 1976, il est condamné à quinze ans de réclusion criminelle. Dans sa tête, il additionne les peines sans tenir compte des confusions ou des grâces possibles. « Les réductions de peines, c'est bon pour certains journaux. Pour moi, à vingt-quatre ans, c'était le cul-de-sac ».

«Pire que le sida»

Sa voix s'affaiblit. Il parle des quartiers de haute sécurité (OHS) : « On ne voit pas le jour. On ne voit pas la nuit. La lumière fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre. A tout instant, on vous apprend à baisser les yeux. Moi, je ne baisse pas les yeux. » Se tournant vers le président Jean Talbot, qui écoute

attentivement, il ajoute comme pour se justifier : « Vous comprenez, en OHS, la seule chose qui vous revoie, c'est la dignité ». Le magistrat continue ce qu'il appelle le « curriculum pénitentiaire » et son cycle évasion, cavale, agression, prison. Blessé à la tête, Vaujour a été bien soigné, mais il précise, en évoquant l'isolement qui a remplacé le OHS il y a quatre ans : « Depuis que je suis sorti du coma, je suis prisonnier parmi les prisonniers. Je m'appelle Vaujour, mon nom, c'est pire que le sida ». Séquelle de la blessure : une hémiparésie gauche qui n'a donné lieu à aucune rééducation. « Je rampe par terre. Si je suis là, c'est en dépit de l'administration pénitentiaire. J'ai dû reprendre à parler tout seul. » Il s'arrête, soupire à nouveau, et murmure : « J'essaie de vous expliquer avec des termes rationnels. Mais la tâche semble impossible, et Vaujour décrit l'isolement avec ses maux. Les moments où il était « une boule de feu », ou ceux où il se blessait volontairement « pour arrêter la pensée ». Il lâche : « Je suis comme un rat ».

Nedina, son épouse, vient expliquer qu'il n'est pas l'homme violent qu'on a décrit. Si à aucun moment Vaujour n'a explicitement essayé de justifier sa délinquance, c'est Nedina qui raconte sa dernière récidive. « On n'avait pas assez d'argent pour partir, pour faire quelque chose ailleurs. C'était le seul moyen pour vivre. N'aurait pas dû être choqué. » Pense, le président Talbot ajoute : « Quand on est en cavale, finalement, on est en cavale, finalement. » Aujourd'hui plus qu'hier, pour Vaujour, l'avenir n'existe pas. « Je ne crois pas en l'espoir. Faut être objectif, un et un, ça fait deux. » Et pour faire bonne mesure, il évoque l'attaque d'une banque de Genève, qu'il avait niée jusqu'alors. Vaujour est sans espoir, mais le président n'est pas de cet avis : « Après cette audience, votre sort dépendra du ministre. » Le magistrat porte alors le juge d'application des peines et de l'éménagement des sanctions. Vaujour est dubitatif : « Je vais être transféré dans un blockhaus, dans un trou. » Mais son avocat, Me Henri Lachère, a bien écouté le président : « Vous avez prononcé quelques mots d'espoir, on ne les oubliera pas ».

MAURICE PEYROT

REPÈRES

RELIGIONS

Les auteurs du « missel antisémite » font marche arrière

Les bénédictins du monastère tridentaire Sainte-Madeleine du Barroux (Vaucluse), reconnu par Rome en 1989, qui vient de rééditer un missel comportant le prière du vendredi-saint pour les « juifs perfides » (supprimée après Vatican II), se défendant, lundi 27 mai, d'avoir publié un « missel antisémite » (le Monde du 25 mai). « Les formules traditionnelles perfides juifs » (perfidie) n'ont jamais eu de portée injurieuse ou agressive envers le peuple juif, indiquent-ils. Elles signifient simplement incrédules, c'est-à-dire n'ayant pas la foi au Christ, ce qui est une qualification théologique et non morale, sans l'ombre d'antisémitisme. Les bénédictins du Barroux annoncent qu'ils préparent un autre missel « ne contenant plus les termes contestés », ceci afin d'éviter toute équivoque ».

Mgr Gaillot et le baptême des enfants d'Ibrahim Souss

A propos de la récente visite de Mgr Jacques Gaillot à Tunis, où il a rencontré M. Yasser Arafat, nous écrivions, dans le Monde du 21 mai, que l'évêque d'Evreux venait de baptiser, dans sa cathé-

drale, « les enfants protestants d'Ibrahim Souss », porte-parole à Paris de l'O.L.P. Mgr Gaillot nous précise que c'est à la demande d'Ibrahim Souss, protestant, et de son épouse, orthodoxe, que leurs deux enfants ont été baptisés dans la religion catholique et seront élevés dans cette religion. « Le respect de cette liberté de choix des parents, n'est-ce pas un droit fondamental ? », ajoute Mgr Gaillot, qui précise que ces enfants n'étaient pas déjà baptisés dans une Eglise protestante.

SECURITE

Ultimatum des sapeurs-pompiers

Six mois après une manifestation qui avait réuni près de 50 000 personnes, le 1^{er} décembre à Paris, les sapeurs-pompiers s'inscrivent. Aucune mesure concrète n'a été mise en œuvre à la suite des négociations engagées avec M. Philippe Marchand. La Fédération nationale des sapeurs-pompiers, ainsi que l'inter-syndicale CFTD, CFTC, CFE-CGC et autonomes, ont donc demandé, le 24 mai, au ministre de l'Intérieur, de mettre en place les « mesures promises » avant le 15 juin. Faute de quoi, ils envisagent de lancer une « action spectacle ». Selon le ministre, le projet de loi sur la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires devrait passer au conseil des ministres rapidement. Le projet de décret sur le statut des sapeurs-pompiers professionnels est en cours de signature.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France à Roland-Garros



« Sam Suffit » bat Washington

Les Américains ont souvent du mal à revenir sur terre à Roland-Garros. Les deux premières têtes de série éliminées, lundi 27 mai, lors de la première journée des Internationaux de France sont américaines. John McEnroe est tombé face au Soviétique Andreï Cherkasov, tout comme Brad Gilbert face au Français Cédric Pioline. Sur les huit joueurs français qui jouaient lundi, trois autres se sont qualifiés : Olivier Delatré, qui sortait de sa qualification, contre l'Argentin Guillermo Perez-Roldan, Torik Benhabiles contre l'Américain Jim Grabb et Guy Forget contre l'Américain Malvivi Washington.

Un champion français irait bieu au tournoi du coteoieiro (non pas de Roland-Garros mais des championnats nationaux sur terre battue). Guy Forget pourrait être celui-là. Il occupe le septième rang dans la hiérarchie mondiale après avoir culminé, il y a peu, à la quatrième place. Il a battu par deux fois le numéro un mondial, Steffi Edberg, depuis le début de la saison. Il a largement contribué à la qualification de la France pour les demi-finales de la Coupe Davis. Bref, il a le potentiel requis pour accéder à la victoire dans une épreuve majeure. Mais a-t-il l'ambition d'aller plus loin ? Si c'est le cas, Forget est le prince des dissimulateurs. Rarement un joueur aussi bien placé

— do moins théoriquement — aura abordé une épreuve du grand chelem avec autant d'humilité. On dirait qu'il a été invité par erreur, qu'il a peur de gêner, qu'il est confus. L'expérience lui dicte peut-être de raser les murs. En dix ans de carrière, il n'avait jamais dépassé les huitièmes de finale dans l'une des quatre épreuves du grand chelem, avoir d'atteindre les quarts de finale au début de l'année à Melbourne. L'an passé, il semblait ainsi bien parti dans la course au titre de Roland-Garros, avant de s'effondrer inexplicablement face à Thierry Champion.

Rôle de composition

Le Marseillais tente-t-il donc de détourner l'attention ? Adopte-t-il délibérément un profil bas ? Il a salué une laborieuse qualification pour le second tour d'uo constercoot « Ça me suffira ». Il est des rôles de composition qu'il faut savoir en peser jouer trop à fond. En perdant sept jeux consécutifs, ou en claquant une volée importante dans le filet, il se faisait pas sembler, lundi après-midi, sur le court n° 1. Il était eux abois.

Face à lui, Malvivi Washington, un Noir américain aux épaules de catcheur et aux mollets de sprinter, possédait une belle agilité au filet. Il servait et courait vite. Mais, tout juste débarqué sur le circuit professionnel de son université du Michigan, il faisait aussi preuve

d'une grande naïveté. Pourtant, Guy Forget ne parvenait pas à imposer son jeu, ses balles étaient courtes, imprécises. Sans le manque d'expérience de son adversaire, cette peur de gagner qui lui paralysait insensiblement le bras plus le cinquième set se prolongeait, Forget aurait reconquis sans doute grossi le lot des têtes de série éliminées dès le premier tour.

Est-ce la disposition d'esprit d'uo caodider à la victoire finale ? Ou peut-être Forget le plus inquiet est-ce que Forget n'est pas le seul à souffrir d'un manque d'élan (situation explicable en grande partie par les efforts consentis au début de saison). Le virus de cette modestie émolliente a aussi été contracté par Cédric Pioline.

« Ce n'est pas une victoire significative », expliquait ce dernier après avoir éliminé en quatre manches l'Américain Brad Gilbert, tête de série n° 16, qui, sans être un grand spécialiste de la terre battue, n'est pas moins un des joueurs les plus retors du circuit. Tout autre que le Recogmen, classé cent-troisième mondial, aurait crié à l'exploit. Il a estimé qu'il avait fait mieux à Nice contre Heor Lecoote et Andreï Chesnokov. Il est vrai qu'il avait connu auparavant le goût de ce genre de victoire face à Pete Sampras, le jeune champion de l'Open des Etats-Unis. Mais avec son copain de Coupe Davis faudra-t-il l'appeler, lui aussi, « Sam Suffit » ?

ALAIN GIRAUDO

LIGNES

Exit

McEnroe

UNE leçon de vie. Roland-Garros, n'ayons pas peur des mots ! Aucun spectacle sportif n'offre un tel raccourci de la valse des générations et des sympathies. En quelques quarts d'heure, peut disparaître une figure familière, familière et, avec elle, un pan de notre passé, de nous-mêmes.

On se doutait que McEnroe ne retournerait plus en finale comme en 1984, quand s'imposa sa fantasie boudeuse, face à l'annuel ebyvesel de Lendl, Harpo Marx contre Buster Keaton. Mais de là à sortir dès le premier jour l'entrée de jeu, son 6-2 donnait confiance. Ses volées avaient du panache, et de la réussite. Cherkasov ajustait quelques passings, mais sans génie. D'ailleurs, le ronchonnement était du côté du Soviétique, aigreur d'annonceur de lentes débâcles.

Et puis vint le grignotage qui a perdu tant de champions. A l'heure, l'ancien premier joueur mondial a abandonné le score à un quinzième plutôt naïf, sorti l'an dernier à la porte d'Autel dans le deuxième tour. Il entra que les dominations ternes déconcertant plus que les suprématies brillantes. Ce fut le cas.

McEnroe e-t-il payé son âge, trente-deux ans contre vingt et un ? Il ne paraissait pas hors d'âge, et son compatriote Connors a montré que la quarantaine n'était pas un handicap insurmontable. Plus probablement, les motivations lui manquaient. Il levait ses balles, sans nerf. Plus troublant : il ne réalisait plus comme aux beaux jours. On l'a même vu renoncer sans broncher à des contestations qu'il aurait poussées, nequère, jusqu'à l'invective et à l'émende. Les esclavesques invoquaient son supériorité, sa verve, sa signification des désengagements subtils, des lubes : ça, ou autre chose !

Les morts en coulisse

Le résultat est, en quelques volées imprudentes, en quelques retours distraits, une des apparitions les plus originales et attachantes du circuit s'évanouit. Nous ne verrons plus son air buté sous le bandeau au rel des yeux, le moule de sale gosse, le service précédé d'un sage balancement, bras tendus vers le sol, les revers face à la balle et le reposant comme par une passe de mulets. On ne surprendra plus les arcanes aux juges de ligne et à eoi-mêmes, ces bizarreries de l'agressivité, où l'influx se cherche, où la concentration se perd et se retrouve. On ne verra plus le grand gamin siffloté désigner un impact suspect et attendre interminablement justice, tout en souriant de ses pitreries, rejeter ses cordes comme on gratta une guitare, secouer la poudre de ses chaussures, cracher à la dérobée, lancer sa requête vers les nuages. Exit McEnroe, dont Shakespeare a dit fait son Puck, une nuit d'été. Au théâtre, on trahit les morts en coulisse. C'est plus franc.

BERTRAND POIROT-DELPECH

La chronique « Diagonales » de Bertrand Poirot-Delpech paraîtra exceptionnellement dans le Monde de jeudi 30 mai.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Les résultats du lundi 27 mai

SIMPLES MESSIEURS		7-5, 2-6, 7-6, 1-6, 7-5, 6-3, 6-2; R. Fernandez (FRA) b. 6-1, 6-6; M. Habsdova (TCH) b. 6-1, 6-6; G. Fernandez (FRA) b. 6-1, 6	
-------------------	--	--	--

(1) En capitales, les noms des joueurs français et des têtes de série.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 5529

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Aide à voir plus clair. — II. A besoin de fil pour son travail. — III. Devait s'exprimer en beuglant. Est de bois. — IV. Trouva à s'occuper. Est porté par certaines femmes. — V. N'échappe pas toujours à la crise. Est capable de nous trahir. — VI. Font des révélations. Ont une bonne « situation ». — VII. Employé pour tirer. Qui connaît peut-être la coin. — VIII. On peut y mettre des filets. S'obtient avec le « citron ». — IX. Une absence d'inspiration lui fut fatale. — X. Est envoyée par le fond. Symbole. — XI. Effets d'hiver.

VERTICALEMENT

1. Est souvent au pied du mur. — 2. Portent le chapeau. Préposition. — 3. Fait de solides nœuds. Quelque chose qui est en nous. — 4. Poussa à l'éclosion. Porte des plumes. — 5. Qui ne saurait s'exprimer sans voir. Pas perdu. Aucunement différent. — 6. A le cœur dur. Est dans l'opposition. — 7. Est à nos pieds. — 8. Reçoit de l'eau. Touche le bois. A des feuilles sous ses branches. — 9. Prennent pour obtenir.

Solution du problème n° 5528

Horizontalement

I. Obsédante. — II. Boulevard. — III. Inséminée. — IV. En. Misas. — V. Réve. Anor. — VI. Ténus. Ré. — VII. Cent. Tic. — VIII. Irise. Eh. — IX. Ris. Recur. — X. Cétoine. — XI. Es. Notée.

Verticalement

1. Obier. Ciroé. — 2. Bonnettes. — 3. Sus. Vaniet. — 4. Éléments. — 5. Demi. Erin. — 6. Avis. Reno. — 7. Nanan. — 8. Trésorier. — 9. Ede. Rechute.

GUY BRUTY

NOUVEAUTÉ
NANCY
1900
Rayonnement de l'Art Nouveau
304 pages 150 illustr. 290 F
brage de tête limitée à 690 ex. num.
papier vergé, coffret reliure 1390 F
15 planches couleur collées à la main
G. KLOPP
82 88 56 18 BP 66
57102 THIONVILLE

THÉÂTRE

Fatima et son double

Jean-Pierre Vincent met en scène une œuvre majeure de l'Algérienne Fatima Gallaire

PRINCESSES

aux Amériques de Nanterre

Convité par Serge Sobczynski, l'administrateur du Théâtre des Américains, une poignée de spectateurs se glissent l'autre soir, à l'entracte de *Princesses*, pièce de Jean-Pierre Vincent, dans la petite salle où avait lieu un concert des Médhahat d'Oran. Six femmes assises face à un public qui, hienôt, se lèverait des gradins pour découvrir ou redécouvrir, moment trop fugace, les sensations de la danse orientale. Six femmes, «déeses de louanges», instrumentistes et chanteuses vêtues de gandouras de différents couleurs, rebrodées de fils d'or et d'argent, six femmes algériennes au service d'un art ancien, belles, émouvantes, vivantes.

Six femmes ici, dix-sept là rassemblées par Jean-Pierre Vincent pour servir le texte d'une dix-huitième, Fatima Gallaire, née en Algérie, diplômée des universités d'Alger et de Vincennes et de la Cinéma-thèque de la capitale algérienne. Quatre ans déjà quelle a fini de rédiger *Princesses*, une œuvre couronnée par la Société des auteurs en 1987, et créée aujourd'hui à la scène (1).

La pièce est double. Elle s'ordonne en deux parties distinctes et pourtant embrassées, deux moments d'une journée dans le patio d'une maison de maître d'un village algérien. Le matin, *Princesses*, (Anne Alvaro) qui a quitté ce village depuis vingt ans pour vivre en France et y épouser un français - partie autobiographique de la pièce - revient seule au pays, pour la première fois, trois mois après la mort de son père, reçoit les femmes de son âge pour qui elle est la figure de la liberté, de l'amour, de la réussite. L'après-midi, elle sera visitée par les vieilles femmes du village pour qui elle n'est rien d'autre que le visage sultanique de la trahison.

Princesses est double aussi par ses niveaux de langage. Fatima Gallaire écrit en français mais un français qui se nourrit, dans le choix des mots, le rythme des phrases, d'un arabe sous-jacent. Il se glisse même ça et là quelques mots de dialecte maghrébin, une formule de politesse, une phrase de liaison.

Double aussi le parti pris dramatique. Il nous conduit d'un premier acte brillant, qui met en scène comme jamais - sauf dans le film réalisé l'an passé par Ferid Boughedir, *Halqoulina, l'enfant des terrasses* - la vie quotidienne des femmes musulmanes, à un second acte où Fatima Gallaire hisse ses intentions, sinon son texte lui-même, alors trop rapide, trop elliptique, à la hauteur des grandes œuvres classiques et mythiques. Il y



chez ses vieillards terrifiants quelque chose des Troyennes dévies par Euripide. Et, dans le personnage de *Princesses*, cet héroïsme des êtres bannis par leur destin, supérieurs en tout point à ceux et celles qui les pourchassent, marque indélébile de la tragédie antique.

Double également la distribution des rôles attribués à des actrices françaises et algériennes. Anne Alvaro et Michèle Oppenot, sa Nou-nou, sage centenaire que l'héroïne aurait dû mieux écouter, emmène la «partie Nord» de cette troupe avec une maîtrise remarquable. Justes, superbement justes, elles sont deux des voix d'un quatuor où les rejoignent, pour la «partie Sud», les rondeurs joyeuses de Salda Bekouche (Aïcha) et la présence anxieuse de Farida Rahouadj (Bibi).

Double le dialogue qui s'est installé entre une femme algérienne, Fatima Gallaire, et un metteur en scène français, Jean-Pierre Vincent, tous deux inspirés. La pièce comme la mise en scène nous entraînent, au-delà des beaux décors de Jean-Paul Charnes, au cœur d'univers dont les Occidentaux, quoi qu'ils fassent, sont exclus et auquel même une grande partie des Arabes - les hommes - n'ont jamais accès dès lors qu'ils sont sortis de l'enfance.

Cela nous vaut au moins deux scènes qui mériteraient d'être vues non seulement par beaucoup mais enseignées dans les écoles de théâtre: la retrouvaille de *Princesses* et de Nounou, longue embras-

sade dans la pénombre qui suscite une incroyable émotion; la scène finale, violente, dont il ne faut pas trop parler mais que Jean-Pierre Vincent a en la force de ne pas édulcorer.

Princesses, dans cette période troublée des deux côtés de la Méditerranée, est une œuvre capitale. Ici, elle devrait permettre d'entendre une culture tellement proche qu'elle est méconnue, déformée par le prisme des idées reçues et des peurs conscientes et inconscientes. En ces sens, Fatima Gallaire complète au théâtre le travail de très nombreux écrivains maghrébins dont les livres nous sont parvenus. Là-bas, si tant est que cela soit possible, elle devrait devenir le fer de lance des démocrates à quelques jours d'élections importantes. Dans le monde arabo-musulman, la femme algé-

rienne a pris très tôt la parole. Aujourd'hui, l'islam voudrait la faire taire. Fatima Gallaire témoigne d'une certitude: plus qu'une perte, ce silence serait un drame.

OLIVIER SCHMITT

(1) Le texte est paru aux Éditions des Quatre-Vents, 87 pages, 69 F.

► Jusqu'au 16 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30; dimanche à 16 heures. Tél.: 47-21-18-51. Prochaines représentations de la troupe algérienne: *Fatima*, de Mohamed Benouach, mise en scène de Ziani Charif Ayad (conseiller artistique pour *Princesses*), du 29 mai au 2 juin; *Bayes*, d'Aziz Chouaki, mise en scène de Michèle Sigat, du 4 au 15 juin.

L'ami retrouvé

Entre fiction et sincérité, Gérard Guillaumat se raconte

France à l'afrique

Passer du «il» au «je», pour un conteur, est plus difficile que pour un romancier. On imagine mal un récit qui commencerait par «Il était une fois ma vie». A moins que le «conteur de lui-même», comme se présente Gérard Guillaumat à l'instinct de cette transgression, ne soit aussi un acteur. Quelqu'un qui navigue depuis une quarantaine d'années entre distance et effusion, et qui n'a cessé de se collecter, pendant toutes ces années, avec les lourdes de la sincérité.

Avant de franchir ce pas, Gérard Guillaumat a mené une double carrière de comédien de troupe, chez Roger Planchon, et de «diseur» de textes de Tchekhov, Rimbaud ou Nicolas Bouvier. Tôt comblé, à Villeurbanne et dans la région, par un public de fans, il se donnait l'émotion du risque dans des aventures marginales: un spectacle de mouvements chorégraphiés par Dominique Bagouët, une incursion au music-hall dans le Cabaret de Jérôme Savary. Mais chaque fois qu'il parlait de son métier à des amis, il évoquait son vieux rêve de raconter, en public, sa rencontre avec Francis.

C'était au camp de Buchenwald, disait-il. Il avait quinze ou seize ans et cet homme un peu plus âgé, un paysan de Corrèze fait prisonnier lors d'une rafle, lui enseignait la survie.

Un jour, le metteur en scène Jean-Louis Martinelli a voulu devenir le «passeur» de cette histoire. Pour aider Gérard Guillaumat à exorciser ses vieux fantasmes. Pour témoigner sur une expérience encore à dire, «agiter la mémoire des plus anciens pour éblouir les plus jeunes». Pour explorer, enfin, la frontière qui sépare l'art de la vie. Sollicité pour écrire ce fragment de biographie, Michel Vinaver a renoncé quand il a entendu l'enregistrement du récit: un tel matériau devait être servi brut. Alors s'est élaboré cet étrange spectacle d'un acteur répétant en public son pro-

pre texte, en réponse aux questions posées en direct par Jean-Louis Martinelli; et recréant, soir après soir, les ellipses de la mémoire, les fractures de l'émotion.

«Je ne veux pas réaliser de confession impudique», dit le metteur en scène, «mais trouver la forme la plus ruse de ce qui pourrait être du théâtre-interview, du théâtre-reportage qui autorise la présence d'un tiers». Certains spectateurs ont trouvé insoutenable ce jeu de la vérité. D'autres, bouleversés, ont eu le sentiment d'atteindre un état limite du théâtre. Récemment, un an après la première «représentation», Gérard Guillaumat a reçu une lettre de Francis, son personnage, son ami, qu'il croyait mort. La vie, apparemment, a eu le dernier mot.

BERNADETTE BOST

► Salle Louis-Jourvet, du mercredi au samedi à 20 h 30. Le mardi à 19 h. Du 28 mai au 1^{er} juin. Tél.: 47-42-67-27.

Maison des Cultures du Monde

ROUTES DE LA SOIE

Musiques - Danses Théâtre masque

30 et 31 mai AZERBAÏDJAN

du 1^{er} au 25 juin MONGOLIE - SIBÉRIE

VOLGA - OUZBEKISTAN

CHINE - AFGHANISTAN JAPON

Envoi programme sur simple appel

45.44.72.30

MUSIQUES

Les risques de l'introspection

La première présentation en France du dernier opéra de Benjamin Britten

MORT A VENISE à l'Opéra de Nancy

NANCY

de notre envoyé spécial

Ce n'est sans doute pas tout à fait un hasard si Benjamin Britten et Luciano Visconti ont entrepris presque simultanément de porter, l'un à la scène, l'autre à l'écran, *Mort à Venise* de Thomas Mann. Le temps était venu, sans doute. Quelques années plus tôt, certaines données de l'histoire auraient été jugées excessivement sombres. On n'a peut-être pas fait depuis beaucoup de progrès dans la compréhension de cette attirance plus narcissique qu'érotique de certains hommes pour les garçons impubères, mais on fait comme si. De cette attitude de tolérance obtuse il résulte que les émois du vieil Aschenbach, fasciné par la grâce androgyne de Tadzio, intéressent davantage à présent ceux du Dr Faust ébloui par ce tendron de Gretchen.

Plus fidèle que Visconti à la nouvelle de Thomas Mann, Myfanwy Piper (la librettiste de Britten) met l'accent sur la dimension symbolique du drame qui devient un pèlerinage intérieur, une longue méditation sur l'art, la beauté et les pièges de l'introspection. Le rôle muet de Tadzio est confié à un danseur, moins pour la beauté plastique que pour l'idéal des mouvements qu'il incarne face à l'écrivain figé dans sa gloire et ses certitudes. Aussi Aschenbach (ténor) semble-t-il plutôt spectateur qu'acteur. Sa passivité fait qu'on a du mal à s'attacher sinon à s'identifier au personnage.

Les voix d'Apollon (haute-contre) et de Dionysos (baryton), en contrepoint du petit monde qui grouille prosaïquement autour des héros, s'efforcent de replacer la question du sens et de la valeur de la beauté dans l'optique des philosophes de la Grèce antique.

Ce dix-septième et dernier opéra de Britten créé au Festival d'Aldersburgh en 1973, et régulièrement repris depuis à travers le monde, n'avait jamais été représenté en France malgré quelques projets plus ou moins avancés. On ne s'étonnera pas que ce soit l'Opéra de Nancy qui ait, une fois de plus, montré l'exemple après les créations françaises de *Boulevard Solitude* de Henze, *King Priam* de Tippett, *Persephone* d'André Bon, *Lady Macbeth de Chostakovitch*. Même si l'on n'est pas convaincu de la réussite d'une œuvre qui ne possède ni la puissance dramatique de *Peter Grimes* ni l'étrangeté envoûtante du *Tour d'Iérou*, l'importance du compositeur, l'actualité du sujet suffiraient à justifier

cette tardive création française. D'autant que la distribution impeccable (Joseph Evans dans le rôle principal, entouré de Peter Savidge, Christopher Robson, Paul Parfitt, Elisabeth Conquet et Adrian Brand) et le choix de Yannis Kokkos pour la mise en scène, le décor et les costumes étaient les garants d'une production digne des exigences de l'ouvrage. Les références implicites à un film qui est dans toutes les mémoires sont trop présentes pour que Yannis Kokkos se soit attaché à les éliminer toutes, mais son point de départ est si radicalement différent que les rencontres sont plutôt fortuites.

D'abord tout est sombre, à travers un voile de tulle baissé en permanence comme une brume tenace. De la Cité des doges, on ne reconnaît que la proue d'une gondole; les costumes sont dans les gris pour la plupart, Tadzio est la seule tache de lumière véritable. Ce rôle dansé a été confié à une jeune femme - V. Sanchez, on ne nous en dit pas plus. L'illusion est parfaite, mais elle ne danse guère.

Le metteur en scène a voulu présenter la succession des scènes comme autant de visions d'un rêve fragmenté. Cela ne contribue pas à conférer une tension dramatique à une action qui en manque, mais la grisaille un peu morbide de cette production rejoint le climat délétère qui se dégage de la musique. Habile, maîtrisée, un peu distante, celle-ci ressemble stylistiquement à ce que Gustav van Aschenbach était censé écrire avant d'avoir la révélation d'un ordre de beauté supérieure. Britten est resté en deçà: le timbre cristallin du vibraphone, qui souligne les apparitions de Tadzio, ne suffit pas à amener de l'air frais dans une partition assez ennuieuse dans l'ensemble, monochrome malgré de beaux effets et finalement, en des références à Monteverdi, enclavée dans les conventions du drame musical ce réalisme qui font regretter celles de l'opéra.

Il est vrai que l'Orchestre de Nancy, comparé à l'élégance vocale des chanteurs, se cantonne dans une espèce de *mezzo forte* dépourvu de caractère. Sa justesse des attaques imprecises laisse souvent à désirer. Le chef Jérôme Kaltenbach doit bien être parfois un peu responsable. Ce n'est pourtant pas faute de talent. Enfin, la sonorisation défectueuse des chœurs et de la voix d'Apollon fait partie de ces procédés qui gâchent précisément l'effet qu'ils voudraient produire. Ces réserves faites, l'ensemble n'en est pas moins d'une rare qualité et entièrement au service de l'œuvre.

GÉRARD CONDÉ

► Prochaines représentations les 28 et 30 mai, à 20 h 30. Tél.: 83-32-04-43.

La mort de Gene Clark fondateur des Byrds

Gene Clark, l'un des fondateurs des Byrds et l'auteur ou coauteur de quelques-uns des plus grands succès du groupe (*Eight Miles High*, *I'll Feel a Whole Lot Better*) est mort, vendredi 25 mai, à son domicile de Sherman Oaks (Californie) de causes naturelles, selon la police. Il était âgé de quarante-six ans.

Issu de la scène folk - il avait joué avec les New Christy Minstrels - Gene Clark avait formé les Byrds en 1964, avec Roger McGuinn, Chris Hillman, David Crosby et Michael Clarke, définissant, dès le premier disque du groupe, une reprise de *Mr Tambourine Man* de Bob Dylan, un nouveau genre baptisé folk-rock. Gene Clark chantait et jouait du tambourin au sein du groupe, mais son rôle primordial fut celui de compositeur. *Eight Miles High* est généralement considéré comme le premier titre «psychédélique» jamais enregistré, ouvrant la voie aux recherches (et aux excès) du rock californien des années 60.

En 1966, Gene Clark se découvrit une phobie de l'avion qui le força à quitter le groupe, alors au sommet de sa carrière internationale. Depuis, il partageait son temps entre une carrière solo qui a produit quelques albums dignes d'intérêt et un flirt permanent avec son ancien groupe. Au début des années 70, il formait un trio avec McGuinn et Hillman pour ensuite tourner avec le batteur original des

Byrds, Michael Clarke, sous le nom de Tribute to the Byrds.

Après quelques succès et mises en demeure, les cinq membres originaux du groupe s'étaient retrouvés en janvier dernier, lors de leur cooptation au *Rock'n'roll Hall of Fame*, espèce d'académie du rock américain. Entre la publication par Sony de la rétrospective en quatre CD de la carrière des Byrds, le retour de Roger McGuinn et la flambée de groupes se réclamant des fondateurs du folk-rock, la carrière de Gene Clark paraissait enfin destinée à trouver un second souffle.

THOMAS SOTINEL

► PRÉCISION. - Dans notre article sur *Faust à Bercy* (*Le Monde* du 28 mai), nous avons omis de citer le chef d'orchestre, Cyril Diederich, qui dirigeait l'opéra de Gounod avec autant de précision et d'énergie que de nuances. Nous le prions de bien vouloir nous en excuser, ainsi que l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo.

► Musée d'Orsay. - Le Musée d'Orsay, à Paris, fera une exceptionnelle (lement à 18 heures, le jeudi 30 mai, en raison de nombreuses inscriptions des agents de surveillance à un concours professionnel. Le concert de 20 h 30 (Debussy-Satie) est maintenu à l'auditorium, dans les conditions habituelles de location et d'accueil.

KURT WEILL REVUE

(spectacle musical en langues allemande, française, anglaise)

Mise en scène et chorégraphie : HELMUT BAUMANN et JÜRGEN BURTH

ORCHESTRE DES CONCERTS COLONNE

Production : THEATRE DES WESTENS - BERLIN

DU 11 JUIN AU 30 JUIN

43 25 70 32

صحة الإنسان

SCIENCES • MEDECINE

Cent mille Françaises contre le cancer

Une étude épidémiologique sans précédent va identifier ce qui dans l'alimentation et le mode de vie peut favoriser l'apparition de cette maladie

QUATRE cent mille personnes volontaires vont, dans sept pays d'Europe, participer durant dix ans à un projet original, coûteux et ambitieux qui vise à déterminer de manière scientifique quels éléments du mode de vie – de l'alimentation en particulier – peuvent jouer un rôle dans l'apparition – ou dans la prévention – des cancers.

Il s'agit là d'un travail épidémiologique sans précédent, de l'une des plus grandes enquêtes jamais menées à travers le monde. Sans doute faut-il être un peu fou pour se lancer dans une telle entreprise, confie le docteur Elio Riboli (Centre international de recherche sur le cancer, Lyon), coordinateur de l'étude prospective européenne sur « Nutrition, cancer et santé ».

« Nous en sommes vis-à-vis des rapports entre cancers et nutrition. On nous en a dit dans les années 50 que le tabac, explique-t-il. Il y a de très forts soupçons permettant de penser que l'alimentation a quelque chose à voir avec l'apparition de certains cancers, mais il reste à le confirmer de manière scientifique, de façon, ensuite, à pouvoir tenir un discours préventif véritablement adapté. »

Dans sept pays de la CEE

Si les soupçons existent dans ce domaine, les preuves restent en effet à apporter, rien ne permettant d'affirmer, comme le font certains épidémiologistes, que la majorité des cancers frappant l'espèce humaine sont d'origine alimentaire. Dans ce domaine, seules les consommations d'alcool et encore de tabac permettent d'avoir des certitudes. Ailleurs, ce sont des des présomptions (rôle protecteur des vitamines A et C, du carotène, des fibres, etc.). Une polémique oppose par ailleurs des spécialistes sur le rôle présumé des graisses alimentaires vis-à-vis des cancers du sein et du côlon (le Monde du 4 octobre 1989). C'est pour apporter une réponse claire à ces questions d'une importance médicale et économique considérable qu'a été lancée l'étude européenne. Les premiers résultats sont attendus pour la fin du siècle.

Parallèlement, la France, cette étude sera menée dans trois pays : l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne, ainsi, à partir de l'an prochain, qu'en Grèce, en Allemagne et en Hollande. En pratique, on recueillera auprès des quatre cent mille volontaires un ensemble de données très détaillées : habitudes alimentaires, informations anthropométriques, socioprofessionnelles,

renseignements sur la contraception, le nombre d'enfants, etc. Parallèlement, des échantillons sanguins seront recueillis auprès de l'ensemble des volontaires puis stockés (sous forme de paillettes congelées) au Centre international de recherche sur le cancer de Lyon. Cette volumineuse « mémoire biologique » constituée de plasmas, de cellules et d'acides nucléiques permettra, a posteriori, d'établir des corrélations entre différents mar-

queurs (acides gras, vitamines, etc.) et tel ou tel cancer.

La grande originalité de ce travail est en effet d'être prospectif et non, comme la plupart des enquêtes épidémiologiques, mené de façon rétrospective, ce qui, le plus souvent, ne permet pas de conclusion définitive. En d'autres termes, les quatre cent mille volontaires seront



RALPH GIBSON

Un soutien financier original

Tout a pu être mis en place grâce au soutien de la MGEN (Mutuelle générale de l'éducation nationale) qui a accepté de proposer à ses adhérents de participer à l'étude (1). Mais rien n'aurait pu voir le jour sans un soutien financier quelque peu inhabituel : le CEE (programme « Europe contre le cancer ») est associé à la Ligue nationale contre le cancer et – au titre du mécénat scientifique – à la multinationale américaine 3M (2). Baptisée « E3N » (Etude épidémiologique menée auprès des femmes de la Mutuelle générale de l'éducation nationale), c'est la première enquête prospective jamais menée sur le cancer en France.

« Nos investigations seront plus spécifiquement centrées sur l'étude des facteurs hormonaux, psychologiques, génétiques et alimentaires », explique M^{me} Françoise Clavel-Chapelon (INSERM, Institut Gustave-Roussy, Villejuif) coordinatrice de ce travail. Nous prévoyons, en particulier, concernant le cancer du sein, d'étudier l'influence des traitements hormonaux (contraceptifs oraux et traitement substitutif de la ménopause). Le cancer du sein et celui du côlon étant fortement corrélés géographiquement, nous rechercherons si ces deux cancers possèdent des facteurs de risques communs. Nous nous intéresserons, par exemple, en ce qui concerne le cancer du côlon,

seins et du côlon, le groupe de volontaires ne comportera que des femmes. Après quelques sondages préliminaires menés dans différents départements (Nord, Pas-de-Calais, Tarn-et-Garonne) un an après son lancement, l'étude entre véritablement dans sa phase opérationnelle. Les responsables espéraient obtenir la collaboration de cinquante mille femmes ; elles sont aujourd'hui plus de cent mille à avoir donné leur accord pour collaborer étroitement pendant dix ans à ce programme.

« Nous en sommes vis-à-vis des rapports entre cancers et nutrition. On nous en a dit dans les années 50 que le tabac, explique-t-il. Il y a de très forts soupçons permettant de penser que l'alimentation a quelque chose à voir avec l'apparition de certains cancers, mais il reste à le confirmer de manière scientifique, de façon, ensuite, à pouvoir tenir un discours préventif véritablement adapté. »

d'étude de l'influence de la consommation de boissons alcoolisées. »

On devrait ainsi, grâce à la participation de cent mille Françaises, répondre d'ici à la fin du siècle aux principales questions posées par le cancer du sein, qui tue chaque année dans notre pays près de dix mille femmes et qui demeure l'un des plus fréquents des pays occidentaux.

JEAN-YVES NAU

Confidences partagées

Entre autres performances, la composante française de l'étude de prospective européenne sur le cancer réussit, fort habilement, à concilier les difficultés législatives qui, habituellement, limitent la manière drestique dans notre pays les possibilités de recherche épidémiologique (1).

« En France, le suivi à long terme d'une population donnée est pratiquement impossible en raison des limitations imposées par la confidentialité sur les données médicales, explique le docteur Elio Riboli, coordinateur de cette étude sur le cancer. C'est pourquoi nous avons été amenés à travailler sur une population un peu particulière, uniquement constituée de femmes adhérentes à une mutuelle. Ces femmes ont déjà donné à leur mutuelle l'autorisation de mettre à la disposition des responsables de l'étude les données biologiques les concernant en relation avec des cancers dont elles pourraient être atteintes dans le futur. Ainsi, nous contournons de la sorte tout à fait légale les difficultés législatives françaises. »

La confidentialité des données recueillies et l'anonymat des personnes acceptent de participer à l'étude sont à l'évidence des garanties indispensables dans la mesure où les questions touchent un ensemble très large portant sur l'état de santé et les habitudes alimentaires, mais aussi sur la prise de contraceptifs, le statut marital, la nombre d'enfants et celui des partenaires sexuels, l'âge des premiers rapports sexuels ou le nombre d'interruptions de grossesse. Toutes ces données pouvant avoir un lien avec le cancer du sein.

En pratique, l'anonymat est assuré par un système permettant de dissocier les noms et les adresses des femmes qui participent à l'étude des dossiers identi-

fiés par un numéro de code. A l'événir, tous les deux ans, une demande d'information sur l'état de santé des femmes sera adressée par un courrier à toutes les participantes.

En cas de non-réponse répétée et dans la mesure où les femmes concernées n'auront pas, au préalable, manifesté leur désir de sortir de l'étude, une procédure particulière pourra être mise en œuvre, les chercheurs de l'INSERM collaborant avec la MGEN pour une prise de contact des mutualistes avec les médecins traitants des dossiers (prise en charge pour longue maladie, frais d'hospitalisation, remboursement d'actes médicaux) la justifieront.

« Ces informations permettront de s'adresser au médecin traitant ou aux hôpitaux pour identifier la cause de la demande de remboursement, expliquent les responsables français de l'étude. Avant de dédicier les données de ces informations de leurs obligations de secret professionnel, un consentement de chaque participante a été demandé lors de l'entrée dans l'étude. »

La Commission nationale de l'information et des libertés, accusée par les spécialistes médicaux – et parfois non sans raison, comme dans le cas de l'affaire du glaucome héréditaire (le Monde des 3 et 10 avril) – de ne pas toujours prendre en considération les impératifs de la recherche épidémiologique, n'a fort heureusement pas opposé ici son droit de veto.

J.-Y. VET.

(1) Tous les renseignements concernant cette étude peuvent être obtenus auprès de M^{me} Françoise Clavel-Chapelon, Unité INSERM 287, Institut Gustave-Roussy, 94805 Villejuif. Tél. : (1) 45-59-41-48.

(1) La MGEN compte 1 630 000 adhérents directs parmi lesquels 847 000 femmes. Sa participation à l'étude s'élève, au total, à 2,5 millions de francs.

(2) La participation de la Ligue nationale contre le cancer comme celle de la société 3M s'élève à 1 million de francs pour la première année et à 500 000 F pour les années suivantes. A l'échelon européen le financement de la CEE est de 6 millions d'euros.

Le chaos des physiciens

En physique et en mathématiques, la théorie du « chaos » ouvre aux chercheurs des terrains nouveaux

LES mathématiciens et les physiciens ne sont plus ce qu'ils étaient. Eux, en principe si cartésiens, amoureux des équations qui marchent ou pas et des courbes bien peignées, ne parlent plus, ces derniers temps, de désordre et de chaos, des notions réservées jadis aux philosophes ou aux artistes.

Remise en question collective ? Pas vraiment : si les scientifiques s'intéressent au chaos, c'est évidemment – bon sang ne saurait mentir – pour le comprendre, l'expliquer et, éventuellement, l'utiliser. Après une vingtaine d'années de recherches fondamentales, cette gageure américaine vient d'être publiée : les résultats de travaux semblant démontrer qu'il est possible de contrôler et d'utiliser certains phénomènes chaotiques.

« On assiste à la remise en cause d'une idée un peu trop déterministe de la physique », reconnaît M. Daniel Thouvenot, directeur du département mathématiques et physique. Depuis la fin des années 60, les scientifiques essaient de mettre l'univers en équation. Tous les phénomènes naturels, estiment-ils, peuvent se mesurer et s'expliquer. C'est a priori, qui leur a souvent réussi, est à l'origine de la plupart des grandes percées scientifiques, et du progrès technique et industriel.

Mais l'explosion des connaissances semble aussi avoir mis fin, paradoxalement, au rêve déterministe des

savants du siècle dernier. Impossible, désormais, de s'abriter derrière la certitude selon laquelle « l'avenir de la science permettra à coup sûr d'expliquer tous les phénomènes aujourd'hui inconnus ». Dans de nombreux domaines, la multiplication des découvertes épaissit le mystère plus qu'elle ne clarifie le sujet. Les écoulements et autres particularités élémentaires se comportent souvent comme s'ils avaient leur « libre arbitre », et les phénomènes météorologiques résistent à toutes les mises en équation. Bref : de plus en plus, le chaos semble constituer l'une des règles fondamentales de l'univers.

Poincaré le précurseur

Les premières idées sur le sujet furent émises dès la fin du siècle dernier par Henri Poincaré. Dans son célèbre mémoire sur le « problème des trois corps » (le Soleil, la Terre et la Lune), le mathématicien français démontre que ce genre de système n'est, contrairement aux idées reçues, ni stable ni périodique à long terme. Pourtant, les géniales intuitions de Poincaré restèrent largement ignorées pendant longtemps, et le terme de « chaos » dans son acception mathématique n'apparut qu'en 1975 (1).

C'est le météorologue Edward Lorenz qui, en 1963, relança le débat. Dans un article resté célèbre, Lorenz explique que des phénomènes passés inaperçus comme un

orage localisé ou une poche d'eau chaude océanique sont capables de bouleverser l'évolution de l'atmosphère. Une notion qu'il avait qualifiée de « battement d'ailes d'un papillon dans la boîte de Sydney, en Australie, peut suffire pour déclencher, une semaine plus tard, un cyclone sur la Jamaïque ». L'image est outrée, bien entendu. Mais cette exagération met bien en évidence la « sensibilité aux conditions initiales », l'une des caractéristiques essentielles des systèmes chaotiques tels que les définissent les mathématiciens et physiciens modernes. Une propriété que Poincaré, encore lui, avait prédite en 1908, et qui, par exemple, rend illusoire toute prévision météorologique à long terme.

En 1971, le physicien français David Ruelle (Institut des hautes études scientifiques de Bures-sur-Yvette, Essonne) et le mathématicien hollandais Floris Takens démontrent que des systèmes chaotiques peuvent n'être gouvernés que par un ou quelques paramètres peu nombreux. Une autre idée reçue s'écroule : le caractère chaotique d'un phénomène n'est pas forcément lié à l'existence d'un très grand nombre de facteurs intervenant simultanément. Ruelle et Takens introduisent, en outre, la notion d'« attracteur étrange ». Des courbes... étranges, constituées par l'ensemble des points qui décrivent les paramètres d'un système chaoti-

que. Leur existence montre, donc, que ce dernier n'est pas gouverné par le seul hasard, même si son évolution est imprévisible à long terme.

Les principales bases théoriques sont jetées. A partir de cette date, les travaux et les expérimentations vont se multiplier dans les disciplines les plus diverses.

Les circonstances s'y prêtent. Dans certains domaines comme la météo, la physique des fluides, des chercheurs ressentent confusément la nécessité d'aborder sous un angle nouveau des phénomènes de nature chaotique qu'ils ne parvenaient pas à expliquer. Mais, jusqu'en 1960, l'outil indispensable pour « décrire » des systèmes aussi complexes leur manquait. L'apparition de l'ordinateur, couplé aux mathématiques statistiques, leur permit de franchir le pas.

C'est à l'aide d'un modèle informatique (très grossier) de météorologie qu'Edward Lorenz peut, en 1963, confirmer la sensibilité aux conditions initiales prédite par Poincaré. A partir de cette date, les avancées se succèdent au rythme des progrès de l'informatique.

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la suite page 18

(1) Dans un article de deux mathématiciens américains, Li et Yorke, paru dans l'American Mathematical Monthly.

SCIENCES AVENIR

L'HOMME EST-IL LE FRUIT DU HASARD ?

Les recherches les plus récentes, les théories les plus avancées montrent que l'existence de l'homme est vraiment le fruit du hasard. L'histoire de la vie admet désormais de nouveaux scénarios : Paléontologie et génétique dessinent une nouvelle vision de l'évolution.

AU MEME SOMMAIRE

SIDA : Comment expérimenter sur l'homme.

HAUTES TECHNOLOGIES : Ils inventent la communication du futur.

HISTOIRE : L'origine des kurdes.

TEMPS REEL : Les paradoxes de la vitesse.

25 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SCIENCES • MÉDECINE

Ussel en cas d'urgence

Certains hôpitaux généraux manquent de médecins qualifiés et de personnel.
Cette pénurie ne les rend pas très attractifs

LES ondes des contractions utérines se succèdent à un rythme régulier sur l'écran. L'enregistrement des battements cardiaques du bébé est correct. Au troisième étage de l'hôpital d'Ussel, le personnel du service gynécologie-obstétrique s'est rassemblé dans la salle de travail autour de la future maman. L'anesthésiste-réanimateur vient de faire une périthèque. La sage-femme s'apprête à ramper la poche des eaux.

Avec un peu de chance, la jeune femme accouchera par « les voies naturelles ». Si les choses se compliquent, il faudra faire une césarienne fût-ce de certains moyens de surveillance. Impossible d'effectuer une « gazométrique » pour mesurer l'oxygénation du fœtus. Pas de service de néonatalogie en cas de souffrance du nouveau-né. L'hôpital général d'Ussel n'a rien d'un CHU, et l'on préfère envoyer les cas compliqués à Clermont-Ferrand ou à Limoges.

La jeune femme a de la chance. Après cinq heures de travail, un bébé de 3 kilos est mis au monde, aux forces par un jeune gynécologue-obstétricien. Michel est un interne israélien qui termine sa spécialisation au CHU de Clermont-Ferrand. Il est venu dépanner le service. Le spécialiste en titre, un Néerlandais d'une cinquantaine d'années, est en congé dans son pays. Nommé à Ussel provisoirement, il devrait partir définitivement au mois d'octobre. Qui le remplacera ? Mystère. Aucun candidat ne s'est encore manifesté.

Ussel, 13 000 habitants, perchée sur

un mamelon du Massif central, n'attire guère les spécialistes. On n'y trouve pas même un pédiatre. C'est un médecin de Tulle qui vient deux fois par semaine assurer les visites aux nouveau-nés du service.

Depuis plusieurs années, l'hôpital ne réussit pas à retenir un gynécologue-obstétricien. Fin 1984, une jeune Marocaine est restée quelques mois, puis elle a dû suivre son mari. Un livorien lui a succédé pendant trois ans avant de repartir dans son pays. Les médecins français qualifiés préfèrent aller ailleurs. Les parturientes aussi. Sauf urgence : « Il y a dix-huit mois, une femme d'une commune voisine qui avait décidé d'accoucher à Clermont-Ferrand ou à Limoges, nous a demandé de se rendre à Ussel. Le temps que je l'installe, que je mette une paire de gants : tout était fini », témoigne une sage-femme.

Crise de recrutement

Matinée à travailler, dans les années 70, à l'hôpital Foch de Suresnes, « où l'on faisait à l'époque deux mille cinq cents accouchements par an ». Elle ne regrette pas d'être venue à Ussel. « Je ne pensais pas rester, mais je me suis rendu compte qu'on travaillait aussi bien que dans un grand centre, et peut-être plus humainement ». Pourtant, les chambres des nouvelles mères sont en piètre état. Un rideau de plastique cache mal un lavabo et un bidet. Toutes se partagent une salle

de bain composée d'une douche et d'une baignoire-sabot.

Le confort n'est guère meilleur au premier étage dans le service de chirurgie à orientation digestive. Comme au troisième, le recrutement d'un spécialiste est difficile. « De nombreux chirurgiens se sont succédés et n'ont pas eu le temps de créer une clientèle. En plus, on ne peut pas rivaliser avec une clinique privée même à 60 kilomètres. Il n'y a quasiment pas de lits dans les chambres et pas de lignes directes pour les téléphones », explique Philippe.

Responsable du service depuis octobre 1989, il vient de passer son concours de praticien hospitalier avec une spécialité en chirurgie digestive et thoracique. Son souhait est de rester dans le service. Même si la charge de travail est à la limite du supportable : « On est mieux que dans un CHU. Ici, je ne suis pas sous la houlette d'un patron. Et il y a une clientèle potentielle de 30 000 habitants. Hélas ! une partie des médecins de ville ont pris l'habitude d'envoyer leurs patients se faire soigner à Tulle ou à Clermont-Ferrand ».

L'hôpital compte en tout et pour tout deux chirurgiens. Le second dirige un service à orientation orthopédique. Théoriquement, ils assurent alternativement les urgences, pendant deux semaines par mois. En réalité, ils gardent leur Eurosignal quasiment en permanence à portée de main. Ils sont l'un et l'autre presque polyvalents,

mais une intervention complexe dans leur domaine de compétence n'est pas à exclure.

En fin d'après-midi, Philippe effectue la contre-visite. Dans son sillage, un anesthésiste-réanimateur roumain, embauché comme assistant, un interne libanais du CHU de Limoges, et une infirmière. Le petit cortège traverse les chambres de un, deux ou quatre lits. Ici, on se penche sur le traitement d'une hernie, là sur l'ablation d'une partie de l'estomac ou de l'intestin, plus loin sur une appendicéctomie. Comme le service de réanimation ne fonctionne pas, les interventions complexes ne sont pas possibles. Philippe développe cependant le « vidéolaparoscopie », une nouvelle technique chirurgicale qui permet d'opérer, sous surveillance vidéo, la vésicule, ou même l'appendice chez un adulte, sans ouvrir la paroi abdominale mais en pratiquant de petites incisions.

Rénovation en cours

Le bâtiment qui abrite les services de chirurgie et de gynécologie-obstétrique a été construit en 1960. En 1986, le conseil d'administration de l'hôpital a décidé de le rénover. Deux ans après, le ministère a donné son accord à des travaux d'un montant de 15,75 millions de francs. Ils devraient commencer prochainement. Pourtant, une hypothèque pèse sur le devenir du service de gynécologie-

obstétrique. En 1990, cent soixante-seize accouchements y ont été pratiqués. Un chiffre loin de la herse fatidique des trois cents fixée, en 1988, par une circulaire du ministère de la santé relative à la sécurité et à l'environnement de la naissance dans les maternités publiques.

« Etant donné le faible nombre d'accouchements et la difficulté de recruter, nous nous interrogeons sur l'avenir de la maternité d'Ussel, signale-t-on à la direction de l'action sanitaire et sociale du Limousin. En revanche, dans la redéfinition du plan des urgences régionales, nous prendrons en compte l'éloignement d'Ussel. Et il n'est pas question de supprimer les activités chirurgicales de cet hôpital ».

En avril, l'hôpital a été en émoi parce que le *Journal officiel* n'a pas publié un poste d'anesthésiste-réanimateur de gynécologie-obstétrique : « Pour nous, cela impliquait que les services des urgences et de la maternité n'étaient pas prioritaires mais condamnés à disparaître »,

remarque le directeur de l'hôpital, M. Jean-Claude Brochon. Les médecins de l'hôpital et le maire d'Ussel ont vivement protesté. Les postes ont été publiés. L'inquiétude demeure.

Pourtant, la modernisation de l'hôpital semblait bien partie. Une première tranche de travaux, d'un montant de 42 millions de francs, avait déjà permis de construire un nouveau plateau technique, avec un bloc opératoire comprenant quatre salles d'opération et une salle de réveil, un service de réanimation chirurgicale de quatre lits, un service de radiologie et une unité de stérilisation centrale.

M. Jacques Chirac, député de la circonscription, était venu poser la première pierre de ce bel édifice en février 1989. Le bâtiment, inauguré en décembre 1990, depuis, les postes d'infirmières et d'anesthésistes indispensables pour faire tourner les nouveaux lits de réanimation ne sont toujours pas créés. Et le service reste vide.

MARTINE LARONCHE

Une planification par région

Le projet de réforme hospitalière prévoit la mise en place de schémas régionaux d'organisation sanitaire. Ils reposent notamment sur une politique de « redéploiement » des hôpitaux généraux, c'est-à-dire non universitaires, « dans une logique de ressources limitées », explique-t-on au ministère de la santé. Concrètement, certains hôpitaux devront abandonner leurs activités de chirurgie et de gynécologie-obstétrique et se reconstruire, en fonction des besoins locaux, vers la réadaptation fonctionnelle et l'accueil des personnes âgées.

Les urgences hospitalières seront rationalisées et certains services pourraient disparaître. Chaque direction régionale de l'action sanitaire et sociale devra établir elle-même un schéma des urgences d'ici la fin 1991, précise-t-on au ministère. Les maternités publiques qui pratiquent moins de trois cents accouchements par an vont déjà pour certaines leur utilité reconsidérée. Il pourrait en être de même pour les services de réanimation de moins de huit lits. Ces seuls, souvent, n'excluent pas la prise en compte de critères géographiques ou démographiques.

Cette restructuration ne va pas sans créer des déchirements locaux. Les populations et les médecins acceptent parfois mal ces mesures, soutenues par les maires, qui sont les présidents des conseils d'administration des hôpitaux généraux. On dénombre actuellement cinq cent deux hôpitaux de ce type qui assurent les deux tiers des entrées des hôpitaux publics (chiffres de la Conférence nationale des prés-

idents de conférence médicale d'établissements - CME - des hôpitaux généraux). Ces structures souffrent, plus encore que les CHU, de la crise de recrutement de médecins spécialistes.

Selon une étude réalisée en septembre 1989 par la direction des hôpitaux, on comptait neuf cent vingt-trois postes effectivement vacants dans l'ensemble des hôpitaux depuis trois ans et plus, dont six cent quinze dans les hôpitaux non universitaires. Par ailleurs, une enquête réalisée par la Conférence nationale des présidents de CME des hôpitaux généraux évalue à trois mille six cents les besoins en création de postes médicaux dans les cinq prochaines années pour l'ensemble du territoire. Ces demandes se répartissent pour 56 % en médecine, 18 % en chirurgie, 5 % en obstétrique, 3 % en biologie, le reste concernant les urgences (SAMU et SMUR compris), la pharmacie et la psychiatrie. Les spécialistes les plus sollicités sont ceux qui sont déjà en déficit de recrutement sur des postes existants, comme l'anesthésiste-réanimateur ou l'imagerie médicale.

Il faut davantage mettre en commun les moyens des hôpitaux généraux, estime M. Yves Rouleau, président de la Conférence nationale des CME, en développant les consultations avancées et les conventions inter-hospitalières, qui permettent de mettre à la disposition d'un petit hôpital les praticiens spécialisés et la technologie d'un plus grand centre hospitalier.

M. L.

POINT DE VUE

En finir avec le « Haut Mal »

par le docteur Pierre Jallon

QUELLE maladie, connue et décrite depuis l'Antiquité, a été entourée d'autant de silences, de préjugés et de fantasmes aussi profondément enracinés dans l'imaginaire collectif que l'épilepsie ? Souffrir d'une épilepsie, c'est être sujet à des crises qui vont se répéter pendant un certain temps au cours de la vie. La crise, qui va durer de quelques secondes à quelques minutes, va venir dérangier, inquiéter, englober. Souffrir d'une épilepsie, c'est aussi supporter cette image du « Haut Mal », affronter l'incompréhension, l'assumer l'intolérable et l'indolence...

Avec l'épilepsie, beaucoup de situations restent, il est vrai, difficiles à admettre : échecs thérapeutiques, insupportables dans une société où la médecine devrait tout guérir ; incompréhension des employeurs entraînant des licenciements abusifs et illégaux par la seule crainte de la crise ; persistance, surtout, de rebrous enroulement une maladie qui précipite l'individu et son entourage dans l'irrational et ses représentations angoissantes.

L'épidémiologie nous apprend qu'il s'agit de la maladie neurologique la plus fréquente après les céphalées, puisque le taux de prévalence (nombre de cas recueillis dans une population donnée à un moment donné) peut, en France, être évalué à huit cas pour mille habitants et l'incidence à 70-80 nouveaux cas pour 100 000 habitants par an. Ces chiffres amènent à penser qu'en France l'épilepsie toucherait entre 400 000 et 500 000 personnes et que près de 40 000 personnes par an souffriraient d'une première crise. Cette maladie est très fréquente dans l'enfance, 75 % des crises surviennent avant l'âge de vingt ans. Toutefois, des données plus récentes nous ont appris que le taux de prévalence était élevé chez les sujets de plus de soixante ans.

L'expression de la maladie est complexe, protéiforme et, de ce fait, mal connue... Le temps n'est pas si loin où les descriptions des manifestations de la maladie se limitaient soit aux « grandes crises » (le Grand Mal), aux absences (le Petit Mal), aux convulsions localisées ou à des automatismes inconscients, plus ou moins adaptés, définissant les crises « psy-

chomotrices » ; les autres crises étaient tellement rares qu'elles étaient presque toujours rapportées dans les traités classiques.

Dès les années 60, sous l'impulsion du professeur Henri Gastaut, à Marseille, une première classification clinique et électroencéphalographique des crises fut proposée et mondialement adoptée.

Les techniques d'enregistrement vidéo couplées à l'électroencéphalogramme des crises ont permis, dans certains laboratoires, de mieux appréhender leur déroulement et l'analyse des différents signes qui les composent, ce qui n'est pas toujours facile à obtenir par le récit du malade ou de son entourage. En 1981, une nouvelle classification a été proposée, fondée sur une systématization plus rigoureuse des différents signes des crises. Son intérêt est de permettre une meilleure compréhension des travaux classiques et une homogénéisation des résultats épidémiologiques.

Evolution vers la chronicité

Les causes de la maladie sont aussi de mieux en mieux connues. Les nouvelles techniques de l'imagerie médicale (scanner, imagerie par résonance magnétique nucléaire) permettent de mieux délimiter le champ des épilepsies lésionnelles : crises secondaires à une tumeur, dont la fréquence augmente avec l'âge ; crises en rapport avec un accident vasculaire expliquant en partie l'incidence des épilepsies chez les sujets âgés ; crises liées à une malformation ou à une cicatrice secondaire à une souffrance survenue lors de la naissance, ou encore à un traumatisme crânien.

D'autres techniques - tomographie par émission de positons (PET Scan) - explorent le fonctionnement cérébral pendant l'étude des débits et du métabolisme cérébral pendant les crises et entre elles. Elles contribuent à mieux définir la zone épileptogène à l'origine de la crise.

A partir de ces différentes données, il est possible actuellement de distinguer du point de vue étiologique

trois grands types d'épilepsie : symptomatiques (en rapport avec une lésion cérébrale ou anormale), idiopathiques ou essentielles (dus à un seuil épileptogène anormalement bas) et cryptogéniques, dans lesquelles ni l'histoire de la maladie, ni l'examen clinique, ni les investigations neurologiques ne peuvent expliquer le survenue des crises. On estime aujourd'hui que de 60 % à 80 % des patients épileptiques traités entrent en rémission avec un recul de deux à cinq ans. Ce pronostic reste largement influencé par l'âge de début de la maladie, la sévérité de l'épilepsie, l'évolution sous traitement. Ainsi peut-on affirmer actuellement qu'une épilepsie non stabilisée après deux ans de traitement bien conduit et bien suivi présente un risque majeur d'évolution vers la chronicité.

Le chirurgien de l'épilepsie ne s'adresse qu'aux patients résistants au traitement médical. Après l'impulsion donnée par l'école de Jean Bancaud et Jean Talairach à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, elle connaît actuellement un essor considérable. Les indications sont mieux connues et dirigées aux épilepsies de l'enfant et de l'adolescent. Des centres neuro-chirurgicaux de l'épilepsie se multiplient (Paris, Rennes, Bordeaux, Grenoble, etc.), ce qui paraît justifié par le nombre potentiel de malades (10 000) qui, en France, pourraient bénéficier de cette thérapeutique. Cette chirurgie, dans certains cas, est curative, consistant en l'ablation (correctrice) de la zone épileptogène responsable des crises ; elle peut être, dans d'autres cas, uniquement palliative, visant à supprimer un certain type de crises par section des voies de propagation de la décharge épileptique.

Depuis quarante ans, la Ligue française contre l'épilepsie - qui groupe l'ensemble des professionnels de l'épilepsie - a pour objectif de faire connaître la maladie, de coordonner les efforts pour une meilleure intégration des épileptiques dans la société. Et, depuis sept ans, un cours de perfectionnement en épileptologie vient combler les lacunes inévitables de l'enseignement théorique à la faculté, limité à... trois heures au cours des six années de formation médicale...

Mais l'épilepsie ne pourra sortir de l'obscurité dont elle fait encore l'objet que grâce à la mobilisation des familles d'épileptiques groupées en associations de plus en plus nombreuses, qui vont pouvoir coordonner leurs efforts avec les médecins, les psychologues, les éducateurs et les directeurs d'établissements spécialisés au sein d'un « bureau français de l'épilepsie ».

Enfin, une Fondation française pour le recherche sur l'épilepsie vient d'être créée (1). Elle s'est fixée comme objectifs de promouvoir la recherche médicale dans ce domaine, de favoriser la formation de cher-

cheurs cliniciens et de personnels techniques, de contribuer au soutien des malades et des familles et de promouvoir la diffusion de l'information concernant la maladie.

Les progrès de la connaissance scientifique, conjugués aux efforts menés par les familles et les différents associations, ne peuvent que faire espérer une meilleure compréhension et une meilleure acceptation sociale de cette maladie.

(1) Fondation française pour le recherche sur l'épilepsie, 48, rue Bague, 75015 Paris. Tél. : 47.83.65.36. Cette fondation a été créée à l'initiative de M. Bernard Esambert (PDG de la Compagnie financière Edmond de Rothschild), Didier Pineau-Valencienne (PDG du Groupe Schneider), Jean-François Deschamps (PDG de la Sanofi), du docteur Pierre Jallon et de M. Claire Cachera. Reconnue d'utilité publique, elle est pourvue d'une dotation de départ de 6,2 MF.

Le docteur Pierre Jallon est médecin-adjoint de la division de neurophysiologie clinique de l'hôpital central universitaire de Genève.

Le chaos des physiciens

Suite de la page 17

Après la météo, la mécanique céleste (avec McMillan, Laslett, Ford et Bartlett aux Etats-Unis) et la physique des particules (avec Gurewitsch au CERN de Genève) servent de terrain de jeu favori aux chercheurs pour perfectionner leurs théories du chaos sur des ordinateurs géants. Grâce à ces monstres modernes, ils peuvent enfin maîtriser l'énorme masse de données nécessaires pour, tout simplement, « décrire » les phénomènes en apparence anarchiques comme les mouvements de l'atmosphère ou les turbulences de l'air autour des ailes d'un avion. Il leur devient possible de les analyser, et donc de bâtir leur raisonnement sur des observations précises, au lieu de s'acharner sur des équations fétées sur des *o priori*. A ce titre, l'ordinateur a joué pour le développement de ce nouveau champ de connaissances un rôle similaire à celui du télescope en astronomie ou du microscope en biologie.

Ces recherches restent encore très fondamentales, et les applications sont rares. « Certes, on ne peut toujours pas faire de prévisions météorologiques à long terme. Mais, désormais, on sait pourquoi », lance M. David Ruelle. Cette boutade n'empêche pas, cependant, les chercheurs de disci-

plines les plus diverses de se lancer dans cette voie nouvelle, des astronomes aux chimistes, en passant par les acousticiens, les biologistes et les économistes.

Leur espoir ? Que les avancées de la théorie du chaos leur permette de comprendre et d'analyser des phénomènes aussi divers que le déroulement de réactions chimiques complexes ou les fluctuations boursières, le balles des planètes ou le fonctionnement du cerveau, du cœur et des poumons, l'écoulement des saignées ou la dynamique des populations animales. Incontestablement, la notion de chaos est à la mode. Et, comme toujours dans ce cas, on tente de l'appliquer à tout. C'est le foisonnement. « Il faut, aujourd'hui, dégager de tout un faras ce qui est valable ou non ; car, s'il est facile de trouver des situations qui peuvent être chaotiques, il est généralement difficile de prouver qu'elles le sont, ou de voir en quoi cela peut être intéressant », lance M. David Ruelle.

Reste que, dans certains domaines, les résultats sont tangibles. C'est ainsi que l'astronome français Jacques Laskar et son équipe du Bureau des longitudes ont pu démontrer que les planètes internes du système solaire (Mercure, Mars, Vénus et la Terre) ont un mouvement chaotique à l'échelle de la centaine de millions

d'années. Traduction : personne ne sait où se trouvera notre globe il y a 100 millions d'années et, dans le même laps de temps, il peut changer complètement d'orbite de manière tout à fait imprévisible.

« Le chaos est déjà sorti du domaine de préoccupation des chercheurs en science fondamentale », affirme M. Ruelle. On l'enseigne aujourd'hui aux futurs ingénieurs qui l'utiliseront, par exemple, pour comprendre les phénomènes de vibrations dans les boîtes de vitesse. « Cagions que ces étudiants seront très intéressés par les travaux que viennent de publier trois chercheurs du laboratoire de la marine américaine de Silver-Spring (Maryland). Partant du principe que, si un système chaotique est extrêmement sensible aux conditions initiales, il doit être possible de modifier son comportement en lui apportant un petit « coup de pouce » au bon moment, MM. Stephen Russo, Mark Spano et Bill Ditto ont réussi à maîtriser et contrôler le mouvement « chaotique » d'un ruban sous l'effet d'un champ magnétique.

« Ce principe devrait pouvoir être facilement appliqué à tout système dont certains aspects basiques du mouvement peuvent être mesurés », estiment-ils. Applications possibles : le contrôle des vibrations dans les avions ou les engins spatiaux, le mélange intime des substances chimiques, et même la mise au point d'un pacemaker de technologie avancée.

JEAN-PAUL DUFOUR

REPertoire des centres de recherche du CNRS 1990

Toutes les équipes du CNRS en un seul volume

Les 1700 Unités de Recherche du CNRS classées par département scientifique et direction administrative avec index par titres, styles, directeurs et responsables régionaux... 200 pages, 149 F. TTC.

Recommandé pour la correspondance par INM DIFFUSION - 2,600 Bd. du Parc de Badiol - F-35114 Gennes-sur-Loire Cedex - Tél. 02 43 35 85 30 - Fax 02 43 35 85 40

صحة من الامم

SCIENCES • MEDECINE

Des déchets radioactifs à vie plus courte

Pour diminuer la durée de vie des déchets nucléaires les chercheurs se font alchimistes et transmutent la matière

NOUS n'héritons pas de la terre de nos oncles, nous l'empruntons à nos petits-enfants. Nul doute que les membres du Parlement ne gardent présente à l'esprit cette phrase de Saint-Exupéry lors de la discussion, début juin, du projet de loi concernant la gestion des déchets radioactifs. Car ces déchets ne sont pas des déchets comme les autres. Ce que nous laisserons en héritage aux générations futures engage notre responsabilité pour des siècles et des siècles.

A titre d'exemple, les plus infectieux d'entre eux, les déchets A, constitués pour l'essentiel de gants, de filtres, de papiers, de chiffons ou d'outillages contaminés par des matières radioactives provenant de l'industrie, des hôpitaux et des laboratoires de recherche, devront être surveillés pendant trois cents ans ! Mais les autres, les déchets B et C, produits en quantités plus modestes par l'industrie nucléaire, sont là pour des centaines de milliers, voire des millions d'années.

Moyennement radioactifs, les premiers s'économisent pendant des millénaires, tandis que les seconds brûlent d'un feu intense du fait de leur très forte radioactivité. Mais cette longévité provoquée par la présence en leur sein de radionucléides émetteurs de rayons alpha inquiète (1). Ne peut-on la réduire ? Ne peut-on raccourcir la vie de ces Mathusalem du nucléaire et diminuer ainsi les risques ?

Dès 1982, le groupe de travail de la Commission Costant avait invité le gouvernement et les responsables du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à se pencher sur le problème (Le Monde du 13 avril 1983). Sans grand succès, semble-t-il, en raison des doutes émis début 1980 par la communauté internationale sur le bénéfice de telles actions. Sujet trop difficile, disait-on, et d'une rentabilité économique douteuse. Le temps passant, les mentalités ont changé et la fibre écologiste a franchi la barrière des organismes et des lobbies les plus réticents.

Une attente de 20 millions d'années

L'administrateur général du CEA, M. Philippe Rouvillois lui-même, a insisté, dès son arrivée au Commissariat, sur la nécessité de relancer les recherches. L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques a enfoncé le clou avec le rapport Bataille (décembre 1990), et l'idée de développer un « retraitement poussé » des combustibles irradiés s'est finalement imposée à tous.

L'ennemi, ce sont les actinides. Des radionucléides dont la radioactivité décroît lentement et se manifeste par l'émission de rayons alpha. Font partie de cette triste

famille : le neptunium-237, qui perd la moitié de sa radioactivité (une demi-vie) en un peu plus de deux millions d'années ; l'américium-241, auquel il faut 430 ans, l'américium-243, 7 400 ans, et le curium-245, 8 500 ans. Et comme il faut patienter pendant dix « demi-vies » pour que ces déchets nucléaires soient enfin inoffensifs, cela signifie que l'on attend la bagatelle de 20 millions d'années pour le neptunium.

Que faire dans ces conditions ? Jouer les alchimistes et jongler avec les lois de la physique nucléaire pour raccourcir la vie de ces vieillards un peu trop turbulents. Comment ? Tout simplement en ajoutant dans la chaîne du retraitement, qui, dans les combustibles irradiés, permet de séparer le bon grain (uranium et plutonium) de l'ivraie (produits de fission), une étape supplémentaire de séparation et une autre de transmutation.

Grâce à la première de ces opérations, on espère séparer les uns des autres ces actinides mineurs que sont le neptunium, l'américium et le curium (2). « Le premier qu'il nous faut attaquer, explique Jean-Yves Barré, directeur du cycle du combustible au Commissariat à l'énergie atomique, c'est le neptunium, car sa demi-vie est de plus de deux millions d'années, alors que celle des autres se compte seulement en centaines ou en milliers d'années ».

Depuis longtemps, les équipes du CEA savent l'extraire des jus qu'ils traitent. Dans le passé, des dizaines de kilos ont été récupérés pour les stimulateurs cardiaques. Mais le rendement de ces opérations n'est pas suffisant dans une optique de gestion de déchets. Il faut aller plus loin, « avoir l'objectif ambitieux d'effectuer une séparation à 99 % », ce qui conduira une usine de retraitement comme celle de La Hague (Manche) à gérer 500 kilos de neptunium par an (3). On est bien au-delà de la production nécessaire à l'industrie du stimulateur cardiaque.

Deuxième cible du CEA dans ses recherches sur le retraitement poussé : l'américium-241. Un bien triste sire qui, bien qu'ayant une demi-vie de 432 ans seulement, a l'inconvénient de se transformer progressivement... en neptunium. Depuis longtemps, on sait extraire l'américium, que l'on utilise notamment dans la fabrication des détecteurs de fumée. Mais le rendement de l'opération n'est pas des meilleurs.

Les chercheurs du monde entier travaillent actuellement sur la chimie de base de l'américium dans l'espoir de trouver un procédé vraiment sélectif d'extraction de ce produit. Une solution possible et originale consisterait à utiliser ces fameuses molécules-cages - les cryptates - inventées par le Prix Nobel de chimie Jean-Marie Lehn et dans lesquelles viendrait se pié-

ger sélectivement tel ou tel radionucléide. A en croire le Commissariat, les premiers résultats sont encourageants. Mais l'utilisation de cette technique fait courir le risque de la contamination industrielle n'est pas pour demain. Quant au curium, c'est une autre histoire.

S'il devient pourtant possible, au cours des opérations de retraitement, de séparer tous ces actinides mineurs, alors on pourra envisager de les transmuter, de les faire passer d'un état de produits à vie très longue à un état de produits à vie plus courte. Comment ? En les exposant tout simplement au flux nucléaire d'un réacteur à neutrons rapides (surgénérateur), « le meilleur incinérateur d'actinides selon les spécialistes », ou en les soumettant au bombardement d'accélérateurs de particules (3).

Des expériences prometteuses ont déjà été menées sur ce thème dans le réacteur surgénérateur Phénix, notamment en 1989 entre le CEA et l'Institut des transmutants de Karlsruhe. Mais les résultats de cette expérience, baptisée Superact, ne seront connus que cette année, car il fallait laisser « refroidir » les aiguilles de neptunium et d'américium avant de les retraiter et d'en déterminer le nouveau contenu. De telles opérations sont donc longues

et le seront tout autant lorsque les retraites auront à leur disposition des réacteurs ou des accélérateurs de particules adaptés à leurs besoins.

Une somme astronomique pour le Japon

Une preuve : les spécialistes estiment qu'il faudra environ douze cycles, d'un an chacun, dans un réacteur pour faire disparaître 92 % du neptunium. Douze ans auxquels il faudra ajouter le temps nécessaire à la fabrication des cibles et celui de leur retraitement. Bref, le retraitement poussé n'est pas pour demain. Mais ce n'est pas une raison pour le négliger. D'autant que, si l'on en croit les modèles développés par les chercheurs pour un site granitique abritant en profondeur les déchets vitrifiés correspondant à l'exploitation pendant trente ans d'un parc nucléaire équivalent à celui de la France, la durée pendant laquelle la radioactivité des matières entreposées serait dangereuse, passerait avec le retraitement poussé de 17 millions d'années à 3 millions d'années.

C'est à la fois peu et beaucoup. Mais il faut penser que l'on ne travaille pas pour nous, mais pour les autres, ceux qui dans des centaines

ou des milliers d'années auront ces déchets en héritage. Il ne faut donc rien négliger pour atténuer leur activité. C'est pourquoi une quinzaine de millions de francs, contre 4,8 millions de francs en 1990, ont dû être décaissés au CEA pour poursuivre et amplifier ces recherches, mais aussi pour mettre sur pied un plan de travail à cinq ans.

« Encore aujourd'hui, constate M. Barré, nous sommes parmi les meilleurs du monde dans le domaine du retraitement poussé. J'en voudrais pour preuve que les Japonais, dont les ambitions sont immenses, viennent chez nous pour faire leurs expériences. Mais, si l'on en juge par les montagnes d'argent qu'ils envisagent d'investir sur le sujet (projet Omega), ils nous dépasseront. » Les sommes, il faut en convenir, sont astronomiques, puisqu'il est question d'investir quelque 10 milliards de francs sur vingt ans (1989-2009), qui permettraient entre autres de financer la construction d'un réacteur incinérateur et d'un accélérateur spécifiques.

Pour l'heure, les moyens accordés sont plus modestes, puisque le budget 1991 des Japonais consacre 13 millions de francs à la séparation et 42 millions de francs à la transmutation. Mais le virage est

pris, comme il est pris aussi par les Américains. Ils vont en effet mettre en service à la mi-1991 un atelier d'extraction et de séparation des actinides et des lanthanides à Hanford et, poussés par le Laboratoire national d'Argonne, une nouvelle filière de réacteur incinérateur, l'IFR (Le Monde du 17 janvier 1990). Un bon moyen pour eux de relancer leur programme de réacteurs à neutrons rapides et de se replacer, via une autre technique, dans le domaine du retraitement.

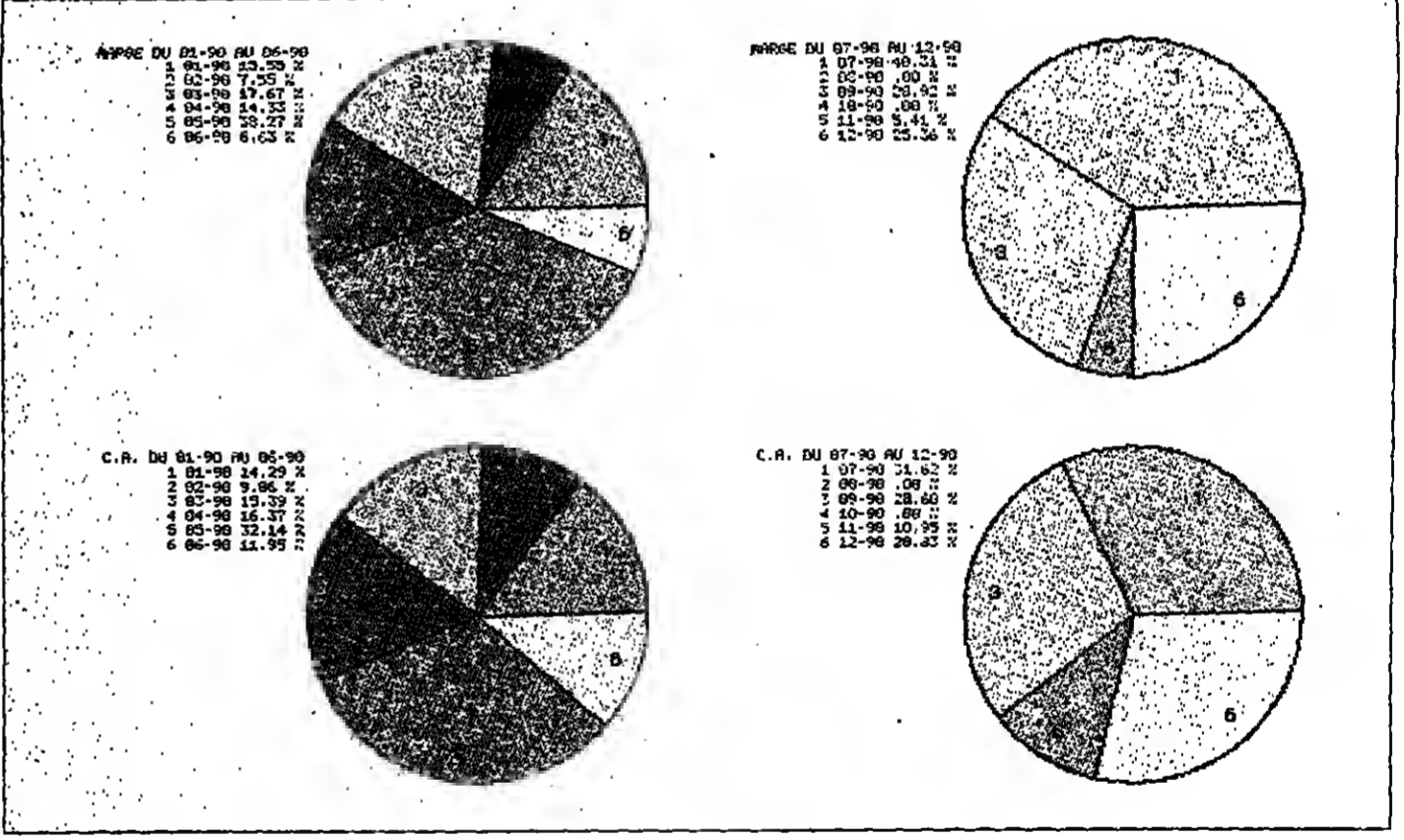
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Le rayonnement alpha se traduit par la production de particules lourdes, des noyaux d'hélium.

(2) Par opposition aux actinides majeurs que sont l'uranium et le plutonium. En effet, dans le combustible usé que l'on décharge annuellement d'un réacteur de 1 300 mégawatts, il y a : 34,5 tonnes d'uranium enrichi à 0,9 % ; 340 kilos de plutonium ; 1 200 kilos de produits de fission (cesium, rubidium, strontium, palladium, etc.) et... un peu plus de 27 kilos d'actinides mineurs (14 kilos de neptunium, 12 kilos d'américium et 1 kilo de curium).

(3) Les réacteurs à eau pressurisée le permettent aussi, mais dans de moins bonnes conditions semble-t-il.

NOS CERCLES DE LECTURE SONT TRÈS RÉPUTÉS POURTANT ON N'Y PARLE JAMAIS DE LITTÉRATURE.



Le syndrome finlandais

La récente redistribution des cartes dans la politique finlandaise, suite aux élections législatives du 18 mars dernier, rend encore plus incertain le projet de construction dans le pays d'un cinquième réacteur nucléaire.

Selon un sondage effectué par la chaîne de télévision privée MTV, une majorité des deux cents nouveaux députés interrogés - soit 59 % - s'opposent à l'extension du programme nucléaire national ; seuls 37 % seraient pour.

Le gouvernement de coalition, qui est conduit par la centriste Eero Aho, ne devrait pas montrer une attitude différenciée. Le centre est en majorité anti-nucléaire, le Parti conservateur, en bloc, pronucléaire. Quant au petit Parti libéral suédois, qui participe à la nouvelle coalition, il apparaît divisé sur cette question.

« Nous ne savons pas encore quelle sera l'orientation de la politique énergétique, mais nous espérons que les conditions d'exploitation des industries finlandaises, principalement des industries forestières et métallurgiques, grosses consommatrices d'électricité, seront assurées », indique M. Johanni Santaholma, vice-président de la société Perusvoima Oy, qui devrait être responsable de la gestion du projet du cinquième réacteur.

La consommation d'électricité augmente en moyenne de 2,5 % par an, et même avec la mise en service d'ici deux ou trois ans de la centrale au charbon de Björneborg, dans le sud du pays, 1 000 mégawatts au moins feront défaut en l'an 2000. Une décision doit être donc prise rapidement.

Quatre réacteurs sont actuellement en service en Finlande (1). Ils assurent près de 30 % de la production d'électricité. Une cinquième tranche de 1 000 mégawatts sera donc la bienvenue. Les fournisseurs ne manquent pas. Atomenergexport propose un nouveau VVER (qui serait comme les deux premiers « réacteurs » par les Finlandais de technologie de sécurité accidentelle). ABB-Atom, plusieurs variantes du BWR-90 de 800 à 1 000 mégawatts, le groupe franco-allemand Nuclear Power International, un PWR de 1 100 mégawatts, et Siemens, un réacteur à eau bouillante ou un à eau pressurisée.

Cu'edviandre-t-il ? Nul ne le sait encore. Aucune indication précise n'a encore été fournie par le nouveau gouvernement sur la politique énergétique du pays, sinon que « les besoins de l'industrie doivent être assurés à un prix raisonnable ».

FRANÇOISE NIÉTO

(1) Deux à eau bouillante, construits par Asea-Atom et situés à Olkiluoto, et deux VVER à eau pressurisée soviétiques, installés à Loviisa.



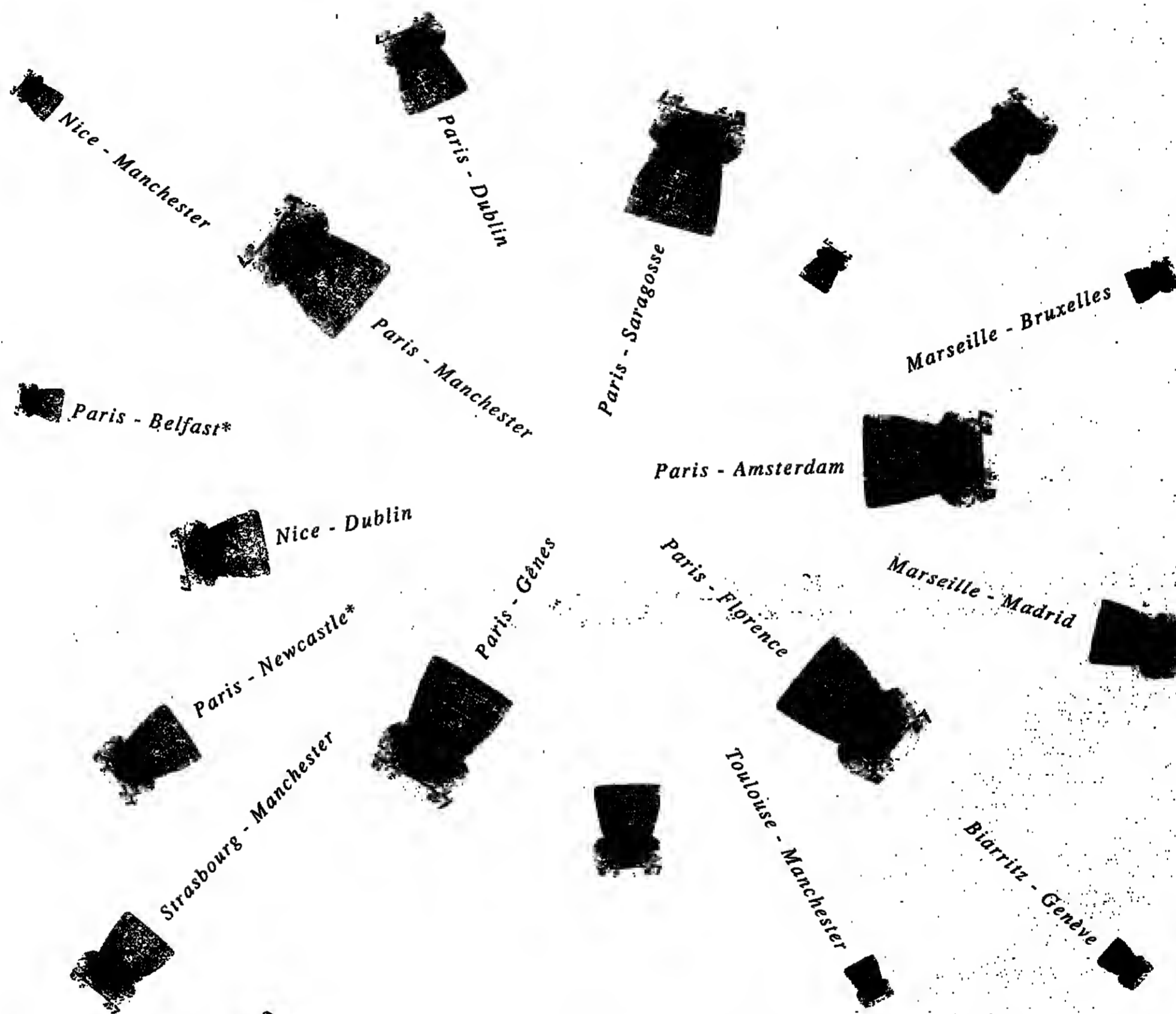
Avec CCMC, CHAQUE JOUR 250 000 CHEFS D'ENTREPRISE ONT ENTRE LEURS MAINS LE BEST-SELLER DE L'INFORMATIQUE DE GESTION : GESTION COMPTABLE ET COMMERCIALE, TABLEAUX DE BORD, PAYE, ANALYSES PRÉVISIONNELLES. EN OFFRANT DES MOYENS HUMAINS ET MATÉRIELS CONSIDÉRABLES, CCMC EST LE SEUL À VOUS FOURNIR UNE OFFRE GLOBALE DE SERVICES : CONSEIL, ANALYSE, MATÉRIEL, LOGICIEL ET FORMATION. UNE PARFAITE MAÎTRISE TECHNOLOGIQUE (MINI-INFORMATIQUE, MICRO-POSTE OU RÉSEAU, SYSTÈMES UNIX, MINI-INFORMATIQUE ET CENTRE SERVEUR) LUI PERMET DE RÉPONDRE À TOUTES LES EXIGENCES ET D'ANTICIPER TOUTS LES BESOINS, QUELS QUE SOIENT LE STYLE ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE. AVEC TRENTÉ AGENCES RÉPARTIES SUR TOUT LE TERRITOIRE ET UN CENTRE D'ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE DE 90 CONSEILLERS, CCMC FAIT PREUVE D'UNE EFFICACITÉ ET D'UNE PROXIMITÉ INDISPENSABLES DANS CE DOMAINE. QUARANTE ANNÉES D'EXPÉRIENCE, UNE GAMME DE LOGICIELS ÉTENDUE ET MODULAIRE ET UNE ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE CONSTANTE. FONT DE CCMC, LA RÉFÉRENCE EN MATIÈRE D'INFORMATISATION DE LA PROFESSION COMPTABLE LIBÉRALE ET DES ENTREPRISES.



LE N°1 DES SYSTÈMES D'INFORMATION

AIR LITTORAL OUVRE 15 NOUVELLES LIGNES EN EUROPE.

ATTENDEZ-VOUS A DES BOUCHONS.



POUR INAUGURER CES 15 NOUVELLES DESTINATIONS, DU 2 JUIN AU 10 JUILLET, AIR LITTORAL VOUS OFFRE UNE COUPE DE CHAMPAGNE.

LES FINS CONNAISSEURS EN APPRÉCIERONT LA SAVEUR AUX DÉPARTS DE PARIS, FLORENCE, NICE, MANCHESTER, SARAGOSSE, GENES, DUBLIN, AMSTERDAM.

VOUS POURREZ AUSSI DÉGUSTER VOTRE COUPE CONFORTABLEMENT INSTALLÉ DANS LES SIÈGES EN CUIR DE LA NOUVELLE CLASSE-AMÉRIQUE AIR LITTORAL. ET POUR CEUX QUI NE SE LASSENT PAS DES BONNES NOUVELLES, SACHEZ QUE VOTRE 5^e VOYAGE EST GRATUIT*.

* Offre valable jusqu'au 31 août et uniquement pour les personnes payant plein tarif. 4 allers effectués sur les nouvelles lignes au départ de Paris = 1 aller gratuit sur une des lignes du réseau Air Littoral, ou 4 allers retours effectués sur les nouvelles lignes au départ de Paris = 1 aller retour gratuit sur une des lignes du réseau Air Littoral.

*Champagne pour tous les passagers pendant 1 mois !***



RÉSERVATIONS : AIR LITTORAL PARIS - TÉL. (1) 47 35 70 71 - MONTPELLIER - TÉL. 67 65 49 49 OU SE RENSEIGNER AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES LA PLUS PROCHE.

سكيات الامم

SOMMAIRE

Pas d'argent sale
en poche

Associés à la lotte
contre le blanchiment
de l'argent des banques
font leur person
à débusquer
les trafiquants

14 PAGES

صكنا من الاول

VRE
N EUROPE
BOUCHONS

... Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 I

Le Monde

SECTION B

INITIATIVES

EMPLOI

LES MÉTIERS DU GRAND LARGE

Avec la fin des grandes épopées,
les professions maritimes
ont perdu de leur séduction.
Pourtant elles sont diverses,
offrent l'attrait du voyage et de la nature
en même temps que le contact
avec les technologies les plus sophistiquées.
Les formations s'améliorent,
et les femmes ont enfin un droit d'entrée
dans ce milieu bien masculin.
Pages IV et V

14 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

(Publicité)

3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI DATE MARDI	MARDI DATE MERCREDI	MERCREDI DATE JEUDI
Section C Economie	Section B	Section D Economie
Et Week-Dirigeants	Et Week-Initiatives	Et Week-Carières Européennes en Entreprises
Et Week-Juristes	Et Week-Fonction Commerciale	Et Week-International
Et Week-Gestion	Et Week-Cadres	
	Et Week-Informatique	
	Et Week-Secteurs Pointe	

ÉCHOS

Recrutement de magistrats
par concours exceptionnels

□ Pour renforcer la magistrature et élargir les voies d'accès, la ministre de la justice a obtenu qu'une loi, votée par le Parlement, l'autorise à organiser le recrutement de magistrats par deux concours exceptionnels en 1991. Le premier vise au recrutement de soixante-quinze magistrats pour la base des tribunaux, le second de vingt autres pour le deuxième niveau de la hiérarchie judiciaire.

Les concours s'adressent à des professionnels confirmés dans les domaines économique, juridique, social ou administratif. Les candidats doivent avoir plus de trente-quatre ans, être diplômés de l'enseignement supérieur et avoir une expérience professionnelle d'au moins dix ans dans un cas, de quinze ans dans l'autre.

Les renseignements peuvent être obtenus en appelant le 36-63-03-94 ou en écrivant à Concours exceptionnels de recrutement de magistrats, BP 640, 33004 Bordeaux Cedex. Les inscriptions devront parvenir avant le 21 juin 1991. Les épreuves auront lieu en septembre puis en octobre et novembre pour les oraux. La formation, d'une durée de six mois, commencera en janvier 1992, et la prise de fonctions s'opérera au mois de juillet suivant.

Des reconversions
à l'adaptation continue

□ L'Institut d'études politiques de Paris et Développement et emploi organisent le 27 juin à Paris un colloque intitulé « Des reconversions à l'adaptation continue : une nouvelle problématique pour la gestion de l'emploi ». Destinée aux cadres dirigeants des entreprises, notamment aux directions des ressources humaines, ainsi qu'aux responsables des secteurs emploi et formation, cette journée permettra de faire le point sur les expériences du passé, de tenir compte de leurs enseignements, et, par suite, de mieux piloter les processus futurs d'adaptation et de reconversion. Plusieurs cas seront présentés, dont ceux des Charbonnages de France et de la Normand.

► Sciences-Po formation, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-43-16.

Coquille

□ Dans notre numéro daté du 22 mai, sous le titre « Une Association intermédiaire pas comme les autres », il fallait lire que AIRE facture entre 10 000 et 15 000 heures de travail par mois et non 1 000 à 1 500 heures comme nous l'avons indiqué.

TRIBUNE

Professions juridiques et experts-comptables :
une querelle à contre-courant

par René Ricol

COMME hier, nous assistons à un retour des guerres picrocholines entre les professions juridiques et les experts-comptables sur leur place respective comme conseils du chef d'entreprise dans les différents aspects de sa vie économique et juridique.

France Défi, qui compte 350 cabinets d'expertise comptable et de conseil aux entreprises répartis sur l'ensemble du territoire national, et dont la clientèle représente plus de 150 000 entreprises françaises (soit près de 10 % du potentiel économique de notre pays), estime avoir quelque compétence à s'exprimer sur ce sujet, et sur notamment les besoins réels de nos entreprises, en particulier des PME.

Le tour pris par cette querelle à quelque chose d'indécrottable et se situe à contre-courant des vraies préoccupations de nos chefs d'entreprise, c'est-à-dire à contre-courant de l'intérêt du développement économique de la France. Aujourd'hui, après avoir réussi à faire établir par le Parlement un monopole autour de leur activité, certains professionnels du droit en viennent à contester la capacité des experts-comptables à intervenir dans le domaine du droit fiscal, du droit des sociétés et des affaires, de la législation sociale et du droit du travail. Ils en viennent surtout, au moins pour les plus conservateurs d'entre eux, à contester l'opportunité d'autoriser la création, en France, de cabinets rassemblant plusieurs professionnels du conseil aux entreprises.

Je crois qu'il est temps de retrouver une certaine mesure dans le débat et, surtout, de retourner à ce qui doit être la source de toute action en ce domaine, c'est-à-dire les besoins des utilisateurs.

1. Les chefs d'entreprise souhaitent
pouvoir choisir leur conseil.

Ne poussons pas le monopole du droit jusqu'à l'absurde : personne ne doit imposer à une entreprise d'avoir recours à un avocat pour la préparation d'un contrat de location de bureau ou pour la signature d'un contrat de travail.

Une approche dogmatique n'aurait d'ailleurs que des inconvénients : aujourd'hui, moins de 10 % des membres des professions juridiques seraient capables de proposer, à l'occasion d'une transmission d'entreprise ou d'une acquisition, le dispositif conforme au droit des sociétés qui permettrait la meilleure efficacité de gestion et le moindre coût sur le plan fiscal. Inversement, on voit mal un expert-comptable rédiger un contrat de licence de brevet ou intervenir dans un litige avec un consommateur à propos d'un produit jugé défectueux.

Force est de constater que chaque professionnel a ses domaines principaux de compétence. En même temps, il ne saurait être question d'établir des barrières rigides et de refuser de voir ce qui saute aux yeux de tous les chefs d'entreprise, c'est-à-dire les zones de recouvrement dans lesquelles experts-comptables et professions juridiques peuvent intervenir concurremment ou, encore mieux, de façon complémentaire : cela concerne l'ensemble du droit de la vie courante d'une entreprise que l'on rassemble sous la dénomination

« secrétariat juridique » (convocation d'assemblée générale, comptes-rendus, relation avec les actionnaires, etc.).

Vouloir conduire le législateur à établir, au mépris des réalités vécues, des frontières sclérosantes serait anti-économique et contraire aux principes de base d'une société de liberté.

2. Les entreprises, et notamment les PME, souhaitent des cabinets qui rassemblent les différentes compétences dont elles peuvent avoir besoin.

Cette donnée d'évidence est souvent ignorée, voire niée par des gens qui n'ont que bien peu eu l'occasion de travailler avec des entreprises.

Compte tenu de l'expérience que nous avons acquise et des multiples contacts que nous avons quotidiennement développés, dans le cadre de France Défi, avec un très grand nombre de PME, j'affirme aujourd'hui avec force qu'elles souhaitent pouvoir disposer du concours de cabinets « interprofessionnels » ou, pour employer un terme mieux approprié, « pluri-professionnels ».

Bien sûr, les entreprises petites et moyennes se méfient des mastodontes que constituent certains cabinets, notamment anglo-saxons. Elles demeurent attachées à un service personnalisé, dans des entités à taille humaine.

Il n'empêche qu'elles souhaitent pouvoir disposer, dans un même lieu, de professionnels compétents en droit social, en gestion financière, en droit des sociétés ou en contentieux fiscal. Elles le souhaitent parce que c'est pour elles la garantie qu'il y aura une bonne coordination entre ces différents spécialistes. Elles le souhaitent, enfin, parce qu'elles savent qu'elles auront de la sorte la possibilité de se retourner vers un interlocuteur unique (le cabinet pluri-professionnel et son équipe dirigeante) en cas de difficultés, au lieu de voir l'avocat renvoyer la balle à l'expert-comptable qui la renverrait au conseil juridique.

Cette préoccupation est, d'ailleurs, prise en compte chez nos principaux partenaires économiques. En Allemagne, la plupart des cabinets actifs et dynamiques rassemblent des experts-comptables, des avocats et des conseillers fiscaux. Au Royaume-Uni, ces cabinets disposent de départements juridiques très structurés sans aucune autre limite à leur activité que le monopole de plaidoirie devant certaines juridictions reconnues aux avocats. En Italie, un expert-comptable et un avocat peuvent s'associer dans une même structure. Les Pays-Bas et le Danemark suivent la même approche que les Britanniques. En résumé, par-delà les différences de milieu culturel et de tissu économique, la plupart de nos partenaires ont reconnu la nécessité de mettre à la disposition des entreprises utilisatrices des cabinets pluri-professionnels.

Au demeurant, la mise en place de tels cabinets ne serait qu'une facilité. Il n'est nul part question d'obliger les professions libérales à s'associer entre elles ni d'obliger les entreprises à avoir recours à de telles structures. Laissons faire le marché, qui nous dira bien si cette approche correspond ou non aux besoins des utilisateurs.

teurs. Mais en aucun cas ne faisons obstacle à cette liberté nouvelle, susceptible de bénéficier aussi bien aux professionnels libéraux qu'aux entreprises.

3. Etablir une barrière entre ces professions complémentaires serait construire une ligne Maginot déjà très largement contournée.

La situation qui prévaut aujourd'hui, en France même, est celle où la plupart des grands cabinets, notamment anglo-saxons, pratiquent déjà la pluridisciplinarité.

Certes, les apparences sont sauves, puisque des activités différentes sont exercées dans des structures juridiques distinctes. On a ainsi KPMG, société d'audit, et FIDAL KPMG, société de conseil juridique. La même démarche est adoptée par Coopers et Lybrand, Arthur Andersen ou Price Waterhouse. Quels que soient les systèmes qu'imagineront les professionnels les plus rétrogrades pour renforcer leur monopole du droit, cette situation ne pourra guère être remise en cause : nous n'avons ni les moyens pratiques de faire appliquer une législation qui voudrait mettre fin à cette situation ni la faculté de nous opposer durablement aux pressions américaines, qui se sont déjà largement fait jour lors du vote de la loi de 1990 et qui ne pourraient que se renforcer si nous envisageons de durcir le dispositif (il leur suffira, alors, de doubler les droits de douane sur quelques parfums, vins et spiritueux pour nous amener à des positions plus raisonnables).

Allons-nous donc nous diriger vers la position la plus schizophrénique qui soit : interdire aux professionnels français, notamment ceux qui exercent un service de proximité demandé par les petites et moyennes entreprises, d'utiliser des moyens et des méthodes que les grands cabinets anglo-saxons ? Ceux qui luttent contre les cabinets pluri-professionnels se rendent-ils bien compte du mauvais coup qu'ils sont en train de porter directement aux professionnels libéraux français concernés et indirectement à l'ensemble de notre économie ?

Il est temps que nous mettions fin à ces querelles du passé.

La loi de décembre 1990 créant un monopole du droit est désormais un fait. Elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1992. Qu'on n'en tire pas pour autant argument afin de nier les compétences juridiques dont disposent d'autres conseils des entreprises, notamment les experts-comptables en matière fiscale, de droit du travail ou de droit des sociétés.

N'oublions pas, surtout, et c'est là de loin le point le plus important, que la loi de décembre 1990 créant les sociétés d'exercice libéral a expressément prévu « l'exercice en commun de plusieurs professions ». C'est désormais à cette disposition qu'il est capital de donner vie, dans l'intérêt des entreprises utilisatrices et au bénéfice de l'ensemble du tissu économique français.

Il ne serait pas admissible que des visions corporatistes fassent obstacle à cette action d'intérêt général.

► René Ricol est président du groupement France Défi.

LIBRAIRIE

Annuaire des diplômés

Que sont devenus les presque 7 000 étudiants qui ont obtenu les diplômes de l'université de Toulouse-III depuis janvier 1985 ? Les responsables de cet établissement leur ont adressé un questionnaire. Cinq mille d'entre eux y ont répondu. Ce qui permet pour la première fois à une université française de suivre la carrière de ses anciens étudiants, parmi lesquels il y avait 63 % de jeunes hommes et 37 % de jeunes femmes. On les retrouve dans les fonctions suivantes : 28 % sont ingénieurs en recherche et développement, 24 % dans l'informatique, 20 % dans l'enseignement, 5 % dans la fabrication, la conception et le commercial. Les 13 % restants exercent des activités diverses et qui ne rentrent pas dans ces catégories. Le salaire médian se situe à 153 000 F. Dans l'industrie high tech, la rémunération de départ se situe dans une fourchette de 160 000 F à 180 000 F. Parmi ceux qui ne sont pas encore entrés dans la vie active, 64 % poursuivent des études, 15 % font leur service national, 15 % recherchent un emploi et 6 % ont déjà une famille à charge. En ce qui concerne le lieu de travail, les anciens étudiants de l'université Paul-Sabatier sont répartis dans quarante-huit pays.

► Université Paul-Sabatier Toulouse-III. Tél. : 61-55-63-46.

Les Nouveaux Gourous

de Jean-Pierre Bourcier

Journaliste à Libération, Jean-Pierre Bourcier décrit le monde des organisateurs, planificateurs, économistes et futurologues, ceux qu'il appelle les « nouveaux gourous ». De l'astrophysicien Hubert Reeves au sociologue Edgar Morin, l'auteur raconte le cheminement et la fascination qu'exercent ces spécialistes de la complexité. Puis il se penche sur la genèse des prédictions en tous genres, celles des universitaires et des scientifiques comme celles qui relèvent des cartes à jouer ou de la boule de cristal. « Le monde de la gestion d'entreprise est peut-être le plus intéressant de tous ceux qui se livrent à l'introduction à son chapitre des spécificités du management d'entreprise. La fin de l'ouvrage est consacrée au rôle des médias.

► Editions Ramsay, collection « Documents et Essais », 89 F.

Evolution
des emplois Formation
aux nouvelles compétences

Cet ouvrage collectif réalisé par l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) traduit « les interrogations que suscite la pratique du formateur face à son environnement ». Il aborde notamment le problème des formations non techniques requises par l'évolution de l'organisation du travail. La question de la formation et de la gestion prévisionnelle des emplois est aussi étudiée et illustrée par des expériences de l'AFPA.

► Editions Education permanente, 96 F.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Rens. : 45-55-91-82, poste 4330

MASTERS ESG

Pour les diplômés BAC + 4 à BAC + 6, toutes disciplines, 7 formations de 3ème cycle en alternance Ecole/Entreprises d'une durée de 1 an, pouvant être financées et rémunérées.

- Master de Tourisme d'Affaires
- Master de Finances et Marché des Capitaux
- Master de Gestion Internationale du Personnel
- Master de Gestion des Entreprises
- Master de Management et de Marketing Européen
- Master de Marketing et Publicité
- MBA aux USA

Ecole Supérieure de Gestion
Etablissement reconnu par l'Etat
25, Rue Saint-Ambroise, 75011 Paris
Téléphone : 43 55 44 44

STAGES

Le service JOBSTAGE du
CDTE est désormais accessible
en tapant directement :
3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F (129 F pour les adhérents de la MNEF).

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de contacter directement cette association ou (1) 45-46-16-20.

Personnel

Lieu : Savres. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, anglais, informatique. Mission : chargé de recherche ; assistance des consultants, contacts candidats, suivi documentaire. 13633.

Lieu : Bois-d'Arcy. Riez. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5000 par mois. Profil : bac + 5 DESS gestion du personnel ou équivalent. Mission : étude d'une réforme du système de salaire ouvriers. 13627.

Marketing

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 1 mois. Ind. : 3000 F. Profil : bac + 2.

connaissance Macintosh souhaitée. Mission : conception et réalisation d'un sondage téléphonique auprès des entreprises internationales pour la mise en place d'abonnements par téléphone. 14009.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 7000 F. Profil : bac + 4, connaissance Macintosh, informatique. Mission : introduction du système 7.0 pour Macintosh, réalisation du programme de test système et applications. 14983.

Commerce

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, école de commerce. Mission : commercialisation d'un nouveau produit. 15737.

Lieu : Strasbourg. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : frais de déplacement. Profil : bac + 2, BTS action commerciale. Mission : prospection de la zone primaire de l'hôtel puis zones plus éloignées pour un contact direct. 15736.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 4 000 F fixe + prime + commissions. Profil : bac, homme (départ des O.M.) ou femme. Mission : prospecter, vendre, atteindre les objectifs, travail d'équipe.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, formation assurée. Mission : vente d'espaces publicitaires pour ou contre annuaire national. 15714.

Vente

Lieu : Clichy. Date : juin. Durée : 15 jours, possibilité d'embauche. Ind. :

stage payant (5000 F). Profil : stage de formation technique, de vente. Mission : enseignement (modules) des techniques de vente, gestion, téléphone. 14838.

Informatique

Lieu : R.P. Date : juillet. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, Pascal, C. Mission : analyse/exploitation. 17949.

Lieu : Bagnolet. Date : immédiat. Durée : 24 mois, contrat de qualification. Ind. : 60 % du SMIC. Profil : bac + 2, DUT (volonté de poursuivre des études), micro-informatique PC, langage C. Mission : participation à la réalisation de logiciels et projets bancaires et financiers, travail en équipe (financiers + informatiques). 17943.

Lieu : Cergy/Lez-Mureaux. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS, logiciels Visio 4, Symphony, MS DOS. Mission : assurer la maintenance du parc micro-informatique, assister les utilisateurs. 17934.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 6 mois avec embauche possible. Ind. : très intéressante. Profil : bac + 2, BTS ou DUT électronique. Mission : technicien de maintenance. 17928.

Communication

Lieu : Compiegne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 3/4. Mission : assistance au service de communication interne. 18863.

Secrétariat

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 30 % du SMIC. Profil :

bac GI no niveau. Mission : saisie informatique, petit secrétariat, journaux comptables simples, en relation directe avec direction et attaché de direction. 24853.

Lieu : Sceaux. Date : juin. Durée : 6 mois. Ind. : 5000/6000 F. Profil : bac + 2, BTS secrétariat, Word 5. Mission : secrétariat, travaux administratifs. 24813.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, TTX. Mission : secrétaire assistant du service publicité. 24856.

Lieu : Paris. Date : septembre. Durée : 6 semaines. Ind. : 6000 F brut. Profil : bac + 2. Mission : accueil, téléphone, réception, appels pour renseignements clients + traitement des réclamations. 24846.

Lieu : Paris. Date : septembre. Durée : 2 mois. Ind. : 5500 F brut. Profil : bac + 1. Mission : travaux divers de bureau. 24847.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, anglais. Mission : secrétariat particulier du directeur, bureautique (TTX, word, bases de données, Diase III + oracle). 24850.

Autres

Lieu : Genesee. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : 70 % du SMIC/3 mois, 7000 F sur 9 mois. Profil : bac + 1/2. Mission : stagiaire chef de rayon, peut devenir chef de département, directeur de magasin. 25903.

Etiranger

Lieu : Risikov/Danemark. Date :

immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire français, allemand ou anglais pour service exportateur supports presse. 1003.

Lieu : Fredericksberg. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : commercial. 1006.

Lieu : Troia (Portugal). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire trilingue (portugais, anglais, français). 2003.

Lieu : Portugal. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : vente. 2006.

Lieu : Milan (Italie). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire parlant italien, français, anglais. 3003.

Lieu : Chivari (Italie). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire trilingue (français, allemand, italien). 3006.

Lieu : Berlin (Allemagne). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire allemand pour réalisation d'études dans pays tiers. 3007.

Lieu : Essen (Allemagne). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire bilingue pour entreprise import distribution. 3006.

Et de nombreux autres stages sur le 3615 LEMONDE. Pour tous renseignements, contactez le CDTE au 47-35-43-43.

سورة الفاتحة

صلى الله عليه وسلم

De l'humanité dans la médecine

Certains essaient d'insérer dans les études médicales un peu de sciences humaines

JEAN Broussier est médecin généraliste à Lomme, dans la banlieue de Lille. Mais, depuis quelques années, c'est à un combat contre la mauvaise santé de... la médecine française qu'il consacre une bonne part de son temps, de son énergie et de ses ressources. Avec l'association Médecine et sciences humaines, qu'il anime, il voudrait obtenir qu'une place soit faite à ces dernières dans les études médicales.

Cet ancien étudiant en sociologie et philosophie est, en effet, de ceux - de plus en plus nombreux - qui pensent que la médecine s'est privée d'une part essentielle d'elle-même en s'isolant totalement de la science.

Ce point de vue est notamment partagé par Didier Seyler, un jeune «thésard» qui vient d'être élu président national des jeunes médecins généralistes (SNJMG) : «On forme de mieux en mieux sur le plan scientifique et technique. Mais cet enseignement est de plus en plus inadapté à l'exercice de notre profession. Il nous apprend à connaître des organes, des maladies, mais ne nous dit rien de l'homme global, de ses attentes.»

Or, comme le souligne Adrien Duprez, qui démissionna naguère de ses responsabilités de doyen de la faculté de Nancy parce qu'il n'avait pas réussi à convaincre ses collègues de l'utilité d'enseigner ces mêmes sciences humaines, «dans un cabinet, 60 % des consultants ont moins besoin d'un traitement que d'une possibilité de parler, de se faire entendre».

Inlassable, nombre de patients se tournent vers les «médecins parallèles», ressenties comme moins déshumanisées. Tandis que ceux qui croient à la «médecine-science» vont vers les spécialistes. Les perspectives professionnelles déjà médiocres de la médecine générale s'en trouvent encore assombries.

TABLES RONDES. Dans les facultés, une initiation à la psychologie, à la sociologie et à l'économie médicale est officiellement prévue. Mais on ne trouve le plus souvent que quelques cours de psychologie, accompagnés d'un général de quelques présentations de «cas». Par contre, on a vu se développer au fil des années un certain nombre d'expériences novatrices : ainsi à Bobigny (Paris-Nord), une équipe de généralistes a mis au point une formule inspirée des méthodes du psychologue anglais Balint.

«Nous essayons, explique Louis Velluet, l'un de ses animateurs, de faire percevoir aux étudiants qu'il existe autre chose que l'univers privé de toute affectivité qui leur est présenté par ailleurs. Nous les aidons notamment à prendre conscience de l'importance de l'in-

conscient dans la pratique médicale quotidienne.» Cela à partir de cas cliniques tirés si possible de leur expérience hospitalière, que l'on étudie en petits groupes et dont ils relatent ensuite un exemple dans un mémoire.

A Rennes on a Créteil (Val-de-Marne), on trouve une démarche assez proche, avec quelques spécificités : à Créteil, par exemple, les tables rondes sont menées non par un généraliste seul mais par un binôme associant généraliste et psychiatre, psychologue ou psychomotricien. Des binômes de ce type existent aussi à Tours...

Ici et là, on s'est attaché à favoriser les échanges dans un cadre plus large : discussions entre étudiants et professeurs sur les problèmes d'éthique à la faculté catholique de médecine de Lille. Conférences-débats à Tours, «Journées annuelles» du département de psychologie médicale à Créteil.

Beaucoup d'initiatives se sont donc développées localement et ont une vie courte. Presque toutes sont fragiles : «Nous n'avons jamais cessé d'être en difficulté», dit Louis Velluet, ou restreintes (les tables rondes de Bobigny, Rennes et Créteil touchent aujourd'hui respectivement 5 %, 8 % et 25 % des effectifs étudiants). Et elles ne font qu'effleurer l'immense champ des sciences humaines.

Pourtant, elles permettent de mieux définir les perspectives : personne ne souhaite surcharger les études médicales d'une série de «savoirs» supplémentaires ; il s'agit plutôt de fournir quelques bases théoriques, puis de développer un travail sur des thèmes et sur des cas. Le principal étant d'éveiller l'intérêt et de susciter des questions. Un démarrage précoce est, dans l'ensemble, jugé préférable pour cette initiation.

Il est clair, enfin, qu'il faudra un sérieux effort d'imagination et d'adaptation pour rallier les étudiants à ce qui sera proposé. Même si - cela ne fait de doute pour personne, de Jean Broussier à André Gauzard, le doyen de la très active faculté de Tours (et à Philippe Bagros, son responsable des sciences humaines), de Didier Seyler à Adrien Duprez - ces «humanités» médicales répondent aux aspirations d'un grand nombre.

Mario-Claude Seibeder

► Médecine et sciences humaines, 69, rue des Fusillés, 59100 Lomme.
Tél. : 20-05-10-22.
► Syndicat national des jeunes médecins généralistes, 119, rue Damrémont, 75018 Paris.
Tél. : (1) 42-52-86-39.

Pas d'argent sale aux guichets

Associées à la lutte contre la drogue, les banques forment leur personnel à débusquer les trafiquants

MALLETTES bourrées de billets de banque, arrestations muscées d'un trafiquant de drogue, jeunes en train de s'injecter une dose d'héroïne, le tout sur une musique rock... Cela pourrait être un extrait d'un téléfilm. Il s'agit en fait de la première séquence d'une vidéo de quinze minutes réalisée par l'Association française des banques (AFB) et le Centre de formation de la profession bancaire (CFPB). Ce film, qui sera prochainement diffusé dans la plupart des banques, est destiné à sensibiliser le personnel à la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue.

La loi du 12 juillet 1990 et son décret d'application du 13 février 1991 prévoient en effet l'obligation pour les banques de mettre en place un système de vigilance et de déclarer toute opération suspecte à Tracfin, la cellule spéciale mise en place au ministère des finances ; les établissements bancaires doivent en outre organiser l'information et la formation du personnel concerné.

L'AFB a donc cocoté cette vidéo qui présente ensuite, sous forme de sketches, différents exemples de blanchiment, tous inspirés de faits réels. Comme le cas de ce restaurateur, «un gars plutôt sympa», raconte le comédien interprétant un employé de banque, qui déposait chaque semaine sa recette en liquide jusqu'à ce que des guichetiers s'aperçoivent que son restaurant était désert. Une anecdote qui, en évoquant l'affaire de la «pizza connection», dans les années 80, aux États-Unis, souligne que le milieu utilise souvent les restaurants pour blanchir l'argent sale et que les trafiquants ont en général un air sympathique!

Le film a été projeté aux responsables syndicaux. «Nous avons tenu compte de certains commentaires sur le scénario mais ils n'ont pas trouvé à redire sur le fond, sachant que le film serait complété par une formation», précise Christian d'Oleón, directeur de la communication de l'AFB. Le film a été conçu en concertation avec dix-sept banques, mais l'AFB souhaite que «les quatre cent cinquante mille salariés du secteur, du président au guichetier», le voient.

La formation devrait faire l'objet d'un séminaire d'environ deux heures pour présenter tous les aspects de la lutte contre le blanchiment, depuis l'explication de termes tels que «acide», «blanche» ou «fix» en passant par l'évaluation économique de ce «marché», la mobilisation internationale, les textes de loi, la stratégie des trafiquants et enfin, le plus important, l'action concrète des banques, notamment la conduite à tenir en cas de soupçons. A savoir : en référer immédiatement à son supérieur hiérarchique, qui lui-même s'adresse au «monsieur blanchi-

J'ai un monsieur Grobonnet qui veut ouvrir un compte.



meot» que chaque banque doit avoir désigné. C'est ce dernier qui, après examen du cas, décide au cas de constater Tracfin. La manière de réagir des employés est donc très délicate.

«Être vigilant ne veut pas dire soupçonner tout le monde, précise l'AFB. En même temps, le soupçon peut être très mince. L'employé doit donc connaître son client, savoir ce qu'il fait. Et, si tout à coup il reçoit une énorme somme en liquide, se demander à quoi cela correspond tout en restant discret.» Que penser en effet de l'exemple de cette employée de banque qui, s'étonnant de l'activité anormale de son client, lui a fait part. Du coup, le suspect a clos son compte et il a disparu dans la nature. Peut-on présumer de délit de complicité de la part de l'employée, dans la mesure où son attitude a alerté le client? Telle est la question que le forma-

teur devra poser à son auditeur pour susciter un débat. Une question d'importance puisque la loi prévoit des sanctions pénales envers le personnel qui aurait volontairement informé un client faisant l'objet d'une déclaration.

CHOC DES IMAGES. Comment les salariés percevraient-ils le message? Pas évident, en effet, de former des employés, jusque-là tous au secret bancaire, à devoir des dénonciateurs. Ce que, côté syndical, certains traduisent par : transformer le personnel en «auxiliaire de police». Et tout cas, la violence des premières images de la vidéo ne laisse aucune doute. «Nous avons voulu montrer que nous n'avons pas d'états d'âme, martèle l'AFB, qui préfère ne pas voir une révolution dans les mentalités, tant, selon elle, la vigilance réside déjà dans la tradition des banquiers français.» Sans doute, mais elle

se limitait jusqu'à présent au refus du banquier d'effectuer une opération douteuse et à clarifier le compte concerné. Aujourd'hui, il s'agit véritablement de déroger au secret bancaire, faute de quoi la banque est passible de sanctions.

«On doit passer d'une attitude passive à une attitude active, analyse le responsable de la lutte contre le blanchiment à la direction de la déontologie de Paribas. On nous demande de jouer un rôle d'informateurs. Ce n'est pas très plaisant. En même temps, je suis convaincu que la lutte contre la drogue passe par celle contre le blanchiment.» «Je préfère encore supporter la mauvaise image des banques plutôt que l'abominable image de banquier complice du blanchiment de l'argent de la drogue, renchérit Christian d'Oleón, à l'AFB. Ce ne sera sans doute pas facile à faire passer auprès des salariés. C'est pourquoi nous avons demandé le concours de spécialistes de la formation.»

Dans la plupart des banques, l'opération devrait débuter avant l'été, et dans dix-huit mois, un bilan sera établi. Chez Paribas, une trentaine de volontaires ont déjà visionné la bande. Première impression : «Elle a provoqué un choc salutaire, estime le responsable. On ne peut pas parler de l'argent de la drogue sans la montrer.» Les salariés qui sont touchés, directement ou indirectement, par le problème de la drogue ne sont peut-être pas de cet avis. C'est pourquoi, après le choc des images, l'AFB recommande aux formateurs de moduler leurs propos.

Francine Alzicovici



Pour une plus grande maîtrise des marchés européens

UN 3^{ème} CYCLE D'ETUDES À L'EBS : L'EURO-MASTER DE GESTION COMPARÉE

Sous l'égide d'E.B.S. Paris (Ecole Européenne de Gestion) et grâce à l'implantation du Groupe E.B.S. dans 7 pays de la communauté européenne, le Centre Européen d'Etudes et de Recherches crée l'Euro-Master de Gestion Comparée. Un nouveau cycle, d'un an, consacré à une étude comparée des institutions, doctrines et pratiques des pays européens du réseau E.B.S. (France-Espagne-Belgique-Angleterre-Allemagne-Italie-Andorre) dans l'une des disciplines suivantes :

- économie d'entreprise
- gestion de production
- gestion comptable et financière
- pratiques bancaires
- droit des affaires
- marketing
- distribution
- méthodes commerciales
- gestion des ressources humaines
- communication (interne, institutionnelle, commerciale)

Conditions d'admission :

BAC + 4, remise dossier inscription avant le 15 Juillet, examen probatoire début Septembre.



Pour tout renseignement :
Groupe E.B.S.
Euro-Master de gestion comparée
27, bd Ney 75018 PARIS
Tél. 40.36.16.88

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(Écoles d'Ingénieurs et de Commerce, Maîtrises et Baccalauréats universitaires, C.A.D.)

CHOISISSEZ LE 3^{ème} CYCLE QUI NE SANCTIONNE PAS VOS ÉTUDES MAIS VOTRE ESPRIT D'ENTREPRISE

En 9 mois, grâce à 7 missions réelles dans 7 entreprises, vous allez devenir un cadre apte à gérer toutes les situations, recherché par les entreprises pour votre talent, votre caractère, votre goût du risque et votre créativité.

Formation du 1^{er} octobre 1991 au 30 juin 1992.
Admission sur dossier et entretiens.
Inscriptions avant le 14 juin.

Instituts Européens des Entrepreneurs
ANGERS - ANGOULEME - BEAULIEU - GRENOBLE - LIMOGES - MONTPELLIER - NANTES - NANCY - ROUEN

LE 3^{ème} CYCLE DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et la Fondation Internationale des Entrepreneurs
pour obtenir une documentation et un dossier d'inscription :
Service Commun d'Informations - Instituts Européens des Entrepreneurs, rue Edouard Chamberland 87100 Limoges



Tel. 55 79 86 51

Les métiers du grand large

L'apparent statu quo des Chantiers de l'Atlantique

Chez le constructeur naval, les qualifications n'ont pas été bouleversées mais le personnel doit s'adapter à la nouvelle organisation du travail

Il se trouve encore quelques Français du côté de Fécamp ou de Saint-Malo pour se rappeler que les « terre-neuvas » l'ont appelée ainsi à la fois les bateaux et les marins qui fréquentent les parages rudes du Labrador pratiquant la « grande pêche ». Les plus érudits ou les plus passionnés en savent davantage encore : cette pêche pour laquelle ne sont plus armés que trois navires melouins porte un nom aussi nostalgique que lourd de sens, le « grand méter ».

Et de la merine marchande, qui, jusqu'au lamentable désarmement de France en 1974, faisait cliquer le pavillon bleu blanc rouge sur tous les océans du globe à la pousse d'une armada de paquebots, cargos, pétroliers, bananiers, que restait-il aujourd'hui ?

Les métiers de la mer, jadis si chargés d'enthousiasme et d'aventure, n'auraient-ils d'intérêt désormais que pour les conservateurs de musées, les amateurs de revues ethnologiques ou les enfants d'antenne les pères et les grands-pères n'ont toujours négligé, à Etable, Paimpol ou La Rochelle ? Quelle est la situation de la merine marchande, la marine de commerce, les chantiers navals de plaisance ou de grands navires, les métiers de la mer — et l'an met à part les arsenaux (dont la productivité pose problème) et la marine militaire — n'est-elle pas, depuis vingt ans, à coup sûr, pauvre de personnes interrogées, les plaçant aux côtés de l'informaticien, des biologistes ou des technologues de l'espace, mais plutôt au côté de la sidérurgie, du textile ou de l'agriculture, dont l'âge d'or, croient beaucoup de Français, est derrière nous.

Et pourtant ! La diversité des filières et des activités, l'exercice des responsabilités, l'attrait du voyage, la proximité de la nature, la pratique des technologies les plus sophistiquées, les avantages sociaux (retraite à cinquante-cinq ans) sont susceptibles d'ouvrir des perspectives intéressantes, même si les rémunérations restent en général modestes. Le métier de capitaine de première classe de la navigation maritime implique des études longues (bac + 5) dans une des quatre écoles nationales de la marine marchande. Et les armateurs du monde entier sont à la recherche d'officiers, donc de cadres supérieurs, alors qu'il y a encore cinq ans n'en parlait de surcroît. En revanche, les postes subalternes de marins sont de plus en plus occupés par des étrangers, Philippines, Turcs, Indiens, Polonais, recrutés par des agences spécialisées. Le pavillon français des Kerguelen permet, sous certaines conditions, l'embauche de marins étrangers, ce qui allège les coûts d'exploitation.

Preuve de ce relatif intérêt pour la marine marchande : on compte 400 candidats inscrits pour le concours de capitaine de première classe aux quatre écoles nationales, fixé au 24 mai. Elles offrent cette année cent places au lieu d'une quarantaine en 1988. Ces écoles forment non seulement des capitaines ou long cours, mais aussi des capitaines ou lieutenants de pêche et des motoristes. Au niveau de l'enseignement secondaire, le réseau des dix-huit écoles maritimes et aquacoles, qui font une large place à l'Internet, dispense des formations initiales et continues pour les métiers de la pêche, des cultures marines ou du commerce, et, à part de la prochaine rentrée, de la navigation de plaisance, en plein développement. Une section de CAP de poissonnier existe aussi à l'école du Guévinet ainsi qu'un lycée maritime et aquacole très moderne à Bourcafranc, en Charente-Maritime.

À la rentrée de septembre 1990, ces écoles secondaires, dont le ministère de la mer est en train d'améliorer les filières, notamment en permettant un accès plus facile aux baccalauréats professionnels, accueilleront 1 192 élèves. En formation continue, elles dispensent un million d'heures-stagiaires.

Les métiers de la mer étaient jadis une chasse gardée quasi exclusive des hommes. Les choses changent. Douze femmes poursuivent actuellement leurs études supérieures dans les écoles de la marine marchande. Le délégué général du Comité central des armateurs de France (CCAF) est... une femme, Agnès de Fleurieu. Et, il y a quelques semaines, Jacques Mellick, alors ministre de la mer dans le gouvernement de Michel Rocard, avait choisi, pour diriger son cabinet, Anne Melick.

François Grosrichard

DERNIER constructeur naval français d'envergure, les Chantiers de l'Atlantique présentent une situation paradoxale : alors que des gains de productivité considérables ont été réalisés au cours des vingt dernières années, les métiers, eux, n'ont guère évolué.

Entre le lancement du *France*, en 1962, et celui du *Sovereign of the Seas*, un des récents paquebots du chantier de Saint-Nazaire, le contraste est frappant. Alors que ces deux bâtiments sont de capacité relativement comparable (2 040 passagers pour le *France*, 2 600 pour le *Sovereign of the Seas*), il a fallu 66 mois pour réaliser le premier alors que 28 mois et demi ont suffi pour le second. On pourrait dès lors imaginer que, comme dans d'autres industries de la métallurgie, les qualifications ont été bouleversées et que la technologie a totale-

ment modifié le contenu du travail. C'est pourtant loin d'être le cas. « Il n'y a pas eu de révolution. Pratiquement aucun métier n'a disparu, hormis celui de manutentionnaire », explique Jacques Bruntot, responsable des affaires sociales des Chantiers de l'Atlantique (groupe GEC-Alsthom).

Mais cet apparent statu quo dissimule des évolutions sensibles, bien que peu spectaculaires. Au cours de la crise des années 80, la polyvalence du personnel a dû être fortement développée. La fin de la fabrication des pétroliers, conçus pratiquement sur le même modèle, et le recentrage de l'entreprise sur les paquebots ont conduit à diriger une partie des ouvriers vers des activités d'aménagement des bâtiments, afin de limiter le recours au chômage partiel. « Il s'agissait d'apprendre à apprendre des gestes différents qu'un nouveau métier. Du reste, bien que la

préfabrication ait été développée, l'automatisation de la soudure, par exemple, ne concerne que les tôles plates », souligne Gérard Demeaux, du service des ressources humaines. En fait, les gains de productivité ont été obtenus en réduisant le personnel mais aussi en bouleversant l'organisation de l'activité de l'entreprise. Autant de mutations qui ont eu des effets non négligeables sur le personnel.

TOUCHES SUCCESSIVES. Les Chantiers, qui employaient 7 000 personnes en 1975, ne comptent plus aujourd'hui que 4 500 salariés. Une cure d'amalgamisme sélective ; en effet, le nombre de cadres est resté pratiquement stable (200 en 1972, 220 actuellement), les techniciens (niveau bac + 2) sont passés dans le même temps de 40 à 160. En revanche, le poids des catégories ouvrières a considérablement diminué. Le contenu du travail

n'a changé que par touches successives, mais il s'est accompagné d'une vraie révolution dans le domaine de l'organisation de la production. Ainsi, les délais d'étude ont été raccourcis (la construction d'un navire s'engage avant même que les études préliminaires soient terminées) et des progrès tout aussi notables sont intervenus dans l'approvisionnement des matériaux. Dans ces conditions, les métiers nouveaux qui sont apparus n'ont rien de spécifique aux activités maritimes : génie climatique, architecture d'intérieur (les paquebots sont aménagés comme des hôtels), recensement logistique des pièces de rechange pour les navires militaires.

Ces évolutions lentes comportent tout de même un risque, celui de l'« endormissement ». « Nous n'avons jamais été une entreprise taylorienne, mais nous avons une organisation pyrami-

dale. Pour nous aussi, il est nécessaire de modifier les fonctions de la hiérarchie et de pouvoir compter sur un personnel capable de puiser dans les tâches nouvelles », insiste Jacques Bruntot. Compte tenu de la moyenne d'âge élevée (quarante-trois ans) de l'effectif, imputable à la faiblesse des embauches, une dynamisation s'impose. Pour y parvenir, la direction vient de lancer un « plan exceptionnel de formation » associant les syndicats (le *Monde* du 3 mai) destiné à accroître le niveau général de formation. Il s'agit également de permettre à cent ouvriers de devenir techniciens et à autant de techniciens de devenir dessinateurs. Un effort qui nécessite que la part de la masse salariale consacrée à la formation passe dès 1991 de 3,5 % à 5 %.

Jean-Michel Normand

Les armateurs tirent le signal d'alarme

Pour Agnès de Fleurieu, la marine et les transports sont totalement absents des préoccupations communautaires

Agnès de Fleurieu est déléguée générale du Comité central des armateurs de France. Cet organisme professionnel créé en 1903 compte 114 adhérents de toutes tailles, mais six ou sept grosses compagnies de navigation supportent 70 % du budget.

« Le transport maritime est traditionnellement le moins cher de tous. Or il y a eu une crise grave voilà une dizaine d'années, suivie d'une légère reprise. Quelles sont les perspectives d'avenir ? Les coûts vont-ils augmenter ?

— L'arrivée dans l'industrie maritime des pays du Sud-Est asiatique, en particulier la Corée du Sud et Taïwan, qui profitent d'une main-d'œuvre bon marché, a créé une concurrence très dure. Beaucoup d'entreprises de pays riches ont été mises en faillite. D'autres ont adopté un système d'immatrication dite « immatriculation économique ». Les assurances ont instauré des surprimes de risques déraisonnables — on l'a vu pendant la guerre du Golfe — qui atteignent facilement 5 % de la valeur des navires et majorent les coûts. Néanmoins, le transport maritime reste et restera infiniment moins cher que les autres.

— La loi américaine Oil Pollution Act, qui autorise une responsabilité illimitée des armateurs en cas de dégradation de l'environnement dès 1993, aura-t-elle des conséquences sur le trafic ?

— Oui. Si le prix des voyages vers les États-Unis augmente trop, les opérateurs refuseront d'y aller. Or,

c'est une grosse partie du trafic. Curieusement, on se préoccupe beaucoup des risques pour l'environnement et c'est bien, mais on oublie totalement la sécurité des personnes. Or, les derniers accidents de ferries dans les années 80 ont été extrêmement meurtriers et ont coûté cher en vies humaines.

— Comment pourrait-on les prévenir ?

— La flotte mondiale est vieillie : 64 % a plus de dix ans d'âge et la moitié de la flotte pétrolière a plus de quinze ans. Si personne ne fait les investissements financiers nécessaires, elle deviendra extrêmement dangereuse. La navigation étant totalement libre, c'est facile de contourner les contrôles. Il faut donc faire la chasse aux armateurs véreux qui ne respectent pas les normes de sécurité.

— On a réduit les effectifs dans les années 80. On s'aperçoit à présent qu'il y a une pénurie d'officiers de marine marchande. Or, la formation est très longue. Elle dure huit à dix ans. Comment faire face à ce besoin ?

— Il faut savoir que le métier a changé. Les écoles sont plus courtes. Elles ont moins d'attraits, les équipages sont réduits au minimum. Et il y a plus de vie sociale sur les navires. La solitude est très dure psychologiquement. Or les salaires sont insuffisants. On leur propose le double à terre car ce sont des gens très recherchés. Leurs femmes, qui n'ont plus le prestige d'autrefois, font pression sur eux pour qu'ils changent de métier. Et le problème est pire ailleurs que chez nous. Il est

particulièrement grave en Grande-Bretagne, mais c'est le principe des vases communicants. On engage les hommes où on en trouve et, du coup, à échéance de deux ans il en manquera partout.

— Quel sera l'impact du grand marché de 1993 sur le transport maritime européen ?

— Il y aura un effet sur certains monopoles de cabotage. Mais c'est un détail. Il y a bien pire. La CEE est la première puissance exportatrice du monde et elle accepte d'être transportée par l'Asie du Sud-Est parce que c'est moins cher. Or, celui qui contrôle le transport maritime, à court terme, le commerce. On va tout droit à la mort de la flotte européenne. La délocalisation de l'outil de production entraîne inévitablement celle du siège et c'est la fin des compagnies de navigation occidentales.

— Les pouvoirs publics en France se sont préoccupés de ce problème avec le plan de soutien à la marine marchande de 1989. Mais dans l'Europe des douze ce sont les seuls. La marine et le transport sont totalement absents des préoccupations communautaires. Nous sommes très inquiets. Nous n'arrêtons pas de tirer le signal d'alarme. Les politiques nationales sont dispersées en matière de financement et de recrutement. Pourtant la guerre du Golfe a montré à l'occasion de l'opération « Daguet », que la capacité de transport notamment avec des ferries et des navires rouliers, est essentielle en termes de stratégie.

Propos recueillis par Liliane Delwasse

Une université maritime unique au monde

A Malmö, en Suède, une institution des Nations unies forme cent dirigeants chaque année

STOCKHOLM
de notre correspondante

PEU de personnes, même à Malmö où elle a été fondée en 1983, connaissent son existence. Pourtant, l'Université maritime des Nations unies (WMU) est la seule institution en son genre au monde. C'est là, au bord du détroit de l'Oresund, que viennent se former aux tâches administratives les plus élevées des hommes et des femmes qui sont déjà entrés dans une carrière maritime.

Au terme de leurs deux années d'études à WMU, on les retrouve à des postes importants à la direction d'installations portuaires, de compagnies de navigation, d'institutions de formation aux métiers de la mer ou encore chargés des questions maritimes dans les ambassades de leurs pays ou représentant ceux-ci dans les

organisations internationales, notamment l'OMI (Organisation maritime internationale) ou l'INMARSAT (Organisation internationale des télécommunications maritimes).

Qui plus est, ces diplômés de Malmö — cent par an — forment, au fil des années, un réseau compétent de plus en plus étendu, non négligeable pour les pays en développement. Sur les 159 pays membres de l'OMI, 131, la plupart dans le tiers-monde, ont des frontières maritimes. L'idée initiale de l'OMI était précisément d'aider ces pays à gérer efficacement leurs activités maritimes.

A Malmö, ils (et elles) viennent des quatre coins du monde et, s'ils ne sont pas anglophones, un enseignement accéléré leur permet de se familiariser rapidement avec l'anglais, qui est la langue utilisée pour les cours. Les professeurs et assistants suivent les objectifs définis par la

charte constitutive de l'université, mais rien ne les empêche de réduire l'importance donnée à une matière ou d'insister sur une autre, car les administrateurs formés à Malmö doivent aussi se préoccuper de la pêche, de l'environnement, de l'insécurité et de la sécurité des navires de commerce, etc.

Les « travaux pratiques » se font sur le terrain, par exemple en Norvège, en Écosse, à la Jamaïque, en France aussi, où Le Havre accueille régulièrement les étudiants. Après la Suède, qui fournit un tiers du budget de l'université, la Norvège et la Finlande, la France est l'un des principaux contributeurs. Au lieu de recevoir des experts, les pays en développement devraient ainsi être en mesure de se doter peu à peu de leurs propres cadres maritimes qualifiés.

Françoise Méto

Les marins du tiers-monde

Sous pavillon de complaisance, les conditions de travail et de rémunération sont loin de correspondre à la législation

JANVIER 1991 : le *Glovi*, un cargo naviguant sous pavillon panaméen, fait escale au port de Dunkerque. A son bord, l'équipage, composé par sa grande majorité de marins kenyans, se met immédiatement en grève. Ils réclament une réévaluation de leur salaire. Leur rémunération a été fixée à 100 dollars par mois, soit moins de 600 francs. Pourtant, cela fait on ne sait combien de temps, on ne leur a jamais payé. Et leur « ordinaire » a été agrémenté d'une faveur : une prime d'environ 300 francs leur a été promise pour les quatre-vingt-quatre premières heures supplémentaires !

Evidemment, ces salaires sont bien en deçà des rémunérations minimales internationales définies par le Bureau international du travail à Genève. Le BIT a en effet fixé à 286 dollars ou 176 livres sterling (entre 1 600 et 1 700 francs) la somme qui, en théorie, devrait être garantie à tout marin, quels que soient son pays d'origine, la nationalité de son employeur et le type de pavillon sous lequel il travaille. Un minimum garanti, qui dans les faits reste une utopie. Saisie par l'armateur londonien du *Glovi*, la chambre civile du tribunal de grande instance de Dunkerque statuera en effet en faveur des Kenyans. Sommés d'évacuer leur navire, les marins repartiront sans avoir pu obtenir de réajustement de leur rémunération.

Kenyans, mais aussi Philippines, Indiens, Malais, Birmanes, fournissent actuellement le gros des équipages qui naviguent sous pavillon de complaisance, dans des conditions de sécurité parfois douteuses, avec un contrat de travail, et pour des rémunérations bien souvent misérables. De véritables « sonniers de la mer » ! Leurs employeurs sont les armateurs des pays industrialisés : Britanniques, Scandinaves, Allemands et Grecs, dans le cas des « affaires » qui ont récemment éclaté au Havre ou à Dunkerque. Les armateurs français, eux, utilisent le pavillon bis des Kerguelen (pavillon dont les obligations sont assouplies par rapport au pavillon national français) pour faire naviguer des Malgaches et des Mauriciens payés au tarif et suivant la législation du travail de leur pays d'origine. Pratique qu'ils justifient par la concurrence menée par les pavillons de complaisance.

Sonvent interpellés, les inspecteurs du travail des ports français, tout comme les autorités

maritimes, se disent totalement dépourvus de moyens d'intervention. Les équipages comme les bateaux relèvent de la législation de leur pays d'immatriculation, c'est-à-dire, dans le cas des pavillons de complaisance, du Liberia, de Panama et de Chypre. Le *Mémorandum de Paris* — ratifié en 1982 par quinze pays européens — a certes institué un système de contrôle des navires étrangers touchant le port des pays signataires. Mais le champ de cet accord se limite à la surveillance technique (état général des navires), aux conditions générales d'hygiène et de sécurité. Il exclut la vérification des contrats de travail.

ESCALE. Faute d'accord international, les cas les plus scandaleux sont généralement résolus sous la pression de l'opinion, après avoir été portés sur le devant de la scène par les syndicats de marins. Ces derniers, fréquemment alertés par les autorités maritimes elles-mêmes, mettent d'autant plus de vigueur à dénoncer ces situations que le développement des pavillons de complaisance met en cause l'emploi sous pavillon national.

En juillet 1986, le personnel kenyan du *Padang*, un autre cargo sous pavillon panaméen, a lui obtenu gain de cause. Les quinze hommes d'équipage — payés 75 dollars par mois, soit 450 francs — avaient été informés que leur contrat s'achevait du jour au lendemain. L'armateur allemand avait prévu de les remplacer à l'escale de Dunkerque par des marins birmanes à des conditions de rémunération encore inférieures. Certains d'entre eux, engagés pour un an, voyaient ainsi leur contrat rompu au bout de sept mois. Cette fois, c'en était trop. Par peur du scandale, leur employeur a accepté, après avoir entamé des négociations avec le syndicat de marins CGT de Dunkerque qui les a assistés, d'augmenter les salaires, d'accorder le paiement des congés payés et de verser des indemnités pour rupture de contrat.

Caroline Monnot

Le Monde
HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi, une édition spéciale

صكنا من الامم

INITIATIVES EMPLOI

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 • V

à la recherche d'un nouveau souffle

Cap à terre

Les officiers de la marine marchande n'ont pas trop de difficultés à se reconvertir

LS sont rentrés au port, après avoir assouvi leur passion sur tous les océans. Sans regret, ils ont posé sac à terre, et se sont tournés résolument vers d'autres horizons. « La récession des équipages sous pavillon français a entraîné le départ des jeunes diplômés, qui ne voyaient plus d'avenir pour eux dans la marine marchande », explique Xavier Rothé, ex-officier mécanicien et délégué de La Touloise, une association agréée par l'ANPE, qui s'occupe du reclassement des marins. Selon Xavier Rothé, près de 80 % des jeunes diplômés finissent par se reconvertir, après avoir passé trois ou quatre ans dans les écoles de la marine marchande et navigué quelques années, quand ce n'est pas quelques mois.

Ces candidats au reclassement sont, en général, assez jeunes. Ils ont de vingt-cinq à trente-cinq ans. Officiers dotés d'un diplôme supérieur polyvalent (machine et pont), ils peuvent trouver des débouchés dans des domaines très variés avec, cependant, une préférence pour le technique : l'exploitation ou la maintenance. Nombre de marins sont aujourd'hui ingénieurs de maintenance.

Certains s'orientent vers les secteurs technico-commerciaux. Des sociétés aussi diverses que Elf, Accor, le CEA, les Grands Moulins de Paris et le bureau Veritas, dont tous les experts du secteur maritime sont issus de la marine marchande ou du génie maritime, sont friandes de leur savoir-faire.

« Les jeunes, on les voit juste passer. En moins d'un mois, ils trouvent un travail sans formation complémentaire et avec un salaire à peu près équivalent à celui qu'ils avaient, ou alors, ils y arrivent très vite, affirme Xavier Rothé. Pour les quarante-cinq ans ou plus, c'est plus difficile. On fait jouer notre réseau... »

INCERTITUDE. Après avoir obtenu son diplôme à l'école du Havre, Eric Berger, vingt-huit ans, a navigué deux ans comme officier mécanicien et pont. Les conditions de navigation n'étaient pas très bonnes. « J'avais des contrats à durée déterminée, je n'arrivais pas à trouver un embarquement français. La plupart du temps, je naviguais sous pavillon étranger. Il y a trois ou quatre ans, la situation était moins réjouissante qu'oc-

tuuellement. Je ne supportais plus de vivre dans cette incertitude. » Il décide de se reconvertir et obtient un contrat dans le courtage d'affrètement maritime, puis un autre, chez un armateur. Enfin, grâce à La Touloise, il entre, en novembre 1989, comme ingénieur chez Elf Lub Marine, filiale d'Elf, qui produit des huiles destinées aux moteurs de bateaux. Il aura seulement besoin d'une petite formation technique. Des regrets ? « Nan. Finalemant, je voyage beaucoup, même si c'est en avion. Je vais, partout dans le monde, voir des constructeurs de moteurs. Dans mon poste, il y a beaucoup d'imprévu, ça bouge, et les missions ne sont pas trop longues. Un poste vraiment séduisant, ça ne m'aurait pas intéressé. »

L'ex-capitaine de deuxième classe Gilles Bicaix, trente-cinq ans, ne regrette pas, lui non plus, sa reconversion après treize années en mer. « J'en avais marre de passer huit mois par on sans voir femme et enfants. Et puis, les conditions d'emploi se dégradent. On ne trouvait plus que des embarquements sous pavillon étranger, ce qui impliquait la

perte du statut de navigant français, la perte de garantie d'emploi, de protection sociale. » Son passage, il le préparera pendant quelques mois dans sa tête, avant de faire le grand saut : « Je cherchais ce que je pourrais faire. J'ai ciblé les fonctions possibles, et puis j'ai répondu à des petites annonces. » En 1989, il entre chez le fabricant de parfums Bourgeois, comme responsable des services techniques et de la sécurité des centres de protection. Avec un salaire légèrement supérieur au précédent. « Techniquement, j'étais au point. J'ai simplement suivi une formation au management comme les autres cadres de l'entreprise. »

Mais la transition n'est pas toujours facile à faire. « Dans les entreprises, la hiérarchie est parfois un peu rigide. Il y a une pyramide de l'encadrement qui déconcerte les marins. Il arrive que certains aient du mal à s'adapter à leur premier poste à terre, reconnaît Xavier Rothé. Mais, passé le premier malaise, les officiers sont tout à fait capables de faire leur travail dans l'entreprise. »

Catherine Leroy

L'école des mousses

A Concarneau, l'enseignement pour les jeunes pêcheurs s'améliore. Mais les responsables régionaux s'inquiètent pour les stagiaires de formation continue

« N'OUS ne pouvons plus uniquement former des chasseurs de poisson ! » Daniel Picqueot, directeur de l'école de pêche de Concarneau, en est convaincu : la formation initiale de ses quatre-vingt-deux élèves-mousses ne peut plus désormais se limiter au ramassage des filets et au matelotage. N'en déplaise aux vieux pêcheurs bretons : « Il faut former ces jeunes face à la concurrence espagnole et portugaise », renchérit Yves L'Hégouaër, président (CGT) du comité local des pêches. Ce qui signifie, en clair, « justifier le surcoût en salaire et en charges sociales que représente, pour un employeur, l'embauche d'un marin-pêcheur français... »

Dans ce contexte, la réforme de l'enseignement initial de la pêche, entrée en vigueur cette année, arrive à point nommé. D'une part, parce que le nouveau CAP répond au souci des employeurs en accordant plus de place à la pratique que le précédent diplôme, émis en 1985 ; d'autre part, parce que la création d'un BEP permettra aux titulaires de pêche ainsi diplômés de devenir à terme patrons, sans avoir besoin de retourner à l'école. Ces formations en trois ans (au lieu d'un an auparavant) devraient améliorer le niveau général, « sauver très bas », des mousses. Cette élévation du niveau constitue, pour Daniel Picqueot, une nécessité, dans la mesure où « les marins doivent aujourd'hui, explique-t-il, avant tout comprendre leur environnement marqué par une législation européenne très stricte induite notamment par la rareté des ressources piscicoles ». Cette réforme de l'enseignement initial « interpelle » toutefois le conseil régional de Bretagne, responsable de l'entretien des établissements maritimes et aquacoles. « Cette réforme va entraîner un gonflement des effectifs en formation initiale, au détriment de ceux en formation continue », relève Gérard Pourchet, responsable de ce dossier au conseil régional. Du coup, les crédits nationaux n'ayant toujours pas été transférés, Gérard Pourchet

s'interroge fortement sur l'opportunité de laisser les cinq cents stagiaires actuellement en formation professionnelle dans la région disséminés entre... sept établissements. Un regroupement serait évidemment plus économique.

NAUFRAGES. Le directeur de l'école de Concarneau, qui accueille chaque année une cinquantaine de marins en formation continue, n'est pas trop inquiet face à ces éventuelles redistributions régionales. Avec ses 6 sections en CAP, cette école, fondée en 1953, est, affirme Daniel Picqueot, « celle qui a le moins de difficultés de recrutement ». Ce qui n'empêche pas le directeur de chercher de nouveaux débouchés. Ainsi le centre d'instruction sécurité, rattaché à l'école, est déjà unique en son genre en France.

Créé en 1983 et financé par le conseil régional, ce centre permet de sensibiliser les marins à la meilleure conduite à adopter en cas d'incendie : « Dans ces cas-là, on pense plutôt à sauver sa peau en sautant par-dessus bord sans s'occuper des autres », raconte Daniel Picqueot, qui, en vingt-cinq ans de marine marchande, a déjà vécu trois naufrages. A bord d'un vieux chalut désaffecté, rebaptisé pour l'occasion *An-ferm* (l'enfer, en breton), les marins apprennent les gestes salvateurs dans des conditions plus que réelles, puisque les instructeurs de la marine nationale y allument de vrais incendies.

Autre suggestion de Daniel Picqueot : la fondation d'un centre de valorisation des produits de la mer. « La vente du poisson se fera de plus en plus dans les grandes surfaces, prévoit-il. Or il n'existe pas de formation spécifique de poissonnier en grande surface destinée à des niveaux CAP ou BEP. » L'idée a, pour le moment, reçu l'aval de la mairie de Concarneau, et la localisation de ce centre au sein de la future criée est également acquise. Reste le financement des travaux... Interrogée, la région ne semble pas hostile à une telle création, à condition, a précisé Gérard Pourchet, qu'il y ait cohérence avec les formations déjà dispensées dans les autres établissements.

Valérie Devillechabrolle

La Vendée, championne mondiale

Trois mille artisans du bocage et de la côte construisent dix mille bateaux par an

LA ROCHE-SUR-YON
de notre envoyé spécial

A l'exception des routes aréoliques qui le traversent, le bocage vendéen, bien que toujours aussi enclavé, n'est plus ce qu'il était. Au détour des haies et des chemins creux - ils existent toujours - une multitude de micro-entreprises d'un blanc pimpant, le plus souvent artisanales, ont jailli ces dernières années.

Le bocage, le marais, mais aussi la mer. Des entités qui ne sont plus, comme dans le passé, séparées. L'industrie de la plaisance, « porte-drapeau de la Vendée », comme s'en targue à La Roche-sur-Yon la chambre de commerce et d'industrie (CCI), est aujourd'hui la première du monde, « sans exemple équivalent », comme le dit Jean-François Foutaine, vice-président de la Fédération nationale des industries nautiques.

« Les industries de l'agro-alimentaire - Fleury-Michon en tête - ont appris à se servir de cet outil. Sponsoriser la Vendée Club Challenge, faire appel à des Philippe Jeantot ou des Philippe Pou-

pan, c'est contribuer, à travers le nautisme, à rendre cannelé le « miracle vendéen », dit sans fard Jean-Marie Barbarit, porte-parole de la CCI (1). Les 3 000 salariés de la construction navale - soit la moitié de l'effectif national - qui construisent, sur la côte ou dans le bocage, entre 9 000 et 10 000 bateaux par an, comptent beaucoup dans notre développement. Et cet essor, nous l'avons assuré par autofinancement et sans concours extérieurs. »

YACHTING, PÊCHE. C'est un fait : à Saint-Gilles-Croix-de-Vie, les chantiers Beneteau, dès avant le siècle (1 500 salariés), règnent en maîtres sur les voiliers, en annonçant représenter 15 % de la production mondiale ; suivis de près, aux Herbiers, par Jeanneau Constructions nautiques (1 530 salariés) - deux chantiers dominants, principaux employeurs de la région, derrière lesquels sont placés sur des échelons spécialisés cinq autres constructeurs : Kirié Construction, Jeantot Marine, Eider Marine, Alubat et Mag-France, qui innove dans leur domaine, dans les voiliers de

croisière, les catamarans de haut de gamme ou le motonautisme. Une véritable filière nautique, dont 80 % de la production sont exportés, et qui se positionne, hors sous-traitance, comme le quatrième employeur industriel de la Vendée, après l'agroalimentaire, l'habillement et l'ameublement.

« L'essor des chantiers vendéens s'est fait à la conjonction du yachting d'autrefois, du déclin de la pêche traditionnelle et de l'explosion de la plaisance dans les années 70 avec l'arrivée des constructions en polyester », dit Annette Roux, PDG de Beneteau, qui rappelle que le chantier de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, qu'elle dirige, fut fondé en 1884 par son arrière-grand-père, « un créateur de bateaux de pêche que même les Bretons venaient acheter ». « L'excellence artisanale de nos compagnons a permis cette évolution », poursuit encore Annette Roux, aux commandes de ce chantier à structure familiale coté en Bourse, possédant une unité de production en Caroline du Sud, et qu'elle pilote armée d'un simple diplôme de gestion commerciale.

Des chantiers à vocation artisanale « améliorés », qui induisent une foule de métiers traditionnels et une sous-traitance importante : charpentiers de marine, mais aussi stratificateurs, voiliers, métiers des gréments, accastillage, fonderie pour les quilles ou encore sellerie, mécanique navale, peinture... « De la coque nue ou habillée, en passant par le mât et le balcon en inox, nous faisons appel à une foule de compétences dispersées », explique, aux Sables-d'Olonne, Jacques Ruehaud, ancien boatier de son état. Aujourd'hui, son atelier de « capote », « taud », « vaigrage », « couchettes », etc., fournit l'essentiel des garnitures de bateaux conçus et construits en Vendée. Selon ses propres calculs, 2 703 personnes vivent de la sous-traitance des chantiers.

FIBRES DE CARBONE. « La difficulté est d'identifier l'ensemble de ces métiers et de leur donner des formations adaptées », ajoute à La Rochelle Jean-François Foutaine. A l'heure des matériaux composites à haute performance, des mâts à fibres de carbone, de l'hydrodynamisme comme de l'aérodynamisme des coques, les techniques artisanales montrent leurs limites.

Les plus clairvoyants des Vendéens en sont bien conscients : « C'est par la percée de la recherche-développement que s'ef-

fectuera l'avancée et que notre potentiel pourra être optimisé », affirme Jean-Marie Barbarit. « Nous sommes là pour cela », répond en écho, à La Rochelle, Philippe Pallu de la Barrière, directeur du Centre de recherche et d'architecture des industries graphiques. Un centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT), composé de dix ingénieurs passionnés de navigation, met depuis 1984 ses ordinateurs au service de la haute technologie des navires, en collaborant avec l'Association pour la promotion des matériaux avancés (APROMA) de Roehfort, les centres de recherche des universités de Nantes, Poitiers et Compiègne. Un outil qui a contribué à développer la « filière voile » rochelaise, laquelle a créé quelque 1 400 emplois dans une quarantaine d'entreprises. Mais la Vendée semble ignorer avec superbe l'existence du CRITT de la Rochelle.

Jean Monantoire

(1) Auteur de La Nouvelle Vendée, Editions France-Empire.

Les chiffres-clés

Il est évidemment impossible de recenser avec précision le nombre total d'emplois qui peu ou prou entrent dans la catégorie des métiers de la mer, depuis le poissonnier du quartier jusqu'à l'ingénieur enclavé de l'X qui travaille à Brest à la construction du porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle*, en passant par les fonctionnaires du ministère de la mer ou la corps enseignant des écoles maritimes. Quelques repères permettent cependant d'y voir plus clair :

- Nombre de postes de travail sur les navires de commerce français : 12 843 à la fin 1980, dont 4 460 officiers ; 5 022 à la fin 1989, dont 1 971 officiers ; 6 166 officiers étaient en attente d'embarquement début 1988, 382 seulement début 1990.
- Nombre de marins embarqués à la pêche : 26 400 en 1975, 20 300 en 1983, 18 400 en 1990.
- Nombre de dockers dans les ports français : 8 360 en 1990 contre 14 440 en 1980.
- Effectifs des élèves scolarisés dans les dix-huit écoles maritimes et aquacoles au 1^{er} janvier 1991 : 1 128.
- Effectifs inscrits dans les quatre écoles nationales de la marine marchande (La Havre, Saint-Malo, Nantes, Marseille) pour l'année scolaire 1990-1991 : 756.
- Effectifs inscrits chaque année au groupe « Ecole des affaires maritimes et centre de formation de Bordeaux » : environ 100 personnes en formation initiale et 500 en formation continue. Là sont formés les administrateurs des affaires maritimes, qui sont appelés à occuper notamment les postes de chef de quartier et de directeur des affaires maritimes sur le littoral.
- Effectifs dans les chantiers navals constructeurs de navires marchands : 6 660 début 1991, 24 000 en 1981.

IEMI +

INSTITUT EUROPEEN DE
MANAGEMENT INTERNATIONAL

en association avec
le Centre de management
aux affaires - GENEVE
l'Ecole Supérieure de
Commerce de MOSCOU

LICENCE
EUROPEENNE
DES AFFAIRES
14 MOIS DE
MANAGEMENT
ET DE MISSIONS
PROFESSIONNELLES
EUROPEENNES
ADMISSION: BAC+2

MBA
Master en Affaires
Européennes
MASTER
Affaires ESTIMQUEST
ADMISSION: BAC+4

Vous êtes diplômé d'une grande école,
d'une université ou vous occupez un poste à responsabilité
dans une entreprise, vous pouvez suivre le cursus
en cours du soir ou de weekend. Horaires modulables
en fonction de votre activité.
INFORMATION / ADMISSION
42 66 66 82
71 RUE DU FAUBOURG SAINT HONORE
75008 PARIS

INSTITUT
INTERNATIONAL
MAXIM'S DE PARIS

3 à 4 ANS D'ETDES
SUPERIEURES
EN MANAGEMENT
GESTION HOTELIERE

STAGES EN MISSIONS
PROFESSIONNELLES
DANS LES GRANDES CHAINES
HOTELIERES INTERNATIONALES

DINH
Titulaire d'un diplôme
Management Hotelier

MAHI
Master en Affaires
Internationales

COURS BILINGUES
Franco-Anglais

ADMISSION
Toute année
Bac, High School, Diploma

2ème année
PREPA, BTS, DU, DUT, DEUG,
Licence, ont équivalent

MAXIM'S
100 ANS

Pour plus d'informations
(1) 42 66 66 82
71 RUE DU FAUBOURG
SAINT-HONORE 75008 PARIS
FRANCE

Les états d'âme des administrateurs civils

Une enquête auprès de ces hauts fonctionnaires dévoile leurs insatisfactions professionnelles

LES fonctionnaires qui dirigent les services et les bureaux des administrations parisiennes des différents ministères sont-ils traversés par une crise d'identité ? Les conditions d'exercice de leur mission sont-elles à ce point insupportables qu'elles les conduisent inexorablement à déserter vers le secteur privé ? Les déroulements de carrière offerts sont-ils à la hauteur de leurs ambitions ? Toutes ces questions se posent à l'heure où la modernisation de la fonction publique secoue les fondements mêmes de la machine administrative française, et suscitent un certain désarroi au sein de son encadrement.

C'est la raison pour laquelle la direction générale de l'administration française (DGAF) du ministère de la fonction publique a souhaité prendre le pouls de ses cadres dirigeants, en s'intéressant à une catégorie particulière d'entre eux : le corps des administrateurs civils. En effet, dans cet univers très cloisonné, ces hauts fonctionnaires à vocation interministérielle sont aussi ceux qui sont censés avoir le meilleur « esprit fonction public ». Au moment où Michel Durfour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, cède la place à Jean-Pierre Soisson, les conclusions de cette enquête, conduite par Jean-Claude Thoenig, directeur de recherche au CNRS, spécialiste dans le management public, en collaboration avec le cabinet de conseil Stradema, viennent d'être remises à la DGAF.

Premier constat de ce volumineux rapport, l'immense majorité (83 %) des 80 administrateurs civils interrogés (1) apparaissent satisfaits de leur travail. Tous ou presque se félicitent, en effet, de la richesse intellectuelle des tâches qu'ils effectuent. Et ce d'autant plus qu'ils ont l'occasion de côtoyer les centres de pouvoir et de décision, c'est-à-dire un ministre et son cabinet. Mais cela ne les empêche pas de juger

particulièrement contraignantes leurs conditions de travail.

DÉBOULEE. Selon les auteurs du rapport, ils ne disposent que « d'une liberté sous surveillance ». Entre une hiérarchie elle-même enfermée dans les injonctions parfois contradictoires des responsables politiques, des services défectueux par manque de moyens logistiques ou de personnel, des agents démotivés et des procédures tatillonnes, la marge de manœuvre des administrateurs civils est des plus réduites. Leur capacité d'intervention s'apparente davantage à celle du « monde de la débrouille ». Leurs efforts pour constituer une équipe de collaborateurs dévoués apparaissent, en regard, « très fragiles ». Ils relèvent les auteurs du rapport, compte tenu du très grand nombre d'incertitudes qui entourent ces futurs cadres dirigeants : mobilité des agents, changements de mission.

Les administrateurs civils passent volontiers par-dessus tous ces inconvénients si le déroulement de leur carrière, qui chez eux confine à l'obsession, leur paraissait garanti. Or « moins d'un administrateur civil sur deux (58 sur 80) évalue, à avec beaucoup de réserves, plutôt bonnes ses possibilités de carrière pour l'avenir », écrivent les auteurs du rapport. En effet, il y a souvent loin entre l'idéal de « carrière collective et intérieure par l'ensemble du corps » et la réalité du parcours qui leur est proposé. D'une part, parce que, contrairement au principe codifié dans le bronze de leur statut, les administrateurs civils ne sont pas, dès le départ, égaux entre eux. D'autre part, parce que les aléas de leur déroulement de carrière gênent, par nature, angousses et insatisfactions.

VALEURS CULTURELLES. Aborder le thème de « la carrière est toujours vécu passionnellement » par les intéressés, constatent les auteurs du rapport, tant leurs attentes à l'égard du service public sont grandes. Car, contrairement aux fonctionnaires d'autres corps (mines, ponts...), les administrateurs civils n'envisagent pas, dans leur grande majorité, de passer au secteur privé. A la question « à l'heure actuelle, avez-vous des intentions pour la suite de votre carrière ? », 63 % des fonctionnaires interrogés ont répondu qu'ils pensaient rester dans l'administration, 11 % qu'ils envisageaient d'aller dans le secteur public ou parapublic, et seulement 26 % de partir dans le privé ; 20 % d'entre eux ne se sont pas prononcés (2).

A l'origine de cette méfiance vis-à-vis du secteur privé, demeure l'inquiétude des administrateurs civils face à un monde dont ils ne connaissent pas les règles du jeu et dont ils ne partagent pas les valeurs culturelles. Sans compter qu'ils n'exercent pas tous un métier ou une fonction « monnayable » dans le privé. Mais en choisissant de servir l'Etat, ces futurs cadres dirigeants de l'administration sont contraints de déjouer les multiples « freins » qui jalonnent leur carrière. Le passage obligé de ce parcours est, de l'avis de tous les fonctionnaires interrogés, de devenir sous-directeur dans l'administration centrale.

PARENTS PAUVRES. Il reste que la carrière d'un administrateur civil est marquée de façon indélébile par la manière dont elle a débuté. Ainsi les trajectoires des énarques recrutés sur concours externe n'ont rien à voir avec celles des administrateurs nommés au tour extérieur. Ces derniers « se perpétuent comme les parents pauvres de l'administration », écrivent les auteurs du rapport, dans la mesure où leurs opportunités professionnelles les amènent à occuper que les postes délaissés par les énarques (fonctions administratives au sein de ministères peu valorisants) à moins d'évoluer vers les services extérieurs de l'Etat.

Les énarques externes sont, en revanche, assurés de connaître un début de carrière fulgurant et de

devenir sous-directeur au bout d'une dizaine d'années, le plus souvent dans un ministère prestigieux comme celui des finances. Mais ils sont angoussés pour la suite de leur parcours du fait de « l'absence de perspectives garanties ». « Les voies empruntées pour accéder aux niveaux supérieurs ne relèvent plus du seul champ des possibles professionnels de chacun », observent les auteurs du rapport. Les énarques externes doivent, en effet, pour occuper les quelques postes du sommet de la pyramide, composer avec la concurrence d'autres corps et de membres de cabinet nommés en raison de leurs appartenances politiques ou de leurs affinités avec les ministres.

Ces énarques estiment que l'Etat ne respecte pas ses engagements à leur égard en les privant ainsi d'une « chasse gardée » parfaitement balisée. D'autant que, pour une majorité d'entre eux, « il n'apparaît pas de bon ton de vouloir maximiser la recherche d'une carrière personnelle », s'apaneant du privé et donc inconciliable avec le service de l'Etat. Ces loables intentions ne les empêchent pas de développer au quotidien des stratégies de carrière. Cet écartèlement génère toutefois un malaise qui, en l'absence d'une réelle gestion des ressources humaines au sein des administrations, n'est pas près de se dissiper.

Les apprentis seraient-ils casaniers ?

Quatre pays de la CEE avaient imaginé des possibilités d'échanges. Le premier bilan est plutôt décevant

L'IDEE imaginée en mai 1989 par le ministère du commerce et de l'artisanat paraissait séduisante.

Il s'agissait, en effet, de sensibiliser des jeunes apprentis européens à une autre culture professionnelle en leur faisant suivre leur stage dans un autre pays de la Communauté que le leur (le Monde du 31 janvier 1990). Deux ans plus tard, la mise en œuvre de ce projet semble plutôt laborieuse. Sur les 200 « cobayes » français que le ministère espérait voir, cette année, partir à l'étranger, 60 seulement (50 garçons et 10 filles) ont effectivement suivi un stage dans l'un des quatre pays de la CEE qui ont accepté de participer à cette expérience : Allemagne, Italie, Belgique et Espagne.

Les jeunes apprentis de ces pays se sont encore moins précipités pour venir apprendre leur métier dans une entreprise française : moins d'une dizaine d'entre eux au total ont répondu à l'appel sur les 200 espérés. « Nous avons démarré un peu moins vite que nous l'espérions », a reconnu le 14 mai François Donbin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, à l'occasion de la présentation du bilan de ce dispositif baptisé SESAM (stages européens en alternance dans les métiers).

Le seul motif de satisfaction enregistré par François Donbin concerne le financement du dispositif. A raison de 100 000 francs par stage, la Communauté européenne participe à hauteur de 24 %, de même que les ministères du commerce

et du travail. Les 52 % restants sont couverts par, d'une part, les régions (11 %) et, d'autre part, les partenaires sociaux (41 %).

DÉMULTIPLICATION. La multiplicité des intervenants dans le secteur de l'apprentissage tant en France qu'à l'étranger est sans doute responsable des lenteurs de la mise en œuvre de ce projet.

En France, par exemple, le ministère doit composer avec les régions, d'une part, qui détiennent depuis 1983 une compétence de droit commun en matière d'apprentissage, et les chambres consulaires, d'autre part, responsables des centres de formation. A l'étranger, ce sont tantôt les régions qui sont compétentes (Italie, Espagne), tantôt les chambres de métier (Allemagne), tantôt les instituts intermédiaires (Belgique). La démultiplication de ces instances a eu pour effet de « provoquer quelques retards à l'allumage », reconnaît Alain Fontaine, de l'Agence française des jeunes créateurs européens, chargée de la mise en œuvre de SESAM. « Les incertitudes et les contretemps dans les montages financiers et juridiques mis en place au sein des autres pays de la CEE ont découragé de nombreux candidats », précise Alain Fontaine.

D'autant qu'à ces incertitudes s'ajoute la difficulté de trouver un statut juridique adapté à ces apprentis en l'absence de statut européen des jeunes travailleurs. Si cette carence paraît relativement simple à gérer en France et en Allemagne, deux pays reconnaissant la formation en alternance, tel n'est pas encore le cas dans les pays latins, où, comme en Espagne, ce mode d'apprentissage n'existe pas. De même, les conditions de travail et de salaire ou encore la couverture sociale ne sont pas non plus identiques d'un pays à l'autre. Toutefois, une certaine homogénéisation devrait, affirme Alain Fontaine, émerger d'ici au départ en stage de la nouvelle promotion d'apprentis à la prochaine rentrée scolaire.

Tous ces jeunes devraient ainsi recevoir l'assurance d'avoir soit un contrat de travail (Allemagne, Belgique), soit un contrat de qualification (France, Italie, Espagne). Un équivalent de ressources égal à 4 500 francs par mois devrait leur être également garanti, de même que la prise en charge par le pays de leur couverture sociale. Des incertitudes demeureront bien sûr en ce qui concerne notamment la reconnaissance par les employeurs du pays d'origine d'un certificat de fin de stage établi par une entreprise d'accueil étrangère. Une reconnaissance qui prendrait « encore quelques années », en fonction du succès de l'opération SESAM. A suivre...

Catherine Leroy

V. D.

Les bonnes manières du licenciement

Des formations sont mises en place pour aider les cadres à annoncer à un collaborateur qu'il fait partie d'un plan de restructuration

L'ENTRETIEN de séparation est une opération traumatisante pour le salarié licencié, mais aussi pour le cadre chargé de lui annoncer. A tel point que les sociétés d'outplacement ont jugé nécessaire de prévoir dans les opérations de licenciements collectifs une préparation à ce type d'entretien. Et la Coges, organisme de formation, a même prévu, à la demande de ses stagiaires, d'inscrire en 1992, dans son stage « rupture du contrat de travail » qui abordait essentiellement les aspects gestionnaires du licenciement, une partie consacrée à l'entretien de séparation.

« La première chose à faire », explique Jean-Pierre Méneard, de Mutatis, est d'impliquer les cadres dans la globalité de l'action. Leur faire comprendre qu'il est nécessaire que cette action se déroule bien. Car, si les cadres n'assument pas leur rôle, s'ils se retranchent derrière des phrases telles que : « c'est pas moi, c'est eux, ils

ont fait perdre leur position de cadres au sein de l'entreprise. Si au contraire ils s'y prennent comme des brutes, s'ils exécutent une sentence, ils seront alors considérés comme des salauds. La façon dont on organise les départs préjuge de la qualité de la relation avec ceux qui restent. » Un raisonnement qui pourrait confondre au cynisme. Ce dont se défend Jean-Pierre Méneard : « C'est avec ceux qui restent que l'entreprise va perdre ou gagner. »

MALADIE. Même s'ils sont convaincus du bien-fondé des plans de restructuration, les cadres ne peuvent s'empêcher d'éprouver un malaise. Au-delà du sentiment de culpabilité, beaucoup redoutent le geste incontrôlé, le suicide dont on les rendrait plus ou moins responsables. C'est pourquoi la plupart des formations ont pour objectif de dépersonnaliser au maximum l'entretien et de replacer l'opération dans sa globalité. Premier point, le choix de l'annon-

ceur. Les organismes d'outplacement sont d'accord pour éviter d'impliquer dans ce type d'opération les contremaîtres, trop proches des ouvriers et employés. Ils préfèrent utiliser l'écobol supérieur. Les cadres retenus pour procéder aux entretiens suivent, selon les cas, un à trois jours de formation. « Il s'agit de leur donner une méthodologie de conduite d'entretien sur laquelle s'appuyer », explique Alain Barbier, consultant chez MOA.

En général, l'entretien comporte trois phases : annoncer que le salarié est bien concerné par le licenciement économique, le laisser exprimer ce qu'il ressent, puis lui proposer une alternative : prise de rendez-vous avec un cabinet-conseil ou une antenne emploi par exemple. En ce qui concerne l'exposé des motifs du licenciement économique, tous insistent sur la nécessité de ne pas culpabiliser le salarié, de lui expliquer que ce n'est pas l'individu

qui est en cause, mais le poste qui est supprimé, qu'il est victime du marché, de la conjoncture et que l'entreprise va tout faire pour l'aider.

JEUX DE ROLES. Au cours du séminaire, un plan d'action sera dressé pour la journée d'entretien, qui précède notamment l'heure de début, puis l'appel des salariés, le dispositif de sécurité en cas de malaise ou de colère physique. « Il est important que le cadre se sente dans un dispositif fort et cohérent », explique Alain Barbier. Il faut qu'en sortant du stage il se dise : « ça va être dur, mais le fil conducteur est bon. »

Pour préparer ces entretiens, ces « outplacers » ont recours à des jeux de rôles souvent filmés au cinéma, scope pour travailler sur les cas extrêmes qui inquiètent le plus les cadres : quelle attitude avoir face à une grande dépression ou face à une colère verbale ou physique ? « C'est quelque chose de très violent, confie un directeur des ressources

humaines, c'est très stressant de se mettre à la place de celui qui est licencié. Mais je crois que cela apprend beaucoup, car, lorsqu'on a vécu cette expérience, on arrive peut-être mieux à laisser les gens s'exprimer. »

A l'issue de l'opération de restructuration de son entreprise, les syndicats ont fait cependant remarquer qu'un certain nombre de cadres avaient été particulièrement maltraités, malgré le stage. Pas de certitudes donc sur le résultat. Pas de remède miracle non plus pour les états d'âme des cadres. « Il y a des conséquences tellement importantes à la clé de cet entretien qu'il est difficile d'y arriver sans angousses », estime Jean-Pierre Taïeb, de la Coges. Reste donc, au bout du compte, une méthodologie à laquelle se raccrocher en attendant des temps meilleurs.

Catherine Leroy

V. D.

MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Une formation en un an aux métiers du développement économique local pour des débouchés dans le secteur public et privé et le secteur de l'économie mixte.

Recrutement : Bac + 5 (Grande Ecole, Université)

1^{re} session : 14 juin 1991

2^{de} session : 13 septembre 1991

GROUPE ESC LE HAVRE - CAEN
Rue Claude Bloch - 14000 CAEN
Tél. 31 47 40 20

Un self-service de l'emploi

« ET si chacun créait son emploi ? » Il y a dix ans, André Laurent Bernard a eu l'idée d'utiliser le principe du « On n'est jamais si bien servi que par soi-même » pour lutter contre le chômage.

L'idée de cet ancien ajusteur de cinquante-six ans, devenu spécialiste en instrumentation chez Naphthachimie et qui a ensuite créé plusieurs entreprises, repose sur le constat que des techniciens très compétents échouent lamentablement lorsqu'ils se lancent dans l'aventure de la création d'entreprise. D'où la naissance de Techniciens sans frontières (TSF), une structure qui décharge les candidats patrons de la gestion administrative et commerciale. Ainsi libérés, ils peuvent exercer au mieux leurs compétences techniques et consacrer leur temps à la

conception et à la réalisation de leurs chantiers.

Cependant, le technicien freelance TSF a un profil bien particulier : il doit être contremaître ou ingénieur dans le domaine de la maintenance industrielle. Ancien salarié, c'est une victime du chômage ou du travail précaire qui a connu un échec en tant qu'artisan indépendant mais qui désire continuer dans cette voie. En effet, le système TSF lui permet de continuer à travailler seul, de fixer ses horaires, d'embaucher du personnel et de choisir son mode de facturation.

CASSE-TÊTE. En échange, TSF assure le démarchage de la clientèle, le recouvrement des factures et le paiement des charges, les avances de trésorerie et la formation professionnelle. En résumé, tout ce qui constitue le casse-tête juridique et administratif de la gestion

d'entreprise. Ce service est rémunéré par un prélèvement sur les factures. L'artisan freelance perçoit 65 % du montant des factures. Les 35 % perçus par TSF sont destinés au paiement des différents impôts et charges (URSSAF, TVA, etc.) et au fonctionnement des services de gestion et comptabilité ainsi qu'aux dépenses de publicité et de marketing et de développement du réseau TSF. D'après les calculs fournis par TSF, le revenu net moyen des adhérents est ainsi passé de 12 000 francs en 1986 à 13 000 francs en 1990. Si les objectifs sont tenus, le niveau de 1991 devrait être de 16 000 francs.

Le cœur du système est le Centre administratif de gestion de Villars-Saint-Barthélemy, dans l'Oise, et ses 20 salariés dont dépendent 12 agences régionales installées dans les grandes villes de France. Ces agences, qui ont un statut de

franchise, ont une double mission de prospection : elles doivent à la fois chercher des clients mais aussi recruter des techniciens susceptibles de rejoindre le système. L'adhérent ne paie pas de droit d'entrée mais il verse une caution plus une participation aux frais de formation. Au total : 150 000 francs.

Après dix années de fonctionnement, TSF se targue d'avoir fait passer le chiffre d'affaires réalisé par ses 500 techniciens de 2,3 millions de francs en 1982 à 112 millions en 1990. Pour 1991, les objectifs sont fixés à 140 millions de francs. Parmi ses clients, TSF cite notamment : Saurier Duval, Thomson-Brandt, Aerospace, L'Air liquide et Texas Instruments. Dans l'avenir, TSF envisage d'exporter son système.

Françoise Chérot

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Cadres

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 VII

Les apprentis
seraient-ils casaniers



Crédit d'équipement des PME.

Dans le cadre du renforcement de son équipe de spécialistes du financement de l'hôtellerie et du tourisme, le CEPME recherche un

Chargé d'Affaires

Il aura pour mission de commercialiser nos produits auprès des groupes et chaînes hôtelières en vue des montages de dossiers de financement.

Il assurera l'étude et le suivi de ces dossiers.

Il justifiera d'une formation supérieure de gestion type IEP Sup de Co ou équivalent.

Une première expérience dans un poste similaire et la maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.

Merci d'adresser sous réf. 05MO votre dossier de candidature en mentionnant vos prétentions au CEPME, Marine Lefebvre, 14 rue du 4 Septembre, 75002 PARIS.

CEPME CONSEILLER POUR MIEUX FINANCER.

Votre talent au service des entreprises

CHARGE DE COMMUNICATION ET DE RELATIONS TERRITORIALES HF



Clef de voute de l'organisation professionnelle patronale française, le CNPF entend renforcer sa présence au niveau régional, afin de faire bénéficier les entreprises d'une représentation forte et influente auprès des institutions régionales. Sa Direction de l'Action Territoriale recherche un chargé de communication et de relations territoriales.

Sa mission sera d'animer les Unions Patronales Régionales et d'assurer la liaison avec les directions techniques du CNPF. Il concevra les dossiers d'étude propres aux régions et sera jugé sur sa capacité à mobiliser les Unions sur les projets régionaux importants pour les entreprises.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la communication, de formation économique et sociale supérieure de haut niveau (Sciences Po, CELSA, maîtrise de Sciences Economiques ou de Droit...) justifiant d'une expérience probante au service de collectivités locales, conseils généraux, régionaux, CROCI ou autres instances comparables.

L'intérêt du poste et la notoriété de l'organisme permettent d'attirer des éléments de grande valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 25/4192 A à :

EGOR COMMUNICATION ET MEDIAS

8, rue de Berni - 75008 PARIS

Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS AIR-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

COMMISSARIAT
A L'ENERGIE ATOMIQUE



AGENCE NATIONALE
POUR LA GESTION
DES DECHETS
RADIOACTIFS

MAINTIENIR LE PRESENT, ASSURER L'AVENIR.

... en négociant et gérant nos contrats d'achat et ventes

Afin de gérer à très long terme les déchets radioactifs en garantissant la protection de notre environnement, nous concevons, réalisons et gérons dans un contexte scientifique pointu, des sites de stockage nécessitant des moyens techniques, humains et financiers importants. Pour assurer l'interface avec nos partenaires (EDF, CEA, COGEMA...) et avec nos prestataires extérieurs, nous recherchons un responsable d'offices, pour l'achat et la vente de prestations techniques.

Collaborateur du chef de service "relations commerciales", vous collectez auprès de nos services et mettez en forme les éléments contractuels vous permettant de négocier nos contrats et conventions pluriannuelles avec nos partenaires (plusieurs dizaines de MF). Vous analysez les besoins de nos départements et vous négociez des contrats de fournitures (travaux et équipements) pour plus de 500 MF sur 5 ans. Vous centralisez l'ensemble de nos contrats d'assurances, bon...

Agé d'au moins 27 ans, diplômé Bac + 5, ingénieur ou Sup de Co, vous avez déjà mis en forme et négocié des contrats d'achat et de ventes dans un contexte technique complexe. Vos qualités de négociateur, votre sérieux et votre esprit rigoureux sont les bienvenus. Anglais apprécié.

Notre Conseil, Alain Leroux, étudiera confidentiellement votre candidature adressée sous réf. M/198, à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden



Chambre de Commerce
et d'Industrie du Doubs

Nous avons un projet ambitieux pour notre département FORMATION.
(4 instituts dont 1 à dimension internationale, 25 MF de Budget,
30 permanents, 3 000 stagiaires/an)

DIRECTEUR FORMATION

Peut-être n'avez vous jamais songé à travailler
dans une CCI ou dans la formation ?

Tant mieux ! Nous n'avons pas d'a priori sinon celui qui consiste à parier sur l'intelligence, le dynamisme et l'esprit d'entreprise.

A 30/35 ans, Bac + 5, vous possédez l'imagination et le foisonnement d'idées qui importent pour développer de nouveaux projets.

Dans un contexte en pleine mutation, vous foncez avec une équipe et une direction générale jeunes et stimulantes.

Pour tout renseignement, merci de contacter notre Conseil :

Monsieur Dornier, 16/81.52.26.38, BP2032, 25050 Besançon Cedex.

Cabinet Conseil J.P. Dornier



FORMATION PROFESSIONNELLE

ASSISTANTS DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

La Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de PARIS, poursuit son action de formation.

Une nouvelle promotion s'ouvre à des jeunes diplômés de l'Université possédant au minimum une maîtrise en droit des Affaires ou équivalent et désireux de débiter leur carrière dans un cabinet de Commissariat aux Comptes.

Un contrat de travail est assuré aux candidats sélectionnés.

La durée de la formation axée principalement sur la technique comptable, l'audit et le commissariat aux comptes est de onze semaines à plein temps à compter du

Mercredi 9 Octobre 1991

Le nombre de places est limité à 33.

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé ainsi qu'une photo à l'attention de Mademoiselle SEVIN Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes 6, rue de l'Amiral de Coligny 75001 PARIS - Tél. : 42 60 16 48

DIPLOME D'UNIVERSITE MANAGEMENT DE L'EXPORTATION

Une formation à temps plein permettant de maîtriser les aspects commerciaux, financiers, administratifs et économiques de l'activité internationale des entreprises.

Public concerné : Bac + 2, 3 ans d'expérience professionnelle et niveau moyen en anglais.

- Salariés en Plan ou en Congé individuel de formation

- Demandeurs d'emploi : rémunération régionale possible

Période de la formation : 14 octobre 1991 - 24 mai 1992.

Inscription immédiate

Michèle de Boissvilliers - Téléphone : 47-04-53-22 - D.E.P.

Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 - Paris Cedex 16



UNIVERSITE PARIS
DAUPHINE

DEPARTEMENT D'EDUCATION PERMANENTE

BAC + 5 : Jeunes diplômés des Grandes Ecoles, ou de l'université
BAC + 4 : Cadres en activité ou avec expérience professionnelle

SYSTEMIA et l'Ecole des Mines D'Alès
proposent les MASTERS SPECIALISES

*ECHANGE DE DONNEES INFORMATISE

*SYSTEMES D'INFORMATION
ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

* Label de la Conférence des Grandes Ecoles

pour acquérir une double compétence, en 1 an,

dont 6 mois de projet professionnel.

2 sessions : Octobre 1991 et Janvier 1992,

recrutement ouvert pour la 1ère session.



UNIVERSITE PARIS
DAUPHINE

Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 Paris Cedex 16

Devenez **EXPERT** ou **CHERCHEUR**
en CALCUL SCIENTIFIQUE,
TRAITEMENT D'IMAGES,
AUTOMATIQUE,
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

■ **FORMATION** sur 3 ans : licence de Mathématiques Appliquées, Maîtrise Ingénierie Mathématique, DEA Mathématiques Appliquées à l'Ingénierie.

■ **ADMISSION** : retrait et dépôt des dossiers du 3/6 au 6/7/91 à l'U.F.R. Mathématiques de la Décision

■ **INFORMATION** : ☎ (1) 47 27 28 09



Filiale spécialisée dans les équipements
de détente, régulation et robinetterie
pour le transport et la distribution du
gaz.

Développer la Fonction Achats

Collaborateur du Directeur d'Etablissement, vous avez à redéfinir et à mettre en oeuvre une politique des achats incluant toutes les techniques modernes de gestion.

Vous participerez à l'évolution des produits, au développement de l'assurance qualité fournisseurs et sous-traitants. Ingénieur généraliste, nous apprécions tout particulièrement vos qualités d'entrepreneur et de négociateur. Notre groupe (CA : 5,5 milliards de francs - 5000 personnes) saura répondre à vos ambitions et votre potentiel d'évolution.

Anglais indispensable. Utilisateur de micro-informatique. Fonction à pourvoir près de Chartres-Rambouillet. Pour plus d'informations tapez 3616 code UGE PLEIADE et envoyez votre dossier sous réf. 3150 C à

Claude Debray conseil sa
192 boulevard St-Germain
75007 Paris

Claude Debray SA

Chargé de l'Édition

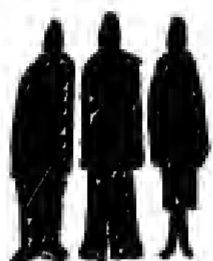
Le monde des Cadres est un véritable laboratoire de l'innovation. C'est pourquoi nous recherchons des personnes capables de relever les défis de la communication et de la gestion. Nous sommes convaincus que votre expérience et votre créativité nous permettront de développer de nouveaux projets et de créer une véritable culture d'entreprise.



Chambre de Commerce
et d'Industrie du Doubs

Le Monde *des* Cadres

Société Européenne leader sur secteur Haute Technologie appartenant à un grand groupe américain recherche son



RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

DEPARTEMENT FINANCE

Conseil auprès de notre Directeur Finance Europe, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la fonction Ressources Humaines : Vous coordonnerez la mise en place d'outils de développement des Ressources Humaines dans les différents pays européens où nous sommes implantés, en synergie avec les Responsables Ressources Humaines locaux.

Vous serez catalyseur des projets d'évolution de l'organisation en valorisant le développement de carrière, le professionnalisme et la communication au sein des équipes.

Vous assurerez la gestion opérationnelle du personnel de notre Direction Finance France (200 personnes). Cette fonction globale s'exercera en réelle autonomie dans un

environnement multinational. Dans ce contexte, vos qualités de communication seront primordiales.

De formation supérieure BAC + 5, vous êtes après 8 ans d'expérience un professionnel de la gestion de personnel en milieu financier.

Ce poste évolutif s'adresse à des candidats à fort potentiel, faisant preuve de maturité et d'engagement professionnel. Poste basé en proche banlieue Parisienne. Anglais courant indispensable.

Pour nous rencontrer, merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 331LM à MEDIA PA - 50/54 rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra en toute confidentialité.

FRANCE HABITATION S.A. ILE DE FRANCE - 20.000 logements recherche un

CHEF D'AGENCE

Votre candidature nous intéresse si vous avez une formation BAC + 4 vous avez une expérience de 5 ans minimum acquise dans l'immobilier et une connaissance de l'outil informatique. Nous vous proposons d'assurer la responsabilité complète d'une unité départementale de 2500 à 3000 logements ce qui implique :

- gestion administrative, technique et comptable.
- Relation avec les locataires et les élus...
- Encadrement et animation d'une équipe polyvalente, (administratifs, inspecteur technique et gardiens, etc...)

Rigueur, dynamisme, disponibilité et aisance relationnelle seront vos atouts majeurs pour vous affirmer et réussir à ce poste clé.

A celui qui saura nous démontrer son allant et sa compétence nous offrons une rémunération annuelle de 180 à 220 Kf, assortie d'une prime liée à la réalisation des objectifs fixés.

Venez participer à notre développement en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à FRANCE HABITATION 134, bd Hausmann - 75008 PARIS

DUNLOP

DUNLOP FRANCE, filiale française du Groupe industriel japonais SUMITOMO, emploie en France 5.000 personnes et réalise un CA de 3 milliards. Nous recherchons pour notre Siège Social d'Issy les Moulineaux un

CADRE TRADUCTEUR/INTERPRETE (H/F) JAPONAIS/FRANÇAIS

Professionnel(le) confirmé(e), vous effectuerez divers travaux de traduction de toute nature et assurerez l'interprétation de différents membres de notre équipe de Direction.

Vous devrez faire preuve d'une réelle disponibilité et du sens de la confidentialité dans une mission qui nécessitera des déplacements occasionnels.

Merci d'adresser votre candidature à DUNLOP FRANCE - DRH 62, rue Camille DESMOULINS - 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

DUNLOP FRANCE

Groupe écoles de commerce en pleine expansion

RECRUTE pour la prochaine rentrée PROFESSEURS ET INTERVENANTS

Marketing - Commerce, Commerce International, Stratégie, Management, Gestion-Comptabilité, Mathématiques, Langues, Economie internationale, Communication, Publicité...

Profil des candidats : Bac + 5 minimum ou écoles de commerce, ouverture, dynamisme, expérience de l'enseignement, disponibilité.

Postes à pourvoir à Paris, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Strasbourg, Toulouse.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et photo en précisant la ville souhaitée, sous référence 201 à Groupe ISEG, 7-9, cité d'Hauteville, 75010 PARIS.

L'Association pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence du Finistère (230 salariés) recherche :

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Coef. 703,40

Missions :

- Mise en œuvre et optimisation sur le plan humain, financier et technique du projet associatif défini par le Conseil d'Administration.
- Coordination et développement de la vie associative et de la politique des établissements gérés par l'Association.
- Recherche de nouveaux terrains d'interventions et de partenariats.

Profil :

- Expérience réussie de Direction et de gestion des Ressources Humaines.
- Formation supérieure en Gestion, Sciences humaines ou Sciences sociales.
- Connaissances en Management et Marketing.
- Homme de projets.
- Esprit d'entreprise, sens des relations humaines et professionnelles.

Envoyer C.V., photo, lettre de motivation à FORECO Conseil 61, rue Jean-Guêhenno - 35700 RENNES

NORMANDIE

Nous sommes un groupement européen d'intérêt économique créé par les établissements universitaires de deux régions transfrontalières afin de promouvoir le transfert de technologie, le R&D, la formation, la consultation auprès des entreprises françaises et européennes.

Nous recherchons un

DIRECTEUR

Intégré à une petite équipe de direction franco-britannique, il aura plus particulièrement à organiser l'offre, à gérer tant les contacts que les événements, et à prospecter pour le compte des membres du GEIE.

Véritable interface de valorisation entre l'offre et la demande technologique, il aura à faciliter par son réseau d'experts l'aboutissement des négociations.

Par l'action et l'interaction, il évoluera dans un contexte international, au cœur d'un environnement européen de haute technicité.

Son expérience en entreprise high-tech (R&D, diagnostic, marchés), sa grande capacité de négociateur de contrats et d'animateur de ressources humaines, sont des atouts indispensables à la réussite de sa mission.

Anglais exigé. Seconde langue souhaitée.

Confidentialité assurée.

Contact : adresser (en français et en anglais) lettre manuscrite motivée de candidature + CV + photo + prétentions à Thierry Profit, KPMG/FIDAL, BP 5093, 14042 CAEN CEDEX.

LOGEMENT FRANÇAIS

IMPORTANT ORGANISME GESTIONNAIRE DE 30.000 LOGEMENTS EN ILE DE FRANCE recherche pour développer son action :

CHEFS DE PROJET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

3 AXES D'INTERVENTION :

- Politique d'attribution des logements et de peuplement des résidences.
- Adaptation du patrimoine et services rendus aux populations.
- Gestion partenariale avec les pouvoirs publics, les collectivités locales, les entreprises...

PROFIL : BAC + 4 et expérience professionnelle de 2 ans minimum ; bonne connaissance en sciences humaines et en gestion ; compréhension des procédures administratives.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions à N° 8389 PUBLICITEES REUNIES - 112, boulevard Voltaire 75444 PARIS CEDEX 11 qui transmettra.

CENTRE DE DOCUMENTATION

recherche

TECHNICIEN DOCUMENTALISTE

Chargé des actions liées à la demande de documents en France et à l'Étranger :

Identifier les documents, rechercher les sources d'approvisionnement. Préparer, mettre en forme, mémoriser et passer les commandes. Formation : BAC A + DUT Doc (ou Bac C, D ou E), motivé par les outils informatiques et micro-informatiques, connaissances de l'anglais lu.

Envoyer C.V. et prétentions à :

N° 34.156 Centrale d'Annonces 121, rue Réaumur, 75002 PARIS (qui transmettra).

Société d'Assurance Crédit

recherche pour son service

CONTENTIEUX COMMERCIAL

Un collaborateur

Titulaire maîtrise en droit, option droit des affaires. Connaître le droit commercial, avoir le sens des relations sont des atouts nécessaires.

Poste à Marné-la-Vallée. Expérience poste similaire souhaitée.

Envoyer CV, photo, prétentions sous n° 8315 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Le Conseil Général du Var recrute d'urgence par voie de recrutement après concours, de mutation ou de détachement pour la Direction Départementale de l'Environnement et de l'Équipement Rural : Un Attaché Territorial ou un Ingénieur Territorial

Missions : Collaborateur direct du Directeur de l'Environnement, il (elle) devra assurer la mise en place et le suivi de la politique départementale des espaces naturels du Var. La programmation des acquisitions, l'aménagement et la gestion de ces espaces sont définis au sein de la Direction de l'Environnement.

Profil :

- Avoir une formation scientifique (BAC + 4 minimum)
- Être un bon négociateur afin de promouvoir la politique départementale auprès des partenaires (associations, élus, administrations)
- Posséder une expérience ou des connaissances dans le domaine de la forêt méditerranéenne.

Les candidatures devront être adressées à : M. le Président du Conseil Général - Direction du Personnel B.P. 1303 - 83076 TOULON CEDEX

LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE RESTAURATION COLLECTIVE recrute

Son responsable pour la gestion d'une nouvelle cuisine centrale de 3 500 repas par jour

Avec ouverture prévue au printemps 1992 et possibilité d'évolution.

NIVEAU REQUIS :

BTS Hôtellerie ou diplôme équivalent. Il devra posséder de réelles aptitudes à l'encadrement d'une équipe de 24 agents et avoir l'expérience confirmée de gestion d'un établissement similaire, de restauration collective en liaison froide.

MISSIONS :

- Responsabilité générale de l'équipement.
- Gestion administrative et budgétaire - marchés.
- Gestion et coordination des équipes constituées.
- Relations avec les fournisseurs et les administrations clientes.

RECRUTEMENT : A temps plein, début 1992. Mission dès l'été 1991 de suivi et de conseil auprès du S.I.R.C. pour la mise en place de la nouvelle cuisine.

Envoyer candidature, curriculum vitae et photo à :

M. le Président du S.I.R.C. Hôtel de Ville - BP 121 - 83967 La Garde Cedex Date limite d'envoi : le 12-06-1991

Société leader en réseaux d'entreprises, recherche pour prendre la responsabilité du service Approvisionnement - Achats, (Électronique, Informatique).

Un Acheteur

- BAC + 2 minimum (IUT, DUT, etc...)
- 5 ans d'expérience minimum en industrie électronique ou micro-informatique.
- Précis sur les règles de gestion de stock et des techniques d'achats.
- Bonnes connaissances des domaines techniques : composants, câblage, matériels réseaux, etc...
- Maîtrise de l'anglais courant pour achats aux USA.

Le candidat qui devra avoir une personnalité dynamique, sera appelé rapidement à prendre des responsabilités étendues en raison du volume croissant des achats (plus de 40 M€) et des missions de négociation qui lui seront progressivement confiées.

Salaire : 180.000 à 220.000 F/ann (ou plus selon la compétence et l'expérience).

Lieu de travail : Bordeaux Sud-Ouest.

Merci, pour plus d'informations ou saisir votre C.V. de taper 3617 Code PLURIAL-Réf : A21C96 ou d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite + photo à l'Agence PLURIAL 43, rue Carnot 92761 ANTONY CEDEX.

vos dynamisme au service des achats.

INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS recrute pour EVRY (91)



UN (E) ENSEIGNANT-CHERCHEUR

Au sein du groupe Ingénierie des Réseaux de Télécommunication, il (elle) participera aux travaux de recherche et d'enseignement dans le domaine des réseaux large bande.

Diplômes exigés : Grande Ecole ou équivalent, ou 3^e cycle (doctorat et expérience souhaitée).

Envoyer prétentions, CV et lettre manuscrite à : INT - Secrétariat Général 9, rue Charles-Fourier - 91011 EVRY CEDEX

MAISON DE LA CULTURE DE CRÉTEIL recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Poste de Direction Générale, son titulaire conçoit et met en œuvre la politique de communication, anime l'équipe de communication et de relations publiques, et coordonne son action.

Ce poste est ouvert à des candidats de grande culture, motivés par le spectacle vivant. Expérience du poste exigée.

Écrire à M. l'Administrateur MAISON DES ARTS Place Salvador-Allende - 94000 Créteil avec CV, photo + prétentions.

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 IX

Le Monde

des Cadres

LE POUVOIR DE POUVOIR.

JEUNES DIPLOMES HEC, ESSEC, ESC...

Entrer à la Banque Worms, c'est faire le choix d'un métier mais surtout faire le choix d'un style de banque.

C'est pouvoir accéder rapidement à un haut niveau de responsabilités.

Entrer à la Banque Worms, c'est pouvoir être le partenaire des décideurs, vos clients. C'est pouvoir prendre les décisions qui vont compter.

C'est aussi pouvoir exercer vos talents et vos compétences, pouvoir les faire reconnaître.

Entrer à la Banque Worms, c'est vouloir avant tout croire en des valeurs qui s'appellent Imagination, Créativité, Qualité, Excellence.

Après une formation à notre siège, vous prendrez au sein d'une de nos agences régionales, la responsabilité d'un portefeuille de clients entreprises dont vous serez le conseil et le banquier.

La vision globale du métier que vous acquerrerez vous ouvrira de multiples opportunités d'évolution.

Pour accéder aux carrières de la Banque Worms, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous la référence DIP.391 à Banque Worms, Direction des Ressources Humaines, Tour Voltaire, 1 place des Degrés, 92059 Paris-La Défense, cedex 58.



BANQUE WORMS
POUVOIR. AGIR. DECIDER

Responsable Ressources Humaines, pour bâtir l'Europe Industrielle.

Pôle européen du leader mondial de l'imagerie Médicale, nous concevons, produisons et commercialisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète de systèmes de radiologie et de radiothérapie.

Vous êtes l'interlocuteur privilégié de notre Directeur Industriel pour un projet ambitieux : concevoir et mettre en place une organisation européenne de notre force de Production.

Acteur majeur de changement, vous concrétisez en termes Ressources Humaines, les nouveaux concepts de management qui animent les nombreux projets de la Direction.

Au cœur de la production, votre rôle à une triple couverture :

- Développer une culture professionnelle commune à nos différentes unités d'Europe : France, Espagne, Italie, Belgique, soit 1 000 personnes.
- Coordonner la mise en place d'outils de développement des Ressources Humaines à l'échelle européenne.
- Assurer la gestion du personnel opérationnelle d'une Direction de 400 personnes dans le cadre du démarrage en septembre de notre tout nouveau site de production en Région Parisienne.

Dans cette fonction à haute responsabilité, votre savoir-faire professionnel, votre sens de la communication et votre créativité trouveront à s'exprimer pleinement.

Votre formation supérieure BAC+5 et vos 10 ans d'expérience dans l'industrie vous ont permis d'acquérir une connaissance approfondie de ce milieu professionnel et de ses métiers. Anglais courant indispensable.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence LM/106 à Jean-Yves LAGIERE - Direction Développement des Ressources Humaines - General Electric CGR - 100, rue Camille Desmoulins 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX.



General Electric CGR

La Communauté Israélite de Strasbourg
recherche son

SECRETAIRE GENERAL

Ce poste sera confié à une personne motivée par la vie communautaire et soucieuse de s'investir fortement dans une activité prenante. Avec son équipe (20 à 25 personnes) il assurera la bonne marche de la Communauté sous ses aspects les plus divers : - assurer la bonne marche de la commission administrative et du bureau de la C.I.S., - assurer la cohérence de l'ensemble des activités culturelles et de loisirs de la C.I.S., - veiller à la bonne organisation des manifestations collectives ou individuelles, - être responsable de la bonne gestion des biens et des personnes,

- collaborer avec le Président et le représenter à sa demande. Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 3 minimum), le cadre recherché pourra, dans ce poste, vivre en harmonie son développement spirituel, son sens social et une véritable carrière professionnelle.

merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo, à Monsieur le Président de la Communauté Israélite de Strasbourg, 16a, avenue de la Paix, 67000 Strasbourg.



CONSEIL GENERAL
DU VAL D'OISE

Un département dynamique
qui se caractérise par un fort
développement

Le Conseil Général du Val d'Oise recrute pour la Mission Economie.

Attaché principal H/F chargé de mission

Vous êtes l'interlocuteur privilégié des acteurs économiques du Département (communes, chambres de commerce, entreprises, associations, etc.) et, sous la responsabilité du Directeur de la Mission Economie, vous animez un Service chargé de : - établir les axes de développement économique du territoire, - d'établir les axes de coopération en matière de développement économique avec le monde de l'entreprise.

VOTRE PROFIL : d'un niveau universitaire en économie et/ou juridique (BAC + 4 minimum), vous possédez une bonne expérience du secteur privé et une connaissance approfondie du tissu économique local et de dynamiques régionales. Vous avez une formation supérieure commerciale ou de gestion (BAC + 4). Vous avez une expérience de 3 ans minimum du conseil en marketing. Vous souhaitez vous impliquer dans un métier de réflexion et de contacts, prendre part aux décisions immobilières majeures (habitat, bureaux, loisirs) en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) à : **grecam** 12, rue Hamelio - 75116 PARIS

Dans le cas d'une annonce inscrite au « Monde Publique », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

La Délégation départementale de la musique et de la danse
de HAUTE-SAVOIE

recrute

UN CONSEILLER TECHNIQUE ET PÉDAGOGIQUE

Chargé de conseiller, coordonner et développer l'enseignement et la formation musicales en liaison avec la pratique amateur.

Les candidats devront justifier d'une formation musicale supérieure, d'une expérience professionnelle confirmée, C.A. apprécié.

PRISE DE FONCTION : 1^{er} septembre 1991

Concours sur épreuves musicales et pédagogiques 1^{er} quinzaine de juillet 1991.

3 MUSICIENS INTERVENANTS A L'ÉCOLE

Les candidats devront justifier du D.U.M.I. ou autre formation musicale et pédagogique approfondie ou expérience professionnelle confirmée.

PRISE DE FONCTION : 1^{er} septembre 1991

Concours sur épreuves musicales et pédagogiques semaine du 24 au 28 juin 1991.

Candidatures à adresser avant le 15 juin 1991 à A.D.I.M. 74

18, avenue de Trésum, 74000 ANNECY - Tél. : 50-45-63-77 (lettre de motivation, curriculum vitae détaillé, photo)

École Nationale Supérieure
des Mines de Saint-Etienne

offre à des

INGÉNIEURS OU MAÎTRES-ÈS-SCIENCES

Dans son Centre de recherche sur les solides et leurs applications.

Début : 1^{er} octobre 1991. Bourse annuelle : 99 600 F.

Envoyer C.V. à EMSE - 158, cours Fauriel 42 023 Saint-Etienne Cedex (M. Guillot)

ERGONOMES

ESTELLE FRANCE,

société d'ingénierie en Ergonomie renforce son équipe :

Mission : Vous prenez en charge des études en Ergonomie (fiabilité humaine, interfaces H/M, manuels utilisateurs...), tant dans les domaines industriels que dans le "monde en tique". Vos missions seront variées (évaluations, analyses du travail, maquetages, approches sociotechniques, cahiers des charges et spécifications fonctionnelles, etc...) et vos terrains multiples.

Votre profil : Ergonome de formation supérieure, vous possédez une expérience scientifique et technique dans le domaine de l'ergonomie ou des sciences de l'homme (psychologie, physiologie). Qualités relationnelles, esprit d'équipe mais aussi autonomie, créativité et sens de l'observation, sont des qualités nécessaires pour cet emploi qui suppose une bonne intelligence du métier. Un débutant fortement motivé peut donc valablement postuler.

Merci de demander votre dossier de candidature à Christel DAVID au (1) 34 65 00 71

ESTELLE FRANCE
100, Rue Albert Calmette
78353 JOUY EN JOSAS Cedex

Le Monde des Cadres

Automobiles Peugeot recherche un(e) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES CLIENTÈLE

Missions :

■ Concevoir les enquêtes clientèles quantitatives et en assurer une exploitation opérationnelle pour expliquer des évolutions de parts de marché, participer à l'élaboration de recommandations sur le produit.

Profil recherché :

- Age minimum : 28 ans avec au moins 2 à 3 ans d'expérience à un poste similaire dans une société spécialisée en études marketing.
- Diplôme d'une grande école scientifique ou commerciale avec une solide base statistique.
- Intérêt prononcé pour l'automobile, bonnes qualités rédactionnelles et maîtrise de l'anglais.

Si ce poste vous intéresse, envoyer une lettre de motivation et un curriculum vitae à :

AUTOMOBILES PEUGEOT

Frantz Krautter
Direction centrale du personnel
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

JOBS D'ÉTUDIANTS Paris

Centre de recherches - Mission : faire visiter un centre de recherches et présenter les installations techniques à des publics variés. Formation assurée. Disponibilité indispensable pour vacations de 2 jours ouvrables par semaine toute l'année. Rémunération intéressante. Profil : étudiants(es) préparant maîtrise ou doctorat, soit dans le secteur scientifique (physique, chimie, électronique), soit dans le secteur économie et gestion d'entreprises après un Bac C ou D. Sens de la communication, aisance en public, bonne présentation. Adresser CV, photo et prétentions à Catherine VERDIER en précisant la référence A/S866M.

PA - ADVERTISING & COMMUNICATIONS
3, rue des Graviers - 92511 NEUILLY Cedex
Tél. 48 88 79 51

Creating Business Advantage

Le Grand Coordinateur

Filiale Groupe Anglais (14.000 personnes, CA 9 Md de F.), spécialisée dans la transformation des métaux. Implantations dans tous les pays d'Europe.

Nous venons d'acquiescer une nouvelle unité de Production à Châtres où tout est à faire dans le domaine de l'organisation. Nous nous donnons un an pour diviser par deux les délais de livraison sur l'ensemble de la gamme de produits. Pour réussir ce challenge, nous créons le poste de

Logisticien

Votre rôle sera bien sûr de maîtriser les flux, de l'arrivée des matières premières jusqu'à la distribution, en passant par la synchronisation des opérations de production et l'optimisation des systèmes de stockage.

Mais vous serez surtout l'homme de communication qui instaure le dialogue entre les acteurs internes de l'entreprise et les autres unités du groupe.

Notre jeune équipe dirigeante recherche un gagnant (INGÉNIEUR ou ESC) qui, après une première expérience industrielle, veut assumer très vite de larges responsabilités.

Notre Groupe international (l'anglais est indispensable) vous réserve de belles opportunités si vous avez de la "flamme". Notre Conseil vous parlera de nos ambitions. Adresser-lui votre dossier sous réf. 41.201/M au CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris.



MEMBRE DE SYNTHE

Cadre statisticien économiste

ADP : tout un monde de compétences qui réunit 6000 hommes et femmes pour analyser, exploiter et développer les aéroports civils de la région parisienne.

Notre DIRECTION DU PERSONNEL (Paris 14ème) recherche au



Aéroports de Paris

Vous serez chargé de :
- mener des études quantitatives, descriptives et de simulation, préalables aux décisions de politique sociale et aux négociations (gestion prévisionnelle des emplois, grilles de rémunération, organisation du travail...)

Ces fonctions impliquent de nombreux contacts avec les différents unités d'ADP et les partenaires sociaux. De formation supérieure (école d'ingénieurs, 3ème cycle), vous avez une première expérience dans une fonction similaire ou vous êtes débutant.

Merci d'adresser votre candidature sous référence CB1/906 à AEROPORTS DE PARIS - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - Orly Sud 103 94396 ORLY Aéroport cedex.

PRENEZ L'AÉROPORT



LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION
Budget 800 MF - 1 300 agents permanents
26 Directions régionales - 3 Écoles nationales

recherche

1 Responsable pour son centre de formation continue des cadres supérieurs de la fonction publique territoriale

PROFIL RECHERCHÉ :

- Sens de l'organisation et des relations.
- Expérience de l'ingénierie de formation.
- Connaissances dans le domaine du management public.
- Connaissance du milieu des collectivités territoriales.
- Expérience de responsabilité d'une structure de formation souhaitée.
- Anglais souhaité.

Envoyer candidature manuscrite + CV à :

M. le Président du C.N.F.P.T.
3, Villa Thoréton - 75738 PARIS CEDEX 15



LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION
Budget 800 MF - 1 300 agents permanents
26 Directions régionales - 3 Écoles nationales

recrute d'urgence

Son Directeur Adjoint des Ressources humaines

(Poste rapidement évolutif)

Fonctionnaire de catégorie A (Directeur ou Administrateur Territorial)

De formation supérieure, les candidat(e)s recherché(e)s ont une expérience confirmée et réussie dans un poste équivalent de la Fonction publique territoriale, alliant une maîtrise du statut des personnels avec celle des différents outils de gestion des ressources humaines et sont aptes à conduire un projet ambitieux de modernisation.

Envoyer candidature manuscrite + CV et photo à :

M. le Président du C.N.F.P.T.
3, Villa Thoréton - 75738 PARIS CEDEX 15

GESTIONNAIRE DU PERSONNEL devenez

CONSULTANT FORMATEUR

Compétent en gestion et administration du personnel, vous voulez enrichir vos expériences, renouveler vos contacts, dynamiser votre carrière. Si vous êtes diplômé BAC + 5, avez 5 ans de pratique professionnelle, êtes passionné par la pédagogie et les relations avec des entreprises variées, la CEGOS n°1 de la formation des adultes en Europe vous propose de devenir l'un de ses consultants formateurs, au sein d'un Département en très forte expansion.

Merci d'adresser votre dossier sous Réf. : 23868/M à Mme FOURNIAT - CEGOS - Division Recrutement - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.



L'ÉCOLE DES MINES DE NANTES RECRUTE ENSEIGNANTS CHERCHEURS

(doctorat exigé)
En productique - Informatique - Automatique
Electronique - Traitement du signal.

ENSEIGNANTS

Mathématique - Langues - Économie - Communication.



3 Rue Marcel Sembat, 44049 NANTES Cedex 04, Tél. 40 73 74 70

L'OBSERVATOIRE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE LILLE

recherche

Une personne qualifiée pour le poste d'expertise :
analyse • études d'impact •
problèmes d'aménagement de l'environnement

Adresser intentions et CV à

M. GUY HASCOET

Observatoire Communautaire de l'Environnement
1, rue du Ballon - BP 749, 59034 Lille Cedex
Tél. : 20-06-92-08 - Fax : 20-74-40-74

recherche pour sa Direction du Personnel et des Relations Humaines

UN JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

Appelé à assister le responsable du secteur BUDGET (emploi-budget de personnel - contrôle de gestion - masse salariale - système salarial - statistiques...)

Le candidat titulaire d'un diplôme d'études supérieures à dominante économique ou d'une école de commerce devra posséder de solides connaissances informatiques.

Une formation complémentaire en gestion de personnel ainsi qu'une première expérience professionnelle constitueront des atouts supplémentaires. Qualités requises : rigueur, disponibilité, goût du travail en équipe. Les candidats masculins devront être libérés de leurs obligations militaires.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vita, photo et prétentions) à : Direction du Personnel et des Relations Humaines Radio France 116 avenue du Président Kennedy 75786 Paris cedex 16



LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION
Budget 800 MF - 1 300 agents permanents
26 Directions régionales - 3 Écoles nationales

recherche

Les Directeurs :

- de son service de la Coordination pédagogique (poste basé à Paris) ;
- de son école nationale de formation des Cadres d'Angers (poste basé à Angers) ;
- de ses délégations régionales :
 - Midi-Pyrénées (poste basé à Toulouse)
 - Nord-Pas-de-Calais (poste basé à Lille)
 - Paris Grande-Couronne (poste basé à Versailles)
 - Poitou-Charentes (poste basé à Poitiers)

RECRUTEMENT dans le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ou ingénieurs 1^{re} catégorie. Postes vacants progressivement à partir du 6/7/1991.

La connaissance de la fonction publique territoriale, de la formation professionnelle des adultes, une expérience significative en matière de gestion, des aptitudes à la mobilité et au changement sont des atouts déterminants pour réussir dans ces fonctions.

Envoyer candidature manuscrite + CV et photo à :

M. le Président du C.N.F.P.T.

3, Villa Thoréton - 75738 PARIS CEDEX 15

Recrutement par Cabinet Conseil

50151

صكنا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Cadres

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 XI

Le Grand Coordinateur

Logistique

Nouveaux Horizons Pour Un Pro

BAUMGARTNER + PARTNER est depuis 30 ans l'un des cabinets allemands leader en conseil de direction et en recrutement. Pour faire face à notre forte croissance en Europe et à nos objectifs ambitieux en France, nous proposons une opportunité à un

Consultant senior

Professionnel confirmé en recrutement, vous avez environ 40 ans, un diplôme de très haut niveau, un parcours professionnel en entreprise prestigieux et la passion du recrutement personnalisé. Commercial performant et consultant consciencieux, votre carnet d'adresses et votre notoriété vous donnent un potentiel de clientèle bien établi. Passionné par l'évolution internationale, vous vous sentez aujourd'hui à l'étroit dans votre contexte actuel.

Nous vous donnons la possibilité d'accéder à cette ouverture et de vous épanouir dans notre cabinet international à PARIS.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre lettre de motivation avec CV, photo et prétentions à notre directeur Peter WITZENS, BAUMGARTNER + PARTNER, 33 rue Gallée, 75116 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité. Tél. : 47.23.72.24.

BAUMGARTNER + PARTNER

PARIS SINGAPORE DUSSELDORF HAMBURG BERLIN MADRID NEW-YORK TOKYO

SAINT-GOBAIN

ADJOINT AU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

SOCAR (3,5 milliards de C.A. ; 3 500 personnes), filiale du groupe Saint-Gobain, est leader dans le secteur de l'emballage carton.

Le Directeur des Ressources Humaines recherche un Adjoint. Plus particulièrement chargé des Relations Sociales, il assurera le rôle de conseil auprès du DRH et des Directeurs d'Unités décentralisées (environ 40 centres de profits) dans tous les domaines du droit du travail.

Selon les problèmes rencontrés, il leur proposera des outils de suivi et de gestion du personnel, en vue de développer leur autonomie en matière de gestion sociale.

Diplômé d'Etudes Supérieures (de préférence juridiques), à 28/35 ans, vous avez une expérience de 5 à 7 ans de la fonction. Votre sens de l'écoute et du dialogue, ainsi que votre pragmatisme et votre souci d'apporter des solutions concrètes vous permettront de créer ce poste. Votre potentiel déterminera l'ampleur de vos responsabilités et votre progression à moyen terme.

Florence HADJAB vous remercie de lui faire parvenir lettre, C.V. et photo, sous réf. 3803A/LM, BOSSARD CARRIERES 4, rue Quentin Bouchard 75008 PARIS

BOSSARD Carrières

Société Multinationale, Leader mondial dans son domaine,

Recherche, pour sa filiale industrielle (200 personnes) située à GRENOBLE, son

MANAGER HUMAN RESSOURCES

Membre du Comité de Direction, il sera son conseil en organisation, gestion prévisionnelle des Ressources Humaines et développement social ainsi qu'en matière de communication, sécurité et environnement.

Il garantira et animera une politique sociale fondée sur le Management Participatif et la recherche de la Qualité Totale et du Service au client.

Profil : 30 / 35 ans,

Expérience 5 / 10 ans en société multinationale,

Formation supérieure (Maîtrise de droit, I.E.P., E.S.C.),

Anglais courant.

Candidature à envoyer à SEFOP Rhône-Alpes : Europole - 1 Place Firmin Gautier 38000 GRENOBLE sous la référence SEGE01.

SEFOP Rhône-Alpes

Enfin un guide pour recruter des universitaires...



850 DESS, DEA, MIAGE, M2CF, MAGISTÈRES, 140 LABORATOIRES ET 69 UNIVERSITÉS ANALYSES EN FONCTION DES MÉTIERS DE L'ENTREPRISE

PEBLISCITE PAR LES PROFESSIONNELS ET LA PRESSE

- "Ce Guide Université Entreprise est un outil précieux pour les recruteurs" M. de Bary (Cetron)
- "Enfin un document qui permet de mettre fin à la méconnaissance réciproque des entreprises et des universités" M. Schier (Bouygues)
- "Excellente initiative!" Mme Momméja (Alcatel Alsthom)
- "Ce guide devrait aider les professionnels à mieux connaître les compétences qui sont à leur disposition" Frédéric Gausson (Le Monde)
- "Bien pratique pour un recruteur!" Agnès Baumier (Express)

Contact : La lettre Recrutement & Formations (1) 42 02 01 60

JOUEZ GAGNANT AVEC

FRANCE Loto

FRANCE LOTO poursuit une politique dynamique d'expansion et recherche son

EXPERT EN REMUNERATIONS

environ 5 ans d'expérience

Sa mission :

Au sein de la Direction des Ressources Humaines :
• Il pilote et contrôle la mise en œuvre de la politique de rémunération définie par la Direction Générale. Il veille notamment à la cohérence entre les pratiques internes (3 établissements) et celles du marché externe. Il assure l'équité entre unités.

• En liaison avec les DRH des sites, il anime, coordonne et exploite toutes les actions permettant l'adaptation dynamique de la politique de rémunération (enquête de salaire, positionnement des postes, procédures d'évaluation des performances, systèmes de rémunération, gestion de la masse salariale...).

• Il participe au développement des outils informatiques de la DRH et plus particulièrement dans le domaine de la paye.

son profil :

Ces fonctions présentent une ouverture et une polyvalence pour un candidat de formation supérieure (Bac +5) disposant d'une solide expérience dans le domaine des rémunérations acquise au sein d'une importante entreprise ou d'un Cabinet spécialisé et ayant de réelles connaissances dans la mise en œuvre des outils informatiques.

Poste basé à Mussy le Vieux en Seine et Marne (proximité aéroport Roissy en France)

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 22 B 2176-1M à notre conseil :

ETAP - 71, rue d'Aufoeil - 75016 PARIS

Votre premier Challenge professionnel

Promotion Economique du Grand Rouen

- Vous sortez d'une formation supérieure Bac + 4 Economie et/ou business (anglais indispensable),
- Vous avez un tempérament de battant et vous voulez inscrire à votre C.V. une expérience professionnelle passionnante et réussie.

MISSION :

- Connaître parfaitement et vendre l'offre immobilière et foncière du Grand Rouen intéressant les entreprises en expansion qui cherchent de nouvelles localisations.

CADRE DE TRAVAIL :

- Équipe du Comité d'Expansion du Grand Rouen patronnée par l'ensemble des Institutions locales et des Entreprises les plus dynamiques de la région.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V., prétentions au Comité d'Expansion du Grand Rouen, 23, boulevard Gombetta, 76000 Rouen.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON

pour mieux répondre aux préoccupations des entreprises recherche pour sa Direction Internationale

Assistant Commerce International

Vous aurez pour missions :

- prospecter, informer et conseiller les entreprises concernées par des opérations s'inscrivant dans un contexte international,
- collaborer à la mise en place d'actions individuelles ou collectives à l'étranger (accompagnement, participation aux foires et salons) ainsi qu'à l'organisation de l'accueil d'acheteurs et de visiteurs professionnels étrangers.

Votre formation supérieure (ENSI...) renforcée par une spécialisation commerciale ou de gestion (ESC, IAE, CESMA...) est impérativement complétée par une expérience de 3 ans minimum de la prospection à l'étranger.

Le goût des contacts et de réelles facultés d'adaptation sont nécessaires pour réussir à ce poste. La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable. La connaissance de l'espagnol ou de l'italien sera vivement appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. ACI à la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON - Marc MONNOT Direction des Ressources Humaines - 3, place de la Bourse - 69289 LYON cedex 02

Le Partenaire économique des entreprises

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde de la Fonction Commerciale

RESPONSABLE MARKETING FRANCE Transport international

Notre client est un groupe international très important dans le secteur du transport express, avec un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars, employant 10.000 personnes. Afin d'améliorer encore sa position sur ses différents marchés, le groupe a décidé de renforcer sa structure de marketing à différents niveaux. Dans ce contexte, nous recherchons le responsable marketing pour la France. Rattaché à la direction générale et faisant partie d'une équipe internationale, il sera responsable de l'ensemble de la fonction marketing y compris les études de marchés, la promotion, les relations publiques, le support ventes et

le lancement de nouveaux produits et services. Ce challenge s'adresse à un jeune professionnel du marketing, de formation supérieure et justifiant d'une expérience minimum de cinq ans dans un contexte international particulièrement dynamique, de préférence dans les services. L'anglais courant est impératif, une première expérience de management et de la vente directe serait un atout. Le salaire, attractif, sera fonction de l'expérience. Ecrire à J. MOLLER en précisant la référence A/R9890M - PA Consulting Group 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Un chef de publicité Média-System, c'est quelqu'un de bien dans sa peau, c'est quelqu'un qui aime ses clients et qui aime la communication. Il sait vendre, créer, conseiller. Il aime écrire, il est sensible au marché de l'emploi et aux grands courants de communication. Il est fier de savoir

rendre service à ses clients, il aime se valoriser à travers des actions qui se marquent et qui marchent. Non, ce n'est pas une personnalité hors du commun, c'est tout simplement quelqu'un de compétent capable d'humilité et de modestie mais aussi audacieux et créatif sachant convaincre.

Vous vous reconnaissez ? Vous avez déjà une expérience de la publicité et vous intéressez à la communication pour les ressources humaines. Vous avez une formation supérieure école de commerce ou Bac + 4. Si vous vous sentez capable de gérer des grands comptes

prestigieux au sein d'une équipe très compétente. Si vous parlez l'anglais... Merci d'adresser votre candidature à Média-System à l'attention de Pascale Locman, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, ou téléphonez au 42.27.40.27.

On naît chef de publicité ou on ne l'est pas

PS : Nous sommes la première agence française de communication pour les ressources humaines, filiale de Publicis.

42.27.40.27

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

elf antargaz recherche pour sa Direction Régionale Midi Pyrénées un

ANIMATEUR de l'équipe technico-commerciale, vous mènerez les négociations commerciales et assisterez la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques GAZ en clientèle (interventions, réalisation d'indices technico-économiques...).

A terme, vous aurez la possibilité de joindre vos ambitions à notre développement international. Vous êtes ingénieur ENSAM, INSA, IDN, ENSPM ou équivalent et justifiez d'une expérience dans les domaines Thermique et Commercial.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à ELF ANTARGAZ - DRS - Tour ELF - 92078 PARIS LA DEFENSE Cedex 43 M

elf aquitaine
LA PASSION A TOUJOURS RAISON

CSEE Transport est une entreprise qui utilise les techniques les plus avancées de l'informatique, de l'électronique et du traitement du signal.

Elle recherche des Ingénieurs d'Affaires Plus commercial que technique, 10 ans d'expérience en matière de contrats à l'export ont fait de vous un véritable négociateur et surtout un bon gestionnaire.

Vous possédez et possédez des connaissances en signalisation ferroviaire et surtout un excellent sens relationnel indispensable à ce poste.

Vous assurerez un rôle de coordination, de suivi de gros contrats, de gestion des coûts et d'élaboration de planning.

Vous établirez de nombreux contacts avec nos usines et maîtres d'œuvre, prendrez en charge l'interface avec nos clients.

Votre anglais est sûr et vous serez nécessaire lors de vos fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Votre évolution au sein de notre groupe est d'ores et déjà assurée : nos projets sont nombreux et nous les partagerons avec vous.

Merci d'adresser votre candidature à CSEE TRANSPORT - M. PETAIN - 21 de la Vigne aux Loups rue Denis Papin 91380 Chilly-Mazarin.

Chilly-Mazarin 91

INGENIEURS D'AFFAIRES

CSEE
Transport

UNION CARBIDE CHEMICAL FRANCE
RECHERCHE

INGENIEUR DE VENTE FORMATION INGENIEUR CHIMISTE

Vous êtes âgé de 30 ans environ et vous avez au moins 3 à 5 ans d'expérience dans la vente et le marketing de spécialités chimiques organiques destinées aux marchés des peintures, adhésifs, de la construction et de la détergence.

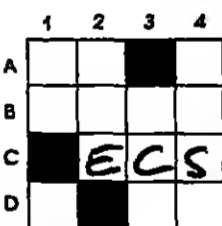
Vous parlez couramment l'anglais. Nous vous offrons une ambiance internationale avec des possibilités de carrière en France et en Europe, une intégration dans une équipe commerciale solide et la responsabilité d'un secteur d'activité, une rémunération motivante et une voiture de fonction.

Ce poste est basé en Région Parisienne - Banlieue Sud. Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 5054.

AGENCE MAILLE
18 RUE VOLNEY - 75002 PARIS, QUI TRANSMETTRA

UNION CARBIDE

Le Monde des Cadres



ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM, recherche, pour son Département Communication et Relations Publiques, son

Responsable d'Edition

Expérience, Compétence, Souplesse

Vous serez chargé du suivi de toutes les publications du groupe ECS, de la rédaction à la réalisation. Pour cela, vous assurerez la négociation et les relations avec les fournisseurs.

Votre rigueur, votre créativité et votre esprit d'équipe, vous permettront de réussir pleinement dans cette fonction. Une bonne connaissance du marché informatique serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV sous réf. PS739 à ECS - Relations Humaines - 29 Avenue Mac Mahon, 75017 PARIS.

ECS

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE RESTAURATION COLLECTIVE

recrute

Son responsable pour la gestion d'une nouvelle cuisine centrale de 3 500 repas par jour

Avec ouverture prévue au printemps 1992 et possibilité d'évolution.

NIVEAU REQUIS :

BTS Hôtellerie ou diplôme équivalent. Il devra posséder de réelles aptitudes à l'encadrement d'une équipe de 24 agents et avoir l'expérience confirmée de gestion d'un établissement similaire, de restauration collective en maison froide.

MISSIONS :

- Responsabilité générale de l'équipement.
- Gestion administrative et budgétaire - marchés.
- Gestion et coordination des équipes constituées.
- Relations avec les fournisseurs et les administrations clientes.

RECRUTEMENT :

A temps plein, début 1992. Mission dès l'été 1991 de suivi et de Conseil auprès du S.I.R.C. pour la mise en place de la nouvelle cuisine.

Envoyer candidature, curriculum vitae et photo à :

M. le Président du S.I.R.C.
Hôtel de Ville - 93957 La Garde

INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

recrute

CHEF DE DÉPARTEMENT D'ENSEIGNEMENT-RECHERCHE EN GESTION

Pour son Département Gestion (une vingtaine d'enseignants-chercheurs environ) :

- marketing/commercial
- stratégie/management
- comptabilité/finance.

L'INT recrute un responsable, soit d'origine universitaire, soit d'origine « entreprises ». Expérience dans les domaines de l'enseignement de la recherche et/ou de la consultation. Aptitudes dans le management d'équipe.

Envoyer prétentions, CV et lettre manuscrite à :

INT - Secrétariat Général
9, rue Charles-Fourier - 91011 ÉVRY CEDEX
Tél. : 60-76-41-01 - Télécopie : 60-77-60-82.

ORGANISME FINANCIER

recherche

Pour contacts suivis
EXCLUSIVEMENT AVEC ENTREPRISES
INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

SECTEUR : BOURGOGNE SUD

ATTACHÉ(E) COMMERCIAL(E)

Ce poste conviendrait à candidat homme ou femme bénéficiant d'une première expérience comportant des contacts fréquents avec des dirigeants d'entreprises.

Les candidatures de débutants seront néanmoins examinées. Les intéressés devront disposer d'une formation supérieure correspondante, d'un goût réel pour la communication et d'une personnalité affirmée.

La fonction s'exercera dans une optique de relations à long terme avec une clientèle déjà existante à développer.

Des déplacements fréquents sont à prévoir dans le secteur Bourgogne Sud.

Le niveau de rémunération, comportant une partie fixe et un intéressement aux résultats, sera communiqué à l'occasion des entretiens.

Ecrire sous n° 8313. - Le Monde Publicité,
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

A la conquête du marché allemand

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Très présent et très performant sur le marché français de l'automobile, de l'aéronautique et de l'armement, nous avons un savoir-faire véritablement reconnu dans la conception et la réalisation de composants industriels.

Désireux de développer notre spécialité sur le marché allemand, nous souhaitons intégrer dans notre équipe un spécialiste parfaitement à l'aise dans le milieu de l'automobile et maîtrisant bien les techniques de la fonderie.

A la fois ingénieur et commercial, vous savez agir en toute autonomie et vous appuyez avec brio sur la structure de notre groupe : réseau important de représentants, stratégie commerciale efficace, présence remarquée dans les principaux salons et congrès professionnels internationaux.

Parfaitement bilingue allemand, intuitif et volontaire, vous saurez saisir les opportunités qu'offre cette mission.

Le Poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à Châteauroux Fonderies - Direction des Ressources Humaines - 21 de la Châtre 36028 Châteauroux Cedex.

CHATEAURoux Fonderies

سكاكالا

صكا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 XIII

Le Monde

de l'

Informatique

2^{ème} SESSION 1991

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 5 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • déchargés des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M275C5, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

Le développement rapide des activités de notre Banque (110 personnes), lié à l'un des premiers groupes français d'Assurances, nous conduit à nous doter de moyens informatiques et bureautiques importants et diversifiés. Notre croissance s'accroît et impose aujourd'hui la mise en œuvre d'une nouvelle organisation informatique.

JEUNE RESPONSABLE DE L'ORGANISATION INFORMATIQUE

Vous proposerez une nouvelle architecture, des procédures, des outils et des méthodes tenant compte de l'existant (parc micro), des besoins des utilisateurs et de nos projets d'avenir. Vous en suivrez l'application dans un objectif de cohérence et de productivité optimale.

Diplômé d'études supérieures (Bac+4 au minimum), vous avez 3 ans d'expérience en organisation informatique bancaire.

A 28-30 ans, vous possédez les qualités d'autonomie et de contact nécessaires à l'exercice de responsabilités importantes.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence JLB/1012 à notre Conseil

ETHNOS

Conseil en recrutement
141, avenue de Wagram
75017 PARIS

Membre de SYNTEC Recrutement

CHEF DE PROJET MONETIQUE/TELEMATIQUE



SINFAT
moins de 10 ans
d'existence, une
trentaine de per-
sonnes, 80 millions de francs de chiffre
d'affaires) s'est affirmée comme le premier
constructeur français de périphériques du
Minitel. Afin de poursuivre notre croissan-
ce, nous recrutons un chef de projet qui
aura essentiellement en charge la concep-
tion et le développement de nos produits de
monétique et télématique. Interface entre
les utilisateurs et le bureau d'études, il
interviendra lors de la définition du cahier

des charges et jusqu'à la recette des pro-
duits. Ce poste, basé en banlieue Nord-
Ouest, s'adresse à un candidat âgé d'au
moins 28 ans, doté d'une formation Bac + 5
en informatique (ingénieur ou universitari-
en) et possédant une expérience significati-
ve acquise en SSII ou chez un constructeur.
La connaissance des systèmes vidéotex,
monétique, télématique, cartes à mémoire,
langages évolués, réseaux, etc. sera fort
appréciée. Ecrire à G. MASSON en préci-
sant vos prétentions et la référence
A/S8686M - PA Consulting Group - 3,
rue des Gravières - 92521 NEUILLY
Cedex - Tél. 40.88.79.39.

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

Chef de Projet Informatique Images de Synthèse

Nous sommes une Société d'Etudes et de Services aux Entreprises (plus de 600 personnes). Nous développons pour nos clients des produits spécifiques (matériels ou logiciels).

Pour notre Département Aéronautique et Télécommunications, (situé à Malakoff - 92) nous recherchons un Chef de Projet Informatique, qui sous la responsabilité du Chef de Service, et en liaison étroite avec les clients, aura à développer un simulateur temps réel (images de synthèse), les interfaces hommes/machines, dériver les nouveaux algorithmes, faire évoluer le produit.

De formation Ingénieur Grande Ecole, option Informatique (type ENSI...), vous avez une première expérience de 2 à 3 ans en développement de logiciels temps réel, de préférence en synthèse d'images. Vous connaissez les langages C et Fortran, le système UNIX et un moniteur temps réel (PSOS...).

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil, SEFOP sous réf. CSE 558 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

SEFOP

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEURS INFORMATIENS

RECRUTEMENT PAR
CONFIRMATION (R.C.B.)

ECOLE D'INGENIEURS,
DESS, DEA, MASTER,
MAITRISE D'INFORMATIQUE

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à Pierre GILLIER - SITONIC - 6, rue du Docteur Frlay - 75015 PARIS. vous pouvez également saisir votre CV en tapant 55555555 réf. M 171

SITONIC

Intéressés par les projets d'INNOVATION dans les domaines suivants :

- transfert de l'ECRIT, de l'IMAGE, de la VOIX,
- bureautique communicante,
- interconnexion de réseaux,
- systèmes répartis, bases de données,
- temps réel.

Postes à pourvoir en CONCEPTION et REALISATION de logiciel sur mini et microprocesseurs (UNIX, VMS, Moniteurs Temps Réel, langage C, ADA, PASCAL, Assembleurs 680X0, 80X86).

Nous proposons :

- une rémunération motivante avec une possibilité de participation aux résultats,
- un perfectionnement continu des connaissances,
- de réelles possibilités d'évolution dans un environnement enrichissant.

PARIS ETOILE

Etablissement du secteur tertiaire, leader mondial dans notre secteur d'activité, notre forte expansion nous incite à recruter pour notre Département Organisation.

ORGANISATEUR

Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce

Vous assisterez le Responsable de l'Organisation dans la mise en place du département et, en relation étroite avec la Direction Informatique et les autres Directions de la société, vous participerez à l'amélioration des fonctionnements de l'entreprise en terme d'organisation administrative, de qualité des opérations et de sécurité.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un(e) candidat(e) à fort potentiel ayant acquis une première expérience d'organisateur de deux années environ, de préférence au sein d'un cabinet de conseil anglo-saxon.

La maîtrise de la langue anglaise est nécessaire. Une bonne pratique des milieux de la banque et/ou de l'assurance serait un atout apprécié. Votre sens relationnel, votre rigueur et votre acquis méthodologique vous garantiront une évolution rapide et ouverte dans un contexte riche en nouvelles opportunités.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite) sous la référence OR à notre conseil : EL CONSEIL - 7, rue Paul Lelong 75002 PARIS.



DEFITEC ET VOUS, BIEN-ETRE ET TECHNOLOGIE

Société de services spécialisée dans les métiers de l'informatique Industrielle, notre rigueur professionnelle dans les domaines AVIONIQUE et SPATIAL, AUTOMATISMES INDUSTRIELS, TELECOMMUNICATIONS, IMAGERIE, GENIE LOGICIEL, ... fait de nous le partenaire des plus grands comptes de l'industrie.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Ingénieur de formation, vous avez entre 2 et 5 ans d'expérience dans l'un des environnements suivants : ADA, C, C++, SIMULINK, 680X0, 80X86. Vous interveniez dans la conception et la réalisation de projets que vous aurez choisis et vous développerez de nouvelles compétences dans les techniques de pointe (réseaux et services, méthodes et langages objets, interfaces opérateurs, ...). Vous intégrerez une structure jeune et souple sachant respecter ses engagements.

Prenez contact avec Sylvie BATUT, DEFITEC, 43 rue du Gouverneur Général Eboou 92130 ISSY LES MOULINEAUX.



JEUNE ORGANISATEUR

VOUS VENEZ DE TERMINER VOS ETUDES d'ingénieur, ou de Maîtrise Sciences et Techniques ou MIAGE... Nous vous proposons d'intégrer directement le SERVICE ORGANISATION rattaché à la Direction Organisation Informatique.

VOTRE MISSION s'inscrira dans le cadre et la mise en œuvre du Plan d'Organisation de l'Entreprise. Vous serez, dès votre recrutement et après une phase de formation, chargé de participer à la mise en place d'un nouveau système d'information entraînant des mutations technologiques et organisationnelles importantes.

Pour réussir votre mission et votre intégration dans nos équipes, VOUS DEVEZ POSSEDER le sens de la négociation, les compétences pour conduire un projet complexe, des aptitudes pédagogiques certaines, et être passionné par les évolutions techniques et organisationnelles.

Le poste à pourvoir ouvre, à l'horizon quatre-vingt ans, de REELLES PERSPECTIVES d'évolution professionnelle, tant au Crédit Agricole de la Charente que dans le Groupe Crédit Agricole.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, à : Direction des Ressources Humaines - CRAM - BP 21 16800 SOYAUX



LE CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

Formation Ecole d'Ingénieur
Ayant une expérience réussie du management d'une équipe informatique et de la conception d'un système informatique.

Il aura l'expérience du domaine industriel (informatique temps réel). Quelques déplacements en France et à l'étranger.

Anglais courant.

Merci d'adr. lettre de candidature, CV et photo s/réf. 067 à Société ELSYDEL - DRH - 63, boulevard Bessières 75017 PARIS

Le Monde de l'Informatique

ORGANISMES CENTRAUX DU CREDIT MUTUEL

A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 245 milliards de francs de dépôts, 7,6 millions de clients, 4.000 agences et 22.000 collaborateurs est le 5^{ème} groupe bancaire français.

Les Organismes Centraux du Crédit Mutuel recherchent : un Responsable Projet Méthode

Au sein du département de l'informatique Interne, venez prendre en charge la conduite de notre projet Méthode dans ses aspects conduits de projets et conception de systèmes d'information.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, vous avez une expérience de 2 à 5 ans en tant que Chef de Projet dans le secteur bancaire.

Vous maîtrisez une ou plusieurs méthodes de conduite de projets (type SDM/S) et de conception de S.I. (MERISE...) ainsi qu'au moins un AGL. La connaissance de Bases de Données Relationnelles serait un plus. Vous êtes bien sûr un homme de dialogue et d'ouverture.

CONTACT
Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 308/LM/02 à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

UNE EQUIPE CONFIRMÉE ET DE GRANDS PROJETS

DE SOLIDES PARTENAIRES, UNE EQUIPE EXPERIMENTÉE HABITUÉE À CONDUIRE DES MISSIONS DE HAUT NIVEAU.

UNE COMPÉTENCE RECONNUE EN SYSTEMES ET TECHNOLOGIES DE POINTE. VOILÀ QUELQUES ATOUTS QUI PERMETTENT À GENCOM D'INTERVENIR DANS LE CADRE DE PROJETS INFORMATIQUES DE GRANDE ENVERGURE.

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

2 À 6 ANS D'EXPÉRIENCE

Vous justifiez de Compétences :

- RESEAUX
- SGBD
- OUTILS GRAPHIQUES
- METHODES
- SYSTEMES D'EXPLOITATION (UNIX, VMS, MVS, MS-DOS, OS2)
- LANGAGES (C, PASCAL, ADA, FORTRAN)

Vous contribuerez activement à l'expansion de nos secteurs d'activité :

- TELECOMMUNICATIONS
- AERONAUTIQUE ET SPATIAL
- DEFENSE
- INDUSTRIE ET TRANSPORT
- FINANCE ET TERTIAIRE
- METHODES ET FORMATION

DANS LE CADRE D'UNE POLITIQUE D'INTERESSEMENT MOTIVANTE, VOUS SEREZ DIRECTEMENT ASSOCIÉS AUX RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Alain DESBOIS
GENCOM Le Marmoz 13 avenue Morane Soulier 78140 VELIZY - Tél. 34 65 01 15

GENCOM

UNE EQUIPE, DES AMBITIONS

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT

DEBUTANTS

conception et réalisation de projets

Le Groupe des Fromageries Bel, présent dans 85 pays : 6 500 personnes, 6 milliards de CA dont 50 % à l'étranger.

Son informatique est l'un des outils de sa compétitivité, elle bénéficie de sa puissance, d'une équipe performante et de moyens solides : 1 centre serveur IBM 4381, VM, VSE, CICS, SQL, MOMAD, un réseau d'IBM 34 et AS 400, micro PC/PS, OPUS 4000... Elle sera encore plus performante si vous coopérez à la mise en place de nouveaux systèmes d'information.

Vous serez intégré aux équipes de développement qui conduisent des projets dans un environnement technique et méthodologique motivant. Vous avez une formation Bac + 5 informatique, vous êtes débutant ou vous avez une première expérience de réalisation.

Votre lieu de travail : Paris-Madeleine/Concorde.

Pour prendre contact, merci d'adresser CV et lettre manuscrite, sous réf. 025/02, à Marie-Christine LE GARFF - Temps D'essai - 3, rue de Liège 75009 Paris.

TEMPS dense
INSTRUMENT DES CARRIERES


LA COMPETITION, NOTRE MODE DE VIE, VOTRE MODE D'ACTION.

Ingénieurs Grandes Ecoles, Peugeot a l'objectif d'être leader européen des constructeurs. Son savoir-faire, sa solidité financière, son dynamisme, et sa qualité de management sont pour vous l'occasion de concrétiser vos projets. Vous rêvez de défis quotidiens, d'un travail motivant, de responsabilités de premier plan, alors rejoignez La Direction Informatique.

Rejoignez-nous dans la compétition. Ecrivez à :

Vous recevrez une formation adaptée pour vous intégrer dans une équipe de développement. Vous utiliserez de puissants outils de traitement dans un environnement qui s'étendra des plus gros ordinateurs aux micros en passant par les minis transactionnels. Vous évoluerez vers la fonction Chef de Projet ou des fonctions orientées vers les techniques des systèmes informatiques.

PEUGEOT
FRANZ FRAUTTER
Compagnon fondateur du département Informatique



AXA

Groupe privé d'assurances, AXA réalise un Chiffre d'Affaires de 57 milliards de francs dont 1/3 à l'étranger. Actuellement dans les 10 premiers groupes européens d'assurances, AXA affirme sa volonté de devenir l'un des premiers groupes internationaux dans son domaine.

NOUS RECHERCHONS DES INGENIEURS GRANDES ECOLES POUR CONSTRUIRE UNE NOUVELLE INFORMATIQUE

Notre forte croissance nous amène à développer une architecture informatique qui permette de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du groupe les moyens techniques, les données, les fonctions utilisateurs.

Notre environnement, composé de grands systèmes IBM (MVS, CICS, DB2, COBOL 2) et de 17.000 postes interconnectés (micros sous OS/2 réseau local TOKEN RING, Pascal orienté objet), intègre les nouvelles techniques : langages structurés, systèmes expert, EAO, bases de données distribuées, communication programme à programme...

Diplômés des Grandes Ecoles, de débutants à 5 ans d'expérience, nous vous proposons de rejoindre notre équipe jeune de très haut niveau, où chacun est responsable de son projet de A à Z. Nous offrons une rémunération attractive.

D'autre part, la taille d'AXA permet d'offrir des évolutions de carrière tant dans le domaine informatique que dans les différents secteurs d'activité du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. LMO/7 à :
AXA - Eric BRETON - DCRH - 14 Rue de Londres - 75009 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

INGENIEURS LOGICIEL

Société d'ingénierie informatique, nous concevons et réalisons des logiciels de base et d'application pour les grands projets du futur en automatismes industriels, aéronautique, espace et télécommunications.

Ingénieur grande école, universitaire, attiré par l'informatique technique, vous souhaitez développer vos compétences en génie logiciel, traitement d'images, process, simulation, réseaux.

Venez partager notre passion.
INFORMATIQUE POUR LES TECHNIQUES AVANCEES
5 avenue du Maréchal-Juin, 92100 Boulogne.

INTA

صلى الله عليه وسلم

صكا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de *Pointe*

• Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 XV

apprentis
casaniers?

SE GRISER d'audace, de rêves, de passion, de liberté...
TRAVERSER ET MAÎTRISER les courants technologiques,
POUR IMAGINER ET CONCEVOIR le caractère de nos futurs MICRO-ORDINATEURS.



MEDIA PA Photo B. Desmets. Vm/jst/af

Le transfert de la DIRECTION MONDIALE du groupe ORDINATEURS PERSONNELS à Grenoble ouvre des perspectives pour l'ensemble de la division PC.

Notre département **RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT** est le plus important d'Europe. 10 % de notre chiffre d'affaires sont investis dans les projets développés par ce laboratoire.

- Pour accompagner et accélérer notre croissance, notre laboratoire souhaite intégrer de nouvelles équipes d'ingénieurs.

Aujourd'hui, nous souhaitons rencontrer :

INGENIEURS SOFTWARE

INGENIEURS BIOS

**INGENIEURS
ELECTRONICIENS**

**INGENIEURS
TELECOMMUNICATIONS
ET RESEAUX**

Entrer chez HP c'est choisir une entreprise à forte croissance, des postes de départ à la fois formateurs et exigeants, c'est faire avec nous le pari que vous pouvez prendre des responsabilités sans attendre, c'est pouvoir dessiner et redessiner sa carrière avec le temps, c'est la certitude que vos ambitions se réaliseront à la hauteur de votre motivation et de votre potentiel.

Vous êtes débutant ou expérimenté. Nous sommes prêts à considérer votre candidature même si vous n'êtes pas disponible dans l'immédiat.

Adressez-nous votre dossier de candidature (CV et photo) en précisant le poste choisi au Service Recrutement HEWLETT PACKARD FRANCE 38053 GRENOBLE CEDEX 09.

 **HEWLETT
PACKARD**

emploi

Le Monde des Secteurs de Pointe

TDF: LA NOUVELLE ONDE DE CHOC

● TéléDiffusion de France



TDF - 1^{er} diffuseur de radio et télévision - innove de la pointe de l'actualité à la pointe de la technique en créant de nouveaux services (un système satellite de diffusion directe TDF1 - TDF2, radiomessagerie, radiodiffusion, diffusion de données, réseaux câblés...). Société anonyme, 4000 professionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs, une appartenance prestigieuse : COGECOM, Groupe FRANCE TELECOM.

INGENIEUR GRANDS COMPTES

Ingenieur de formation, avec une première expérience d'au moins trois ans dans le domaine de la haute technologie, vous serez rattaché au Directeur des ventes et entouré d'une équipe de 3 collaborateurs. Vous serez en charge de la commercialisation de nos produits auprès de nos clients - chaînes de programmes télévisés - et négocieriez des contrats pluri-annuels.

- Votre rôle :**
- Proposer des solutions optimales, après analyse des besoins, en participant à la conception et à l'élaboration de conventions, contrats et avenants.
 - Négocier ces contrats au mieux des intérêts de TDF à court et moyen terme.
 - Informer et contribuer à coordonner l'ensemble des interlocuteurs de TDF pour la réalisation des prestations.

- Vos objectifs principaux :**
- Assurer la consolidation du chiffre d'affaires avec ces clients.
 - Garantir le niveau optimal de satisfaction de vos clients.
 - Contribuer au développement commercial de TDF.

Merci d'adresser votre dossier (lettre man., prétentions, CV, photo) sous la réf. LM/01/91 à : TDF - Direction des Ressources Humaines - Département Développement des Carrières, 21/27 rue Barbès 92120 MONTROUGE.

TDF: LA DIFFUSION DES IMAGES, DU SON ET DES DONNEES.

GAGNEZ LES GRANDS ESPACES EUROPEENS

TEUCHOS est une jeune société d'ingénierie en expansion rapide. Son domaine : les grands programmes aéronautiques et spatiaux nationaux et européens en collaboration avec un grand donneur d'ordre de la profession. Elle recherche pour ses activités de conception et de développement de lanceurs de missiles des

INGENIEURS

justifiant d'une première expérience réussie (Bac + 5 minimum)

pour les postes suivants basés en région parisienne.

- Responsable développement équipements pyrotechniques lanceur.
- Responsable ingénierie structures internes station spatiale.
- Responsable définition et aménagement d'un étage de lanceur.
- Etude du durcissement électromagnétique missile ou équipements.
- Modélisation et calcul circuits électromagnétiques équipements.
- Calculs aérodynamiques et thermiques (expérience SUPERTAB).
- Conception et mise au point cartes VME (processeur graphique).
- Conception et interface fondeur pour ASIC spécifiques.
- Mise en place base de données CFAO (SUN / UNIX - SQL).
- Cogniticien expérimenté (domaine génie logiciel et génie système).

Vous justifiez d'une bonne connaissance de l'anglais. Vous savez faire preuve d'autonomie tout en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires au sein de structures à dimension humaine.



Merci de nous adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé) sous référence PROA à TEUCHOS EXPLOITATION 6, avenue du Général de Gaulle, 78000 VERSAILLES.

La dimension internationale de notre Groupe, qui conçoit et fabrique des moteurs Diesels pour le monde entier, l'amène à développer sa politique industrielle et à rechercher de

Jeunes Ingénieurs chefs de projet industriel

Votre mission consistera à conduire un projet industriel : organisation en cellules autonomes de travail, gestion des flux d'information, animation d'une équipe, contrôle et suivi du résultat. Après une expérience réussie de 2 ou 3 ans, au sein de la Direction industrielle, de larges possibilités d'évolution vous seront offertes dans le Groupe, en France comme à l'étranger. Ce poste nécessite un goût marqué pour la gestion et l'économie d'entreprise et de très bonnes capacités relationnelles. Rigoureux et pragmatique, âgé de 24 à 28 ans, vous avez une formation d'ingénieur à dominante mécanique (Centrale, ENSAM, IDN, INSA, ECL). Une formation en gestion (IAE, ICG...) serait appréciée. La pratique de l'anglais est indispensable. Première affectation en Alsace.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions, photo et numéro de téléphone, sous réf. 62213, à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

MERLIN GERIN

la maîtrise de l'énergie électrique

GROUPE SCHNEIDER

31 000 hommes et femmes, près de 20 milliards de CA aujourd'hui dont 50% à l'international : une dynamique exceptionnelle d'expansion, d'innovations et d'enthousiasme. La maîtrise de l'énergie électrique : un métier qui évolue vite !

Les grandes réalisations industrielles, la distribution publique et industrielle de l'énergie, les automatismes sont les grands domaines d'activités de notre Département Réalisations d'Ensembles pour lequel nous recherchons des

chefs de projets confirmés automatisme / informatique industrielle

Vous dirigez la réalisation de grands projets France/Export pour la conduite de process industriels (dominante temps réel), depuis le cahier des charges jusqu'à la mise en service sur site. Vous avez une expérience similaire de 4 ou 5 ans, nous vous proposons une large autonomie pour ces postes à responsabilités impliquant disponibilité et bon niveau d'anglais ou espagnol. D MOND 2/341

marine marchande

Ingenieur automaticien, vous prenez la responsabilité de projets d'automatismes depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre et aux essais sur plateforme. Votre expérience et vos connaissances acquises dans le domaine de la marine marchande ou d'un secteur similaire vous permettent de jouer un véritable rôle de conseil d'affaires (avant et après vente). D MOND 816

chefs de projets juniors électrotechniciens

De formation SUPELEC, IEG, ENSEEIHT, débutant ou 1^{re} expérience, vous participez à la réalisation de projets électrotechniques (conception de postes THT et de centrales). Responsable de la qualité, des coûts et des délais, vous coordonnez et assurez les relations avec les partenaires extérieurs et les services internes. D MOND 746

Renforcer notre professionnalisme et construire ensemble votre propre parcours : une ambition et un enthousiasme que nous vous invitons à partager !

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à Merlin Gerin, Gestion prévisionnelle des cadres, 38050 Grenoble Cedex. Entretiens sur Paris, Grenoble ou grandes villes de province.

DE LA GUERRE ELECTRONIQUE AUX GRANDS SYSTEMES INFORMATIQUES

Nous développons nos compétences pluridisciplinaires pour assurer la conception et l'intégration de systèmes embarqués de haute technologie impliquant ADA, UNIX, systèmes experts... dans les domaines de l'auto-défense navale et de l'informatique militaire.

Ingénieurs high-tech

De l'ingénieur d'études au Responsable de projet, toutes vos compétences s'épanouiront dans des missions motivantes en :

- INFORMATIQUE TEMPS REEL ET GRANDS SYSTEMES
- TRAITEMENT DE L'IMAGE ET DU SIGNAL
- ELECTRONIQUE NUMERIQUE ET GRAPHIQUE
- ELECTRONIQUE DE PUISSANCE
- MARKETING ET COMMERCE INTERNATIONAL

Vous voulez participer à la forte croissance d'une entreprise à taille humaine et de dimension européenne, caractérisée par la collaboration étroite entre les équipes impliquées et la pratique d'une large délégation de responsabilités.

De nombreux postes sont à pourvoir aussi bien dans nos Centres d'études d'Orsay et de Toulon, notre unité d'intégration de Riom, que dans notre filiale de Services Informatiques.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à Louis Morel, Service des Ressources Humaines, CSEE Défense, ZA de Courtabœuf, 6 avenue des Tropiques, BP 80, 91943 Les Ulis Cedex



صناديق الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 XVII

e l'Atlantique

Le Monde des Secteurs de Pointe



Conjuguons vos talents **COMMERCIAUX** à notre expérience **TECHNIQUE**

La Division Engins recherche pour son Etablissement de Châtillon (92) des

CADRES et INGENIEURS GRANDES ECOLES

Vous avez une formation de haut niveau et vous souhaitez la valoriser en participant à des programmes internationaux multipartites. Nous proposons la responsabilité de ventes de systèmes militaires Haute Technologie, aux administrations françaises et européennes à des Ingénieurs ECP, ENSAE, ENSTA.

Vous avez une expérience de 5 à 10 ans ou sein d'une Direction Technique ou de Programme, et vous cherchez à évoluer vers une activité commerciale. Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une équipe commerciale ayant en charge :

- l'élaboration et la négociation des offres commerciales
- la négociation de contrats et d'accords de coopération. (Réf. E/CF1/SI)

Vous avez une double compétence technique et gestion ou commerciale. Vous souhaitez débiter votre carrière dans un domaine high tech valorisant ainsi votre formation. Nous vous proposons d'intégrer une équipe commerciale ayant en charge :

- l'élaboration et la négociation des offres commerciales
- la négociation de contrats et d'accords de coopération. (Réf. E/CF2/SI)

Pour ces 2 postes, l'anglais est indispensable et l'allemand est souhaité.

Vous êtes débutant, diplômé ESCP, HEC, ESSEC... ou riche d'une première expérience dans une industrie proche de l'armement. Vous cherchez à valoriser vos compétences commerciales dans un pays d'Asie.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une équipe ayant en charge :

- l'animation de projets et la prospection régionale
- la négociation de contrats
- la recherche de possibilités de coopération.

Pour ce poste l'anglais est indispensable, et le japonais est souhaité.

(Réf. E/CE/SI)



aerospatiale

Pour nous rejoindre, adresser rapidement votre dossier à AEROSPATIALE - Etablissement de Châtillon - 2 rue Béranger - BP 81 - 92320 CHATILLON.

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

Ingénieur Responsable Produits De la conception...à la fabrication

Equipements pour l'automobile.

La société est depuis plus d'un siècle présente sur son marché. Elle a récemment rejoint un grand groupe national et s'est positionnée sur le marché de l'automobile. Ce secteur stratégique bénéficie d'investissements importants. C'est dans cet esprit que s'inscrit la recherche d'un Responsable Produits.

Avec l'aide de son équipe (15 jeunes techniciens), il est responsable des produits de leur conception à leur réalisation (présentes). En relation initiale avec le bureau d'études des constructeurs (France et Europe), il procède aux études, assisté par un système CAO. Le prototype réalisé, il supervise tests et essais en liaison avec la qualité. Avec les méthodes, il participe à la définition des moyens d'industrialisation. Complémentairement, il est le lien indispensable avec les services concernés pour le choix et le suivi des fournisseurs, les approvisionnements...

Ce poste conviendrait bien à un jeune ingénieur généraliste, ayant des connaissances en électronique qui, après une première expérience, souhaiterait conjuguer une responsabilité d'équipe, de projets... dans un contexte international (maîtrise de l'anglais nécessaire) et, dans un secteur où les techniques sont particulièrement évolutives.

Le poste se situe en Picardie proche de la mer.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MBE 552 M, à SEFOP, qui nous connaissant bien vous parlera de nos projets.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE

SEFOP

RESPONSABLE de son SERVICE INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Institut Pasteur

PARIS - Montparnasse recherche

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) à la Direction des Ressources Humaines de l'Institut Pasteur, 28 rue du Docteur Roux, 75724 PARIS CEDEX 15.

ECRIN AUTOMATISMES

DANS LE CADRE DE SON EXTENSION A LA DISTRIBUTION DES PRODUITS VME DE LA SOCIETE FORCES COMPUTERS, ECRIN AUTOMATISMES, 100 DES TRIBUTEURS DE CARTES INDUSTRIELLES EN FRANCE RECHERCHE pour ses agences des ULIS (Paris) et de CROLLES (Grenoble) :

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX avec expérience d'environ 3 ans dans la vente de cartes VME / G64-G96 de préférence.

INGENIEURS D'APPLICATION

Connaissant le bus VME et systèmes d'exploitation UNIX / OS-9 pour assurer l'assistance technique de nos clients. Une expérience dans la formation serait un plus.

Pour tous les postes nous offrons un travail motivant au sein d'une équipe expérimentée et dynamique, une réelle possibilité d'évolution en raison de la croissance rapide de la société et des conditions de rémunération stimulantes.

Merci d'envoyer rapidement CV, photo et prétentions à l'adresse suivante : ECRIN AUTOMATISMES - Service du Personnel Rue de Pré de l'Écluse - BP 15 - 38190 CROLLES

Établissement public à vocation financière intervenant dans les pays en voie de développement recherche, pour son siège à Paris,

UN INGENIEUR

pour renforcer sa division des Télécommunications.

Il aura la responsabilité d'évaluer des projets d'infrastructures de Télécommunications, en vue de leur financement, en liaison avec les structures exploitantes et les autorités administratives des pays bénéficiaires des prêts.

Issu de préférence de l'ENST (École nationale supérieure des Télécommunications), le candidat, âgé de 30/35 ans, aura une expérience professionnelle minimum de 3 ans. Formation complémentaire en économie et finances souhaitée. Aisance écrite et orale requise.

Envoyer lettre + CV, au Monde Publiée sous N° 8318, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Coca-Cola Coke

Etre le N°1 mondial, présent dans plus de 160 pays, c'est aussi être garant d'un système de production rationnel et performant. Dans le cadre de son développement, COCA-COLA recherche pour son siège social situé à PARIS un

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE



Ingénieur grande école, diplômé agro ou Bac + 4 biologie ou biochimie, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans le domaine de l'assurance qualité, si possible acquise au sein d'un centre de production agroalimentaire ou de biens de grande consommation.



Rattaché au Directeur Industriel, vous animerez la fonction qualité en usine en définissant les principaux objectifs et en assurant la formation et l'animation des responsables qualité.



En relation avec la production, la direction des usines et ces responsables qualité, vous analyserez et assurerez le suivi de la qualité de nos produits à destination des consommateurs et mettez en place les actions correctives nécessaires.



Capacité d'animation et d'écoute, goût pour les chiffres et excellente maîtrise de l'anglais seront vos atouts pour réussir à ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. RAQ/LM à COCA-COLA BEVERAGES SA, Service du Recrutement, BP 18, 75513 PARIS Cedex 15.



LOHR

Constructeur de véhicules industriels recherche

INGENIEUR MÉCANICIEN (A.M., ENSAIS, INA, ENI...)

pour prendre en charge le service

HOMOLOGATIONS-RÉCEPTIONS

En contact permanent avec les organismes officiels de tous les pays européens (Mines, TUV, etc...) et la clientèle, ce collaborateur devra associer à ses connaissances techniques de réelles qualités relationnelles.

Il est nécessaire de posséder la connaissance de l'allemand et de l'anglais.

Adresser lettre de candidature, photo et C.V. à : Direction des Ressources Humaines - LOHR 29, rue du 14 Juillet - 67380 HANGENBIETEN.

صلى الله عليه وسلم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 XIX

3

Le Monde

Secteurs de Pointe

Ingénieurs High Tech...

Ingénieurs de pointe dans le domaine des programmes aéronautiques à l'exploitation régionale

INGENIEUR CONTRE-MESURES

De formation Electronicien, vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans les contre-mesures et une compétence "système" reconnue.

INGENIEUR MISSILIER

De formation Electronicien, vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine des radars, de la conduite de tir, des missiles ou des systèmes d'armes.

pour la conduite de programmes aéronautiques!

Pour ces deux postes, vous serez chargé, au sein d'une équipe, du suivi et du contrôle d'un programme avec les industriels réalisateurs du projet.

Vous avez bien sûr le goût des contacts humains, le sens du dialogue et des responsabilités indispensables à votre autonomie.

L'anglais est nécessaire pour vos fréquents déplacements en Région Parisienne et Province (éventuellement à l'étranger).

Habilitation défense nationale indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions) sous réf. 2255/LM à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

COMPETENCES PROFESSIONNELLES QUALITES PERSONNELLES

REJOIGNEZ

ASSISMO

Société nouvelle pour le développement exclusif du Conseil et de l'Assistance Technique et Méthodologique à la Maîtrise d'ouvrage des Projets Informatiques.

CHEFS DE PROJETS CONCEPTEURS

Conseil, étude préalable, spécification des besoins, architecture, appel d'offres, conduite de projet, organisation...

Telles sont les COMPETENCES qui caractérisent un collaborateur d'ASSISMO.

Amabilité, honnêteté, respect, courage, fiabilité, ambition...

Telles sont les QUALITES qui s'appliquent à un collaborateur d'ASSISMO.

Vous vous reconnaissez ? Rejoignez l'équipe de départ !
Rencontrez-nous : envoyez C.V. ou téléphonez pour Rendez-Vous à Gérard PAYEN, 45 08 02 64 - ASSISMO - 8, rue Saint-Marc 75002 PARIS.

Sur fond de matière grise, vos grands projets verront le jour

L'intelligence humaine s'imposera toujours comme la matière vive de notre entreprise.

Filiale du groupe Alcatel, Alcatel TITN ANSWARE est spécialisée dans la conception et la réalisation des systèmes d'information interconnectés par des réseaux. Ces systèmes trouvent des applications dans tous les secteurs de la vie économique : l'Industrie, l'Aérospatial, la Défense, les Télécommunications et le Tertiaire. Nous intervenons à tous les stades : conseil, assistance et réalisation de logiciels ; intégration de systèmes ; ingénierie d'exploitation de parc.

Un savoir-faire reconnu, une puissante organisation régionale et la volonté de rassembler des équipes pluridisciplinaires caractérisent notre SSI.

Vous aspirez à un monde fait d'ambition, de missions passionnantes, de perspectives d'évolution. Rejoignez-nous pour donner naissance aux plus grands projets dans les domaines d'activités suivants :

Industrie / Aérospatial / Défense

Intégration de projets de pointe dans les domaines : systèmes embarqués - traitement du signal et de l'image - télécommunications militaires - productique - contrôle de process - gestion électronique de documents - OIIP (On Line Transactional Processing) - sécurité des systèmes informatiques.

Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés.

Contact : Laurence LE CALVEZ.

Tertiaire

Etude et développement des systèmes d'information des Administrations, des Banques, des Assurances, et des Grandes Entreprises.

Nos atouts : la compétence de nos spécialistes dans les métiers de nos clients, la maîtrise des outils et méthodes indispensables à un service de qualité, l'expérience et la rigueur dans la tenue de nos engagements commerciaux.

Consultants, chefs de projet, ingénieurs d'études et analystes en informatique de gestion.

Contact : Estelle MONIN.

Télécommunications

Architecture de réseaux hétérogènes - protocoles de communication - réseaux locaux - large bande - NUMERIS - Messagerie X 400 et serveurs multimédias.

Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés.

Contact : Murielle YDE.

Génie Logiciel

Développement d'outils - organisation et suivi de projets - méthodologie - intégration d'ateliers logiciels...

Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés.

Contact : Murielle YDE.

Ingénierie d'exploitation de Parc

Offre complète de services dans l'exploitation, la gestion, le suivi matériel et logiciel de parcs informatiques.

Ingénieurs et techniciens gestionnaires de réseaux, administrateurs de systèmes et techniciens d'exploitation.

Contact : Christian SCHWARTZ.

Nos implantations régionales interviennent dans les mêmes domaines applicatifs

Nord : Villeneuve d'Ascq, Est : Metz, Strasbourg, Rhône-Alpes : Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Sud-Est : Aix-en-Provence, Toulon, Nice, Sud-Ouest : Toulouse, Bordeaux, Ouest : Nantes, Brest, Rennes.

Chefs de projets, ingénieurs d'étude et analystes en informatique technique et de gestion.

Contact : Ariane CHARTIER.

L'INFORMATIQUE ENRICHIE DES TELECOMMUNICATIONS

ALCATEL
TITN ANSWARE

Merci d'adresser votre candidature en précisant le domaine d'activité et la ville de votre choix. Si plusieurs de nos activités vous intéressent, contactez Ariane Chartier qui vous orientera. ALCATEL TITN ANSWARE, Direction des Ressources Humaines, 1, rue Galvani - BP 110 - 91301 Massy Cedex.

Un challenge international

JEUNES INGENIEURS DE PRODUCTION

Filiale d'un important groupe industriel, nous produisons des verres techniques dans notre usine de 700 personnes située dans le sud de la Seine-et-Marne (77). Le contexte en croissance et largement international de nos produits nous conduit à des développements techniques de haut niveau. Persuadés que nous gagnerons le pari du futur grâce à la qualité de nos ingénieurs, nous poursuivons la structuration de notre équipe.

Nous recherchons de jeunes diplômés GE généralistes (ECF, A & M, ENSL...) ou chimistes (optique thermique, génie des procédés, traitement de surface...), débutant ou disposant d'une première expérience, désireux de se former et de s'exprimer dans un environnement technologiquement très élaboré.

Au sein d'une équipe de jeunes ingénieurs, nous vous confierons des responsabilités Process visant à optimiser et à fiabiliser la maîtrise de nos procédés de fabrication et à améliorer la productivité de nos équipements. Evolutions possibles vers des responsabilités de projets ou de supervision d'atelier y compris sur le plan international.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 18784, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



Des Ingénieurs ingénieux... pour des projets stratégiques!

aérospatiale recherche pour son Etablissement de Châtillon (92) des

**INGENIEURS
GRANDES ECOLES**
Débutants ou première expérience

Notre Direction de la Recherche a pour objectif de réaliser des analyses techniques et opérationnelles permettant d'orienter la stratégie de la Division.

Elle souhaite enrichir ses équipes en intégrant des Ingénieurs Intéressés par les techniques de recherche opérationnelle (wargames, cartographie, simulation...). Vous aurez alors la responsabilité d'un important projet puis celle d'études et de logiciels de simulation.

Un des postes à pourvoir requiert une **EXPERIENCE INFORMATIQUE** dans le but d'assurer la **COORDINATION SYSTEME** du département. (Réf. VM/DR/O)

Fort de vos connaissances en **OPTIQUE ET DES ASSERVISSEMENTS** vous assurerez la définition de systèmes de visée et de pointage destinés à la conduite de tirs.

Ces études devront aboutir à des propositions d'ensembles cohérents et complètes, susceptibles de développements industriels. (Réf. VM/DR/L)

Merci d'adresser votre dossier sous référence choisie à AEROSPATIALE - Etablissement de Châtillon - 2 rue Béranger - BP 81 - 92320 CHATILLON.

aérospatiale

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

Le Monde des Secteurs de Pointe

Provence INGENIEURS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Mécanique, Electrotechnique

Créé il y a 5 ans, notre groupe conçoit et assemble des automates bancaires et des bornes de communication interactives. La qualité de nos produits et l'efficacité de notre marketing nous ont permis d'acquies rapidement une position dominante sur nos marchés. La diversité de nos fabrications et leur constante évolution technologique justifient le renforcement de notre structure Recherche et Développement.

De formation Ingénieur (AM, ENI, ENSEM, INSA, ...) ou universitaire, vous disposez d'une expérience de quelques années acquise de préférence dans le développement d'ensembles de mécanique fine ou de micro-mécanique (automates, robotique, machines de tri, ...).

Vous maîtrisez l'anglais et, dans l'idéal, l'italien.

Dans un premier temps, vous intégrerez pour quelques mois notre implantation italienne avant de rejoindre notre siège situé en bord de mer entre Marseille et Toulon. La dimension de nos partenaires est garante de votre évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 54/4100 B à :

EGOR PROVENCE COTE D'AZUR
6, place Jeanne d'Arc
13100 AIX EN PROVENCE

EGOR

PARIS AVIGNON PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEEN UNITED KINGDOM

INGENIEURS

VOS COMPETENCES
POUR LES TRAINS
D'AVANT

Au sein de la Division Transport, la vocation de nos équipes lyonnaises (600 personnes, dont plus de 200 ingénieurs) est de concevoir les assemblages électroniques embarqués destinés aux TGV, locomotives, métros. Nous renforçons notre Département Qualité et recherchons un Ingénieur :

ASSURANCE QUALITE FOURNISSEURS
ELECTRONIQUE, ELECTROTECHNIQUE, MECANIQUE

Il est responsable de l'évolution des systèmes existants chez nos fournisseurs, la mise, si nécessaire, dans la mise en œuvre des actions correctives. Ce poste s'adresse à un ingénieur âgé d'au moins 30 ans, disposant d'une expérience préalable de la fonction ou désirant évoluer vers la Qualité après des responsabilités de type méthodes, production ou commerce, idéalement dans un environnement ISO 9000.

Le candidat international des projets menés sur le site possède une bonne pratique de la langue anglaise. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence PG 108 à GEC ALSTHOM - Département Ressources Humaines 11/13 avenue de Bel Air - 69627 VILLEURBANNE CEDEX

GECALSTHOM
DIVISION TRANSPORT

Filiale d'un groupe français du secteur médical, spécialisée dans la fabrication électronique de stimulateurs cardiaques, nous recrutons dans le cadre de notre forte expansion un :

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT DES TESTS

Agé d'environ 30 ans, de formation ENSI ou ENI, vous avez une bonne connaissance des circuits électroniques tant logiques qu'analogiques et maîtrisez obligatoirement l'anglais technique. Une première expérience dans les tests électriques et dans les bancs de tests pilotés par ordinateur serait un atout non négligeable.

Directement rattaché à la direction du développement, vous serez responsable de la conception des tests électriques. Vous participerez ensuite à leur mise en place en supervisant particulièrement leur traduction informatique en turbo C, leur exécution correcte en production...

Votre sens certain des relations humaines et votre motivation vous permettront d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à **MBS Recrutement BP 172 - 92357 LE PLESSIS ROBINSON.**

MBS conseil

Elargissez vos compétences

LCTAR - LE CENTRE THOMSON D'APPLICATIONS RADARS (230 personnes dont 110 ingénieurs), a pour vocation l'étude et le développement de techniques avancées dans le domaine du Radar.

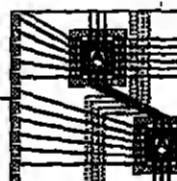
INGENIEURS ELECTRONICIENS

Mission : Vous participez à la conception et la réalisation de systèmes de radars complexes. Ce qui vous permet, à moyen terme, d'acquies une expérience unique dans le domaine du traitement du signal.

Profil : Diplômé d'une grande école type Supélec, Télécoms, Centrale... vous avez acquis 6 ans d'expérience minimum en Traitement du Signal, circuits numériques y compris programmés et microprogrammés.

Votre autonomie, votre goût de l'innovation et votre capacité à vous impliquer dans des projets d'envergure, sont les qualités que vous mettrez en œuvre en nous rejoignant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) à D. URRACA - LCTAR BP 16 - 78143 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Flexible Automation

BOSCH, c'est aussi l'assemblage automatisé : robots et manipulateurs, systèmes de transfert intelligents, étiquettes électroniques.

Dans le cadre du développement de notre activité commerciale, nous recherchons un

Chef de Produits

Ingénieur de formation, vous assisterez nos concessionnaires et vous conseillerez les intégrateurs et clients finaux dans l'application de nos produits.

Votre savoir-faire et votre sens commercial seront le soutien de nos technico-commerciaux et contribueront à la motivation de l'équipe.

Une solide expérience en production, la maîtrise de l'allemand et si possible de l'anglais, seront vos atouts pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à **ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A. - Département du Personnel - BP 170 - 93404 SAINT-OUEN Cedex.**



BOSCH

samtech France

développe et distribue SAMCEF, logiciel de calcul des structures réputé pour ses fonctionnalités avancées

Elle recherche pour son

Département Etudes à Saint-Quentin-en-Yvelines (H./F.)

INGENIEUR MECANICIEN

Nous vous voyons

- Ayant une expérience de quelques années dans l'application industrielle du calcul des structures par la méthode des éléments finis (la connaissance de SAMCEF serait un atout).

- Ayant de bonnes connaissances du FORTRAN.

Nous vous offrons

- Un job passionnant au sein d'une société en pleine expansion.

- Une rémunération attractive.

Envoyer votre lettre de motivation et votre curriculum vitae à :

SAMTECH-FRANCE S.A.
6, av. Ampère, 78180 Montigny-Le Bretonneux

CNIM
Constructions Industrielles
de la Méditerranée
La Seyne sur Mer - Var

**Responsable
Assurance
qualité**

En liaison directe avec le Responsable du Département qualité (60 personnes), vous prenez en charge l'activité ASSURANCE QUALITE : élaboration et mise en application des plans qualité, audits internes et externes, examen des actions correctives nécessaires, constitution des dossiers constructeurs... Encadrant une équipe de 10 personnes, vous travaillez en relation avec nos services études, production, achats, ainsi qu'avec nos clients et fournisseurs. De formation ingénieur ou universitaire, de préférence qualifiée, vous possédez une expérience réussie de la fonction, en milieu industriel. Responsables, rigoureux, vous avez une personnalité dynamique et la capacité de réelles capacités d'analyse. Vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) à M. MATHIEU - CNIM - BP 208 - 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex - Tél. : 94 50 32 16

Ingénieurs, évoluez dans les hautes technologies

Filiale du groupe MATRA, l'un des tout premiers groupes industriels français, MATRA ELECTRONIQUE, située à COMPIEGNE, est spécialisée dans la production d'électronique et micro-électronique de haute technologie.

Aujourd'hui nous recherchons

INGENIEUR D'INDUSTRIALISATION

Chargé de l'industrialisation d'équipements électroniques, vous définissez les produits et les moyens de production et assurez l'interface entre les concepteurs et les lignes de produits.

De formation grande école d'ingénieurs en électronique, vous disposez d'une expérience d'environ 3 ans en développement ou en production d'équipements électroniques.

INGENIEUR INFORMATICIEN

Votre mission : Réaliser et mettre au point des applications variées, définies avec les utilisateurs.

Vous avez complété votre formation ingénieur type UTC, ENSI... par une expérience d'environ 2 ans en environnement IBM. Vous possédez une bonne maîtrise du langage COBOL et connaissez les logiciels COMICS et AS.

Pour ces postes, merci d'adresser votre dossier de candidature à Lydie Monent - Direction des Ressources Humaines du Groupe

MATRA
83 avenue Marceau
75116 Paris

MATRA
MATRA ELECTRONIQUE

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT.

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الاعمال

22 Conséquences des dernières négociations du COCOM
Actualisation de la TVA sur les terrains à bâtir

23 Le plan de sauvetage de Sabena
24 Marchés financiers

25 Bourse de Paris
26 Un plan de restructuration pour A 2 et FR 3

BILLET

Les régions locomotives

Alors que d'un peu partout sifflent les sirènes de la récession — au mieux de la croissance zéro (le Monde daté 28-29 mai) —, voilà encore les collectivités locales qui viennent à la rescousse et qui, en 1991, serviront de « locomotives » à la progression des investissements. Les industries du bâtiment et des travaux publics, notamment, peuvent leur dire un grand merci.

C'est du moins ce que l'on peut prévoir en analysant les chiffres des budgets primitifs des régions pour cette année, que le ministère de l'Intérieur s'apprête à publier. Après une hausse de 17,8 % en 1990 par rapport à 1989, on assiste cette année encore à un accroissement impressionnant des dépenses : +16 %. Par comparaison, il faut avoir à l'esprit que le budget de l'Etat, lui, ne progresse que de 4,9 %.

Les vingt-six régions de métropole et d'outre-mer devraient dépenser quelque 55 milliards de francs, les régions de progression des investissements étant sensiblement plus élevées que celles des frais de fonctionnement. Mais, selon les régions, les différences sont parfois considérables.

L'Aquitaine va injecter dans l'économie 29 % de plus que l'an dernier ; la région Poitou-Charentes (chère à M^{me} Edith Cresson et au ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand) à peine 2 %. Quant à la Lorraine, que préside M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué à la poste et aux télécommunications, elle se distingue négativement puisqu'elle est la seule à diminuer son budget : -0,1 %.

Ce sont encore les lycées qui tiennent cette année le haut du pavé dans les dépenses régionales d'équipement, ce qui confirme le progressif désengagement de l'Etat dans ce secteur. On comprend alors les revendications des élus d'intervenir plus directement, non seulement dans la construction des bâtiments mais aussi dans le choix des filières, la formation et le pédagogie : 35,2 % des dépenses totales vont aux établissements scolaires du second degré. Là encore, le paysage financier régional est très divers. D'une année sur l'autre, le « budget lycées » de la Guadeloupe progresse de 125 %, celui de la Corse de 92 %. En revanche ceux de l'Alsace (-12,8 %), de la Lorraine (-18,4 %) et de la Picardie (-0,7 %) régressent.

La contrepartie d'une telle dynamisme est claire. Les régions recourent abondamment aux emprunts (+23 %), qui ne sont en fait que des impôts futurs ou d'autres emprunts différés. Les recettes fiscales, elles aussi, poursuivent allègrement leur progression : +13,2 % en moyenne et +21 % en Ile-de-France... mais quatre fois moins dans le très raisonnable Poitou-Charentes.

FRANÇOIS GROSCHARD

Les mouvements sociaux se multiplient alors que le chômage continue à s'étendre

105 000 demandeurs d'emploi supplémentaires depuis le début de l'année

Le chômage a fortement augmenté en France en avril. Le nombre de demandeurs d'emploi, en données corrigées, a encore progressé de 1,3 %, selon les statistiques officielles publiées le 25 mai. Cette hausse correspond à 33 600 chômeurs de plus en un mois, à 142 600 en un an (+5,9 %) et, surtout, à 105 100 depuis le début de l'année. En données brutes, l'aggravation est du même ordre en rythme annuel (+5,8 %). Le taux de chômage par rapport à la population active, qui était revenu à 9 %, remonte maintenant à 9,4 %.

C'était prévisible. M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, inaugure sa nouvelle fonction par la publication de mauvais chiffres du chômage. Cette poussée est inouïe. Jusqu'à présent, la dégradation était essentiellement due à la diminution du nombre des sorties de l'ANPE, les chefs d'entreprise

hésitant à embaucher en raison de la conjoncture économique et de la guerre du Golfe. Cette fois, elle s'explique par les suppressions d'emploi et les réductions d'effectifs, dues aux petites et moyennes entreprises, les vastes plans sociaux de Michelin, Thomson ou Bull d'ayant pas encore de traduction concrète.

En rupture avec la tendance précédente, les licenciements économiques ont recommencé à croître (+17,1 % en un an), ainsi que les démissions pour une autre cause (+19,3 %), les démissions (+11,0 %) et les inscriptions à la fin d'une mission d'interim (+10,6 %). Ce mouvement, qui pénalise les actifs âgés de 25 à 49 ans, frappe encore plus les hommes (+10,6 % en un an) que les femmes (+7,9 %), du fait de la recrudescence de l'emploi industriel. Deux autres signes confirment bien le gel des recrutements : les arrivées au chômage des demandeurs d'un premier emploi grimpe de 13,5 % en un an, celles des personnes qui souhaitent reprendre une activité après une

Les trois priorités de M^{me} Martine Aubry

« Je ne crois pas à la baisse du coût du travail pour créer de l'emploi. C'est trop coûteux, trop général et l'effet sur l'emploi est très limité ». D'entrée de jeu, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, donne le ton et affiche ses convictions. A une mesure sur les charges, elle préfère des « exonérations sociales bien ciblées » du type de celle qui ont été prises en faveur de l'embauche d'un premier salarié ou pour des « publics en difficulté ».

Mais elle entend surtout agir pour changer l'organisation du travail, afin d'améliorer la compétitivité des entreprises et donc, elle en est persuadée, développer ainsi l'emploi.

Son cheval de bataille suppose une inversion de logique. Il touche « à une rigidité de l'économie française » et revient, so fond, « à aider les entreprises à être plus performantes ». Les industries ne sont pas toujours sur les créneaux les plus porteurs, ne fabriquent pas des gammes de produits assez diversifiées et éprouvent des difficultés à répondre rapidement à la demande. « Il y a des marges de productivité à découvrir », prétend M^{me} Aubry, qui

milite pour une économie plus « réactive ». Avec une organisation du travail différente, on pourrait gagner en souplesse, en qualification des salariés et éviter que les changements technologiques ne se traduisent par des exclusions de travailleurs qu'il faudra former.

A ce premier volet de son action, largement attendu puisque M^{me} Aubry a toujours défendu cette thèse, y compris au sein du groupe Pechiney, le nouveau ministre ajoute deux autres priorités ancrées dans l'actualité. Elle veut améliorer l'efficacité de fonctionnement du marché du travail ; elle prendra des dispositions pour faciliter l'insertion économique et sociale « des défavorisés et des plus fragiles ».

Dans le premier cas, cela implique « d'agir sur l'offre ». Des gisements d'emploi existent encore dans les PME, il faut éliminer la carence de main d'œuvre qualifiée, et il est temps « de structurer l'offre et la demande pour les emplois de proximité ». Dans le deuxième, il conviendrait de regarder ce que les entreprises peuvent faire : une mission que lui avait déjà confiée M. Michel Delebarre.

A. L.

Un entretien avec le président de la SNCF

« Ma politique a toujours été celle du dialogue », nous déclare M. Jacques Fournier

Les négociations se poursuivent entre la direction de la SNCF et les trois organisations syndicales — FGAAC (conducteurs autonomes), CGT et CFDT — qui appellent à la grève à la fin de la semaine pour obtenir des augmentations salariales à la faveur de la réforme de la grille des rémunérations. La FGAAC a, d'ailleurs, suspendu son préavis du vendredi 31 mai. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Jacques Fournier, président de la SNCF, évoque, pour la repousser, l'éventualité du retrait de la grille contestée.

« Trois grèves en deux mois à la SNCF : est-on entré dans une période d'agitation sociale redoutée par les usagers ? »

— Avant toute chose je tiens à dire combien je déplore la gêne que ces mouvements ont entraînée pour tous les utilisateurs du chemin de fer. Soyez assurés que notre entreprise a fait et fera, si besoin est, le maximum pour en limiter les effets. Quant à l'enjeu, de mon point de vue, il est simple : c'est la capacité de modernisation de notre entreprise et l'avenir des cheminots.

« Nous avons une grille de rémunérations vieille de vingt ans. Elle n'est plus adaptée à l'évolution des emplois et des qualifications. Elle bloque la carrière de beaucoup de cheminots. Il faut la moderniser. Nous avons travaillé pendant un an avec l'ensemble des organisations syndicales à la construction d'une nouvelle grille. Le projet existe. Je note qu'il ne se heurte pas dans ses principes à des objections majeures de la part de nos interlocuteurs. Certes, une opération de ce genre, qui

concerne toutes les catégories de personnels de l'entreprise, est particulièrement complexe et soulève nécessairement des problèmes. Mais il n'en est aucun qui ne puisse trouver une solution pour que l'on ait la volonté d'aboutir... »

— Il n'empêche. Les syndicats ne sont guère satisfaits de cette grille ?

— Tous les cheminots y gagnent. Soit immédiatement au moment de la transposition, soit à terme par la possibilité d'accéder à des niveaux de rémunérations plus élevés.

— Alors, pourquoi font-ils grève, selon vous ?

— Deux motifs ont été mis en avant : « le premier lieu les menaces qui pèsent sur le régime de retraite des cheminots. M^{me} Cresson en a fait justice en confirmant dans sa déclaration de politique générale qu'il n'était pas question de remettre en cause les régimes spéciaux de retraite... »

« En second lieu, le volume des moyennes mis en œuvre pour la réforme de la grille. Mais je dois souligner que ces moyens sont considérables puisque la SNCF a prévu d'y consacrer 2,5 milliards de francs d'ici à 1994. Je ne vois pas qu'il y ait beaucoup d'entreprises à l'heure actuelle qui fassent un tel effort ! »

— Des syndicalistes dénoncent comme une aumône ces 2,5 milliards comparés aux 100 milliards prévus pour les investissements. Les chiffres ne sont pas comparables. D'un côté nous parlons d'une augmentation progressive par rapport à une masse salariale qui est de l'ordre de 40 milliards de francs par an. De l'autre, il s'agit d'un total, celui des investissements de la SNCF sur la période 1990-1994, 100 mil-



retrouvé un avenir et, derrière ces 100 milliards, il y a l'emploi futur des cheminots.

Ne pas se tromper de grève

— Ve-t-on, comme en 1986, vers des grèves illimitées soulignant l'archaïsme des relations sociales à la SNCF ?

— Il ne faut pas se tromper de grève : nous ne sommes plus en 1986. Certes des rigidités demeurent dans l'entreprise et je suis le premier à le savoir. Mais une évolution importante s'est produite depuis cinq ans. Elle avait été

entamée par mes prédécesseurs. Je crois pouvoir dire que depuis moi-même à la tête de la SNCF, je l'ai poursuivie et amplifiée.

« Le processus de décentralisation des responsabilités qui a commencé dans l'entreprise, l'accord que nous avons conclu l'an dernier sur la formation avec six organisations syndicales, les diverses mesures prises pour l'amélioration des conditions de travail et une manière ouverte d'aborder les problèmes humains dans le domaine de la sécurité, tout cela, pour ne prendre que ces quelques exemples, va dans la bonne direction.

« Chacun doit prendre conscience qu'une transformation en profondeur de la culture de l'entreprise est en cours. Elle prendra nécessairement du temps.

— La nouvelle grille salariale est-elle à prendre ou à laisser ?

— Ma politique a toujours été celle du dialogue. Des marges de discussions existent et nous le prouverons une fois de plus en organisant, vendredi 31 mai, une table ronde sur la grille des rémunérations avec les organisations syndicales. Je suis évidemment convaincu que cette réforme correspond à l'intérêt de l'entreprise et à celui de tous les cheminots, mais nous ne la réaliserons pas à n'importe quel prix.

— Est-ce à dire que vous pourriez retirer votre projet ?

— Une telle éventualité ne peut pas, bien entendu, être exclue. Mais il me semble qu'aujourd'hui, nul ne le souhaite dans l'entreprise. En tout cas, pas moi.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

Journée d'action dans les assurances le 30 mai

Les organisations syndicales CFDT, CGT, CFE-CGC, FO et CFTC ont appelé, lundi 27 mai, à une journée d'action, jeudi 30 mai, dans le secteur des assurances pour demander la modification du projet de convention collective défendu par la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA).

Les syndicats ont appelé à des arrêts de travail et à un rassemblement, à Paris, devant le siège de la FFSA afin de protester contre la décision, le 15 avril, de la fédération patronale de dénoncer unilatéralement la convention collective en vigueur.

Les organisations syndicales qui ont lancé un pétitionnaire (25 000 signatures sur les 100 000 salariés de ce secteur) ont dénoncé ce « recul social sans précédent », qui vise selon eux « une déregulation totale des conditions de travail » et « une remise en cause de la structure des rémunérations ».

Protestations syndicales à la Sécurité sociale

Les fédérations CGT, CFTC, CFE-CGC et Force ouvrière des personnels de la Sécurité sociale ont organisé, lundi 27 mai, la réunion de la commission paritaire organisée avec l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS) pour protester contre le refus de cette dernière d'aborder la question des salaires.

Alors que cette réunion devait être consacrée à la mise en place d'un observatoire de l'emploi, ces quatre fédérations ont fait part de leur souhait de discuter des propositions salariales adoptées, le 23 mai, par l'UCANSS et qui prévoient une hausse de 2,3 % et l'installation progressive d'ici à mai 1993 d'un revenu annuel payé sur quatorze mois au lieu de 13,66 actuellement, via un allongement de la prime de vacances.

Alors que FO et la CGT rejettent ce protocole, les quatre fédérations syndicales ont d'ores et déjà indiqué qu'elles entendaient aborder la question salariale à l'occasion de la prochaine commission paritaire, organisée le 3 juin, sur le régime de retraite complémentaire. La CFDT ne s'est, pour sa part, pas associée à cette position et « regrette que cette stratégie conduise à un blocage de tous les autres dossiers en cours ».

Les artisans taxis appellent leurs collègues à une journée de deuil le 29 mai

Réunis pour leur 47^e congrès à Auch (Gers), du 25 au 27 mai, plus de deux cents délégués de la FNAT (Fédération nationale des artisans taxis) ont appelé leurs collègues à faire de la journée du 29 mai un jour de deuil national pour la profession, après le meurtre le 19 mai au Havre de Claude Dupuy et l'agression d'un autre taxi le même jour à Montluçon (Allier).

La FNAT regroupe 18 000 taxis (travailleurs indépendants) sur les 38 828 professionnels que compte la profession.

AUCH
de notre correspondant

Le congrès d'Auch a mis en évidence les problèmes différents des taxis des villes et des taxis des champs. Les premiers souffrent de l'insécurité, de la circulation intense qui étouffe les villes et d'une activité jugée irrégulière. En milieu rural, il n'est même pas irrégulier, il est tout simplement rare et l'artisan taxi est sur la route jour et nuit, disponible constamment, « prêt à se lever à 4 heures du matin pour une course de 30 francs », comme le dit l'un d'eux.

Mais le point sensible, commun à tous les chauffeurs de taxis, artisans ou salariés, est l'insécurité, et cela explique l'appel à une journée de

deuil national pour la profession, le 29 mai, qui enterrerait Claude Dupuy, taxi havrais « tombé au champ d'horreur », selon la formule de la FNAT. Sous le titre « Ces taxis que l'on assassine », la FNAT dénonce « le crime aveugle qui, une fois de plus, a frappé la profession... »

« Pour une poignée de billets ou pour une course folle, des tueurs frappent et tirent dans le dos de ceux qui assurent de jour comme de nuit le transport des personnes. » Indiquant que « le risque et la peur sont devenus le lot de tous ceux qui se voient au service public », les chauffeurs taxis de la FNAT demandent aux pouvoirs publics « de prendre enfin des mesures propres à arrêter la violence et le crime ».

D. H.

eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ
“GESTION DE PATRIMOINE”

Formation de haut niveau à la gestion, la protection et le développement des patrimoines.

De l'immobilier, aux actifs financiers, de la gestion de portefeuille aux aspects internationaux et fiscaux de l'investissement.

Pédagogie et corps professoral :
Spécialistes experts et Entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - Reconnue par l'Etat

1, rue Bougainville - 75007 PARIS - Tél. : (1) 45.51.32.59

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Rem. : 45-55-91-52, poste 4330

ÉCONOMIE

Affairisme à la soviétique

Suite de la première page

Un passage spontané donc, qui souvent s'intègre naturellement aux systèmes de corruption et traduit par l'appropriation des biens d'Etat.

De privatisation, il n'est officiellement question que dans des programmes de libéralisation de l'économie, jusqu'à présent restés lettre morte. Les débats sont vifs à Moscou entre ceux qui préconisent une distribution gratuite d'actions des entreprises à la population et ceux qui exigent une vente des biens d'Etat. En même temps, les privatisations spontanées se développent, sur le principe que tout est à prendre ou à vendre en URSS pour celui qui veut en saisir les occasions.

Il suffit souvent d'un peu d'argent, d'imagination, et surtout de contacts politiques. On entend fréquemment, dans ce pays à grand d'images, que « l'ancienne économie est en train d'être démolie. Les débris tombent, et il suffit d'être en bas pour ramasser les morceaux ». Pudiquement, le rapport réalisé à la fin de 1990 sur l'économie soviétique par quatre organisations internationales — FMI, OCDE, Banque mondiale et Banque européenne pour la reconstruction et le développement — soulignait que « la propriété pourrait se concentrer entre les mains d'un nombre relativement réduit de personnes physiques disposant d'argent ou de relations ».

Comme le remarque l'économiste Vitali Naishul, « nous n'avons pas deux secteurs opposés, le public et le privé, mais une échelle continue allant des géants du complexe militaro-industriel aux entreprises pratiquement privées ». Le phénomène est presque toujours le même, lorsqu'un responsable d'une entreprise d'Etat décide de « privatiser » sa firme. Il commence par louer les installations et les équipements, fonctionnant sur le principe du bail, puis fonde une entreprise par actions et, enfin, de se séparer de son actionnaire principal, le plus souvent le ministère ou l'organisme d'Etat auquel il était affilié.

Ainsi, un institut de recherches scientifiques, qui vendait traditionnellement des services de ses spécialistes à de grandes entreprises,

a-t-il été transformé par son directeur en une société par actions. Les équipements et les biens immobiliers ont été rachetés à l'Etat, en tenant compte, bien sûr, de l'amortissement. L'institut est aujourd'hui propriétaire d'un immeuble dans le centre de Moscou, racheté à un prix largement inférieur à celui de sa construction.

La réforme en panne

La réforme de l'économie de l'URSS, tant promise par les responsables de la perestroïka, n'a toujours pas été mise en œuvre alors que la conjonction de la dégradation et que l'hyperinflation menace. Après la peur d'un virage à droite, voire d'une dictature militaire, naît l'espoir d'un apaisement et de l'adoption d'une véritable politique économique orientée vers le marché, comme en témoignent l'accord signé récemment entre neuf Républiques et le pouvoir central.

Les besoins financiers de l'URSS laissent aussi à penser que M. Gorbatchev tentera l'impossible pour présenter un programme satisfaisant aux yeux des Occidentaux, qui, pour l'instant, ont refusé d'accorder des crédits importants (le Monde du 18 mai). Le président soviétique a fait savoir qu'il souhaite participer à la rencontre des pays industrialisés (G7) à Londres, en juillet. En visite à Moscou, M. Jurgan Molanin, ministre allemand de l'économie, a

qu'une loi sort, on sait comment la détourner, ironise le patron d'une entreprise. Pour ne pas payer d'impôt sur les bénéfices, il suffit de ne pas faire apparaître de profits dans les comptes, explique-t-il. Pour éviter celui sur les importations, on peut faire transiter ces achats, moyennant finances, par l'un des nombreux fonds à but non lucratif qui ne sont pas sou-

mis à ces taxes. « Il n'y a aucune notion de morale financière. C'est le règne de la fraude », soupire un banquier occidental.

Mafia

Une autre caractéristique de cette évolution est l'émergence de liens entre ces nouvelles entreprises et les dirigeants politiques du pays. M. Arkadi Volok, membre du comité central du PCUS et président de l'Union soviétique des techniciens, groupement d'industriels du secteur public et non étatique représentant quelque 60 % de toute la production soviétique, se déclare opposé au mélange des fonctions politiques et économiques. Mais son organisme, sorte de lobby industriel logé au Kremlin face au comité central du Parti communiste, prend des participations dans des entreprises qui, comme le fabricant de camions Kamaz, ont été transformées en sociétés par actions.

Autre exemple : un grand groupe financier, appelé Menatep (Centre pour les programmes scientifiques et technologiques intrasectoriels), est en train d'être racheté par le gouvernement de Moscou. Il affiche des actifs supérieurs à un milliard de roubles et a déjà ouvert plusieurs filiales à l'étranger. Menatep s'est posé en pionnier du marché lorsque, à la fin de l'année dernière, il a émis des actions, assorties d'un dividende garanti, à grands renforts de publicité.

Des milliers de particuliers ont fait la queue pour se procurer des titres. Quelques semaines plus tard, les dirigeants du groupe décident de racheter les actions, en versant un bonus, avant de les revendre ailleurs pour un prix plus élevé. Menatep est dirigé par un jeune homme de moins de trente ans, M. Mikhaïl Khodorkovski, un ancien du comité central des Jeunes communistes, et il possède un bureau de conseiller au gouvernement de Russie.

Finalement, comme le remarque l'ancien conseiller économique de Gorbatchev, M. Nikolai Petukov, la petite entreprise ne peut actuellement qu'« aller vers la mafia ou tomber dans la bureaucratie ». M. Petukov distingue deux phénomènes, le premier visant à l'enrichissement personnel (achat de biens immobiliers, vente illégale de produits importés...), le second consistant à transformer des propriétés d'Etat en activités commerciales.

Malgré ces exemples, le concept d'économie de marché n'est toujours pas accepté en URSS. Aussi, M. Kadirou Timur, qui a transformé le sovkhoz (exploitation agricole d'Etat) qu'il dirige au nord de Moscou en petites entreprises fonctionnant selon le principe du bail, a-t-il gardé officiellement la structure administrative traditionnelle pour minimiser les problèmes avec les responsables locaux.

Daos son bureau, au mur duquel est encore accrochée la courbe pluriannuelle de la réalisation du plan, il explique qu'à défaut de pouvoir acquérir les terres, certains de ses fermiers décident de se lancer dans de véri-

tables exploitations individuelles. Les approvisionnements sont assurés par les contacts directs qu'il entretient et par de nombreuses opérations de troc. Pour recevoir des semences et des équipements, il construit des routes dans la région.

Le mot « coopérative », symbole des débuts de la perestroïka, est en train d'être banni du vocabulaire de nombreux hommes d'affaires, qui refusent souvent de qualifier ainsi leur entreprise. Souvent associées aux trafics et à l'économie de l'ombre, victimes de campagnes de presse dénonçant leur manque de moralité, les entreprises ont aujourd'hui mauvaise réputation. L'argent s'écoule dans quelques restaurants de luxe, mais se cache aussi beaucoup, par crainte de susciter les jalousies. Les récents sujets de millionnaires vivant dans de petits appartements et n'ayant pas d'automobile sont fréquents. Les « signes extérieurs de richesse » n'ont pas le vent en poupe.

Les responsables sont conscients du développement de ces activités plus ou moins illégales. Ceux qui prennent depuis des années une libéralisation doivent affronter cette caricature d'ennemi du marché. Comme l'affirme M. Petukov, « pour le moment, ce qui se fait surtout, c'est la destruction du marché ». Il remarque que, malgré le développement de petites entreprises, les situations de monopole se perpétuent. « Pourquoi n'y a-t-il qu'un seul restaurant coopératif dans une grande rue commerciale ? » s'interroge-t-il. Ses collègues, les représentants du secteur non étatique créent à leur tour des monopoles.

M. Grigoriy Lavinski, coauteur du programme radical des 500 jours, conseiller du président de la Fédération russe Boris Eltsine et messager de M. Gorbatchev auprès du FMI, déclare que le processus en cours « n'est pas tant celui de la privatisation que celui du bradage de la propriété d'Etat ». Il promet que, lorsque des lois de passage au marché seront votées, « on examinera les situations les plus insensées ».

A force d'hésiter, le gouvernement n'a pas seulement provoqué l'effondrement de la production, mais aussi la destruction des structures et la disparition de la morale. Aucun pays de l'Est n'était tombé dans un tel état de déliquescence avant de s'engager dans la voie du marché. Les dirigeants soviétiques sont maintenant seuls à se demander comment empêcher qu'il leur faut casser la vieille machine bureaucratique, mais, dans le même temps, lutter contre l'affairisme.

FRANÇOISE LAZARE

COMMERCE INTERNATIONAL

Conséquences des dernières négociations du Cocom

De nombreux produits de haute technologie pourront être exportés à l'Est

La réunion du Cocom (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations), qui a eu lieu jeudi 23 mai à Paris, a marqué une étape importante du processus de libéralisation des exportations de produits de haute technologie vers les pays de l'Est. La liste des produits soumis à contrôle est réduite de moitié. Un allègement qui s'ajoute à celui opéré en juin 1990 et qui avait abouti à une réduction du tiers des listes.

Les progrès ont été particulièrement importants dans l'aéronautique et l'informatique. Tous les moteurs d'avions civils sont désormais libres à l'exportation ainsi que la plupart des ordinateurs personnels et miniordinateurs. Dans les télécommunications, le radiotéléphone numérique pourra être vendu aux pays de l'Est. Et, de surcroît, les fibres optiques et les équipements de vision nocturne restent soumis à contrôle.

Trois pays, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, qui ont pris des engagements de non-réexportation, ont droit à un régime

de faveur qui leur permet d'avoir accès à la quasi-totalité des technologies civiles. Ces résultats sont l'aboutissement d'un travail mené depuis plusieurs mois par des centaines d'experts des dix-sept pays membres du Cocom. De source institutionnelle européenne, on s'estime « globalement satisfait d'avoir atteint l'objectif fixé ». Le Cocom est désormais en phase avec la réalité stratégique et politique, mais il faudra poursuivre si l'évolution continue ». Les industriels sont plus réservés. « Encore faut-il savoir comment ces nouvelles dispositions vont être mises en place », s'inquiète M. Dominique Lamoureux, président de la commission exportations de produits sensibles à la FIEE (Fédération de industries électroniques et électroniques). « Jusqu'à présent le gouvernement français faisait preuve d'une grande pudeur dans la publication des informations, ce qui n'était pas le cas aux Etats-Unis. Va-t-il cette fois-ci publier les listes pour savoir ce que l'on peut exporter pays par pays ? » s'interroge-t-il.

A. K.

FISCALITÉ

Les mesures en préparation

Alourdissement envisagé de la TVA sur les terrains à bâtir

Parmi les mesures fiscales envisagées par le ministère de l'économie, figure l'alourdissement de la TVA sur les ventes de terrains à bâtir, ou plus exactement — ce qui revient au même — la suppression de la réduction de 30 % appliquée sur le taux normal de 18,6 % lors des opérations de vente. Cette mesure est importante dans la mesure où elle aura pour conséquence de faire jouer pleinement le taux normal de la TVA sur des prix qui — sauf actuellement — ne le sont pas.

Les ventes aux enchères seraient soumises à la TVA, ce qui n'est pas le cas actuellement. Mais la mesure qui risque de provoquer un certain étonnement est le projet du ministère de l'économie de revenir en partie sur l'autorisation donnée depuis le 1^{er} janvier 1991 aux entreprises de récupérer 80 % de la TVA sur les achats de voitures de tourisme. Ce taux ramené à 50 % cinq mois seulement après le vote par le Parlement de la loi de finances pour 1991.

Enfin, pour drainer davantage d'argent vers l'industrie, il est envisagé de relever substantiellement le plafond des codesvis (compte pour le développement industriel), actuellement fixé à 10 000 francs. Créés à l'automne 1983 par M. Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie, les codesvis permettent au livret A des Caisses d'épargne : les intérêts versés bénéficient de l'exonération fiscale.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

EN BREF

o **Trafic aérien européen** toujours en recul. — Le trafic des compagnies aériennes européennes a continué à baisser ces dernières semaines. Le trafic de mai, qui a oscillé entre -6 % et -7 % par rapport à la période correspondante de l'année 1990, selon l'Association of European Airlines (AEA). Selon M. Bernard Attali, président de l'AEA, « une année au moins de croissance a été perdue », les chutes de trafic ayant atteint 25 % en février et de 10 % à 13 % en mars et en avril.

o **Le Danemark** assouplit son régime d'importation de produits laitiers européens. — Copenhague a accepté de lever certaines des exigences à l'importation de produits laitiers, permettant ainsi à la Commission européenne d'abandonner ses poursuites à l'encontre du Danemark, a annoncé le 27 mai l'Institut de la CEE. Les autorités danoises exigent avant toute importation de produits laitiers, que la Commission considère comme des entraves à la libre circulation des produits dans la Communauté. Une procédure avait donc été engagée contre le Danemark, mais ce pays a accepté, par exemple pour le lait à ultra-haute température, le simple certificat sanitaire. En revanche, les importations de fromage et de beurre ne sont plus soumises à la présentation d'un tel certificat. — (AFP)

o **Consommation des ménages** : baisse en avril. — La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé en avril de 1,4 % par rapport à mars, selon l'INSEE. Cette baisse est surtout sensible dans l'électronique grand public (-6 %) et dans l'habillement (-4 %). Les immatériels de voitures françaises et étrangères ont été — après correction des variations saisonnières — légèrement supérieurs à celles de mars : 173 000 contre une moyenne de 171 000 au premier trimestre 1991 (+1,2 %), ce qui semble confirmer l'amélioration prévue dans ce secteur. Au total, la consommation d'avril est en hausse de 2,7 % par rapport à avril 1990, mais ce mois était en forte baisse par rapport au premier

trimestre 1990. En fait, la consommation des ménages ne progresse plus depuis plusieurs mois.

o **M. Paul Marchelli (CGC)** propose le lancement d'un emprunt de 60 milliards de francs. — Le président de la CFE-CGC, M. Paul Marchelli, a préconisé le 27 mai le lancement d'un emprunt de 60 milliards de francs et le développement de la formation professionnelle pour « faire repartir la machine économique ». Ce « grand emprunt national » devrait, selon lui, couvrir sur une durée de cinq ans, avec un intérêt annuel se situant entre 8 et 10 %, et être souscrit pour les trois quarts en France.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SOMME

AVIS D'ENQUÊTE

Lieu : Béthen, Huchenneville, Moyenneville, Yonval, Cambon, Abbeville et Grand-Laviers.
Nature : classement dans la catégorie des autoroutes de la route Ouest d'Abbeville.
Maire d'ouvrage : Etat.

Le public est prévenu qu'en application des codes de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de la loi relative à l'aménagement du territoire du 10 mai 1961, une enquête publique sur le projet d'Etat d'un objet aura lieu en maires de Béthen, Huchenneville, Moyenneville, Yonval, Cambon, Abbeville et Grand-Laviers et en sous-préfecture d'Abbeville pendant 22 jours consécutifs du lundi 10 juin 1991 au lundi 1^{er} juillet suivant inclus.

En conséquence, le dossier du projet et un registre d'enquête seront déposés en sous-préfecture d'Abbeville et dans chacune des mairies précitées, pendant les 22 jours consécutifs où toute personne pourra les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux à l'exception des jours fériés et congés et faire connaître éventuellement ses observations sur ledit registre ou les adresser par écrit au sous-préfet ou au commissaire-enquêteur qui les annexera au registre.

M. Pierre Grandière, secrétaire général de mairie en retraite, demeurant 8, rue Léo-Lagrange à Friville-Escarbois, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur a son siège à la sous-préfecture d'Abbeville, rue des Minimes, 80100 Abbeville.

La commission-enquêteur recevra en personne les observations du public à la sous-préfecture d'Abbeville les 12, 19, 26 juin 1991 et 1^{er} juillet 1991 de 14 h 30 à 16 h 30.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur émis dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête sera déposée dans les mairies de Béthen, Huchenneville, Moyenneville, Yonval, Cambon, Abbeville, Grand-Laviers, à la sous-préfecture d'Abbeville ainsi qu'à la préfecture de la Somme (direction des actions de l'Etat - bureau urbanisme et environnement).

Toute personne intéressée pourra demander communication de cet avis à la préfecture de la Somme (direction des actions de l'Etat - bureau urbanisme et environnement).

Après ladite enquête, il sera procédé, s'il y a lieu, à l'accomplissement des autres formalités nécessaires à la réalisation des projets dont il s'agit.

Pour le préfet Amiens le 16 mai 1991
et par délégation : le directeur,
Alain DUPONT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

locaexpansion

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de LOCA-EXPANSION, réunie le 23 mai 1991, a décidé de reporter au 28 juin 1991 la mise en paiement du dividende de l'exercice 1990 pour harmoniser sa date de paiement avec le calendrier de l'OTIE publique d'achat en cours.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'Assemblée générale, a nommé M. Jean-Charles Nauri président de la société en remplacement de M. Jean-Pierre Lacoste.



L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de CREDITEL, réunie le 16 mai 1991 sous la présidence de Monsieur Henri FILHO, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

L'activité en faveur des Télécommunications s'est traduite par l'engagement au titre de 1990 d'un nouveau programme de 350 millions de francs HT contre 300 millions de francs en 1989.

L'activité immobilière, exercée depuis le début de 1990 par la filiale CREDI-COMI, a été marquée par une reprise significative des investissements patrimoniaux et par un vif développement de l'activité de crédit-bail.

Fin décembre 1990 le taux d'occupation du parc locatif s'établissait à 98 %. Le bénéfice après amortissements et provisions ressort à 56,1 millions de francs pour la société mère. Le résultat net consolidé CREDITEL-CREDICOMI (seul directement comparable au résultat de CREDITEL en 1989, soit 56,3 millions de francs) s'est élevé à 58,3 millions de francs, en progression de 3,2 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

La dividende de l'exercice a été fixée à F 13 par action. Conformément au statut fiscal de la Société, ce dividende n'ouvre pas droit à l'avoir fiscal.

Dans son allocution Monsieur Henri FILHO a notamment souligné le vif développement des opérations de crédit-bail dans le cadre de l'activité de CREDICOMI et annoncé qu'à la fin de l'exercice 1990 la couverture des fonds propres consolidés (après répartition) par la valeur nette comptable du parc locatif atteignait 97,5 %.

Pour 1991 le Président a présenté la signature d'un nouveau protocole de 300 millions de francs avec FRANCE TELECOM, le démarrage au niveau de CREDITEL des activités de crédit-bail non Spoomi et la poursuite par CREDICOMI du rythme de développement rapide de l'activité de crédit-bail Sicomi contractée par la conclusion de 105 millions de francs de contrats au cours des quatre premiers mois de 1991. En outre il est rappelé l'émission par CREDITEL d'un emprunt obligataire à taux fixe de 600 millions de francs.

Enfin, le Président a fait le point sur le projet de fusion-absorption de CREDITEL par SOPHIA-BAIL approuvé par le Conseil d'Administration du 14 mars 1991.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée à cet effet, une parité d'échange de 3 actions SOPHIA-BAIL pour 10 actions CREDITEL.

Le Groupe ainsi constitué disposera de 2 milliards de fonds propres, d'un patrimoine locatif d'une valeur de 4 milliards et gèrera plus de 13 milliards d'actifs bruts de crédit-bail, dont environ 6 milliards au titre de l'activité de financement des Télécommunications. Ces moyens importants le placeront au tout premier plan de la profession et lui permettront de faire face à la compétition à venir.

Le Conseil d'Administration qui a suivi l'Assemblée Générale Ordinaire a fixé au 18 juin 1991 la date de mise en paiement du dividende de l'exercice 1990 et a convoqué pour le 27 juin une Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver la fusion-absorption de CREDITEL par SOPHIA-BAIL.

السماح للإيجال

صلى الله عليه وسلم

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Avec l'aide de l'Etat et l'indulgence de la CEE

Le plan de sauvetage de Sabena suppose l'arrivée d'un partenaire étranger

Un plan de sauvetage tente de redonner vie à la compagnie nationale belge, en cherchant un partenaire étranger capable d'apporter de l'argent frais. C'est la condition mise par le gouvernement pour verser une aide de 9 milliards de francs belges (1,4 milliard de francs français).

BRUXELLES

de notre correspondant

Le « phénix » Sabena va-t-il renaitre de ses cendres ? L'auteur du plan de sauvetage, M. Pierre Godfroid, nommé à la tête de la compagnie belge en novembre 1990, s'y emploie, par la recherche active d'un partenaire étranger en mesure de participer à une recapitalisation : sans doute pas Air France, comme l'espèrent certains Wallons, mais peut-être British Airways.

La découverte d'un transporteur aérien capable d'apporter beaucoup d'argent frais est la condition mise par le gouvernement au versement de 9 milliards de francs belges (1,4 milliard de francs français), après l'injection de 10 premiers milliards dans le capital de Sabena, condition de sa survie tant se sont accumulées les années de déficit. Quand, en mars, le ministre des communications, M. Jean-Luc Dehaene, a annoncé cette décision, on était déjà loin des belles déclarations antérieures sur la privatisation partielle d'un des gouffres financiers belges. D'abord ramenée

de 90 % à 54 % au début des années 80, la participation de l'Etat au capital devait être réduite à 26 %. Personne n'ayant montré de l'intérêt pour ce projet, cette privatisation est à ranger au musée des vœux pieux.

Pour le versement, au total, de 19 milliards à la compagnie nationale - somme très inférieure à ce que demandait M. Godfroid, - la Belgique a besoin du feu vert de la Commission européenne, dont certains membres sont fort sourcilieux en matière d'entrées à la sacro-sainte règle de libre concurrence. Avant les éventuelles objections des autres pays, la Commission - au sein de laquelle le Belge Karel Van Miert est en charge des transports - a un peu roachonné, tout en se montrant compréhensive : que ce soit la dernière fois, et en échange d'une plus grande flexibilité dans les droits de trafic et d'escalade. Chez M. Dehaene, on se dit fort aise de cette première réaction.

Licenciements

C'est à l'égard de la concurrence belge que Sabena va devoir aussi se battre. Conséquence de l'arrêt royal qui retire son monopole à la compagnie nationale, la compagnie privée TEA, longtemps spécialisée dans les vols charters vers les destinations exotiques, inaugure le 10 juin ses trois vols quotidiens réguliers vers Londres.

La compagnie luxembourgeoise Air Exel, dont TEA possède 13 % du capital, a obtenu pour sa part des droits de trafic vers Londres, Orly, Nice et Tarbes, au départ de la

métropole wallonne. A Orly, elle permet des correspondances avec Air Inter : une revanche sur Sabena qui n'a pratiquement pas desservi les capitales régionales de la Belgique.

M. Godfroid insiste maintenant sur la nécessité de recentrage européen, loin des chimères entrées par les flux vides comblés à destination du Zaïre. Ce repli partiel ne se fera pas toujours avec la sursur de personnel de bord. Approuvé, faute d'alternative, par les syndicats, un plan social prévoit la suppression de deux mille deux cents emplois (18 % des effectifs) par des départs en retraite anticipée. Ce qui n'était pas prévu, c'est le licenciement, fin avril, d'une cinquantaine d'hôtesse de l'air pour absentéisme abusif. Certaines ont exprimé leur colère à la télévision : faire est de constater que la mesure frappe surtout les moins jeunes.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

DÉVELOPPEMENT

Selon la Banque mondiale

Le tiers-monde pourrait retrouver la croissance d'ici à l'an 2000

Selon un rapport publié par la Banque mondiale, le tiers-monde, affaibli par la « décadence » des années 80, pourrait retrouver le chemin d'une croissance économique soutenue d'ici à l'an 2000, à condition que se poursuivent une activité assez forte dans les pays riches et une libéralisation du commerce mondial. Les experts soulignent aussi que l'Afrique restera exposée à de graves difficultés. Malgré un « démarrage lent », la croissance dans les pays du Sud devrait ainsi quasiment doubler au cours de l'actuelle décennie, pour s'élever à 2,9 % par an, contre 1,6 % en moyenne entre 1980 et 1989. En Amérique latine, le PIB (produit intérieur brut) par habitant devrait progresser de 2 % par an dans les années 90, contre 0,4 % pendant la décennie passée, grâce en particulier à l'élargissement de programmes de réformes économiques à de grands pays comme le Brésil.

Tout en restant à la pointe du progrès dans le tiers-monde, l'Asie de l'Est devrait voir sa croissance se ralentir à 5,2 % l'an (contre 6,2 % l'an au cours de la dernière décennie). Prévoyant la poursuite de la baisse des prix des matières premières, l'Afrique sub-saharienne verra son revenu par habitant stagner (+0,5 % contre -1,2 %), malgré la progression soutenue de l'aide financière des pays riches.

Ces prévisions se fondent sur des hypothèses favorables, comme le maintien d'une croissance forte (+2,3 %) dans les pays développés. Un scénario « catastrophe » n'est pas exclu : il supposerait une crise financière sérieuse aux Etats-Unis et au Japon, une guerre commerciale, une forte hausse des prix du brut et l'échec de la coopération au sein des pays riches. Selon la Banque mondiale, la probabilité d'un tel scénario est seulement de 15 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DOCKS DE FRANCE

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES
RÉSULTAT CONSOLIDÉ 1990 :
320.60 millions de francs + 30 %

1. - L'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire des Docks de France s'est réunie le 23 mai 1991. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1990 ainsi que les projets de résolution présentés par le conseil d'administration, et en particulier celui fixant le dividende à 77 francs par action, soit un revenu global de 115,30 francs en progression de 18,5 %.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 29 mai 1991 aux guichets de la Compagnie financière, de CIC et de l'Union européenne, de la Banque Worms, du Crédit industriel de l'Ouest, du Crédit lyonnais et de la Banque Indosuez.

Sur proposition du conseil d'administration, elle a, en outre, autorisé la division par 10 de la valeur nominale de l'action en vue de faciliter l'échange de la société Docks de France se sont également tenues le 23 mai 1991. Elles ont approuvé les mesures suivantes de clarification et de simplification des structures internes du groupe :

2. - Les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires de principales filiales de la société Docks de France ont également eu lieu le 23 mai 1991. Elles ont approuvé les mesures suivantes de clarification et de simplification des structures internes du groupe :

3. - Le changement de dénomination sociale des autres sociétés françaises d'exploitation du groupe :

Docks de France Paris	(ex super-marchés doc) ;
Docks de France - Cofradel	(ex Cofradel) ;
Docks de France - Ruche picarde	(ex La Ruche picarde) ;
Docks de France Centre	(ex Economats du Centre).

MAMMOUTH - ATAC

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER PRÉFECTURE DE LA CREUSE - PRÉFECTURE DE L'ALLIER - PRÉFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE R.N. 145 MISE À 2x2 VOIES SUR LA SECTION - LA CROISIÈRE - MONTLUÇON

AVIS D'ENQUÊTE

Une enquête publique préalable à :

- l'aménagement du carrefour de la section entre LA CROISIÈRE (A20) et l'échangeur de BZENNEUILLE (A71), sur le territoire des communes de SAINT-AMAND-MAGNAZEUX dans le département de la HAUTE-VIENNE, SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE, LA-SOUTERRAINE, SAINT-PIERRE-LA-FEUILLE, NOTH, LIZIERES, SAINT-PIERRE-LA-PLAINE, FLEURIAT, GRAND-BOURG, SAINT-VAURY, SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, GUERET, SAINT-FEYRE, AJAIN, PONNAT, LADAPÈRE, JARNAGES, PARCASSAC, LA-CELLE-SOUS-GOUZON, GOUZON, BORD-SAINT-GEORGES, AUGE, LÉPAUD, VERNÈGES, NOURHANT, dans le département de la Creuse, LAMAIDS, QUINSSAINES, PREMLHAT, DOMERAT, SAINT-VICTOR, SAINT-ANGE, VERNEX, BZENNEUILLE dans le département de l'Allier ;

- la déclaration d'utilité publique des travaux consistant les travaux suivants :

• Réalisation d'un échangeur entre A20 et la R.N. 145 au niveau de LA CROISIÈRE.

Aménagement à 2x2 voies des sections suivantes :

LA CROISIÈRE-SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE	PR. 1 800 à 3 265
LA SOUTERRAINE-Carrefour de SAINT-MAURICE	PR. 13 860 à 20 980
LA MOUCHETIÈRE - GUERET	PR. 36 500 à 40 150
Doublage de la déviation de GUERET	PR. 40 150 à 46 000
GUERET - LA FORT-ÉLÉ-DAUGE	PR. 46 000 à 50 000
LA FORT-ÉLÉ-DAUGE - AJAIN	PR. 50 000 à 58 500
AJAIN - PARCASSAC	PR. 58 500 à 66 000
PARCASSAC - GOUZON	PR. 66 000 à 71 850
Doublage de la déviation de GOUZON	PR. 71 850 à 76 550
GOUZON - NOURHANT	PR. 76 550 à 89 450
NOURHANT - QUINSSAINES	PR. 89 450 (Creuse)
QUINSSAINES	PR. 5 000 (Allier)
LA CROISIÈRE	PR. 5 000 à 10 500

Déclaration de QUINSSAINES :
• Aménagements complémentaires sur le carrefour de SAINT-MAURICE (bandes d'arrêt d'urgence et bretelles d'injection au niveau de l'échangeur C.D. 44/R.N. 145).

• Réalisation des travaux, ouvrages et installations (réaménagement des communications, aires annexes, itinéraires de substitution...) induits par le classement en Route Express.

- La mise en compatibilité du plan d'occupation des sols des communes de LIZIERES, SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, AJAIN, AUGE, PREMLHAT.

se déroulera du 17 JUILLET 1991 au 31 JUILLET 1991.

La commission d'enquête sera constituée de :

- Président : M. René PRUCHON - 13, rue de Fauletta - 23000 GUERET
- Membres : M. Robert BÉGIN - 14, rue des Grands-Prés - 03100 MONTLUÇON
M. Fernand CALAND - 37, rue Ferdinand-Buisson - 87000 LIMOGES
- Suppléants : M. Jean AUMASSON - 23170 CHAMBAUD-sur-VOUEIZE
M. Lucien GODET - « Réjé » 23000 GUERET
M. André LHOITTAUX - 13, rue Edmond-Rostand - 03100 MONTLUÇON

De 17 JUILLET 1991 au 31 JUILLET 1991, le siège de l'enquête sera situé à la préfecture de la Creuse, à GUERET, où le dossier d'enquête sera mis à disposition du public, tous les jours de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 18 h, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

Chacun pourra consigner ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit en recommandé avec accusé de réception au président de la commission d'enquête, au siège de l'enquête (préfecture de la Creuse).

En outre, le dossier mis à l'enquête pourra être consulté pendant la même période, sauf les dimanches et jours fériés, dans les mairies de :

- SAINT-AMAND-MAGNAZEUX, tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, sauf le jeudi ;
- SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE, tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h - le samedi de 9 h à 12 h ;
- LA SOUTERRAINE, tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, sauf le samedi ;
- SAINT-PIERRE-LA-FEUILLE, tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h à 18 h - Mercredi et samedi de 9 h à 12 h ;
- NOTH, du lundi au jeudi de 13 h 30 à 17 h 30 - Le vendredi de 13 h 30 à 18 h 30 ;
- LIZIERES, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h ;
- SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, du lundi au vendredi de 14 h à 17 h 30 ;
- FLEURIAT, mardi de 16 h à 18 h - Mercredi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 18 h à 18 h - Jeudi et vendredi de 18 h à 18 h - Samedi de 10 h 30 à 12 h 30 ;
- GRAND-BOURG, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- SAINT-VAURY, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;
- SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;
- GUERET, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h 30 - Vendredi 18 h 30 ;
- SAINT-FEYRE, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 - Vendredi 18 h 30 ;
- AJAIN, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;
- PONNAT, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h (fermé le mercredi et le samedi après-midi) ;
- LADAPÈRE, lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 18 h - Mardi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;
- JARNAGES, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 12 h - Lundi et mercredi de 14 h à 18 h 30 ;
- PARCASSAC, du samedi au lundi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 - Fermé le lundi et le mardi, après-midi, ouvert le samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- LA-CELLE-SOUS-GOUZON, mardi de 14 h à 17 h - Jeudi de 9 h à 12 h - Samedi de 14 h à 17 h ;
- GOUZON, du mardi au samedi de 7 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h ;
- BORD-SAINT-GEORGES, mardi - vendredi - jeudi - Vendredi et samedi de 14 h à 17 h ;
- AUGE, lundi - mardi et vendredi de 9 h à 12 h ;
- LÉPAUD, lundi - mardi - jeudi et vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h - Samedi de 9 h à 12 h ;
- VERNÈGES, mardi de 14 h à 18 h ;
- QUINSSAINES, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h - Samedi de 9 h à 12 h ;
- LAMAIDS, mardi et vendredi de 14 h à 17 h ;
- QUINSSAINES, lundi, mercredi et vendredi de 15 h à 18 h - Mardi, jeudi et samedi de 8 h 30 à 11 h 30 ;
- PREMLHAT, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;
- SAINT-VICTOR, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h 30 - Samedi de 9 h à 12 h ;
- SAINT-ANGE, lundi, jeudi et vendredi de 18 h 30 à 17 h - Mercredi de 9 h à 12 h ;
- VERNEX, du lundi au vendredi de 17 h à 18 h - Mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 10 h à 12 h ;
- SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30 ;
- A la préfecture de l'ALLIER à LIMOGES, du lundi au jeudi de 9 h à 18 h, le vendredi de 9 h à 15 h ;
- A la préfecture de l'ALLIER à MONTLUÇON, du lundi au vendredi de 9 h 30 à 11 h 45 et de 13 h 30 à 18 h ;
- A la sous-préfecture de MONTLUÇON, du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 ;
- A la sous-préfecture de BELLAC, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête en mairie de :

- SAINT-AMAND-MAGNAZEUX, mercredi 17 juillet de 10 h à 12 h ;
- SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE, mercredi 17 juillet de 14 h à 17 h ;
- LA SOUTERRAINE, jeudi 18 juillet de 14 h à 17 h ;
- SAINT-PIERRE-LA-FEUILLE, jeudi 18 juillet de 10 h à 12 h ;
- NOTH, vendredi 19 juillet de 14 h à 18 h 30 ;
- LIZIERES, vendredi 19 juillet de 10 h à 12 h ;
- SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, mardi 22 juillet de 14 h à 17 h ;
- FLEURIAT, mercredi 24 juillet de 10 h 30 à 12 h ;
- GRAND-BOURG, jeudi 25 juillet de 10 h à 12 h ;
- SAINT-VAURY, mardi 23 juillet de 10 h à 12 h ;
- SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, mardi 23 juillet de 14 h à 17 h ;
- GUERET, mercredi 31 juillet de 14 h à 17 h ;
- SAINT-FEYRE, mardi 30 juillet de 14 h à 17 h ;
- AJAIN, jeudi 18 juillet de 14 h à 17 h ;
- PONNAT, jeudi 18 juillet de 14 h à 17 h ;
- LADAPÈRE, mardi 19 juillet de 14 h à 17 h ;
- JARNAGES, mercredi 17 juillet de 14 h à 17 h ;
- PARCASSAC, vendredi 19 juillet de 9 h à 12 h ;
- LA-CELLE-SOUS-GOUZON, mardi 22 juillet de 14 h à 17 h ;
- BORD-SAINT-GEORGES, jeudi 25 juillet de 14 h à 17 h ;
- GUERET, jeudi 25 juillet de 9 h à 12 h ;
- LÉPAUD, lundi 27 juin de 9 h à 12 h ;
- VERNÈGES, mardi 18 juin de 16 h à 18 h ;
- NOURHANT, jeudi 20 juin de 9 h à 12 h ;
- LAMAIDS, mardi 25 juin de 14 h à 17 h ;
- QUINSSAINES, vendredi 25 juin de 15 h à 18 h ;
- PREMLHAT, lundi 1^{er} juillet de 9 h à 12 h ;
- DOMERAT, mercredi 3 juillet de 14 h à 17 h ;
- SAINT-VICTOR, vendredi 5 juillet de 9 h à 12 h ;
- SAINT-ANGE, lundi 5 juillet de 15 h à 17 h ;
- VERNEX, jeudi 11 juillet de 10 h à 12 h ;
- BZENNEUILLE, vendredi 12 juillet de 9 h à 12 h.

A l'issue de l'enquête, la commission d'enquête établit un rapport relatant son déroulement et rédige ses conclusions. Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée aux mairies concernées par l'enquête, aux sous-préfectures de BELLAC et MONTLUÇON et aux préfectures de la CREUSE, de la HAUTE-VIENNE et de l'ALLIER, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

MONTLUÇON
GRAND HOTEL
ALBARE
Tél. 03 47 44 00 00
Tél. 03 47 44 00 00
Tél. 03 47 44 00 00

COMME UNE ÎLE DANS LA MER - UN HOTEL DE PRESTIGE PARÉ
TOUT POUR LA PLAGE PRIVÉE. Qualité de service tout à fait nouvelle
120 chambres - 2 piscines - 3 courts de tennis - beach volley -
discos - parking couvert d'une clôture - cuisine riche et raffinée avec
menu au choix - prix déraisonnables dans le jardin - salles de gala - sa-
lons. Offre particulière pour les lecteurs : mai - juin - septembre P.F.
227, juillet P.F. 273, août P.F. 410. Du 1 au 15 juin votre entrée gratuite.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Asie: vous allez loin, allez-y vite.

Vous aimez gagner du temps ? Vous aimez voler vers l'Asie en EuroClass SAS. Toutes les semaines, depuis Copenhague notre plaque tournante, SAS vous propose deux vols vers Pékin, cinq vers Tokyo, et des vols quotidiens vers Singapour et Bangkok. Pour limiter au maximum la durée de votre voyage, tous les vols vous assurent des correspondances rapides. En fait, vous constaterez très vite que les deux vols Paris-Pékin, non-stop ou départ de Copenhague, figurent parmi les meilleures liaisons express avec la Chine.

Pour connaître les horaires et effectuer les réservations, appelez nos agences à Paris, au (1) 47 42 06 14, Lyon (16) 78 63 64 56, Nice (16) 93 21 34 55.



21 vols hebdomadaires vers l'Asie.

SAS
SCANDINAVIAN AIRLINES

1. *Journal of Management Studies*, 1990, 27, 1, 1-14.

tiel
 10
 red
 M
 27
 sur
 tai
 cal
 de
 L
 d'E
 des
 que
 une
 pri
 uni
 d'én
 bu
 en
 me
 att
 12
 fab
 dia
 L
 tai
 déc
 du
 cha
 eccl
 de
 1
 fia
 aut
 alc
 dé
 bou

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 MAI

Compan- ies	VALUES	Cross priced	Premier cross	Denier cross	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced	Premier cross	Denier cross	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced	Premier cross	Denier cross	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced	Premier cross	Denier cross	% +/-	
4096	CNLS3N	4110	4126	4136	+0.61	200	Out. Essing	212.50				230	Geacrise	252.20	227	227	227	+1.85	230	Geacrise	252.20	227	227	+1.85
985	B.M.P. T.P.	820	820	820		1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
975	C.P.M. T.P.	1225	1225	1225	+0.44	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
1127	Hiromi P.T.	1620				1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
1871	Saint Gaudin T.P.	1130	1130	1130		1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
975	C.P.M. T.P.	1225	1225	1225	+0.44	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189	1181			173	Evesson	173.00	178	178	178	+1.58	173	Evesson	173.00	178	178	+1.58
776	ADCOX	749	750	750	+2.42	1189	Compt. M.A.	1189																

COMPTANT (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations						Etrangères					
Emp. Etat A. 6 7/8 %	0 82	C.I.M.	812	811	Mogren	780	....	A.E.G.	700	.....
Emp. Etat B. 5 3/8 %	0 92	C.I.T.R.A.M. R.	2625	2659 a	Midi Delyria	350	....	Alcañiz	305	.....
10 1/8 % 79/84	7 80	Colmar	256	....	Mont	131	....	Alcan	306	.....
GAT 10 1/2 % 82/83	109 57	5 80	Compt.	172	173	Montana (M.)	207	191	American Branch	111	.....
Emp. Etat 12 3/4 % 84	7 75	Comptex	27	....	Compt.	207 50	....	American Bonds	230 50	.....
Emp. Etat 11 1/8 %	2 75	Co Industriale	4411	....	COI (C)	275	....	Artel	888	.....
10 1/8 % sans BS	110 08	0 82	Cry Lion Almond	405	401 10	Odysse Desvignes	1138	1053 1/2	Ascham	155	.....
GAT 10 1/2 % 82/83	105 76	0 62	Cry Miro	841	800	Pablo Novarro	1115	....	Ascham Indus.	155	.....
10 1/2 % 82/83	104 65	1 03	Cry Miro Prov.	42	42	Palat Monro	358	355	Banco Popular de Espana	1500	.....
ODT 9 1/2 % 12/97	102 55	1 42	Odysse (C)	320	322 85/8	Parfumes	175	175	B. Rijnlands Indus.	24100	.....
ODT 9 1/2 % 11/98	103 15	3 18	Co Universal (C)	710	711	Parfums (P)	650	648	Carroll Corp.	70 50	.....
ODT 9 1/2 % 1995	Odyssey (C)	127 50	128	Parfums (P)	250 30	....	C.I.L.	70 50	.....
PTT 11 1/2 % BS	108 40	5 08	Odyssey	1780	1788	Parfums (P)	322 50	....	Comptex	522	.....
PTT 10 3/8 % 08	3 28	Dahab	1550	1550	Paper Chiriac	784	....	De Bary (S)	137	.....
PTT 10 3/8 % 90	2 07	Dahab Valpar	2850	....	Paper Chiriac	1632	1532	Dom Chemical	303	.....
ON 10 1/2 % 1978	101 75	1 42	Dahab Valpar	1070	....	Paper Chiriac	645	641	Dom Chemical	24 50	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eden Bruck	2800	....	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	898	898	Paper Chiriac	1430	....	Gen. (S. Star Line)	687	.....
ONB Bayen 5000 F.	4 12	Eder Bruck	2800	....	Paper Chiriac	784	783</			

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Frair Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frair Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frair Incl.	Rachet net
A.A.A.	1045 61	1019 52	Financière	843 13	822 57	Pompe Gaspard	58792 92	58792 92
Action	221 82	216 89	Financière	25 34	26 82	Prénova Orléans	10594 13	10593 55
Agroparc	777 21	743 74	Foncière	183 70	11267 34	Profray, Equinox	109 28	109 19
Amélie	7913 01	7031 74	Francia	4601 85	4946 40	Profr Associates	20861 57	20861 57
Amphibia	624 18	600 32	Genérale	105 18	105 18	Profr Associates	1057 84	1057 84
Amphibia Court 7	100 18	100 18	Genérale	12616 42	12461 10	Quartz	131 84	1280 12
Asorac	1800 44	1100 44	Gen. Associations	189 44	182 78	Rakowak	920 57	983 76
Asotaf Corp.	367 29	367 29	Horizon	1189 11	1189 11	Ramont Inc.	1801 157	1801 157
Astoria	1257 54	1220 93	HLM Mondaine	12670 83	12670 83	Reynolds Trimestre	5305 76	5253 23
Avenir Alsac.	1675 48	1642 93	Interparc	100729 23	100696 34	Reynolds Trimestre	1144 98	1126 07
Avenir C.D.	109 08	105 90	Interparc	13711 88	12694 98	St-Henri Bx-Alsac.	550 91	550 91
Avenir C.D.	1468 79	1468 79	Interparc	121 91	121 91	St-Henri Bx-Alsac de T.L.	208 62	218 62
Ast Court Trimestre	7200 94	7200 94	Jacques	171 08	189 10	St-Henri Etel.	226 04	282 04
Am. Europe	151 25	125 90	Jeuneperce	256 32	252 26	St-Henri Ind.	752 08	717 96
Am. Investments	122 82	117 57	Lafite Acierpax	233 81	223 85	St-Henri Ind. Pac.	184 03	185 05
Am. Ind.	114 18	108 27	Lafite Acierpax	253 15	242 83	St-Henri Pacifique	810 46	882 78
Am. P.H.M.	108 94	108 61	Lafite Export	250 18	239 98	St-Henri Pacif.	519 15	495 61
Am. Values PER.	122 08	110 82	Lafite France	306 22	293 74	St-Henri Pacif.	335 08	335 08
Cayenne	5785 38	5763 72	Lafite Immobil.	231 41	221 98	St-Henri Pacif.	505 64	505 64
Declatex	508 20	583 24	Lafite Japon	433 12	413 55	St-Henri Pacif.	189 07	189 07
Declatex	1189 00	1180 33	Lafite Orléans	137 92	132 30	St-Henri Pacif.	1280 36	12567 12
Grand Pensions	30 36	26 81	Lafite Rodezville	184 16	186 24	St-Henri Pacif.	1273 45	1273 45
Grand Pensions	12 19	139 00	Lafite Tokyo	37 17	367 71	St-Henri Pacif.	700 06	695 63
Comptech	3300 16	3195 36	Lafite Tokyo	2059	2053 82	St-Henri Pacif.	1692 58	1690 40
Comptech	382 73	380 01	Lafite C.T.	1498 29	1498 29	St-Henri Pacif.	657 79	657 79
Comptech	467 08	467 08	Lafite C.T.	1498 29	1498 29	S.G. Fr. International	1025 26	1025 18
Crédit Mobil. Am. Ind.	1183 59	1183 59	Liaison Association	11193 59	11193 58	St-Henri Pacif.	408 36	407 36
Declatex	1215 22	1196 58	Liaison Association	26836 96	26869 38	S.I. Ent.	1640 12	1376 20
Drout France	830 42	794 56	Liaison	881 26	873 78	St-Henri Pacif.	188 27	183 57
Drout France	1008 29	994 07	Liaison	2068 77	2078 01	St-Henri Pacif.	439 37	407 10
Drout St-Henri	249 86	238 10	Liaison	24062 42	24055 42	St-Henri Pacif.	222 08	210 48
Drout St-Henri	181 63	145 88	Liaison	519 44	519 44	St-Henri Pacif.	418 20	407 10
Drout St-Henri	102 64	1026 97	Liaison	502 68	578 44	S.N.U.	119 04	1193 15
Drout St-Henri	126 57	123 03	Midwestern	189 21	181 05	Sogaparc	327 06	315 24
Drout St-Henri	2364 92	2381 01	Muscat C.D.	110105 59	10004 93	Sogaparc	1071 96	1023 34
Drout St-Henri	2189 63	2105 44	Muscat C.D.	573 81	573 81	Sogaparc	1345 63	1294 61
Drout St-Henri	404 37	392 89	Muscat C.D.	01764 59	01764 59	St-Henri Investments	564 72	540 01
Drout St-Henri	00841 01	00841 01	Muscat C.D.	06967 96	06967 96	Solomon	2190 43	2180 85
Drout St-Henri	33942 53	33942 53	Muscat C.D.	7424 44	7424 44	Solomon	581 08	581 08</

	Marché libre de l'o
--	----------------------------

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 28/5	COURS DES BILLETS achat	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/5	Jeux: Lectures de Monro- Monte.
Euro-Unité (1 unit.)	5 788						125
Ecu	6 179						778
Allemagne (100 dm.)	340 100			Or fin (pâle en barre)	66400		1201
Belgique (100 f.)	16 529			Or fin (en lingot)	68900		1636
Playa-Bar (100 f.)	301 910			Napoléon (20f.)	380		7078
Unité (1000 lire)	4 570			Place Rue (10 f.)	407		3201
Danemark (100 lire)	88 760			Place Suisse (20 f.)	355		1601
Unité (1000 lire)	10 045			Place Leone (20 f.)	382		198 80
Göteborg (1 f.)	3 103	3 103		Souverain	494		3305
Grèce (100 drachmes)	359 100			Place 20 dollars	2110		2112
Suède (100 kr.)	84 810			Place 10 dollars	1050		1536
Norvège (100 kr.)	87 350			Place 5 dollars	575		350
Autriche (100 sch.)	48 340			Place 50 pesos	2480		3780
Espagne (100 pes.)	5 478			Place 10 florins	385		1900
Portugal (100 esc)	3 834						
Canada (1 \$ can.)	5 039	4 196					

c. coupon

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 433**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

COMMUNICATION

M. Bourges annoncera un plan de restructuration d'A 2 - FR 3 le 10 juillet

Les pertes d'Antenne 2 se sont élevées à 744,2 millions de francs l'an dernier pour un chiffre d'affaires de 2,9 milliards, selon les comptes adoptés à l'unanimité par son conseil d'administration, lundi 27 mai. Ces chiffres, très proches de ceux de l'audit Coopers et Lybrand (le Monde du 18 mai), font aussi apparaître une trésorerie négative de 569 millions de francs et des capitaux propres négatifs de 311,8 millions.

Pour remédier à cette situation, jugée « d'une extrême gravité » par le président commun d'A2-FR3, M. Hervé Bourges, un plan de restructuration qui « passera aussi par des réductions d'ef-

fectifs » sera présenté le 10 juillet prochain. Dans une interview au Figaro, M. Bourges précise que la « fusion en une seule société » d'Antenne 2 et FR3 - chaque chaîne conservant une identité forte - devra être envisagée ultérieurement. « Je n'ai jamais caché ce que je considère la loi comme inachevée », précise-t-il en ajoutant que son modèle est la BBC.

M. Bourges estime aussi que les 1,5 milliard de francs du gouvernement ne suffiront pas à redresser A2 et FR3 : « Il appartient aux pouvoirs publics de définir une meilleure méthode de financement que la redevance ».

Les canards boiteux du secteur public

par Jean-François Lacon

La publication des rapports de la Cour des comptes sur A2 et FR3 (le Monde du 18 mai) a provoqué de bien étranges réactions de la part des pouvoirs publics et de la présidence des chaînes. On a beaucoup poéti-qué sur la portée du travail des hauts magistrats, son caractère « fragmentaire » ou « provisoire ». On s'est même interrogé sur les motivations secrètes des auteurs des « fuites ». M. Hervé Bourges, nouveau président des deux chaînes, a fait mine de croire que le débat portait sur le chiffre du déficit alors qu'il concernait avant tout les conditions de la gestion.

Au bout du compte, les responsables d'A2 et FR3, comme les représentants du gouvernement, ont ignoré la question cruciale soulevée par le diagnostic de la Cour : la télévision publique va-t-elle périr asphyxiée par le poids de la tutelle politique et administrative ? Ou l'Etat va-t-il enfin se résigner à lui accorder les mêmes prérogatives qu'aux autres entreprises publiques ?

Les méseventures de M. Philippe Guilhaume et de ses prédécesseurs - même pimentées par quelques contentieux politiques - envoient à ce problème de fond. Et, à l'ignorer, M. Hervé Bourges, le PDG commun, malgré tout son talent, risque d'y laisser quelques plumes. Les rapports de la Cour des comptes montrent en effet que, depuis 1985, A2 et FR3 ont perdu une position de monopole pour affronter une concurrence de plus en plus vive sans que l'Etat actionnaire fasse évoluer ses rapports avec les deux entreprises. Les pouvoirs publics émettent pourtant que Thomson ou Renault ne relèvent pas de la même gestion que la SNCF ou le Poste. Pourquoi faut-il donc que les télévisions publiques, qui doivent elles aussi affronter le marché, soient plus mal loties que le constructeur automobile ou le géant de l'électronique ?

L'ambiguïté de l'Etat actionnaire commence dès la définition des objectifs. Difficilement, A2 et FR3 doivent remplir un certain nombre de « missions de service public », qui vont des émissions religieuses au respect de la langue française. La loi de 1989 y a ajouté l'harmonisation des deux programmes pour offrir le maximum de choix aux spectateurs.

Pénurie de moyens

A cette loi écrite vient se juxtaposer une vocation beaucoup moins explicite de « rôle industriel ». Les deux chaînes doivent, à des degrés divers, soutenir un coup par coup la Société française de production (SFP) en difficulté presque continuelle, les producteurs privés boudés par les télévisions commerciales, la stratégie de Thomson sur le D2 Mac, l'aventure du satellite, le pluralisme régional de l'information ou le « rayonnement culturel » vers le Maghreb. Et comme si ce catalogue d'objectifs n'était pas déjà excessif et contradictoire, l'Etat y ajoute le devoir d'être compétitif, de regagner de l'audience vis-à-vis de TF1... tout en équilibrant ses comptes.

Une gestion saine conduit à aligner les moyens sur les objectifs. Là encore, l'Etat actionnaire pêche, au moins par inconscience. Posséder sur le débat jamais tranché entre financement par la redevance et ressources publicitaires, débat dont le répit annuel déstabilise toujours un peu les télévisions publiques. Il reste qu'A2 et FR3 se voient privées d'une partie des ressources publiques par un actionnaire qui mène sa politique sociale à coups d'écoulements de redevance sans rem-

bourser le montant de ses lar-

geses.

Et les deux chaînes, invitées par l'Etat à trouver un complément de financement sur le marché publicitaire, se font interdire par la loi de couper leurs émissions par des spots, ce qui les désavantage par rapport à leur concurrents privés. Comment s'étonner dès lors, comme le souligne la Cour des comptes, que TF1 puisse s'offrir une grille de programmes une fois et demie plus coûteuse qu'Antenne 2 ou que FR3 soit dans l'incapacité de financer les objectifs que l'Etat lui a assignés ?

Au lieu des objectifs, à la pénurie des moyens, s'ajoute une conception très particulière du contrôle, plus proche de la tutelle administrative que des prérogatives d'un actionnaire. Pour de mystérieuses raisons, l'Etat persiste à régner directement sur la régie publicitaire d'Antenne 2, interdisant de fait à la chaîne d'imposer sa politique commerciale à sa filiale. Les représentants du pouvoir au conseil d'administration de la télévision publique s'opposent à une légitime modification de l'embarquement des programmes. Puis ils bloquent la commercialisation de ces mêmes stocks d'émissions. Des imitations qu'on a peine à imaginer aux conseils d'administration de Thomson ou de Pechiney.

Marqués de près par les pouvoirs publics, les dirigeants des chaînes ne peuvent même pas miser sur la durée pour tenter de convaincre ou d'imposer leurs vues. En moins de six ans, quatre directions se sont succédées à la tête d'Antenne 2, tandis que FR3 a vu passer cinq responsables.

Le cordon ombilical n'est pas coupé

L'absurdité, l'incohérence des rapports entre l'Etat et A2-FR3 sont aujourd'hui flagrantes. Elles pèsent lourdement dans la crise de légitimité que connaît depuis quelque temps la télévision publique. L'Etat ne peut justifier aux yeux du contribuable les « aides exceptionnelles » qu'il injecte chaque année dans les deux chaînes, ni davantage persuader leurs personnels du bien fondé du dou-

leur « dégraissage » qu'il prépare, sans balayer d'abord devant sa porte.

En 1982, le gouvernement socialiste a libéré l'audiovisuel public d'une grande partie des pressions politiques qui pesaient sur l'information en instituant la Haute Autorité. Révolution courageuse mais incomplète. Neuf ans plus tard, le fameux cordon ombilical entre le pouvoir et la télévision n'est toujours pas coupé. A2 et FR3 sont toujours considérées comme des canards boiteux dans l'univers des entreprises publiques.

La clarification des rapports entre l'Etat et la télévision publique nécessite plus que de vagues déclarations d'intention. Elle ne peut se réduire à la signature de ces « contrats d'objectifs » dénoncés par la Cour des comptes comme de simples alibis à un interventionnisme accru de l'Etat. Le gouvernement de M^{me} Edith Cresson, qui annonce le retour en force des politiques industrielles, serait bien inspiré de ne pas oublier l'audiovisuel public et de fixer à M. Bourges des priorités claires assorties des moyens correspondants. Et le temps suffisant pour mener son action à bien.

Mais il faut aussi, pour garantir l'avenir, sortir de l'imbroglio légal qui confie à l'Etat tout pouvoir sur les missions et le financement de l'audiovisuel public mais réserve au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) le soin de nommer et de sanctionner, le cas échéant, le PDG d'A2 et FR3. Situation proprement schizophrène, qui a favorisé bien des dérapages depuis trois ans.

Le choix d'une solution sera politiquement délicat. La cohérence voudrait que le gouvernement récupère les pouvoirs accordés au CSA, mais l'opération risque de passer pour une reprise en main politique si elle n'est pas assortie d'une garantie formelle d'indépendance pour A2 et FR3. A l'inverse, une extension des pouvoirs du CSA serait du meilleur effet libéral mais accentuerait le divorce profond entre la direction de la gestion des chaînes publiques et leur financement.

Un journal pour les jeunes issus de l'immigration

«Le Temps des cerises» vent promouvoir l'intégration à la société française

« La lutte contre l'intégrisme et l'ignorance génératrice d'intolérance » : telle est la profession de foi du Temps des cerises, un futur hebdomadaire destiné aux jeunes Français de quinze à trente-cinq ans issus de l'immigration. Ce « journal pas comme les autres », selon les termes de l'un de ses fondateurs, M. Khayati Khayati, enseignant à Paris-IV et journaliste à France-Culture, veut ouvrir à une meilleure intégration des Beurs et des jeunes d'origine africaine dans la société française.

D'autres titres comme Baraka, l'héritier de Sans frontières, ont disparu après avoir tenté de fédérer un lectorat français d'origine immigrée. Mais le Temps des cerises tente à nouveau le pari. Sa parution est prévue en septembre, mais un numéro « zéro » sera prêt le 15 juin.

Imprimé sur seize pages, l'hebdomadaire traitera de politique intérieure et étrangère française mais aussi de l'actualité des pays africains, afin de montrer à ses lecteurs, selon M. Khayati, que « la démocratie et les droits de l'homme n'y ont pas réellement cours et que le retour au pays n'est pas évident ».

Le journal offrira aussi un guide culturel pour les jeunes, des

enquêtes, une rubrique gastronomie « Restaurants d'ici et d'ailleurs », etc. Soutenu financièrement par des industriels et des commerçants français d'origine maghrébine, le Temps des cerises disposera d'un budget de 8 millions de francs et fera appel à la publicité. Vendu en kiosque au prix de 15 francs, il comprendra une rédaction permanente de huit journalistes, dont Samir Kassi (collaborateur du Monde diplomatique) et Hedi Dhokar (Jeune Afrique). Le tirage prévu du Temps des cerises est de 30 000 exemplaires.

À l'Association Hubert Beuve-Méry. L'Association Hubert Beuve-Méry, le lundi 27 mai, a décidé de proposer aux autres associés de la SARL le Monde la cession de deux nouveaux membres : MM. Roger Feuroux et Edmond Maïre. Selon les statuts de l'association, cette désignation sera soumise à l'agrément des autres associés de la SARL, convoqués en assemblée générale extraordinaire le 3 juin. L'association, présidée par M. Michel Houssin, compte actuellement treize membres à la suite du décès d'Eugène Descamps et de celui de Paul Reuter. Elle détient 32,5 % des parts de la SARL.

CARNET DU Monde

Naissances

Maria et Isabelle
JAEGER-HOUDART
ont la joie d'annoncer la naissance de

Louise,

le 21 mai 1991, à Papete.

Haut-Commissariat,
BP 115, Papeete,
Tahiti.

Patrick EROUARD
et
Eliza NICKOLS
ont la joie d'annoncer l'arrivée de

May, Shams

(Soleil de Mai),

le 25 mai 1991.

Villa Média,
1 Viale Trinità dei Monti,
00187 Roma.

Décès

M. et M^{me} Jacques Berger,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Pierre Berger,
leurs enfants et petits-enfants,
Le bâtonnier et M^{me} Yves Berger
et leurs enfants,
Le docteur et M^{me} Edouard Larive,
M^{me} Odette Gailly,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul BERGER,

survenu à Kinsasha, le vendredi 17 mai 1991, à l'âge de soixante-six ans. Les obsèques se sont déroulées à Kinsasha.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le mardi 4 juin, à 18 heures, en l'église Saint-Bruno-des-Chartreux, à Lyon.

Une autre messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Françoise Eytan,
Archi Emmanuel et Raphaële Eytan,
ont la douleur de faire part du décès, le 26 mai 1991, de

Edwin EYTAN,
correspondant à Paris du Yiddish Aharonach,
chef du bureau européen
de l'Agence télégraphique juive.

L'inhumation aura lieu à Tel-Aviv, le jeudi 30 mai.

75014 Paris.

Mort à soixante-trois ans des suites d'une longue maladie, Edwin Eytan, correspondant du Yiddish Aharonach en France depuis plus de trente ans, était une des « figures » de la presse juive internationale à Paris. Né en Roumanie, il avait dirigé en Israël avant la seconde guerre mondiale et après des études de médecine à Jérusalem, avait choisi le journalisme. Il était aussi responsable de section européenne de l'Agence télégraphique juive.

M^{me} Gerry Gischia,
sa femme,
ses enfants,
ses petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès du peintre

Léon GISCHIA,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Venise, le dimanche 26 mai 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Gesù dei Viventi le mercredi 29 mai, à 12 h 45, et sera suivie de l'inhumation.

Une messe sera célébrée à son intention le lundi 27 mai à 11 heures, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6.

Cet avis tient lieu de faire-part.
(Lire page 28.)

M^{me} Marcelle Fleury,
sa mère,
M. Francis Guillet,
son époux,
Le docteur et M^{me} Franck Guillet
et leurs enfants,
M. et M^{me} Antoine de Margerie
et leurs enfants,
Marie Guillet
et les Xavières,
M. et M^{me} Georges Argenti
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean Guillet
et leurs enfants,
M. et M^{me} Pierre Guillet
et leurs enfants,
Catherine et Denis Guillet-Dolidon
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline GUILLET,

survenue le samedi 25 mai 1991.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 28 mai, à Marseille.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F
Abonnés et actionnaires 80 F
Communiqués divers 85 F
Thèses étudiants 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

M^{me} Jean Lepvrier,
son épouse,
Les docteurs Geneviève et Gilles
Sevestre,
Odile et Michel Arnaud,
Anne-Marie et Olivier Gascard,
ses enfants,
Ses six petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
l'administrateur général des affaires
maritimes de 1^{re} classe,

M. Jean LEPRVIER,
membre de l'Académie de marine,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
commandeur
de l'ordre du Mérite maritime,

survenu le 25 mai 1991, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 1^{er} juin, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre de Plouha (Côtes-d'Armor).

Ker Rohan,
22580 Plouha.

M^{me} Patrice Malterre-Barthes,
son épouse,
M^{me} Anne-Charlotte Malterre-Barthes,
sa fille,
M. et M^{me} André-Auguste Gournail,
ses oncles et tante,
Et M^{me} André Gournail,
M. et M^{me} Rodolphe Eyssette-Barthes,
M. et M^{me} Jean-Louis Vidal,
M. et M^{me} Maurice Ferrie,
M. et M^{me} René Past,
M. et M^{me} Francis Pages,
M. et M^{me} Pierre Fargues,
M^{me} Ginette Charpentier-Fargues,
Le docteur Henri Rey et M^{me},
ses cousins,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Patrice MALTERRE,
ingénieur INSEET,
secrétaire général
de l'Office de coordination
des transports de Marseille
(OCOTRAM),
administrateur
de la Régie des transports de Marseille,

survenu en son domicile le 26 mai 1991, à l'âge de cinquante-sept ans.

Selon sa volonté, le service religieux a été célébré par les abbés Jacques Cabans et Marc Fournier, ses amis.

L'inhumation a eu lieu dans l'Église maternelle à Saint-Nazaire-d'Aud.

La famille exprime ses remerciements aux docteurs Pierre Tournaud, du CHU de La Timone, Jean-Louis Misset et William Pélé pour leur dévouement.

Le président Jean Robert,
Les membres du conseil d'administration,
Et tous ses amis de l'Association pour le Musée des transports urbains, ont la tristesse de faire part du décès de

Patrice MALTERRE,

qui a longuement travaillé pour le musée.

M. et M^{me} Gérard Mazaltob,
M. et M^{me} John Saul,
ses enfants,
Mark, Gie, Romain et Mathias,
ses petits-enfants,
M^{me} Marcelle Idessence,
sa belle-sœur,
M^{me} Yvonne Senoussou,
qui lui a prodigué ses soins,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor MAZALTOB,

survenu en son domicile, le 17 mai 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu le 21 mai, au cimetière parisien de Pantin.

61, rue Brancas,
92310 Sèvres.
Résidence Les Étangs,
92410 Ville-d'Avray.

M. et M^{me} Adrien Portet,
ses parents,
Pierre Portet,
son frère,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

François PORTET,

ancien élève

de l'École normale supérieure

de Saint-Cloud,

agréé d'espagnol.

Les obsèques auront lieu en l'église de Poinis-lard (Haute-Garonne), le mercredi 29 mai 1991, à 14 h 30.

Treignac, Toulouse.

M^{me} Paul Pouloux,
M. et M^{me} Jean-Marie Berrande,
Bernadette Pouloux,
Paul et Anne-Marie Berrande,
Les familles Pouloux, Desproges,
Marvès,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul POULOUX,
pharmacien,
maire honoraire de Treignac,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le samedi 25 mai 1991, en l'église de Treignac (Corrèze).

M^{me} Marie-Cristine Tessari,
Nina et Raphaële,
Edouard et Marthe Prunier,
Françoise Prunier,
Dominique et Marine Prunier,
Eric et Christiane Frenais,
Jean-Luc et Dominique Prunier,
Les familles Prunier, Tessari, Long.
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès
accidentel de

Alain PRUNIER.

le 21 mai 1991, à l'âge de trente-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu le 24 mai, au cimetière protestant de Montauban.

2, rue Lamoricière,
82000 Montauban.
L'Alicante,
avenue Georges-Pompidou,
04100 Manosque.

Guéret.

M^{me} Yvonne Thevenot,
son épouse,
M. et M^{me} Claude Garcia,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Aline Graveron,
sa belle-sœur,
M. Maxime Gomichon,
son beau-frère,
Ses oncles, nièces,
Ses petits-neveux, petites-nièces.
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges Pierre THEVENOT,

inspecteur du travail en retraite,

survenu le 27 mai 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 30 mai, à 9 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Guéret.

30, rue de la Madeleine,
23000 Guéret.

Remerciements

M^{me} Anna Merchin,
M. Charles Merchin,
David et Clara Merchin,
La société Alband,
Ses collaborateurs et amis,
profondément touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Benjamin MERCHIN,

vous adressent leurs sincères remerciements.

Anniversaires

Il y a dix ans, le 27 mai 1981.

Jacques-Antoine GAU,
député, maire de Vézins (Hérault),
conseiller régional,
ancien vice-président
de l'Assemblée nationale,

nous quitte.

Tous ceux qui l'ont connu, aimé,
estimé, se souviennent.

Il y a trois ans,

Olivier TOUSSAINT

nous quitte.

Souvenons-nous de son intelligence,
de son intégrité, de sa générosité.

Le 28 mai 1991.

Communications diverses

Cécile Bernard-Lazare : Marx
satellite de l'interrogatoire. Presses Kailan,
de l'université de Tours, dans son
ouvrage publié aux Editions Imago.
L'exposé de ses recherches servira de
point de départ à un débat le jeudi 30,
à 20 h 30, au C.E.L., 10, rue Saint-
Claude, Paris-9. Tél. : 42-71-68-19.

Expérience fraudéenne et
recherche scientifique. Journée
d'études, samedi 1^{er} juin,
9 heures-17 heures : Inconscient et
construction des objets scientifiques
(mathématiques, physique).

Maison de la recherche, 54, rue de
Varenne, Paris-7. Inscriptions : 180 F.
à EPERIS. Tél. : 46-33-43-93.

Table ronde organisée par les
Nouveaux Cahiers, sous les auspices de
l'Alliance Israélite universelle : La
grande Allemagne, politique et civilisation.

Avec Alfred Grosser, Rita Thal-
mon, Rudolf von Thadden, Katharina
von Bulow.

45, rue La Bruyère, Paris-9. le mer-
credi 29 mai 1991, de 18 heures à
20 heures. Tél. : 42-80-35-00.

THÈSES

Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
des lundi 27 et mardi 28 mai :
DES ARRÊTÉS
- Du 14 mai 1991 instituant un
comité d'hygiène et de sécurité
spécial à la direction générale des
douanes et droits indirects.
- Du 13 mai 1991 portant ins-
cription sur la liste des spécialités
pharmaceutiques agréées à l'usage
des collectivités et divers services
publics.

Un résultat sans précédent

La France a dégagé un excédent dans ses échanges avec l'Allemagne en avril

Les résultats du commerce extérieur de la France en avril ont été nettement meilleurs que les mois précédents, le déficit ayant été limité à 2,1 milliards de francs pour un déficit mensuel moyen de 5,8 milliards au cours du premier trimestre. Cette amélioration s'explique par la réduction de nos importations d'énergie et surtout par l'excédent de nos échanges commerciaux avec l'Allemagne. Du jamais vu dans les relations avec notre voisin d'outre-Rhin.

Au cours du mois d'avril, les exportations de la France ont atteint 108,3 milliards de francs, contre une moyenne de 106,2 milliards de francs, progressant légèrement (+0,6%). Par rapport à avril 1990, les ventes à l'étranger progressent de 10,6% alors que les importations augmentent de 9%. Après correction des variations

saisonnalières, les exportations françaises atteignent 102,2 milliards de francs et les importations 104,3 milliards. Le déficit de la balance «énergie» a été nettement moindre qu'au cours des mois précédents : 5,9 milliards de francs contre une moyenne de 8,2 milliards de francs au premier trimestre de cette année. Cette amélioration s'explique par de moindres quantités importées, les prix à la tonne ayant été plus élevés (772 francs contre 746 francs en mars, soit +3,5%).

La balance des produits manufacturés civils a été déficitaire de 5,4 milliards de francs, contre une moyenne de 7,1 milliards en 1990. La vente de douze Airbus pour 3,369 milliards de francs a été compensée contre treize appareils en mars (3,440 milliards). L'excédent de la balance des produits agro-alimentaires se réduit. Cet excédent a été de 3,9 milliards de francs en avril contre une moyenne mensuelle de 4,3 milliards en 1990 et de 5 milliards au cours des quatre pre-

miers mois de 1990. La bonne nouvelle d'avril est le total rééquilibrage des échanges de la France avec l'ensemble de l'Allemagne. La réunification et la très forte demande intérieure qu'elle a provoquée outre-Rhin avaient progressivement amené notre traditionnel déficit bilatéral. Celui-ci, de 4,9 milliards de francs en moyenne chaque mois durant l'année 1989 et encore de 3,5 milliards en 1990, a complètement disparu pour la première fois en avril, laissant même la place à un léger excédent de 298 millions de francs. Aussi loin que l'on remonte dans les statistiques commerciales entre les deux pays, on ne retrouve pas d'excédent français. Nos échanges avec les États-Unis se détériorent en revanche fortement, le déficit ayant atteint 5,5 milliards de francs en avril, contre une moyenne mensuelle de 2,8 milliards de francs l'année dernière. La faiblesse du dollar au cours du second semestre 1990 produit maintenant ses effets.

A. V.

Le 29 et le 30 mai

L'un des deux syndicats de pilotes d'Air Inter maintient son ordre de grève

Au terme d'une longue séance de négociations, le 27 mai, entre la direction d'Air Inter et deux syndicats de pilotes, le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et l'Union syndicale du personnel navigant technique (USPNT), la menace de grève annoncée pour le mercredi 29 et le jeudi 30 mai a été réduite mais pas supprimée.

Les pilotes et mécaniciens navigants s'opposent à l'utilisation par Air Inter des avions de la société d'exploitation d'Aérospatiale, filiale commune avec La Poste, pour le transport de passagers. Ils redoutent que cette collaboration n'accroisse le retrait des Mercure d'Air Inter. Ils veulent la disparition de ce transporteur autonome comme ils ont obtenu la fin de la compagnie Aérospatiale, filiale d'UTA.

La direction a persuadé le SNPL d'abandonner son préavis, mais l'USPNT, syndicat corporatiste propre à Air Inter, l'a maintenu. En conséquence, la campagne intérieure devra annuler 30% des vols prévus. Elle recommande aux passagers de téléphoner, à Paris, au 43 39 25 25 et, pour la province, dans les centres de réservation régionaux, ou d'utiliser le minitel 3615 code Air Inter.

Décès du peintre Léon Gischia

On apprend la mort du peintre et décorateur de théâtre Léon Gischia. Il était âgé de quatre-vingt-onze ans.

Né le 8 juin 1903, à Dax, Léon Gischia avait fait des études post-scolaires de lettres et d'histoire de l'art, avant de se consacrer à la peinture. Élève d'Odilon Redon et de Fernand Léger (avec qui il décora le Pavillon des Temps nouveaux de la Courbe de la Seine pour l'exposition universelle de 1937), il consacra à développer une œuvre d'art de plus en plus libre, qui déboucha plus d'une fois sur une certaine sécheresse.

Faisant fructifier l'héritage du fauvisme et du cubisme, il compte, au lendemain de la guerre, parmi les principaux représentants de la jeune peinture de «tradition française», avec Bazaine, Estève, Lapioque, Le Moal, Monestier, Pignatelli, Coste. Cette époque qu'il devint décorateur de théâtre et costumier. Son œuvre sera désormais indissociable de la mise en scène du Festival d'Avignon et du Théâtre de Chailly (Richard II, 1947; La Mort de Don Juan, 1948; Le Cid, 1949; Henri IV, 1950; Le Prince de Homburg, 1951...). Le décorateur réagissait en peintre à un espace scénique qu'il voulait rationnel, construit, fonctionnel.

Outre sa collaboration parfaite avec Jean Vilar, il travailla aussi avec André Barsacq, Daniel Sorano, Sylvia Monfort, et fit des décors et costumes d'opéra pour la Scala de Milan et le Théâtre de la Fenice à Venise.

G. B.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Au feu!

Q'EST-CE qui se passe, on comprend pas, on comprend rien. Brusquement, c'est le tocsin! Alerte au feu de brousse, feu de jungle, qui embrasent depuis des années les banlieues-ghettos. Si la solution, c'est d'ouvrir les beaux quartiers aux immigrés, comment ça se fait qu'ils y aient pas pensé plus tôt, nos princes? Ça paraissait pourtant évident.

Même si à droite on prétend qu'à Neuilly au bout de six mois ça flamberait pareil qu'à Mantes-la-Jolie. A peine on rénove, on construit, qu'on casse, on détruit. On a la haine, on s'ennuie, on se sent exclu du marché du travail qui a recraché, qui a rejeté cent mille personnes, vous vous rendez compte, c'est énorme, depuis le 1er janvier.

Chaque jour sept cents nouveaux chômeurs, un toutes les deux minutes, vivent leurs trois ou leurs vestiaires pour aller pointer à l'ANPE. Devant les cabines téléphoniques on prend la queue, on pléte, les petites annonces sous le bras, en attendant que le mec qui l'occupe ait appelé toutes celles qu'il a cochées. Et

finisse par raccrocher, désespéré. Maintenant, on nous dit: Surtout de faire comme les Allemands: moins de bacheliers, plus d'apprentis. C'est un peu fort, avouez! C'est pas d'hier qu'ils ont pigé la truc, eux. Et voilà qu'on la découvre, nous, aujourd'hui! Bonn, c'est pourtant pas Tombouctou, c'est à côté, c'est l'Europe. Question travail intérieur, pareil. Ils étaient contre, nos princes, c'est au moment précis où les agences, dégoûtées, dégraisaient avant de mettre la clé sous la porte qu'on va essayer de le réhabiliter.

Nous, les piques, nous les gogos, on a l'impression que cette guerre-là, la guerre de l'emploi, les socialistes sont en train de la perdre comme ils ont perdu celle du franc en 1981-83, simplement pour avoir essayé de faire les malins. A quoi ça ressemble, cette façon de gouverner? A vue, l'œil fixé sur l'horizon 93. Celui du grand Marché commun? Tu parles! Celui des petits marchandages électoraux. Si tant est que l'opinion, écorchée, accepte encore d'entrer, en allant aux urnes, dans le jeu de ces politiques qui font passer les calculs avant les choix.

LIBAN: Le Hezbollah déclare qu'il n'est pas habilité à négocier la libération des otages occidentaux. Le secrétaire général du Hezbollah pro-iranien, Sheikh Abbas Moussawi, a affirmé, lundi 27 mai, que sa formation n'était pas habilitée à négocier la libération des otages occidentaux, mais seulement celle de deux prisonniers israéliens qu'elle détient. Douze otages occidentaux sont encore détenus au Liban: six Américains, trois Britanniques, deux Allemands et un Italien (le Monde date 26-27 mai). Le ministre israélien de la Défense, M. Moshe Arens, s'est déclaré «prudemment optimiste» à propos d'un éventuel arrangement permettant un échange de prisonniers libanais et palestiniens contre les militaires israéliens détenus au Liban. (AFP)

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COUTURES MESURE
à partir de
PANTALONS 830 F VESTONS 960 F
3 000 tissus
Luxeuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone: 47-42-70-81
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Amnesty International: «Le combat iranien de la République islamique» Le martyre de Suh Sung, ancien prisonnier «non converti» 2

La défense européenne

La création d'une force de «réaction rapide» à l'ordre du jour de la réunion ministérielle de Bruxelles 4

Les Coréens et l'ONU

Pyeongyang accepte l'admission simultanée des deux États 5

Les «effets» Fabius

Et Cresson dans l'opinion Les limites d'un «électrochoc» 9

Invité de l'heure de vérité

M. Philippa de Villiers mat an cause la fin de la campagne de M. Mitterrand 10

La préparation

des élections régionales Le Front national désigne ses têtes de liste 10

Nouveau coup dur

pour Superphénix 12

John McEnroe éliminé

Lira les articles d'Alain Giraudo et de Bertrand Poirot-Delpech 13

SCIENCES • MÉDECINE

Cent mille Françaises contre le cancer • Le «chaos» des physiciens • Point de vue • En finir avec le «Haut Mal», par le docteur Pierre Jellou 17 à 19

Le programme

de la Comédie-Française Racine, Hugo, Camus, Molière, Lermontov et quelques grandes reprises 20

SECTION C

Un entretien avec le président de la SNCF

M. Jacques Fournier s'explique sur les tensions sociales dans son entreprise 21

Les budgets des régions en forte augmentation

Un accroissement des dépenses de 16% en 1991 21

Le groupe Pinault rachète Conforama

..... 24

Services

Abonnements 6
Carnet 26
Marchés financiers 24-25
Météorologie 27
Mots croisés 13
Radio-Télévision 27
Spectacles 16
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ca numéro comporte, section B, un supplément «Initiatives» intitulé de 1 à XX, inséré entre les pages 20 et 21, et comprenant les annonces classées.

Le numéro du «Monde» daté 28 mai 1991 a été tiré à 526 476 exemplaires.

Avant les décisions du CSA sur les chaînes privées aux Antilles

Les responsables d'une télévision pirate guadeloupéenne sont inculpés

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Alors que trois stations pirates de télévision émettent en Guadeloupe depuis plus de cinq ans, il aura fallu attendre jeudi 23 mai pour que le patron et le technicien de l'une d'entre elles soient inculpés et placés sous contrôle judiciaire... pour le non-paiement des droits de diffusion des films.

MM. Michel Rodriguez et Robert Roesch, respectivement gérant de la SARL Canal 10 et technicien de la station de télévision émettant sous ce nom, ont été inculpés de «contrefaçon par représentation illicite» de films cinématographiques et placés sous contrôle judiciaire.

Leur inculpation, dont les milieux judiciaires savaient avec insistance qu'elle n'avait aucun rapport avec le CSA et la situation de la station, avait été précédée d'une perquisition dans les locaux de Canal 10, où un important stock de films sur cassettes vidéo destinés à la location avait été saisi.

La station, qui continue à émettre normalement, a retransmis en direct, lundi 27 mai, les premières épreuves des Internationaux de France de tennis, tout comme KTV 5, sa rivale de la région de Pointe-à-Pitre. Depuis l'inculpation de deux de ses responsables, Canal 10 a cependant totalement cessé de diffuser en clair des chaînes de télévision américaines codées et retransmises par satellites.

Visiblement impressionné par les vingt-quatre heures de garde à vue qu'il venait de vivre, M. Rodriguez, le patron et fondateur de Canal 10 a pourtant

affirmé au sortir du cabinet d'instruction du juge Dupont que «le combat continue».

Programmation quotidienne d'un film récent - ce qui lui avait valu une plainte, qui n'a jamais abouti, du syndicat des exploitants de vidéo-clubs -, Canal 10 avait été véritablement lancé par la retransmission en direct, avec des commentaires tantôt en anglais et tantôt en espagnol, de tous les matches de la Coupe du monde de football de 1986 et des principaux événements sportifs mondiaux.

Les spots publicitaires bon marché, taillés parfois avec les moyens du bord ou partant la signature des meilleures agences locales de publicité, avaient afflué, provoquant la vocation d'un concurrent, GTV 5 (aujourd'hui KTV 5) émettant sur Pointe-à-Pitre et sa région, tandis qu'à Basse-Terre les animateurs d'une radio locale créaient «Télé Eclair».

Toutes trois ont répondu en décembre dernier à l'appel d'offres lancé par le CSA, M^{me} Monique Augé Lafon devait présenter le 28 mai aux autres membres du Conseil les dossiers des candidats avant de partir pour les Antilles étudier les dossiers sur place. Au CSA, on précise qu'aucune demande de saisie n'a été faite auprès du Parquet contre Canal 10.

Quelle que soit la décision du CSA, il semble exclu que des émeutes comme celles liées à l'affaire de Télé Free Dom à l'île de la Réunion puissent avoir lieu en Guadeloupe, où cinq ans de télévision pirate ne suscitent qu'un intérêt mêlé d'indifférence.

EDDY NEDELJKOVIC

Une proposition de l'Académie des sciences

Le contrôle des expérimentations génétiques serait rattaché au premier ministre

Dans un rapport, publié lundi 27 mai, sur les «recherches de génie génétique» et les «dispositifs garantissant au mieux leur déroulement et leurs développements», l'Académie des sciences propose au gouvernement la création d'une délégation générale chargée du génie génétique, directement rattachée aux services du premier ministre.

Selon cette proposition, les deux instances actuellement responsables de ces techniques - la commission du génie génétique, dépendante du ministère de la recherche et de la technologie, et la commission du génie biomoléculaire, dépendante du ministère de l'agriculture - seraient transformées en un ensemble de commissions interministérielles. Etant donné «les problèmes d'ordre éthique ou écologique» soulevés, elles seraient obligatoirement saisies de «toutes les expérimentations sur les organismes génétiquement modifiés, dans des conditions à définir». Une recommandation essentiellement destinée à répondre aux directives européennes, qui exigent l'instauration d'autorités compétentes nationales, chargées de délivrer les autorisa-

tions pour des travaux de génie génétique de caractère fondamental ou appliqué.

Technologie en plein essor depuis une dizaine d'années, le génie génétique ouvre la voie au traitement de graves maladies héréditaires, à la thérapie génique (qui vise d'être autorisée aux États-Unis), à l'établissement de la carte génétique de l'homme. Il présente également un enjeu considérable pour l'agriculture, pour les industries alimentaires, chimiques ou pharmaceutiques. Seul moyen selon l'Académie pour que l'évolution réglementaire se fasse «sans trop de temps perdu», «au moins au niveau national», une délégation générale du génie génétique directement rattachée à l'Hôtel Matignon présenterait l'avantage de réunir les tensions existant entre les différents ministères qui, près ou de loin, revendiquent la paternité des futures instances consultatives.

Rejoignant sur ce point l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, qui suggère récemment que le contrôle des expérimentations biotechnologiques soit rattaché au

premier ministre, dans une structure accueillant «des représentants du ministère de l'environnement» (le Monde du 14 avril), la proposition de l'Académie vise donc essentiellement à calmer le jeu. Elle ne devrait pas influencer pour autant sur les projets de loi que préparent depuis plusieurs mois les ministères concernés, qui doivent en principe être présentés en octobre 1991.

CATHERINE VINCENT

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 mars

Indécise

Cinquième séance consécutive de baisse mardi rue Vivienne. Après avoir ouvert en légère hausse (+0,29%), l'indice CAC 40 redevenait négatif très rapidement pendant 0,25% en fin de matinée. Du côté des progressions figuraient les Nouvelles Galeries, Ingénico et Midland Bank. En recul, on notait Locafrance, Pollet et Saupequet.

SCIENCE & VIE MICRO

SVM

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

BASIC LE GRAND RETOUR

En lançant Visual Basic, Microsoft réconcilie programmeurs amateurs et professionnels en permettant aux premiers de créer facilement des applications sous Windows 3 et aux seconds d'intégrer leurs propres applications dans un environnement bureautique de haut niveau. SVM vous dit tout sur ce langage qui pourrait bien révolutionner la micro-informatique...

ET AUSSI:

- DOSSIER: n'achetez pas un ordinateur démodé!
- COMPARATIF: les logiciels de comptabilité pour professions libérales.
- MUSIQUE SUR ORDINATEUR: le guide du home studio.

N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE